Le Monde

www.lemonde.fr

55e ANNÉE – No 17065 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MERCREDI 8 DÉCEMBRE 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE INTERACTIF

■ Sélection d'objets pour l'an 2000

■ Emploi : 15 pages d'annonces classées

Lionel Jospin et la police : « L'insécurité est une inégalité sociale »

AU COURS d'un conseil de sécurité intérieure, lundi 6 décembre, Lionel Jospin a dressé le bilan de la politique menée depuis trente mois en matière de justice et de police de proximité. *« La sécurité est un droit, l'insécurité une inégalité sociale »*, a-t-il affirmé. M. Jospin a annoncé le recrutement exceptionnel de 1 000 policiers supplémentaires parmi les auxiliaires qui effectuent leur service militaire dans la police nationale. Expérimentée sur 67 sites pilotes, cette politique qui vise à rendre les policiers plus présents sur le terrain sera généralisée à l'ensemble du territoire à partir du 1er juin 2000. En matière de justice de proximité, le traitement en temps réel des procédures est désormais appliqué par 90 % des parquets, mais la création de centres de placement immédiat pour les mineurs rencontre des difficultés.

Lire page 12 et la chronique de Pierre Georges page 38

Moscou aux Tchétchènes : la fuite ou la mort

● Le Kremlin menace de raser Grozny ● Il donne jusqu'au 11 décembre à la population pour évacuer la capitale assiégée ● « Tous ceux qui ne quitteront pas la ville seront anéantis », lance l'état-major russe ● Les Etats-Unis et l'Europe émettent des protestations

L'ARMÉE RUSSE a lancé, lundi 6 décembre, un ultimatum aux habitants de Grozny, la capitale tchétchène, leur ordonnant de quitter la ville dans les cinq jours, sous peine de subir un pilonnage aérien et des tirs d'artillerie sans relâche. Des tracts envoyés sur la ville assiégée ont assuré qu'un corridor de sécurité serait ménagé pour la population *« jusqu'au 11 décembre »*. *« Ceux qui resteront seront considérés comme des terroristes et des bandits. Tous ceux qui ne quitteront pas la ville seront anéantis »*, affirment ces textes. Cette escalade intervient alors que Grozny, où survivraient quelque 50 000 personnes, subit des bombardements continus depuis trois semaines. Les habitants restés sur place, la plupart âgés, invalides ou seuls, vivent terrés dans les caves. Selon des témoins, ils sont le plus souvent dépourvus de moyens de transport. Des responsables russes ont menacé d'utiliser des *« armes nouvelles »* dans Grozny. Le commandement militaire a mentionné un possible usage de bombes incendiaires, et des rumeurs circulent sur l'emploi d'armes chimique.

Le président américain Bill Clinton a déclaré, lundi, que la Russie *« paiera cher »* ses actes, demandant à Moscou de ne pas mettre sa menace à exécution contre des *« civils innocents »*. L'Union européenne envisage de suspendre certains programmes d'aide à la Russie et a condamné *« la menace inacceptable envers la population de Grozny »*, qui ne peut que *« perpétuer le cycle de la violence dans le Caucase nord »*.

Lire page 2 et notre éditorial page 20

MELISSA MOSELEY / PICTURES INTERNATIONAL LTD.

CINÉMA

Une semaine de bonheur

Un programme de rêve. Le premier long métrage de Spike Jonze, *Dans la peau de John Malkovich (photo)*, avec l'emploi étonnant qu'il fait de cet acteur ; *Charisma*, de Kiyoshi Kurosawa, très beau film fantastique ; *La Genèse*, du Malien Sissoko, inspiré de la Bible ; deux dessins animés enchanteurs ; *Lovers*, très beau premier film de Jean-Marc Barr, le héros du *Grand Bleu*. Enfin, le début de l'intégrale de Jacques Becker et le bonheur de revoir *Casque d'or*. A lire aussi, en pages Horizons, le portrait du Portugais Joao Cesar Monteiro, dont le film *Les Noces de Dieu* est sorti le 1er décembre.

p. 32 à 35 et p. 17

L'Europe, l'embargo et la « vache folle »

APRÈS avoir pris connaissance de l'avis rendu par l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa), rendu public lundi 6 décembre, le gouvernement français prendra sa décision sur la levée de l'embargo frappant les viandes bovines britanniques, mercredi soir 8 décembre, au cours d'une réunion interministérielle. L'avis de l'Afssa rend délicate la réponse à cette question. Les experts français des maladies à prions estiment en effet que les engagements britanniques concernant la surveillance épidémiologique de la maladie de la « vache folle » et la mise en œuvre des tests de dépistage ne donnent pas, dans l'immédiat, de véritables garanties sanitaires.

Lire page 4

Néron, Agrippine et saint Pierre dans le parking du Vatican

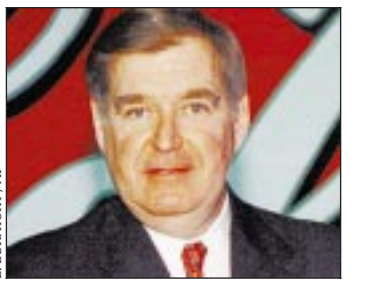
ROME
de notre correspondant

On ne saura jamais ce qui a été détruit. Quel a été le morceau de patrimoine culturel de l'Italie qui a disparu sous les pelles mécaniques et les godets des bulldozers. Ce qui a été retrouvé dans une décharge de la périphérie de Rome n'est que débris. Des morceaux de marbre, de céramique, d'amphores, perdus dans un amoncellement de terre, devenus des fragments inutiles d'un passé effacé. Cela ne fait pas de doute, ces vestiges éparpillés proviennent de la colline du Janicule, promontoire dominant Saint-Pierre, à l'intérieur duquel un énorme parking (prévu pour 108 autobus et 500 voitures) est en cours d'achèvement afin d'accueillir les pèlerins du jubilé. Situé sur un espace cédé au Vatican en 1929, ce parking de six étages était déjà au centre des controverses. Financé à 56 % par l'Etat italien, il sera exploité uniquement par le Vatican. Ses accès et son emplacement risquent de provoquer des engorgements sans fin dans un secteur déjà passablement saturé.

Sa construction a provoqué des polémiques. L'évidage de la colline s'est déroulé à l'abri des regards indiscrets, en raison du privilège d'extraterritorialité dont jouit le Vatican sur l'endroit. On ignorera donc toujours ce qui a disparu sur ce territoire chargé d'histoire où furent massacrés les premiers chrétiens, où des traces d'une demeure de Néron existaient, où une nécropole de Frisons (chrétiens de Hollande) était répertoriée et où saint Pierre a peut-être été crucifié la tête en bas. Comme le souligne Lorenzo Bianchi, archéologue et auteur de plusieurs ouvrages sur cette zone, *« le parking devait tellement se faire que l'on n'a eu aucun respect pour un lieu qui est l'un des plus sacrés de la chrétienté et pour un patrimoine commun de notre histoire »*. Tous les travaux auraient été conduits sans ambages si, le 18 août, n'avait été mise au jour, sous l'une des rampes d'accès située en territoire italien, une pièce ornée de fresques. Les engins ont été stoppés et les fouilles ont commencé. Une seconde salle, puis une troisième ont été découvertes, présentées comme appartenant à la maison d'Agrippine en raison de la proximité des jardins de la mère de Néron. Si cette domus n'est pas la sienne, elle date très certainement du IIe siècle après Jésus-Christ et les salles retrouvées faisaient partie, selon toute vraisemblance, d'une structure d'une centaine de mètres. Les fresques ont été mises à l'abri et la question délicate se pose désormais de savoir s'il faut aller plus loin ou construire la rampe qui condamnera à jamais ce site.

Francesco Rutelli, maire de Rome, minimise les trouvailles et souhaite surtout que tout soit prêt pour la nuit de Noël, jour où commencera l'année sainte. Italia Nostra, association de défense du patrimoine culturel, s'arc-boute pour sauvegarder le patrimoine contre ce qui a été qualifié de *« parking de Dieu »*. Giovanna Melandri, ministre des biens culturels, n'a pu trancher et a remis le dossier au conseil des ministres. Entre jubilé et Agrippine, il va falloir choisir !

Michel Bôle-Richard


E. LUKATSKY / AP

ENTREPRISES

Coca-Cola : la sanction

Douglas Ivester, 52 ans, président de Coca-Cola, a annoncé son prochain départ, deux ans seulement après sa nomination à la tête du numéro un mondial des boissons sans alcool. C'est la sanction des déboires et des mauvais résultats du groupe américain, confronté aux limites de son hégémonie. p. 22

Les comptes de la Shoah

PAUL VOLCKER

PRÈS DE 54 000 COMPTES dorment dans les banques suisses. Tous sont liés aux victimes de la Shoah, a révélé, lundi 6 décembre à Zurich, Paul Volcker, ancien patron de la Réserve fédérale américaine, qui préside un comité d'enquête.

Lire page 5

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,50 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 1208 - 7,50 F

Le Monde de l'éducation

Au sommaire du numéro de décembre

Dossier : élections professionnelles : les syndicats enseignants à l'épreuve des urnes.

- Entretien avec George Steiner.
- La droite a-t-elle une vision de l'éducation ?
- Bergerac parie sur l'intégration.
- Pédagogie : le service public et l'objectivité du savoir.
- Université : Tours l'humaniste.
- Guide culture.
- Petites annonces.

Chez votre marchand de journaux 30 F - 4,57 €

Le magazine résolument enseignant

POINT DE VUE

La gauche ingrate contre l'OMC *par Francis Fukuyama*

Si l'on se demande ce qu'est devenue la gauche dure à présent que le mur de Berlin est tombé et que Fidel Castro s'intéresse davantage aux riches touristes qu'aux guérillas, la réponse est simple : elle était partie manifester la semaine dernière à Seattle contre la rencontre de l'Organisation mondiale du commerce. Les quelque 500 associations en question allaient des plus pondérées comme le Sierra Club pour l'environnement ou la grande fédération américaine du travail, l'AFL-CIO, à des groupes marginaux comme les Raging Grannies (les Mamies en furie) ou Dyke Action. Elles se sont livrées à une *« Seattle tea party »* en déversant dans la baie l'acier chinois et le bœuf aux hormones, et auront perturbé la rencontre par du théâtre de rue, des réunions d'information, et toute une foule d'activités qu'on ne voyait plus guère depuis les années 60.

Ces groupes prétendent que l'OMC a ignoré les droits des travailleurs et cherché à détruire l'environnement, la santé et les normes de sécurité au nom du libre-échange. Pour la gauche, l'impérialisme américain s'est changé en un nouvel ennemi, qui a pour nom mondialisation. Il est curieux que la gauche se rebelle contre la mondialisation : c'est une des forces les plus progressistes du monde d'aujourd'hui. Pour chaque emploi sans qualification perdu dans un pays industrialisé comme les Etats-Unis au profit du tiers-monde, plusieurs sont créés dans des pays comme la Malaisie, l'Inde ou la Chine – donnant aux travailleurs de ces régions une chance de rejoindre le monde moderne. La gauche prétend que la mondialisation abaisse les salaires dans les pays pauvres comme en Occident et permet aux sociétés multinationales d'exploiter les travailleurs du monde entier. Il n'y a guère de preuve empirique pour soutenir cette idée, et elle n'a pas de sens lorsqu'on considère les solutions alternatives qui s'offrent aux travailleurs des pays démunis.

Lire la suite et les points de vue de Jacques Attali et Charles Pasqua pages 18 et 19, ainsi que nos informations page 8

***Francis Fukuyama** est professeur de science politique à l'université George-Mason.*

FRANS LANTING

SCIENCES

Animaux « homos »

Le biologiste américain Bruce Bagemihl a recensé 450 espèces animales – 300 espèces d'oiseaux et de mammifères – à comportements « homosexuels ». Elles pratiquent la parade nuptiale, les relations sexuelles, la vie en couple, voire l'élevage de petits par deux individus de même sexe. Les zoologistes ont longtemps négligé cet aspect controversé de la vie des bêtes, notamment des bonobos *(photo)*, qui se prête aux interprétations les plus diverses. p. 28

International	2	Tableau de bord	25
France	8	Aujourd'hui	28
Société	12	Météorologie	31
Emploi/annonces	14	Jeux	31
Carnet	15	Culture	32
Régions	16	Guide culturel	35
Horizons	17	Kiosque	36
Entreprises	22	Abonnements	36
Communication	24	Radio-Télévision	37

LeMonde Job: WMQ0812--0002-0 WAS LMQ0812-2 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:46 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0484 Lcp:700 CMYK

GUERRE Le commandement militaire russe a exigé, lundi 6 décembre, la reddition et l'évacuation de Grozny avant samedi, avertissant que ceux qui resteraient sur place après cette date seraient *« considérés comme terroristes et anéantis par l'artillerie et l'aviation »*. Des dizaines de milliers de civils se trouvent encore à Grozny, selon le représentant du gouvernement russe pour la Tchétchénie, Nikolaï Kochman. ●À MOSCOU, le vice-premier ministre Ilia Klebanov a ainsi expliqué, lundi, que si les *« terroristes ne se rendaient pas, d'autres modèles et types d'armements seront utilisés »*, sans préciser lesquels. Des combattants tchétchènes ont déjà accusé la Russie d'utiliser des armes chimiques. ●EN INGOUCHIE, si la haine des Russes est unanimement partagée par les réfugiés, beaucoup d'entre eux expriment aussi leur dégoût envers les autorités tchétchènes *(Lire aussi notre éditorial page 20).*

Moscou envisage l'utilisation d'armes nouvelles pour raser Grozny

Les militaires russes exigent la reddition et l'évacuation de la capitale tchétchène avant samedi, et les personnes qui resteraient sur place seront « considérées comme terroristes et anéanties par l'artillerie et l'aviation ». Des combattants tchétchènes accusent la Russie d'utiliser des armes chimiques

MOSCOU
de notre correspondant

Alors que la guerre de Tchétchénie est entrée dans son quatrième mois, l'armée russe est déterminée à rayer de la carte Grozny, la capitale de la république indépendantiste. *« Nous ne répéterons pas les erreurs du passé »*, a déclaré, à plusieurs reprises, l'état-major russe, faisant référence aux terribles pertes enregistrées en 1994 et 1996, lorsque de jeunes appelés étaient morts par milliers dans des combats de rues pour la prise de la ville. Cette fois, la tactique est bien différente. Après trois semaines de bombardements continus sur la capitale, le commandement militaire a adressé, lundi 6 décembre, un ultimatum à ses habitants : *« Tous ceux qui n'auront pas quitté la ville le 11 décembre seront tués. »* Passée cette date, le commandement militaire entend détruire à distance la ville et ses bases de combattants quitte, pour cela, à recourir *« à des armes nouvelles. »*

Des milliers de tracs reproduisant le texte de l'ultimatum ont été largués par avion sur la capitale. *« Vous êtes cernés. Toutes les routes autour de Grozny sont bloquées. Vous avez perdu. Le commandement russe vous offre une dernière chance (...) Jusqu'au 11 décembre, un corridor sera ouvert à Piervomaïskaïa* [un faubourg au nord-ouest de la ville]. *Ceux qui quitterons Grozny à temps auront la vie sauve. Ceux qui resteront seront considérés comme des terroristes et seront anéantis par l'artillerie et l'aviation. Il n'y aura plus de négociations (...) le compte à rebours est commencé. »*

Cet ultimatum, présenté par le général Valeri Manilov, chef-adjoint de l'état-major, comme *« un acte d'humanité pour les civils »*, risque d'être ignoré par une bonne partie de la population. Selon de nombreux témoignages recueillis auprès de réfugiés ayant fui la ville ces derniers jours, ses habitants vivent terrés dans les caves et les abris souterrains des bâtiments, et bien rares sont ceux qui, faute d'électricité, peuvent écouter la radio ou regarder la télévision.

Selon plusieurs réfugiés, plus de la moitié de la population aurait déjà quitté la ville. Les autorités tchétchènes chiffrent à 50 000 le nombre d'habitants demeurant dans la capitale. Nikolaï Kochman, représentant du président Eltsine pour la Tchétchénie, parle lui de 40 000 civils, tandis que d'autres sources évaluent la population à 20 000-30 000 personnes.

ABRIS ANTI-ATOMIQUE

La plupart des civils demeurés à Grozny sont des personnes seules, des vieillards, des invalides et malades ou des familles misérables qui ne peuvent payer les 40 à 100 roubles (10 à 25 francs) nécessaires pour rejoindre par autobus ou taxi la frontière ingouche. Plusieurs réfugiés ont expliqué, la semaine dernière, avoir dû marcher 10 ou 20 kilomètres pour sortir de la capitale et être intégrés dans des convois de civils. Enfin, le mitraillage par des soldats russes, vendredi 3 décembre, d'une colonne de véhicules arborant des drapeaux blancs, qui a fait cinquante morts, dissuadera bon nombre de ceux qui souhaitent fuir.

Le commandement militaire a expliqué, lundi, qu'il n'entendait pas agir à Grozny comme cela avait été fait à Goudermès, la deuxième ville de la république, prise le mois dernier. Les troupes russes avaient alors négocié avec les autorités de la ville leur entrée après le départ des combattants tchétchènes. Cette fois, *« l'objectif est de détruire les importantes positions tenues par les bandits dans Grozny »*, a expliqué à l'agence Interfax, un responsable des troupes russes dans le nord-Caucase. *« Une attaque frontale n'est pas programmée »*, confirme le général Manilov.

Selon Moscou, cinq mille combattants tchétchènes seraient retranchés dans Grozny. Construite selon les normes soviétiques de l'après-guerre, et parce que de nombreuses industries dites sensibles (chimie, pétrole) y étaient installées, elle est truffée de réseaux souterrains, d'abris anti-atomique et de blockaus, rendant son *« nettoyage »*, selon la terminologie militaire, extrêmement difficile. Par ailleurs, les troupes fédérales veulent *« exterminer les bandits »*, selon l'expression du président communiste de la Douma, Guennadi Seleznov, pour limiter les embuscades et la « guerre de partisans » menées par les combattants tchétchènes. Ainsi, de violents combats ont repris à Argoun, une ville proche de la capitale censée être sous contrôle russe depuis une semaine.

Pour en finir avec Grozny, l'état-major russe pourrait décider de recourir à de nouvelles armes. Le vice-premier ministre Ilia Klebanov a ainsi expliqué, lundi, que si les *« terroristes ne se rendaient pas, d'autres modèles et types d'armements seront utilisés »*, sans préciser lesquels. Déjà, le 25 novembre, le commandement militaire expliquait qu'il prévoyait d'utiliser des bombardiers lourds et des *« armes plus puissantes »*, comme par exemple des bombes incendiaires. Des bombes à fragmentation sont déjà couramment utilisées.

Selon l'expert militaire Pavel Felgenhauer, cité par le quotidien anglophone *Moscow Times,* l'armée russe utiliserait également des bombes dites aérosols, de type ODAB, qui dégagent un nuage de gaz ou de fines gouttelettes de napalm pouvant pénétrer dans les bâtiments et souterrains avant de s'enflammer et d'exploser. De telles bombes auraient déjà été utilisées lors des combats contre les islamistes au Daghestan, en août. D'autres scénarios font état de l'utilisation possible d'armes non-conventionnelles, armes chimiques ou gaz de combat.

Dans les zones industrielles environnant Grozny se trouvent sept dépôts de déchets nucléaires, dont les Russes disent assurer la sécurité. Se trouvent également des dépôts de produits chimiques (chlore, acides, gaz divers). Depuis plusieurs semaines, les services russes accusent les combattants tchétchènes d'avoir disséminé ces matériaux dans la ville et piégé ainsi plusieurs bâtiments. L'utilisation de gaz ou autres produits chimiques pourrait-elle être maquillée en accident provoqué par les « terroristes » ? Mardi 7 décembre, le site internet Kavkaz.org, tenu par des combattants tchétchènes, accusait Moscou d'avoir bombardé un quartier nord de Grozny avec des armes chimiques, un *« nuage toxique »* ayant fait 37 morts et 200 blessés. Rien aujourd'hui ne permet de confirmer cette information.

F. Bt

M. Poutine affirme que l'otage français, Brice Fleutiaux, serait torturé

Selon le quotidien *Komsomolskaïa Pravda*, lors d'un récent débat avec des écrivains membres du Pen Club, le premier ministre russe, Vladimir Poutine, a commenté en ces termes le sort de l'otage français en Tchétchénie, le photographe Brice Fleutiaux, détenu depuis le 1er octobre : *« Il est détenu dans une cave, et torturé. J'ai lu sa dernière lettre, écrite de sa main, qu'on a transmise aux services secrets français. Il écrit :* "Je n'en peux plus !" *»*, a déclaré M. Poutine, cité par le journal mardi 7 décembre. M. Poutine a ensuite reproché au président Jacques Chirac de faire *« des déclarations sur la situation dans le Nord-Caucase, mais, on se demande pourquoi, il ne s'inquiète pas* [du sort] *de son concitoyen. Qui plus est, la propagande des bandits, qui disaient que* [cet enlèvement] *était une provocation des services secrets russes, circule. C'est du délire ! »*, a lancé le premier ministre russe. – *(AFP.)*

« La Russie paiera cher » ses actes dans le nord du Caucase, affirme Bill Clinton

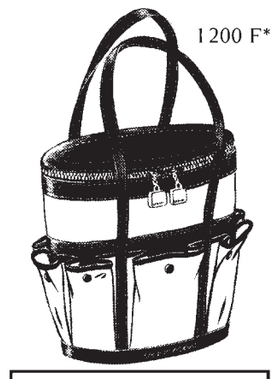
LES OCCIDENTAUX ont multiplié, lundi 6 décembre, les déclarations condamnant l'ultimatum russe lancé aux habitants de Grozny. *« La Russie paiera cher pour ces actes, en sombrant toujours plus, à chaque jour qui passe, dans un bourbier qui renforce l'extrémisme et ternit son image dans le monde »*, a déclaré le président américain Bill Clinton. Se disant *« profondément troublé »*, il a demandé à Moscou de ne pas mettre à exécution sa menace. L'ultimatum *« menace la vie des vieillards, des invalides, des blessés et autres civils innocents qui ne peuvent pas fuir ou sont trop effrayés pour quitter leurs foyers »*, a-t-il affirmé. *« Les civils innocents continueront à faire les frais de cette guerre, et non les militants que Moscou combat »*, a estimé M. Clinton. Il a, en outre, rappelé qu'il avait tenté de convaincre le président Eltsine de rechercher une solution politique fondée sur le dialogue en Tchétchénie, il y a quinze jours à Istanbul, lors du sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

L'Union européenne a aussi haussé le ton contre la campagne militaire russe. Les Quinze envisagent de ne pas signer un certain nombre d'accords négociés avec Moscou, en matière de recherche scientifique, a annoncé lundi soir la ministre finlandaise des affaires étrangères, Tarja Halonen, à l'issue d'une réunion des chefs de la diplomatie à Bruxelles. La question pourrait être discutée le 10 décembre lors du sommet européen d'Helsinki. Mme Halonen a ajouté que l'UE examinait la possibilité d'une pression des institutions financières internationales sur Moscou.

« MENACE INACCEPTABLE »

Dans une déclaration commune, les ministres des affaires étrangères des Quinze ont estimé, lundi, que *« la campagne actuelle et la menace inacceptable envers la population de Grozny ne peuvent que perpétuer et non rompre le cycle de la violence dans le nord du Caucase »*. Ils exhortent le gouvernement russe à s'abstenir de tout recours excessif à la force en Tchétchénie, et à respecter les principes du droit humanitaire international. Le texte demande aux autorités russes de permettre aux organisations humanitaires d'accéder à la région pour venir en aide aux victimes du conflit. – *(Reuters, AFP.)*

CHÉRI, UNE FEMME N'A JAMAIS ASSEZ DE SACS, UN SAC N'A JAMAIS ASSEZ DE POCHES



1 200 F*

LA BAGAGERIE
PARIS. NEW-YORK. TOKYO

*Refente de cuir doublé textile enduit.

PUBLICIS CONSEIL

« En trois ans, le président tchétchène n'a rien fait »

FRONTIÈRE TCHÉTCHÉNO-INGOUCHE
de notre envoyé spécial

La haine et le dégoût. La haine des Russes, ennemi ancestral, est unanimement partagée par les dizaines de milliers de réfugiés tchétchènes qui, fuyant les bombardements, vivent aujourd'hui dans des conditions extrêmes en Ingouchie (ils sont officiellement 230 000). *« Pendant des générations, nos enfants apprendront à les détester »*, résume Mohamed, qui vient d'abandonner sa maison détruite d'Ourous-Martan. Beaucoup ont encore en tête, pour l'avoir vécue, la déportation au Kazakhstan de tout le peuple tchétchène, ordonnée par Staline en 1944. Ils ne furent autorisés à rentrer, sur une partie seulement de leurs terres, qu'en 1957. La guerre de 1994-1996, qui a laissé le pays en ruine et causé la mort d'environ 80 000 personnes, a rendu illusoire toute idée de réconciliation.

REPORTAGE
Les réfugiés en Ingouchie dénoncent une « guerre de criminels »

Cette deuxième guerre est pourtant bien différente de la précédente, tant le dégoût envers les autorités tchétchènes – si l'on regroupe sous cette appellation le gouvernement du président Aslan Maskhadov et les différents chefs de guerre qui se partagent le territoire – est ouvertement exprimé par de très nombreux réfugiés. Rouslan parle, entouré d'une dizaine d'hommes qui approuvent. *« Le peuple est fatigué et ne veut pas de cette guerre,* dit-il. *En 1994, la guerre était devenue populaire, tout le monde s'est levé, pour notre terre, notre indépendance. Maintenant c'est une bataille entre criminels. Durant trois ans, rien n'a été fait en Tchétchénie, les bandes ont pris le pouvoir. Et maintenant, quand les seigneurs se battent, c'est nous, les pauvres, qui souffrons. »*

« CRÉATURES DU KREMLIN »

Les premiers accusés sont Chamil Bassaev, ancien premier ministre tchétchène, et le « commandant » Khattab qui, à la tête de six cents combattants islamistes, ont envahi le Daghestan voisin en août. *« Ce sont des créatures du Kremlin, payés par eux pour justifier notre extermination »*, dit Esada, qui a fui à la mi-octobre. Un point de vue largement partagé, chacun étant convaincu que Moscou a financé les chefs de guerre opposés au président Maskhadov. *« Poutine, Bassaev et Khattab sont une même équipe, ils travaillent ensemble »*, estime Mohamed. Les réfugiés racontent volontiers comment, laissée exsangue par le conflit de 1994-1996, la République indépendantiste a sombré dans une anarchie encouragée en sous-main par les services russes. *« Bien sûr qu'il y a des wahhabites,* dit Rouslan. *Ils ont mis la main sur le pétrole, sur l'oléoduc, ils avaient les dollars et le pouvoir, nous ne pouvions rien faire. »* Ces islamistes fondamentalistes ont progressivement pris le contrôle de villages et de quelques villes. *« Leur religion n'a rien à voir avec la nôtre, mais eux avaient l'argent, finançaient des milices, enrôlaient les jeunes, imposaient leur loi »*, dit Bamat.

Les prises d'otages, devenues une activité économique à part entière (près de 2 000 personnes auraient été enlevées depuis 1996), ne concernent pas seulement les étrangers, les journalistes ou les hommes d'affaires. Kiura, ouvrier et agriculteur, raconte presque blasé comment son neveu a été kidnappé. *« J'ai dû payer 50 000 roubles* [12 000 francs] *pour savoir où il était, puis organiser une expédition armée pour obtenir sa libération. Des enfants, des vieux ont été enlevés et le gouvernement n'a jamais rien fait pour arrêter ça »*, dit-il. Elu président de la République indépendantiste lors d'un scrutin validé par des observateurs internationaux, la popularité d'Aslan Maskhadov semble s'être aujourd'hui évanouie. *« J'avais voté pour lui, je pensais que c'était le meilleur, c'était le pire. Président, il n'a rien fait »*, dit Lecci qui, comme tant d'autres, dénonce l'impuissance du dirigeant tchétchène. Postier à Grozny, Lecci affirme n'avoir jamais touché de salaire durant trois ans. *« J'ai dû reconstruire ma maison entièrement détruite, on ne m'a rien donné, pas même un pot de peinture,* ajoute-t-il. *On a besoin d'un pouvoir qui paie notre travail. De ceux qui ont fait la première guerre, bien moins de la moitié se battent aujourd'hui. Et ils disent : qu'avons-nous reçu en trois ans ? Rien et moins que rien. »*

VILLE EN RUINE

Lecci a survécu comme beaucoup d'autres familles tchétchènes en produisant du pétrole maison et en le raffinant. *« J'ai creusé chez moi un puits de 18 mètres, on descendait au fond avec des masques à gaz pour sortir jusqu'à 10 tonnes par jour, qu'on revendait ensuite,* raconte-t-il. *Seulement, j'ai des amis qui ont sauté, qui sont morts brûlés ou asphyxiés à cause des gaz. Voilà comment on gagnait de quoi manger. »* Liza vient d'arriver au camp de Slepstovsk, proche de la frontière tchétchène, après avoir fui avec ses cinq enfants et son mari. Elle ne sait pas si elle retournera jamais à Grozny. *« Mon appartement a été rasé lors de la première guerre, on n'a pas reçu la moindre aide malgré les dizaines de formulaires remplis,* dit-elle. *Pendant ces trois ans, il n'y a jamais eu de travail pour moi, et mon mari avait un emploi mais pas de salaire. On a vécu dans la misère, pourquoi retourner là-bas ? » « Maskhadov est le même bandit que les autres »*, crie son mari soudain entouré d'autres réfugiés, qui approuvent ou se taisent. *« Lui s'est enrichi, lui mange à sa faim et nous, on crève »*, dit-il en brandissant un sac en plastique d'où dépassent quelques vêtements.

Dans une tente voisine, Leila raconte une même vie de débine. L'indispensable jardin, quelques poules, des oies, des aides d'amis et de parents vivant en Russie lui ont permis de survivre depuis 1996. Mais ses trois enfants ont cessé d'aller à l'école depuis la première guerre. *« Les maîtres n'avaient plus rien, eux non plus. Ils demandaient 60 roubles (15 francs) par mois et par enfant, mais même cette somme nous ne l'avions pas. Nous n'avons plus d'argent depuis des années »*, dit-elle.

Grozny est demeurée une ville en ruine, les quelques aides à la « reconstruction » versées par Moscou ayant été détournées par les officiels russes ou les chefs de guerre. *« Ce qui restait d'activités économiques a été confisqué par les bandes criminelles »*, dit Adam. Déporté au Kazakstan à l'âge de six ans, interdit ensuite d'exercer son métier d'enseignant par le pouvoir communiste – pour cause de *« pensée déviante »*, dit-il - Adam a été l'un des acteurs de premier plan de la guerre de 1994-1996.

« Notre victoire pour l'indépendance nous a été volée par les criminels, dit-il aujourd'hui. *Trop d'erreurs ont été commises par Maskhadov et les autres, je ne sais plus quoi penser de l'avenir de la Tchétchénie. Seul m'importe le sort des réfugiés. »*

François Bonnet

LeMonde Job: WMQ0812--0003-0 WAS LMQ0812-3 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 11:07 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0485 Lcp:700 CMYK

L'Ukraine se trouve fragilisée par la crise économique

Son président est en visite à Paris et se rendra à Washington

Le président Koutchma, réélu le 14 novembre avec 56 % des voix, devait être reçu mardi 7 décembre à l'Elysée par Jacques Chirac, avant de se rendre à Washington. Il compte plaider pour le rapprochement de son pays avec l'Union européenne, et réclame le versement des crédits du G 7 pour la fermeture de la centrale de Tchernobyl.

LA RÉCENTE réélection de Leonid Koutchma a été accueillie avec soulagement dans les chancelleries occidentales, tant son adversaire, le communiste Petro Symonenko, incarnait le spectre du retour en arrière : retour à la planification économique, rupture avec le FMI et l'OTAN, résurrection d'une « Union » qui – à défaut d'être soviétique – rétablirait l'unité entre les trois Républiques slaves (Russie, Ukraine, Biélorussie) qui formaient le cœur industriel et identitaire de l'URSS. Pour ce troisième scrutin présidentiel depuis l'indépendance en 1991, les Ukrainiens ont rejeté de tels scénarios. C'est un point important, qui va à l'encontre des commentaires peut-être hâtifs sur une *« Ukraine rouge »*, nostalgique indécrottable, formulés après le succès des communistes aux législatives de mars 1998.

Mais les modalités de la réélection de M. Koutchma ont soulevé des questions inquiétantes pour l'avenir. L'instrumentalisation des médias d'Etat par le président a été amplement dénoncée par des ONG. Son empressement à distribuer, peu de temps avant le vote, des pans de l'industrie nationale à quelques entrepreneurs amis influents, imitation locale des oligarques russes, n'était pas moins alarmant. C'est en abusant de l'appareil gouvernemental et de la télévision d'Etat que ce candidat proocidental l'a emporté.

LA « PEUR DU CHANGEMENT »

La tâche de M. Koutchma a été facilitée par la division des adversaires qu'il avait le plus à craindre : non pas les communistes, mais les forces de centre gauche formées par un quatuor où figure l'ancien chef du KGB ukrainien, Evhen Martchouk. Seul un candidat appuyé par ces formations avait une chance de l'emporter contre le président sortant au second tour, assurait récemment l'analyste Alexander Duleba dans les colonnes de l'hebdomadaire pragois *Respekt*, *« car il aurait eu les moyens de s'adresser non seulement aux électeurs de gauche, mais aussi aux anticommunistes »*.

Au Kremlin, l'issue de la bataille a été suivie avec attention. Comme le relève M. Duleba, le pouvoir eltsinien n'a pas encore eu à vaincre aux urnes une opposition non communiste renforcée, *« qui serait non pas un produit du passé soviétique, mais celui du pouvoir actuel, et soutenue par des structures économiques réelles »*. Autrement dit, l'échec des centristes de gauche ukrainiens est de bon augure pour le Kremlin, qui fait face à la coalition La Patrie-Toute la Russie de MM. Loujkov et Primakov. Elu en 1994 avec le soutien de toutes les forces politiques de Russie, Leonid Koutchma aura été en 1999 avant tout le favori de l'entourage eltsinien.

LE FACTEUR RUSSE

Un autre facteur a joué pour lui : un *« phénomène post-soviétique de peur du changement »*, selon M. Duleba, au sein de populations mécontentes de la situation actuelle mais craignant instinctivement les remous de l'Histoire. Cet analyste centre-européen qualifie les régimes en place en Russie et en Ukraine de *« démocraties de la peur »*. L'Ukraine compte 50 millions d'habitants et détient la troisième armée du continent en nombre d'hommes (toutes ses armes nucléaires ont été transférées en Russie pour être démontées). Entre Pologne et Russie, l'Ukraine est à la frontière de la future Union européenne élargie. Les projections les plus pessimistes ne se sont pas vérifiées à son sujet. La CIA écrivait en 1994 que les tensions entre Russes de Crimée et Ukrainiens risquaient de dégénérer en conflit mondial. Aujourd'hui, *« la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie ont intérêt à ce que l'Ukraine ne devienne pas une nouvelle Biélorussie*, constate M. Duleba. *Du devenir de ce pays dépendra la sécurité européenne dans les prochaines décennies »*.

L'Ukraine suit-elle un modèle européen ou un modèle russe ? Européen, assure son chef d'Etat, qui veut frapper à la porte de l'Union. Russe, démontre pourtant l'évolution interne, politique et économique, du pays, où aucune réforme approchant les exemples voisins polonais ou baltes ne semble avoir pris pied. Mais contrairement à Moscou, Kiev ne s'est lancé dans aucune aventure guerrière. Le conflit en Tchétchénie, comme le précédent, renforce indirectement la cohésion de l'Etat ukrainien, en ruinant l'attrait qu'aurait pu avoir, aux yeux des onze millions de russophones d'Ukraine, une union avec le grand voisin.

Le facteur russe, longtemps décrit comme une dangereuse *« cinquième colonne »*, a-t-il été exagéré ? *« La grande masse des Russes d'Ukraine peut être intégrée dans ce nouvel Etat »*, écrit le Britannique Anatol Lieven, dans un des rares ouvrages consacrés à l'Ukraine post-soviétique *(Ukraine and Russia, a Fraternal Rivalry,* 1999, United States Institute of Peace). La raison : ces populations ne seraient *« pas vraiment des Russes, mais plutôt des immigrants soviétiques russophones »*. Leurs allégeances ne vont pas automatiquement à la *« mère Russie »*. Leurs élites, avides de saisir des parts de l'économie locale, ont des raisons pragmatiques d'accepter l'autorité de Kiev.

« Mais une Ukraine et une Russie condamnées à une pauvreté sévère, à la stagnation sociale et à une corruption officielle rampante, risquent de générer une instabilité politique qui pourrait prendre une tournure chauviniste », met en garde M. Lieven. L'Ukraine s'est montrée jusqu'à présent plus cohésive et stable que beaucoup ne le prédisaient à la chute de l'URSS. Cet acquis apparaît aujourd'hui menacé par l'enlisement économique, et le second mandat de M. Koutchma se jouera sur sa capacité à y remédier.

N. No.

Leonid Koutchma, président de l'Ukraine

« Notre stratégie, c'est l'intégration dans l'Europe »

« Quelle est la position de l'Ukraine face à la guerre en Tchétchénie ?

– L'intégrité territoriale de la Russie est un gage de la stabilité dans notre région et dans le monde entier. Je vois le problème sous cet angle. Que devait faire la direction russe lorsque des rebelles tchétchènes ont attaqué des objectifs civils en Russie ? Je considère que les événements au Daghestan constituaient une tentative d'élargir la zone qui pourrait se séparer de la Russie. On doit lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes, par tous les moyens.

– En bombardant des populations civiles ?

– Evidemment, il faut chercher des moyens d'épargner les populations civiles. C'est la position de la direction politique russe. Quand des civils souffrent, évidemment on ne peut pas approuver. Mais ce sont des excès militaires, car la tactique des terroristes est de se cacher derrière des civils. Si ce problème [la crise tchétchène] n'est pas entièrement résolu, ce sera un mauvais signal. En Ukraine, j'ai tout fait pour que de tels problèmes ne surgissent pas. On ne peut pas ignorer les minorités nationales, ni leurs besoins.

– Comment évaluez-vous vos relations avec la Russie ?

– Je suis heureux de la bonne évolution de l'économie russe ces derniers temps. L'Ukraine souhaite évidemment une Russie stable. Mais la coopération économique entre nos deux pays a subi l'effet de la crise financière d'août 1998. Le volume de nos échanges commerciaux s'est réduit, et l'Ukraine a été forcée de chercher de nouveaux débouchés.

– L'Ukraine peut-elle être amenée à se joindre à une "union" entre la Russie et la Biélorussie ?

LEONID KOUTCHMA

– Nous ne jouons pas à ce jeu. C'est le droit souverain des peuples russe et biélorusse de s'unir. Mais je considère que la Russie va subir de très grandes pertes avec cette union. L'Ukraine s'est engagée dans la construction d'un Etat indépendant et démocratique. Nous n'avons pas l'intention de nous en écarter.

– D'après un rapport de la BERD, la Russie vend son gaz deux fois plus cher à l'Ukraine qu'à la Biélorussie.

– Cet état de fait ne me plaît pas. Nous allons continuer de soulever ce problème devant la direction russe. Mais il faut aussi rechercher des sources alternatives en Ukraine. Les prospections géologiques confirment la présence de gaz au large des côtes de la mer Noire et d'Azov. Il nous faut des investissements étrangers.

– Quelle est votre stratégie ?

– C'est celle de l'intégration dans l'Europe, dans l'Union européenne. Nous savons que la route sera longue. Mais l'essentiel pour nous est d'avoir un signal, car frapper à une porte fermée ne donne pas beaucoup de perspectives. Ce qui est à l'ordre du jour, maintenant en Ukraine, c'est l'accélération de la réforme économique, de façon radicale, afin de pouvoir mener des pourparlers plus consistants sur notre intégration.

– Ces réformes, vous en parliez déjà il y a cinq ans...

– On ne peut pas dire que nous n'avons rien fait en cinq ans. Plus de la moitié de notre PIB relève du secteur privé. Je suis parti de zéro. Quand j'ai accédé au pouvoir, l'inflation était de 10 700 %, le PIB chutait de 23 % et la monnaie était un coupon sans valeur. Sans parler des problèmes que nous avions avec nos voisins (Russie, Pologne, Roumanie), et que nous avons réussi à régler par des voies civilisées. Mais, évidemment, on ne peut être satisfait de tout. Pendant toutes ces années, notre Parlement a été un ferme opposant des réformes.

– Allez-vous fermer Tchernobyl en l'an 2000, centrale qui n'a fonctionné que quatre mois cette année à cause des pannes ? – Tchernobyl ne peut être fermé qu'à condition que le G 7, avec lequel nous avons signé un accord en 1995, tienne ses engagements autant que nous. Mais il n'a pas déboursé un seul sou des crédits annoncés pour l'achèvement des deux centrales de Rivne et Khmelnitsky [censées compenser la fermeture de Tchernobyl, qui produit 7 % de l'électricité ukrainienne].

– Cherchez-vous l'appui de la France sur ce dossier ? Lors de sa visite à Kiev, le chancelier allemand Gerhard Schröder a appelé l'Ukraine à se détourner du nucléaire.

– La décision du G 7 existe. J'ajoute que l'argent que la France placera dans Rivne et Khmelnitsky sera en réalité un investissement dans votre propre économie. Car les crédits seront utilisés pour l'achat d'équipements produits dans l'Union européenne. »

Propos recueillis par Natalie Nougayrède

L'opposition est embarrassée par l'agonie du chef de l'Etat croate

Donné perdant dans les sondages à un mois des élections législatives, le parti au pouvoir utilise la maladie de Franjo Tudjman pour dissimuler un piètre bilan

ZAGREB
de notre envoyé spécial

Jamais sans doute, Ivic Pasalic n'a autant prononcé les mots de *« décence »* et *« dignité »* qu'au cours de ces dernières semaines. Dans la bouche de ce puissant conseiller présidentiel pour les affaires intérieures, décrit par la presse indépendante comme corrompu et sans scrupules, ce soudain rappel à la morale n'a qu'un but : gagner du temps. Ivic Pasalic cherche en fait à neutraliser le débat sur la succession et le piètre bilan démocratique et économique de Franjo Tudjman (77 ans), hospitalisé depuis le 1er novembre à Zagreb et à l'agonie depuis quelques semaines.

Au nom, donc, de la *« décence »* envers un président officiellement vivant, M. Pasalic embarrasse une opposition à laquelle les sondages promettent une large victoire aux législatives du 3 janvier. Il veut aussi mettre en veilleuse les batailles internes qui ébranlent la Communauté démocratique croate (HDZ) du président Tudjman.

L'exercice est périlleux depuis que la gravité de l'état de santé du président Tudjman – officiellement opéré d'une péritonite – ne peut plus être dissimulé. Contrainte et forcée, la majorité HDZ au Parlement s'est résignée, le 24 novembre, à reconnaître l'*« incapacité temporaire »* du chef de l'Etat et de transférer ses pouvoirs au président du Parlement, Vlatko Pavletic. Deux jours auparavant, le président n'avait pas eu la force de signer à temps le décret convoquant les élections législatives pour le 22 décembre. Au siège du HDZ de la capitale, les murs sont tapissés des photos d'un seul homme, le président Tudjman, le regard d'aigle rivé sur l'horizon ou serrant la main aux grands de ce monde. Ses médecins viennent de reconnaître qu'ils *« luttent pour sa vie »*. M. Pasalic, lui, dénonce *« la pleine irresponsabilité, le manque de morale et de sensibilité »* de l'opposition. Celle-ci demande en effet à ce que le président soit définitivement écarté des affaires publiques en raison de sa maladie, un cancer de l'appareil digestif arrivé au stade terminal, diagnostiqué aux Etats-Unis en 1997 et secrètement traité, jusqu'à récemment encore, par des médecins français. Une telle décision entraînerait l'organisation automatique d'une élection présidentielle anticipée dans les soixante jours suivants la décision du Parlement.

« DANSE MACABRE »

« Comment parler de respect ! C'est une manœuvre politique », s'indigne Branko Caratan, professeur de sciences politiques comparées à l'université de Zagreb. *« C'est une danse macabre »*, ajoute le sociologue Slaven Letica estimant que le HDZ parie sur la mort du président pour raccourcir la campagne électorale et ratisser ce que M. Caratan appelle des *« votes humanitaires »* de la part d'électeurs qui rendraient ainsi un dernier hommage au « père de l'indépendance » croate.

Aucun observateur ne parie cependant sur une victoire du HDZ, usé par le pouvoir, la crise économique et les scandales. D'autant que les dirigeants de l'opposition ont mis leurs divergences entre parenthèses. Regroupées dans une coalition, les six principales formations (Parti social-démocrate, Parti démocratique d'Istrie, Parti social-libéral, Parti libéral, Parti des paysans, Parti populaire) se sont engagées, le 1er décembre, à reconduire leur alliance en cas de victoire. Ses priorités seront notamment une remise à plat des privatisations – confisquées par le pouvoir et ses « clients » – et une réforme de la Constitution. Echaudée par l'autoritarisme de Franjo Tudjman, l'opposition promet, en effet, un rééquilibrage, en faveur du gouvernement et du Parlement, des pouvoirs que Franjo Tudjman concentrait entre ses mains et celles de quelques proches conseillers.

Mais elle aura du mal à atteindre la majorité des deux tiers dont elle a besoin, au Parlement, pour réformer les institutions. *« Le HDZ sera battu par la coalition mais il demeurera sans doute la première formation politique du pays »*, avance M. Caratan. La Communauté démocratique croate peut compter sur le vote d'une bonne partie des personnes âgées, de la population rurale nourrie par la puissante propagande des médias d'Etat, des fonctionnaires et personnels des entreprises publiques qui tiennent leur emploi de leur adhésion au HDZ. *« On ne peut pas exclure un Parlement dominé par l'actuelle opposition et un président de la la République HDZ »*, estime M. Caratan. Cette hypothèse repose sur l'entrée en lice de l'actuel ministre des affaires étrangères, Mate Granic, favori des chancelleries occidentales, et donné gagnant par les sondages face à n'importe quel candidat de l'opposition en cas de présidentielle.

Le HDZ est d'autant moins enclin à tomber sans combattre que certains de ses membres risquent gros, menacés par l'opposition d'une opération « mains propres ». *« Entre 2 et 8 milliards de dollars ont disparu dans la nature depuis 1991. Le capital créé pendant des générations a été distribué à 200 personnes. Nous poursuivrons en justice tous les responsables, y compris Pasalic et la famille Tudjman »*, nous a affirmé Stipe Mesic, membre de l'opposition et dernier président de la précédente Fédération yougoslave.

TROIS CLANS SE DÉCHIRENT

Mais le parti résistera-t-il aux pressions internes ? Les propos de M. Pasalic – un parti *« fort et uni »* – sonnent faux. Trois clans se déchirent : l'un autour d'Ivic Pasalic, homme de l'ombre, chef des services secrets, plus puissant que populaire ; le deuxième autour de Vladimir Seks (président du groupe HDZ au Parlement) soutenu par l'appareil du parti ; et enfin celui des modérés, regroupés autour de Mate Granic. *« Le HDZ va tout faire pour sauver la face jusqu'aux élections, mais après le parti se divisera »*, pronostique Hrvoje Sarinic, modéré et ancien proche de Tudjman en rupture avec le HDZ depuis décembre 1998. *« Avec le départ de Franjo Tudjman, c'est le ciment du parti qui s'effrite. »*

Christophe Châtelot

Un calendrier électoral mouvementé

La campagne pour les élections législatives du 3 janvier, qui commence officiellement le 13 décembre, était déjà amputée par les fêtes de Noël et de Nouvel An. La Communauté démocratique croate (HDZ, au pouvoir) a aussi annoncé qu'elle envisageait un deuil national de cinq jours, pendant et après lequel les médias d'Etat pourront se consacrer à loisir à l'œuvre de M. Tudjman – et de son parti.

La TV nationale se concentre jour après jour sur une opération de nettoyage par la police des milieux criminels, notamment à Zagreb. Policiers lourdement armés, portant cagoules et gilets pare-balles, tireurs d'élite sur les toits, détenus menottés et traités sans ménagement, *« tout cela fait partie de la campagne »*, estime le quotidien indépendant *Novi List*, qui ironise : *« Jusqu'ici* [le ministre de l'intérieur Ivan] *Penic affirmait qu'il n'y avait pas de crime organisé en Croatie – mais les élections arrivent. »*

La Recherche

nouvelle formule

DOSSIER

LE CERVEAU D'EINSTEIN

AU SOMMAIRE

Quand virus et bactéries nous protègent

Palmarès des entreprises innovantes

Pluie de diamants sur Neptune

N° 326 • DÉCEMBRE 1999 • EN KIOSQUE • 38 F

LeMonde Job: WMQ0812--0004-0 WAS LMQ0812-4 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 11:06 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0486 Lcp:700 CMYK

Les Quinze préparent l'agenda du sommet d'Helsinki

Un consensus existe sur la défense européenne, le processus d'élargissement et la réforme des institutions

BRUXELLES (Union européenne)
de notre correspondant

Le conseil européen qui se tiendra les 10 et 11 décembre à Helsinki se présente comme très largement consensuel. C'est ce qui ressort des délibérations qui ont eu lieu, lundi 6 décembre, entre les ministres des affaires étrangères des Quinze. Il leur permettra de prendre des décisions importantes pour l'avenir de l'Union européenne (UE) sur trois dossiers : la mise en place d'une politique de défense commune, la stratégie d'élargissement à dix pays d'Europe centrale, ainsi qu'à Chypre, à Malte et à la Turquie et, enfin, le lancement, au début de l'année prochaine, d'une Conférence intergouvernementale (CIG) chargée de réformer les institutions.

Cependant, les divergences persistantes entre le Royaume-Uni et les autres pays membres à propos de la fiscalité – Londres bloque une proposition en discussion depuis deux ans qui vise à limiter le dumping fiscal auquel se livrent les administrations nationales –, pourraient gâcher le plaisir des chefs d'Etat et de gouvernement. Les ministres des finances se réuniront jeudi soir : si, à l'image de ce qui s'est passé au cours des deux précédents rendez-vous, Gordon Brown, le chancelier de l'Echiquier, demeure intraitable, le dossier pourrait être porté au niveau supérieur, celui du Conseil européen.

● **Défense européenne.** *« La chimère est en train de devenir réalité »,* s'est félicité Hubert Védrine, ministre français des affaires étrangères, en évoquant les deux rapports élaborés par le comité politique de l'Union européenne sur *« le renforcement de la politique européenne commune en matière de sécurité et de défense »*. Ayant reçu l'aval du Conseil, ils seront transmis sans modification aux chefs d'Etat et de gouvernement par la présidence finlandaise, laquelle a su rassurer ceux qui, au sein de l'Union, demeurent méfiants à l'égard de l'exercice ainsi engagé : non seulement les neutres, mais également ceux qui, tels les Pays-Bas, redoutent toute initiative risquant de les distancer de l'OTAN. Les Danois, conformément aux clauses d'exemption que prévoit en leur faveur le traité d'Amsterdam, se réservent le droit de ne pas participer à des actions décidées au titre de la future politique de sécurité et défense communes. Dans la ligne des propositions figurant dans les rapports du comité politique et que la France approuve pleinement, M. Védrine s'attend à *« de sérieux progrès »* à Helsinki. Les décisions qui y seront prises porteront sur les moyens militaires que l'Union européenne veut être capable de déployer d'ici à 2003, soit des forces de 50 000 à 60 000 hommes *« dotées des capacités nécessaires de commandement, de contrôle et de renseignements, de la logistique et d'autres unités d'appui aux combats ainsi que, en cas de besoin, d'éléments aériens et navals »*, mais aussi sur la mise en place de structures politico-militaires : le comité politique et de sécurité permanent (CPS), le comité militaire (CM) et l'état-major (EM).

● **Processus d'élargissement.** Les négociations qui, depuis 1998, sont engagées avec cinq pays d'Europe centrale (Estonie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovénie) et avec Chypre, seront étendues aux six autres candidats, à savoir la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et Malte. Elles seront conduites à un rythme différencié selon l'état de préparation de chacun de ces pays. Aucune date ne sera fixée pour les premières adhésions, sinon qu'il sera indiqué que l'UE devra être prête à les accueillir – et donc avoir terminé ses réformes institutionnelles –, à compter de 2002. Le point le plus sensible concerne la Turquie : les Quinze, brouillés avec elle depuis décembre 1997, sont disposés à reconnaître sa candidature, mais la Grèce, sans y faire obstacle, demande certaines garanties. La préoccupation du moment est de trouver une formulation qui ne fâche personne et donc d'éviter tout impair qui risquerait de remettre en cause ces retrouvailles avec Ankara. Georges Papandréou, ministre grec des affaires étrangères, voudrait qu'il soit clairement indiqué à Helsinki que personne ne pourra bloquer l'adhésion de Chypre, même si aucune solution politique mettant fin à la division de l'île n'a été trouvée, lorsque les négociations seront achevées. Sur le fond, il n'existe plus vraiment d'objections, mais certains, dont les Français, préféreraient une rédaction plus prudente, laissant, comme pour n'importe quel autre candidat, le choix ultime au Conseil et donc, au moins théoriquement, toutes les options ouvertes.

● **Réforme des institutions.** La Conférence intergouvernementale (CIG) débutera ses travaux début 2000 avec l'intention de les mener à leur terme avant la fin de l'année, sous présidence française. Un tel objectif de calendrier invite à s'en tenir à un ordre du jour pour l'essentiel limité aux trois questions restées pendantes à Amsterdam : la composition de la Commission (actuellement, chaque grand Etat de l'Union européenne est représenté par deux commissaires, les autres ne disposant que d'un commissaire), la repondération des votes au sein du Conseil (qui serait plus favorable aux grands pays) et l'extension du champ des décisions pouvant être adoptées à la majorité qualifiée, ce qui revient à limiter le droit de veto.

Philippe Lemaître

Le gouvernement français assumera seul la levée de l'embargo sur le bœuf britannique

L'avis de l'Agence de sécurité des aliments est mitigé

L'avis rendu par l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments sur les garanties de Londres à propos de la « vache folle » est mitigé et place le gouvernement devant ses responsabilités. Paris entendait annoncer d'ici au mercredi 8 décembre si il levait l'embargo sur la viande bovine britannique, comme le lui demande la Commission de Bruxelles. Ce qui exposerait M. Jospin à des critiques invoquant le principe de précaution.

APRÈS avoir pris connaissance de l'avis rendu par l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa), le premier ministre, Lionel Jospin, a annoncé, lundi 6 décembre, que son gouvernement arrêterait d'ici à mercredi sa décision sur la levée éventuelle de l'embargo sur le bœuf britannique. C'est à cette date que la Commission européenne doit réexaminer la procédure d'infraction ouverte contre la France en raison de son refus d'obtempérer à la décision communautaire du 23 juillet.

L'avis rendu public par l'Afssa, lundi en fin d'après-midi, est mitigé : des *« éléments de risque, plausibles mais non quantifiables à l'heure actuelle »*, persistent, mais les dispositions, portant sur cinq mesures de contrôle et de surveillance, arrêtées en commun le 23 novembre par les autorités françaises et britanniques peuvent permettre une meilleure maîtrise du risque et de mieux détecter des signaux d'alerte.

Concernant la persistance de risques, l'Afssa prend en compte les conclusions du groupe d'experts français des encéphalopathies spongiformes, présidé par le docteur Dominique Dormont, sur les mesures relatives au retrait des cohortes et la mise en œuvre de protocoles de tests (*Le Monde* du 7 décembre). Dans le premier cas, il s'agit d'une surveillance épidémiologique afin de déceler l'éventuelle apparition de cas d'encéphalopathie spongiforme bovine chez un animal né après le 1er janvier 1996 (il n'y en a pas eu à ce jour, ce qui conforte aux yeux des Britanniques l'efficacité des mesures qu'ils ont prises avec le schéma d'exportation basé sur la date ou DBES). L'Afssa estime que ces mesures autorisent *« l'entrée dans la chaîne alimentaire humaine de produits provenant d'animaux en incubation »*. Par ailleurs, les résultats des tests permettant de déceler *post mortem* la maladie chez un animal n'ayant pas encore présenté de signes cliniques ne seront disponibles, au mieux, *« qu'au cours du second semestre 2000 : l'effet sur la maîtrise du risque* (...) *n'est donc pas immédiat »*.

DÉCISION BEL ET BIEN POLITIQUE

Le dispositif franco-britannique comprend trois autres points : la traçabilité des produits transformés au Royaume-Uni ; la traçabilité des animaux vivants, des viandes et contrôles sur place au Royaume-Uni ; l'étiquetage. Si sur les produits transformés, l'agence évoque l'impossibilité de procéder à une évaluation du dispositif, elle considère que celui *« proposé en matière de traçabilité et d'étiquetage permet de répondre aux trois objectifs qu'il poursuit »*. L'Afssa prend acte de ce que *« les autorités sanitaires françaises s'estiment en mesure de procéder* (...) *à une identification jusqu'au consommateur final* (...) *aussi bien pour la restauration en foyer que hors foyer »*. Il appartiendra, ainsi, au gouvernement d'assumer d'éventuels ratés dans cette surveillance.

La décision sera donc bel et bien politique. Le député de Démocratie libérale Jean-François Mattéi ne voit pas comment le gouvernement pourrait se résoudre à lever l'embargo. S'il le fait, juge-t-il, *« il fait primer les impératifs politiques et économiques sur la sécurité sanitaire de nos concitoyens et décrédibilise l'Afssa »*. Lionel Jospin devra donc choisir entre assumer la gestion du risque en levant l'embargo, sachant qu'il ouvrira la porte à des critiques au nom du principe de précaution, et maintenir l'embargo au nom de ce même principe, ruinant les efforts de rapprochement entre Londres et Paris, et exposant la France à la procédure d'infraction communautaire.

Paul Benkimoun

« Pas d'impact immédiat sur la maîtrise des risques »

***VOICI** les principaux extraits des conclusions de l'avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) rendu public le lundi 6 décembre et remis au gouvernement :*

La mise en œuvre de sondages, utilisant les nouveaux tests diagnostiques validés par la Commission et le projet d'épidémiosurveillance sur les cohortes d'animaux issus d'élevage où survient un cas d'ESB né après le 1er janvier 1996 retirées de la chaîne alimentaire, peuvent contribuer, sous réserve de la prise en compte des observations du groupe d'experts (...), à accélérer l'obtention de connaissances permettant de réévaluer les risques, sans toutefois avoir d'impact immédiat sur leur maîtrise.

VERBATIM

Dans l'attente d'éléments d'ordre scientifique ou épidémiologique permettant formellement de confirmer ou d'infirmer les hypothèses sur lesquelles se fonde le DBES [schéma d'exportation basé sur la date], les précisions et dispositions complémentaires relatives aux contrôles, à la traçabilité et à l'étiquetage, peuvent utilement concourir, dans le cas où les autorités françaises décideraient de lever l'embargo, à mieux maîtriser, parmi les risques, ceux qui seraient dus à une application imparfaite du DBES (...). Aucun élément transmis ne permet à ce stade de donner un avis sur les questions spécifiques aux produits transformés au Royaume-Uni, pour lesquels il n'existe pas actuellement d'établissement agréé, cet agrément devant être précédé d'un audit par l'Office alimentaire et vétérinaire.

Toute décision doit prendre en compte : les éléments de risque, plausibles mais non quantifiables à l'heure actuelle (...), la nécessité de prévoir une réversibilité des mesures prises, afin de faire cesser immédiatement une éventuelle exposition des consommateurs à un risque qui se confirmerait ultérieurement.

Un abattoir anglais modèle

PROBUS (Cornouailles)
de notre envoyé spécial

On a peine à le croire : même la grosse moustache de notre guide, Michel Courat, est cachée derrière un filet de protection ! Mais l'un des deux vétérinaires du Meat Hygiene Service postés en permanence à l'abattoir de Probus n'est pas là pour rigoler, problème de la levée de l'embargo sur le bœuf venant de Grande-Bretagne oblige.

REPORTAGE
A l'évidence, tout ici n'est qu'ordre, hygiène et sécurité

Ce complexe ultramoderne niché en plein cœur de la Cornouailles est le seul établissement anglais officiellement autorisé à exporter des viandes bovines, l'autre, plus petit, étant situé dans le nord de l'Ecosse. *« Les contrôles draconiens, en particulier la présence d'un vétérinaire à plein temps sur le site pour suivre l'ensemble du processus d'abattage, pourraient servir de modèle dans le monde entier »*, affirme dans l'étable d'attente ce natif de Bretagne installé depuis bientôt un an dans cette province du Sud-Ouest anglais. Le bouvier crie les chiffres figurant sur les deux boucles d'oreille de la brave blonde du Devon à l'intention de l'inspecteur vétérinaire qui vérifie la conformité du numéro avec celui figurant sur le « passeport » de la bête, remis par l'éleveur. Si l'âge est inférieur à deux ans et demi, si la mère n'est pas décédée dans les six mois après la naissance du bovin en question et si le ruminant est propre, l'animal est vaporisé d'un petit jet de peinture verte et immédiatement envoyé à l'abattage. Dans le cas contraire, il est conduit à l'étable d'isolement avant le renvoi sine die vers un autre abattoir de la société tourné vers le marché intérieur.

PERSONNEL SOUS SURVEILLANCE

Deux autres contrôles similaires auront lieu, au début de la chaîne d'abattage et, vingt-quatre heures après la mort, dans la chambre froide scellée et cadenassée dans laquelle les carcasses ne se touchent jamais. A l'évidence, chez St Merryn Food Group, tout n'est qu'ordre, hygiène et sécurité. Le sol est lavé en permanence. Les couteaux et scies sont nettoyés et stérilisés après chaque animal. Les scellés et tampons officiels sont enfermés dans un coffre spécial. Les caméras de surveillance du personnel sont omniprésentes. Et, en plus, l'Etat envoie chaque mois à Probus ses gendarmes, tandis que la Commission européenne procède de son côté à une enquête semestrielle. Ils sont aussi vigilants quant au respect du bien-être animal.

Terminus : des boîtes en carton renfermant des paquets scellés contenant chacun 21 kilos de « Rib Eye » sont prêtes à être exportées en Belgique, au Portugal et en Espagne. A Probus, on pense Europe, comme le montre à l'entrée la présence insolite dans ce royaume du drapeau européen au côté de l'Union Jack. Rien à signaler, donc ? Sauf qu'il existe des zones grises. D'abord, les risques de fraude possibles dans une région d'aventuriers et de pirates, considérée par beaucoup comme le *« mezzogiorno »* anglais. Seconde incertitude, la persistance des cas de « vache folle » qui devraient s'élever à 2 000 en 1999, animaux tous nés il est vrai avant 1996. Enfin, la reprise des exportations se heurte à la forte appréciation de la livre sterling. A quand le circuit touristique à la Hollywood pour exploiter la veine des héros et des mythes de la « vache folle » en train de se créer ? L'endroit est peut-être trop *« clean »* pour cela...

Marc Roche

PRÉFECTURE DE L'HÉRAULT

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES

portant sur les demandes d'autorisation d'exploitation commerciale et de permis de construire sur la commune de MONTPELLIER présentées par la SCI ODYSSEUM 2, la Société DECATHLON et la Société IKEA

Vu le projet de réalisation d'un ensemble commercial de 67.610 m² et de la création d'une superficie hors œuvre nette nouvelle à usage de commerce de 90.600 m², dénommée ODYSSEUM, sur la commune de Montpellier.

La zone de chalandise de ce projet concerne les départements de la région Languedoc-Roussillon ainsi que le sud de l'Aveyron.

Les dossiers du projet ainsi que les registres d'enquêtes publiques seront tenus à la disposition du public du 22 décembre 1999 au 4 février 2000 inclus, à la mairie de Montpelier, siège de l'enquête conjointe.

Le public pourra également faire parvenir ses observations par courrier adressé au président de la commission d'enquête.

La commission d'enquête désignée par le Tribunal Administratif de Montpellier est composée comme suit :

– Monsieur Alain VAREILHES, retraité de la police nationale, demeurant Plan du Lac - 34380 Causse de la Selle, est désigné en qualité de président de la commission d'enquête chargée de conduire l'enquête publique relative à la demande susvisée,

– Monsieur Jacques SIMONIN, ingénieur des Mines, retraité, demeurant Les Hauts de Valcyre, 80 avenue du Grenache - 34270 Valflaunès, est désigné en qualité d'assesseur de ladite commission,

– Monsieur Louis SERENE, fonctionnaire de l'Équipement, retraité, demeurant Impasse des Eiders, L'Orée du Pin - 11100 Narbonne-Plage, est désigné en qualité d'assesseur de ladite commission.

L'un au moins des membres de la commission d'enquête se tiendra à la diposition du public selon le calendrier suivant, à la Mairie de Montpellier :

– mercredi 22 décembre 1999	de 09 h à 12 h
– jeudi 30 décembre 1999	de 14 h à 17 h
– jeudi 6 janvier 2000	de 09 h à 12 h
– samedi 15 janvier 2000	de 09 h à 12 h
– jeudi 20 janvier 2000	de 14 h à 17 h
– vendredi 28 janvier 2000	de 14 h à 17 h
– vendredi 4 février 2000	de 14 h à 17 h

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront consultables pendant une durée d'un an à la préfecture de l'Hérault à Montpellier et à la mairie de Montpellier.

Pour le Préfet,
Daniel CONSTANTIN

OSP

LeMonde Job: WMQ0812--0005-0 WAS LMQ0812-5 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:32 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0487 Lcp:700 CMYK

Près de 54 000 comptes dormants liés à la Shoah recensés en Suisse

Quatre cents réviseurs ont passé au crible les banques helvétiques

La commission Volcker, chargée de rechercher les comptes en déshérence dans les banques suisses pendant la Shoah, a recensé 53 886 comptes liés à des personnes ayant été victimes de la Shoah. La Commission fédérale des banques (CFB) et l'Association suisse des banquiers (ASB) se sont félicitées de ces conclusions. Un second rapport, sur les réfugiés refoulés pendant la guerre, sera publié vendredi.

BERNE
de notre correspondant

On est loin des *« cacahuètes »* dont parlait naguère avec quelque légèreté le directeur d'une banque helvétique pour qualifier le montant des fonds en déshérence de victimes de la Shoah pouvant se trouver encore en Suisse un demi-siècle après la seconde guerre mondiale. Dans un rapport final publié, lundi 6 septembre, à Zurich, une commission chargée de faire la lumière sur ce dossier a révélé que ses vérifications auprès des banques lui avaient permis d'identifier près de 54 000 comptes *« ayant un lien vraisemblable ou possible avec des victimes du nazisme »*.

Cette commission recommande à la Commission fédérale des banques, compétente en la matière, de publier les noms de quelque 25 000 titulaires de ces comptes dans la presse et sur Internet, ce qui pourrait être fait au cours du premier semestre 2000. Le nombre de comptes recensés au terme de deux ans de recherches est environ dix fois supérieur à ceux figurant sur deux listes déjà publiées précédemment à travers le monde par l'Association suisse des banquiers.

Présidée par Paul Volcker, ancien président de la Réserve fédérale américaine (Fed), la commission qui porte son nom a été créée en mai 1996 à la suite d'un accord entre l'Association suisse des banquiers et de grandes organisations juives internationales, par souci d'apaisement dans la polémique sur les comptes dormants et le comportement de la Suisse à l'époque du nazisme. Après avoir longtemps traîné les pieds, les banques helvétiques, soumises à rude pression, ont été amenées à lâcher du lest et à réviser leurs chiffres à la hausse. Entreprenant leurs propres recherches, elles avaient dans un premier temps retrouvé 41 millions de francs suisses répartis sur 893 comptes dormants en septembre 1995, puis publié une liste de 1 872 titulaires et mis au jour 62 millions de francs suisses (38 millions d'euros) en juillet 1997.

Un pas décisif vers une solution du contentieux était franchi en août 1998 avec la signature d'un accord entre les grandes banques suisses et les organisations juives, prévoyant le versement d'une indemnisation globale de 1,25 milliard de dollars (autant d'euros) aux victimes de la Shoah. En échange, les plaintes individuelles devraient être retirées et il est prévu de recourir à ce fonds pour indemniser les ayants droit de comptes en déshérence. La commission Volcker s'est cependant refusée à fournir des précisions sur les montants retrouvés sur ces comptes, tout au plus un de ses membres a-t-il évoqué une somme globale supérieure à 400 millions de francs suisses (environ 251 millions d'euros).

« Un long et pénible processus s'achève au bout de trois ans et demi d'efforts », a déclaré Paul Volcker en présentant le rapport de la commission approuvé à l'unanimité par les dix experts désignés pour moitié par les organisations juives et les banques suisses. La tâche n'a pas été facile et ce n'est pas de gaieté de cœur que les banques helvétiques se sont résignées à être passées au crible par 400 réviseurs, une opération qui leur a coûté 800 millions de francs suisses et qui a été ressentie comme une entorse au sacro-saint secret bancaire. L'une d'entre elles, la Banque cantonale de Genève, s'est même rebiffée et est allée jusqu'à refuser aux experts de poursuivre leurs investigations.

Dans l'ensemble, les banques tirent leur épingle du jeu même si elles n'en sortent pas complètement blanchies. Le rapport estime que l'enquête n'a pas établi qu'il y a eu destruction systématique de documents ou d'autres attitudes incorrectes dans la manière de traiter les avoirs en déshérence. Mais certaines ont fait preuve de *« grossières négligences »*, et quelques-unes ont intentionnellement trompé des détenteurs de comptes. Les auteurs du rapport remarquent aussi *« un manque général de diligence »* et même parfois une tendance à la résistance active. Ils ont également constaté *« une surprenante ignorance »* dans le traitement des fonds en déshérence et des circonstances mêmes de la Shoah, ce qui ne serait cependant plus le cas aujourd'hui.

> Dans l'ensemble, les banques tirent leur épingle du jeu, même si elles n'en sortent pas complètement blanchies

Ne dissimulant pas un certain soulagement, le gouvernement note que ce rapport *« met un terme en Suisse à un volet essentiel du réexamen de la douloureuse et complexe question des avoirs en déshérence »*. Il regrette cependant *« un manque de sensibilité et une attitude parfois peu coopérative à l'égard des personnes à la recherche d'avoirs dormants au cours de l'après-guerre que le rapport impute à certaines banques suisses »*. Une autre échéance plus attendue encore dans le cadre de cette introspection de la Suisse sur son passé est le rapport sur les réfugiés refoulés pendant la guerre, qui doit être rendu public vendredi 10 décembre. D'après certaines indiscrétions, il serait très critique envers les autorités de l'époque.

Jean-Claude Buhrer

Sévères critiques d'Alan Hevesi

Le contrôleur financier de la ville de New York, Alan Hevesi, a sévèrement critiqué, lundi 6 décembre, quelques heures après la publication en Suisse du rapport Volcker, l'attitude des banques helvétiques dans l'affaire des *« fonds juifs »*. Ce rapport *« révèle ce que nous pensions depuis le début : que certaines banques suisses ont mené une campagne méprisable de fraude et d'immoralité en vidant les comptes des victimes de la Shoah puis en mentant aux survivants qui tentaient de récupérer des biens valant des centaines de millions de dollars »*, a déclaré M. Hevesi dans un communiqué.

En 1996, les banques suisses avaient assuré n'avoir retrouvé trace que de quelques centaines de comptes en déshérence ! Cet acteur-clé de la négociation sur les avoirs juifs a précisé qu'il faudra aussi *« élucider le rôle du gouvernement suisse, qui a refusé de participer aux négociations entre les banques et la communauté juive »*. Gouvernement qui a, selon lui, *« menti lorsque ses représentants m'ont promis la création d'un fonds de solidarité de 4,7 milliards de dollars à destination des victimes de persécution, y compris les survivants de la Shoah »*.

La confession du premier ministre danois : « Mon père était nazi »

STOCKHOLM
de notre correspondant en Europe du Nord

En cette fin de millénaire, la plongée dans les archives semble être devenue l'activité favorite des Danois. Il y a les journaux, qui partent à la pêche de documents – plus ou moins inédits – éclairant d'une lumière embarrassante le comportement des autorités et des milieux économiques pendant l'occupation nazie, de 1940 à 1945. Il y a la police, qui attend avec impatience de recevoir des archives de la Stasi est-allemande pour démasquer les Danois soupçonnés d'avoir espionné pour le compte du bloc de l'Est pendant la guerre froide. Et puis il y a Frank Aaen, un député communiste qui, lui, s'est lancé à la recherche de toute personne ayant pu collaborer avec l'Allemagne nazie. Peut-être pour avoir de quoi contre-attaquer si son parti venait à être montré du doigt par les archives de Berlin.

Toujours est-il que le député eut la surprise de découvrir le nom du père du premier ministre actuel, le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen, dans un registre des membres du parti nazi danois. Le 9 avril 1941, un an jour pour jour après l'occupation, sans résistance, ou presque, du pays par l'armée d'Hitler, Oluf Nyrup Rasmussen adhérait au DNSAP. Vérification faite auprès d'une autre source, Frank Aaen profitait d'une entrevue avec le chef du gouvernement pour s'ouvrir à lui de sa découverte. Trois semaines plus tard, le 3 décembre, M. Rasmussen annonçait la nouvelle en direct aux Danois, lors d'une émission télévisée du matin. Ne pouvant, en tant que premier ministre, garder un tel « secret », dit-il, l'air grave, *« j'ai décidé que personne d'autre que moi ne devrait raconter cette histoire. Il n'y a que moi qui peut le faire, avec le respect que j'ai pour mon père »*. M. Rasmussen a toujours parlé avec fierté de ses parents, notamment de son père, mort en 1993, peu de temps après son accession au pouvoir. D'origine très modeste, ils avaient encouragé leur fils unique à poursuivre ses études. Bien que de sensibilité sociale-démocrate, ils ne parlaient presque pas de politique à la maison avec lui, selon une récente biographie de M. Rasmussen.

UNE CONFESSION BIEN ACCUEILLIE

Né en 1943, celui-ci n'avait, semble-t-il, pas eu connaissance au préalable de cet épisode de la vie de son père. *« Je savais qu'il avait travaillé en Allemagne, mais je ne pouvais pas imaginer qu'il y ait eu autre chose (...). Cela a provoqué en moi une violente réaction en chaîne et une série de questions. »* Et notamment celle-ci : pourquoi ? *« Le seul à qui j'aurais voulu poser cette question est mon père. »*

La confession de M. Rasmussen, insoupçonnable de sympathies nazies, paraît avoir été reçue positivement par les Danois et ne devrait pas nuire à sa carrière. Mais, curieusement, certains se sont empressés, ces derniers jours, de faire savoir qu'ils étaient au courant depuis quelque temps de l'engagement de M. Rasmussen père. Ainsi Pia Kjaersgaard, la dirigeante du Parti du peuple danois (DFP), une formation xénophobe. A l'en croire, c'est en connaissance de cause qu'elle aurait répondu au premier ministre, le 13 octobre, devant le Parlement, après que celui-ci eut comparé la politique d'immigration du DFP à celle de l'Allemagne nazie. *« Ma maison d'enfance »* est *« propre »*, avait-elle rétorqué. Des propos condamnés aujourd'hui par les autres partis, qui rejettent toute intrusion de la vie privée dans le débat politique.

Antoine Jacob

chaPitre.com
VOTRE LIBRAIRIE SUR INTERNET
" Où trouver un livre ancien ou épuisé ? "
www.chapitre.com
• 200 000 livres anciens
• Service de recherche gratuit
• 800 thèmes et catalogues thématiques
e-mail : librairie@chapitre.com
41, rue de Richelieu - 75001 Paris
Fax : 01 42 97 94 96 - 3615 Alir 2,23 f/mn

OSP
VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

Séance organisée par LA CHAMBRE DES NOTAIRES DE PARIS
LA VILLE DE PARIS vend LIBRES
au CARROUSEL DU LOUVRE - 99, Rue de Rivoli à PARIS 1er
Le MARDI 14 DECEMBRE 1999 à 14 heures
(Dépôt des chèques de consignation à partir de 13 heures 30)
16-24, RUE FRANÇOIS-MIRON à PARIS 4ème
1 APPARTEMENT de 3 PIECES (69,2 m²) avec CAVE
6, RUE DE SEINE à PARIS 6ème
APPARTEMENT de 7 PIECES (241,9 m²), 1 CHAMBRE et CAVE
16, RUE VISCONTI à PARIS 6ème
1 LOGEMENT d'une PIECE avec ATELIER (49,7 m²), DEBARRAS et CAVE
21 BIS, AVENUE DESPRÉAUX à PARIS 16ème
UN PAVILLON de 4 PIECES (87,50 m²) sur TERRAIN de 400 m²
S'adresser à Maître BELLARGENT, Notaire associé à PARIS 1er
14, Rue des Pyramides - Tél : 01.44.77.37.35 - 01.44.77.37.71
4, RUE DU PONT LOUIS-PHILIPPE à PARIS 4ème
TRIPLEX de 7 PIECES (265 m²) - 2 CAVES (faculté réunion de lots)
2, RUE DES BEAUX-ARTS à PARIS 6ème
APPARTEMENT de 5 PIECES (150,8 m²) et CAVE - 1 DEBARRAS
S'adresser à Maître BOURGES, Notaire associé à PARIS 8ème
77, Boulevard Malesherbes - Tél : 01.44.90.14.14
http://www.paris-france.org - Minitel 3615 PARIS (1,29 F/minute)

75
Vente au Palais de Justice de PARIS,
Jeudi 16 Décembre 1999 à 14h 30 - En un lot
APPARTEMENT 2 P. P. à PARIS 18ème
178, rue Marcadet et rue Achille Martinet ss n°
Au 4ème étage et cave au sous-sol
MISE A PRIX : 200.000 F
S'adr. à Me Saad EL JORD, Avocat à PARIS (75011), 8, avenue Parmentier
Tél : 01.43.72.02.77 - Au Greffe du TGI de PARIS
Minitel 3616 AVOCAT VENTES - Internet : www.licitor.com
Visite le 10 Décembre 1999 de 12h 30 à 13h 30

Enki Bilal
Dan Franck
un siècle d'amour

Un album de 122 pages en couleurs, 120 F
500 exemplaires numérotés (avec une sérigraphie originale signée) disponibles chez Fayard au prix de 1 000 F TTC

Bilal n'illustre pas Franck, pas davantage que Franck ne glose sur les peintures de Bilal. Deux langues modulent les accents d'une même émotion. Par treize fois ; treize portraits de femmes pour tresser la couronne du siècle qui s'achève… Le désespoir, la révolte, l'incompréhension, la douleur, l'horreur, mais aussi la beauté, la permanence, la fierté et l'amour. Chaque texte, chaque portrait vaut par sa simplicité et la pureté de sa musique… Avec de l'amour, de la tendresse, du désir, de la vie…
Pierre Lepape, *Le Monde*

FAYARD

LeMonde Job: WMQ0812--0006-0 WAS LMQ0812-6 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:38 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0488 Lcp:700 CMYK

Les négociations de paix israélo-palestiniennes traversent une nouvelle crise

La poursuite de la colonisation juive est à l'origine du problème

A la veille de l'arrivée de la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, les Palestiniens ont décidé, lundi 6 décembre, de lier tout progrès dans les pourparlers de paix avec Israël à l'arrêt de la colonisation juive. L'annonce, dimanche, par Israël d'un appel d'offres pour la construction de 500 nouveaux logements dans des colonies de Cisjordanie a été la goutte qui a fait déborder le vase.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Certes, le difficile processus de paix israélo-palestinien en a vu – et sans doute en verra – d'autres ; certes, encore, les Palestiniens soulèvent la question des colonies juives en Cisjordanie occupée la veille de l'arrivée de Madeleine Albright dans la région, comme s'ils voulaient lui faire surmonter ses réticences à intervenir personnellement ; certes, enfin, il est probable que les deux parties, comme elles l'ont souvent fait, trouveront un quelconque compromis. Mais la nouvelle crise, qui, depuis le 6 décembre, oppose Palestiniens et Israéliens n'est ni *« artificielle »*, comme l'ont aussitôt estimé quelques responsables israéliens, ni réductible à une finasserie d'ordre tactique.

Lundi, à l'issue de trois heures de réunion des négociateurs aux pourparlers devant conduire à un règlement final du conflit israélo-palestinien, le chef de la délégation palestinienne, Yasser Abed Rabbo, a estimé qu'il ne pouvait plus continuer à discuter avec son homologue israélien, Oded Eran, tant que la question de la poursuite de la colonisation juive en Cisjordanie occupée n'était pas résolue. *« Il n'est pas juste que nous continuions les pourparlers sur nos futures relations alors que, pendant ce temps, Israël poursuit sa politique de confiscation de terres et de construction de colonies*, a notamment déclaré le négociateur palestinien. *Nous ne pouvons accepter cela et perdre ainsi la confiance du peuple palestinien »*, a-t-il poursuivi, avant de préciser qu'il viendrait aux prochaines réunions, mais qu'il refuserait d'y discuter d'autre chose que du dossier de la colonisation.

Commencées le 13 septembre, les négociations sur un règlement permanent du conflit israélo-palestinien doivent théoriquement aboutir à la signature, en février 2000, d'un accord cadre destiné à être ensuite affiné. Ehoud Barak, qui est à l'origine de cette démarche de négociations, se fait fort de boucler le tout en septembre de l'an 2000.

3 196 LOGEMENTS EN CINQ MOIS

Jusqu'à présent, les rencontres n'ont permis aux deux parties qu'une seule chose : dessiner à très gros traits les solutions qu'elles entrevoient pour régler le tracé des frontières du futur Etat palestinien, la question des réfugiés, l'eau, le statut de Jérusalem et les colonies juives.

Pour les négociateurs palestiniens, ces maigres résultats sont notamment dus à l'extension des colonies et aux tentatives de jeunes colons nationalistes, regroupés dans le mouvement Génération suivante, d'établir de nouveaux points de peuplement juif. Ehoud Barak, encore tout récemment, a fait donner la troupe pour évacuer certaines des collines occupées par Génération suivante, mais il a aussi permis la construction de milliers de nouveaux logements dans les colonies anciennes ou en voie de création.

Selon le mouvement pacifiste La Paix maintenant, qui tient un relevé précis des dernières constructions, les promoteurs opérant dans les territoires occupés ont reçu l'autorisation d'ériger 3 196 logements en cinq mois, soit une moyenne annuelle déjà supérieure à celle constatée sous le gouvernement de M. Nétanyahou, pourtant considéré comme un partisan résolu de la colonisation sans concessions.

Le gouvernement de M. Barak estime ne pas pouvoir arrêter les constructions mises en route, selon lui, sous le gouvernement précédent. Mais du côté palestinien on fait, à juste titre, remarquer qu'Itzhak Rabin, lorsqu'il était arrivé au pouvoir, avait tout gelé du jour au lendemain, estimant qu'il s'agissait d'un geste politique nécessaire pour arriver à un accord.

C'est ce même geste que les Palestiniens n'arrivent pas à arracher à Ehoud Barak. Par calcul ou par conviction, ce dernier, à plusieurs reprises, a publiquement fait état de sa solidarité intellectuelle avec les 175 000 colons israéliens, leur demandant d'accepter quelques concessions en échange de l'extension des principales colonies. Mais il s'est montré inflexible à l'égard de M. Arafat, mis dans une position de plus en plus délicate.

Le cri du cœur de M. Abed Rabbo craignant de perdre la confiance *« du peuple palestinien »* est significatif, comme l'était, il y a une semaine, la vive réaction de l'Autorité palestinienne devant le manifeste signé par vingt personnalités palestiniennes, dont neuf députés du Conseil législatif, critiquant sévèrement la gestion, la stratégie et l'honnêteté de M. Arafat (*Le Monde* du 2 décembre). Cinq des signataires sont d'ailleurs toujours emprisonnés, témoignant de la persistance de l'agacement de la direction palestinienne, en mauvaise posture devant un adversaire qui, en concédant peu, augmente la fragilité de son interlocuteur.

Comme pour ne rien arranger, Palestiniens et Israéliens demeurent par ailleurs toujours en désaccord sur l'étendue des retraits israéliens intermédiaires et sur la libération des prisonniers, toutes dispositions prévues par les accords de Charm el Cheikh, signés en septembre. Le retrait, d'une superficie de 5 %, qui aurait dû intervenir le 15 novembre n'est toujours pas effectué, faute d'un accord sur les territoires à rétrocéder. Des désaccords similaires existent quant au nombre et à la qualité des prisonniers palestiniens à élargir à l'occasion du ramadan.

Georges Marion

Fidel Castro réclame la « liberté » pour le petit Elain Gonzalez

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Les manifestations antiaméricaines s'intensifient à Cuba pour réclamer le retour dans l'île d'Elain Gonzalez, un enfant cubain recueilli par des pêcheurs américains, le 25 novembre, au large des côtes de Floride. La mère du garçon a péri lors du naufrage de l'embarcation à bord de laquelle quatorze *balseros* tentaient de gagner les Etats-Unis. Secouru alors qu'il dérivait sur une chambre à air, Elain Gonzalez a été admis comme réfugié aux Etats-Unis et confié à un grand-oncle qui vit à Miami, où le petit garçon a fêté ses six ans, lundi 6 décembre. Mais à Cuba son père demande que son fils lui soit rendu. Divorcé, Juan Miguel Gonzalez, un militant communiste qui réside à Cardenas, non loin du centre touristique de Varadero, avait la garde de l'enfant, qui, affirme-t-il, a été enlevé par sa mère et son beau-père sans son consentement.

Plusieurs milliers de manifestants, pour la plupart membres de l'Union des jeunes communistes, se sont massés, dimanche et lundi soir, sur le Malecon, l'avenue de bord de mer de La Havane, face à l'immeuble fortifié abritant la Section d'intérêts américains, qui tient lieu d'ambassade des Etats-Unis en l'absence de relations diplomatiques entre Washington et La Havane. Se disant prêts à verser leur sang pour obtenir le retour du petit Elain Gonzalez, les manifestants ont scandé des slogans contre *« l'impérialisme yankee »*. Lundi soir, la manifestation s'est convertie en une fête d'anniversaire symbolique lorsqu'un groupe d'enfants, juchés sur une estrade, a partagé un gâteau en l'honneur d'Elain. A Cardenas, dans l'école que fréquentait l'enfant, une fête a été également organisée, à laquelle s'est invité Fidel Castro.

UNE DIMENSION POLITIQUE

« Jamais une chose aussi horripilante, aussi répugnante, ne s'était produite. Il est difficile de contenir la population en raison de son degré d'irritation face à un acte aussi grossier, absurde et criminel », avait averti, dimanche, le dirigeant cubain, qui a accusé les Etats-Unis d'être les seuls responsables des tragédies causées par les tentatives de sortie illégale du territoire cubain. *« Pourvu qu'ils soient raisonnables et qu'ils rendent l'enfant dans les soixante-douze heures, sinon des millions de personnes vont descendre dans la rue pour réclamer sa liberté »*, a-t-il menacé. Le Lider Maximo a annoncé qu'il renonçait à se rendre à la prestation de serment du président argentin Fernando de la Rua pour se consacrer au dossier du jeune Elain.

La presse officielle cubaine accorde une large place à l'odyssée du garçon, qui a pris une dimension politique des deux côtés du détroit de Floride. Dans un reportage publié, samedi, par le quotidien du Parti communiste *Granma*, le grand-père d'Elain Gonzalez s'indigne de voir une photo sur laquelle son petit-fils est revêtu d'un tee-shirt de la Fondation nationale cubano-américaine, la plus puissante des organisations de l'exil anticastriste. *« Ils utilisent mon fils à des fins politiques. Ils lui offrent des jouets pour qu'il dise qu'il ne veut pas revenir, mais ils se trompent complètement car ici il n'avait pas faim et ne manquait de rien »*, déclare pour sa part son père, qui affirme vivre *« à l'aise »* grâce à son emploi dans le tourisme.

Le ministère des relations extérieures a récemment accusé le gouvernement américain de promouvoir l'émigration illégale *« par sa loi stupide sur l'immigration cubaine »*. Selon la législation américaine en vigueur depuis 1995, les *balseros* interceptés en mer sont refoulés vers Cuba tandis que ceux qui parviennent à fouler le sol américain sont admis comme réfugiés. Washington et La Havane ont signé en 1994 et 1995 des accords migratoires autorisant chaque année la sortie légale de 20 000 personnes choisies par tirage au sort. Prévue pour le 13 décembre prochain, une réunion d'évaluation de ces accords est menacée par l'affaire du jeune Elain Gonzalez.

Jean-Michel Caroit

588 ressortissants yougoslaves indésirables en Union européenne

BRUXELLES. L'Union européenne (UE) a décidé, lundi 6 décembre, de passer de 305 à 588 le nombre de ressortissants yougoslaves indésirables sur son territoire, en raison de leur collaboration avec le régime du président yougoslave, Slobodan Milosevic, indique un communiqué de l'UE. Parallèlement, l'Union, soucieuse d'aider l'opposition serbe, a récemment lancé un programme appelé « Energie pour la démocratie », consistant en la fourniture de fioul avant l'hiver, à des villes tenues par l'opposition. Deux premières villes, Nis et Pirot (sud de la Serbie), ont été choisies. Après avoir été bloqués pendant treize jours, les 14 camions-citernes remplis de 350 tonnes de fioul de chauffage ont été autorisés à se rendre à Nis. – *(AFP.)*

La CDU possédait des comptes secrets en Suisse, selon la presse allemande

MUNICH. L'Union chrétienne-démocrate (CDU, opposition) disposait d'un ou plusieurs comptes dans une banque suisse, la Vontobel Bank, qui possède une filiale dans un paradis fiscal, rapporte la *Süddeutsche Zeitung* dans son édition de mardi 7 décembre. Selon le quotidien de Munich, l'expert-comptable de la CDU, Horst Weyrauch, a effectué de nombreux voyages à Zurich pour déposer des fonds auprès de la Vontobel Bank, qui possède une agence dans les îles Caïmans. Selon un *« calcul provisoire »* du journal, *« plus d'un demi-million de marks (0,25 million d'euros) auraient été virés d'un compte suisse, sur ordre de M. Kohl »*, sans pour autant préciser la destination de ces fonds. – *(AFP.)*

Sam Nujoma réélu président en Namibie

WINDHOEK. Le président namibien sortant, Sam Nujoma, a largement remporté le scrutin présidentiel organisé la semaine dernière, a annoncé, lundi 6 décembre, la commission électorale. M. Nujoma, qui s'apprête à entamer un troisième mandat, a obtenu 77 % des suffrages contre 11 % à son plus proche rival. L'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain, le parti du président, a remporté 52 sièges sur 72 lors des législatives organisées en même temps que la présidentielle. Ces résultats ont déçu l'opposition, qui comptait capitaliser sur le mécontentement provoqué par le chômage persistant, les tendances de M. Nujoma à l'autocratie et l'engagement militaire de la Namibie en République démocratique du Congo aux côtés de M. Kabila. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **GUINÉE-CÔTE D'IVOIRE : les présidents Conté et Bédié** ont réclamé le *« respect de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats »* dans un texte publié lundi 6 décembre par le quotidien gouvernemental ivoirien *Fraternité Matin*. Les deux chefs d'Etat doivent faire face à des pressions internationales en raison du traitement qu'ils réservent à leurs oppositions. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

■ **GUATEMALA : dix militaires** ont vu leurs peines de prison aggravées par un tribunal spécial, lundi 6 décembre. Les dix hommes étaient accusés d'avoir participé à un massacre de paysans en 1995 et avaient été condamnés en première instance à des peines de quatre et cinq ans de prison, qui ont été portées à douze ans lundi. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **VATICAN : Jean Paul II** demande aux pays riches d'accueillir plus généreusement les migrants, dans un message publié lundi 6 décembre. Le pape souligne que *« le processus de mondialisation peut représenter une opportunité, si les différences culturelles sont acceptées comme une occasion de rencontre et de dialogue, et si la distribution inégale des ressources mondiales provoque une nouvelle conscience de la solidarité nécessaire »*. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **IRAK : la France** n'a pas participé au vote sur le renouvellement pour une semaine de l'accord « Pétrole contre nourriture » avec l'Irak car elle a jugé que le Conseil de sécurité de l'ONU *« se discréditait »* en adoptant un texte techniquement inapplicable. *« Etait-il raisonnable de se prononcer sur un texte dont on sait qu'il ne peut matériellement pas être appliqué ? Nous avons pensé que le Conseil de sécurité se discréditait en adoptant ce texte. Nous avons refusé de cautionner cet exercice. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas participé au vote »*, a déclaré lundi 6 décembre François Rivasseau, porte-parole adjoint du Quai d'Orsay.

■ **LIBYE : Tripoli** a décidé de ne plus accorder de visas d'entrée aux ressortissants libanais, syriens et palestiniens. Cette décision, qui a été transmise à toutes les missions diplomatiques libyennes à l'étranger, n'a pas été motivée. Plusieurs milliers de Libanais, de Syriens et de Palestiniens résident en Libye, où ils travaillent depuis plusieurs années. – *(AFP.)*

PEUGEOT NEUBAUER
306 XT HDI 5 portes
Série NEUBAUER
Prix catalogue 132.140F TTC
Prix de vente exceptionnel 117.500F TTC*

Photo non contractuelle
OPTIONS ET ACCESSOIRES :
Peinture métal, climatisation automatique, jantes alliage, surmonte façade CD, accoudoir central, tapis 3D, écrous anti-vol, alarme, bac de coffre.
* Incluant 1er loyer d'un contrat de maintenance par abonnement 48mois/40.000km soit 121FTTC
PARIS 18 - 01 46 27 33 33 Thomas GUITTENY
PARIS 17 - 01 46 22 88 88 Alain DIAZ
PARIS 9 - 01 42 85 04 04 Henrique BARREIRA
92 LEVALLOIS - 01 45 19 19 19 Pascal COLIN
92 ASNIERES - 01 47 33 37 37 Jean DUBOIS
93 ST DENIS - 01 49 33 60 60 Arnaud TAFANI
95 SAINT BRICE - 01 34 04 39 39 Alain HOUTIN
PEUGEOT

ISM INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT
FULLY ACCREDITED *
Pour cadres et dirigeants de 30 à 45 ans, diplômés de l'enseignement supérieur, le seul MBA accrédité USA Europe compatible avec votre vie professionnelle :
ieMBA International Executive Master of Business Administration
■ 520 h de formation intensive en management international :
● 10-18 séminaires mensuels à PARIS
● 1-2 mois à NEW YORK et thèse
● diplôme ieMBA accrédité *
♦
MBA Master of Business Administration in International Management
■ Diplômés de l'enseignement supérieur, 27 à 35 ans, avec expérience professionnelle
■ 10 mois dont 6 mois à NEW YORK : MBA accrédité *
♦
DBA Doctorate of Business Administration
■ Pour cadres ou dirigeants, 35 à 45 ans, titulaires d'un MBA ou équivalent
■ Sur une période de deux ans, compatibles avec votre vie professionnelle :
Séminaires intensifs spécialisés et thèse DBA accrédité *
International School of Management
148, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél. : 01-45-51-09-09 – Fax : 01-45-51-09-08
Programmes exclusivement gérés par International School of Management USA
Internet : http://ism-mba.edu e.mail : info@ism-mba.edu
ISM

LeMonde Job: WMQ0812--0008-0 WAS LMQ0812-8 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 11:15 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0490 Lcp:700 CMYK

GAUCHE Les mouvements et associations contestataires représentées, à Seattle, au « contre-sommet » de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), du 30 novembre au 3 décembre, s'interrogent sur les suites possibles, en France, du rassemblement américain et de son succès politique face à l'échec de l'OMC. Un « effet Seattle » à Noël, réunissant chômeurs et adversaires d'une mondialisation strictement commerciale, est envisagé par certains. ● LA MAJORITÉ gouvernementale est portée à épouser la critique de l'OMC, mais en défendant le principe d'une organisation multilatérale et en se distinguant ainsi de ceux qui combattent la libéralisation des échanges. ● JOSÉ BOVÉ, syndicaliste agricole surgi sur le devant de la scène à la fin de l'été, a conquis aux Etats-Unis une stature politique et médiatique qui démente les prévisions de Lionel Jospin sur une popularité éphémère.

Les anti-OMC cherchent à profiter de l'« effet Seattle »

L'attention de l'opinion aux péripéties de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, de son échec et de la force de la contestation qui l'a accompagnée incite la gauche associative, radicale ou syndicale à imaginer une « suite » française

Y AURA-T-IL un « effet Seattle » à Noël ? Alors que les principaux animateurs de la lutte contre l'OMC, en France, ont regagné Paris, tout le monde s'interroge désormais sur les retombées politiques du mouvement de contestation, qui s'est révélé comme le véritable événement des négociations commerciales multilatérales engagées à Seattle.

Au Parti socialiste, on fabrique l'inimaginable : certains s'amusent ainsi à « dissiper » – autrement dit, à entretenir – la rumeur d'une candidature de José Bové à l'élection présidentielle de 2002. Vu de la Rue de Solférino, ce bruit a une vertu, qui est de déstabiliser les Verts, pour qui, estime-t-on au PS, M. Bové peut être un concurrent redoutable. Dans les ministères, on tente de cerner l'impact des images de protestation sur un climat social incertain, mêlant conflits ponctuels sur les 35 heures, situations explosives dans certaines entreprises et tentative de redémarrage des mouvements de chômeurs.

L'inquiétude n'est pas totalement infondée si l'on en croit Jean-Claude Amara, de Droits devant ! !, cette association de « sans » qui est l'une des chevilles ouvrières de la Coordination pour un contrôle citoyen de l'OMC (CCOMC). *« Maintenant,* souligne-t-il, *l'un des enjeux, c'est sans doute de relier les luttes d'urgence – celles des "sans", des précaires, des chômeurs, qui sont les victimes de la mondialisation – à la bataille contre l'OMC. Tout cela relève de la même thématique : celle de la répartition des richesses. »*

Là où les anti-OMC couraient le risque d'être enfermés dans une posture de repli, de crispation toute défensive, c'est une autre image qui s'est imposée : *« Plus citoyenne », « solidaire », « internationaliste »,* comme le constatait José Bové en débarquant à l'aéroport de Roissy, fêté par les personnels d'Air France. Une rupture ? *« Les mecs t'accrochent dans l'atelier. Ils ont tous suivi cela à la télé. Ils te disent : "On a vu, c'était bien ! " »,* souligne, de retour dans « ses » hangars d'Air France, Pierre Contesenne, de Droits devant ! ! Pour ce syndicaliste, ancien mécanicien, *« on le constate depuis quelques jours, il y a un vrai impact sur l'imaginaire social des gens ». « A nouveau,* se réjouit-il, *court l'idée qu'il est possible de s'organiser, qu'on peut peser collectivement. Même si ce n'est pas la contestation en soi qui a fait capoter les négociations de l'OMC, même si c'est le début de quelque chose qui reste à confirmer, c'est un succès politique. Et c'est sans doute la première fois, depuis la chute du mur de Berlin, qu'émerge, au niveau international, une forme de nouvelle pensée critique du capitalisme. »*

Insensiblement, des reclassements s'opèrent. Les partisans d'une voie médiane entre le refus et l'acceptation des négociations, entre les pro- et les anti-mondialisation, préconisant – à l'instar de la déclaration commune des cinq confédérations syndicales françaises – *« une OMC qui ne se réduise pas au libre-échange »,* ont été éclipsés. Eclipsés également d'autres porte-parole, comme Daniel Cohn-Bendit, totalement silencieux sur le sujet, quand Dominique Voynet a su tirer parti de l'événement. Des quatre ministre français présents à Seattle, la ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire, qui avait fait le voyage comme Christian Sautter, François Huwart et Catherine Trautmann, a été la seule à fréquenter les organisateurs du « contre-sommet », nouant ici et là des contacts avec les militants de la gauche américaine. Mme Voynet a ainsi tenu une conférence de presse au *Speak Easy Coffee*, café « branché » du centre de Seattle, qui servait de « quartier général » aux anti-OMC et dans lequel les Français venus assister au contre-sommet, José Bové en tête, avaient pris leurs habitudes.

RECLASSEMENTS

Du coté de la gauche radicale, la LCR a observé avec une extrême bienveillance ce qui se passait à Seattle, l'échec du sommet de l'OMC étant considéré par son porte-parole, Alain Krivine, comme l'un *« des événements politiques les plus importants de ces dernières années ».* Pour autant, si certains de ses militants ont fait sous d'autres « casquettes » le voyage outre-Atlantique, l'extrême gauche a été, elle aussi, prise de court par la réussite de José Bové. Pour M. Krivine, *« ce qui s'est passé à Seattle pose, une nouvelle fois, la question du débouché politique de cette contestation sociale ».* Autre organisation trotskiste, Lutte ouvrière, totalement absente, juge que ce n'est pas son combat. Elle affiche régulièrement, dans son hebdomadaire, la plus grande méfiance à l'égard des associations anti-OMC, au premier rang desquelles Attac, très souvent stigmatisée.

Du côté syndical, aussi, on assiste à des reclassements. Brutaux dans le monde paysan : la FNSEA, qui avait choisi la voie du lobbying institutionnel, a eu beaucoup de mal à exister face à la Confédération paysanne, pourtant minoritaire, à un an et demi d'élections aux chambres d'agriculture qui, veut-on croire au PS, pourraient bien voir le basculement à gauche du syndicalisme paysan. Bien que signataire de la déclaration commune, la CGT, représentée par un membre de la direction confédérale, André Véronèse, et menant la délégation d'Attac avec l'un des responsables de sa fédération de cadres, Pierre Tartakowsky, a su se ménager un espace dans la contestation anti-OMC à côté du Groupe des dix et de la FSU.

« Beaucoup de gens ont du mal à appréhender ce mouvement. Il n'y a pas de "bureau politique" central, qui déciderait de tout, mais un fonctionnement compliqué en réseaux, en mouvances, des convergences entre de multiples associations, organisations et militants. C'est le bordel et, au final, cela marche », souligne M. Amara. Même si, pour les anti-OMC, le plus dur reste à faire : structurer dans la durée, en France, ce qui a émergé à Seattle.

Alain Beuve-Méry et Caroline Monnot

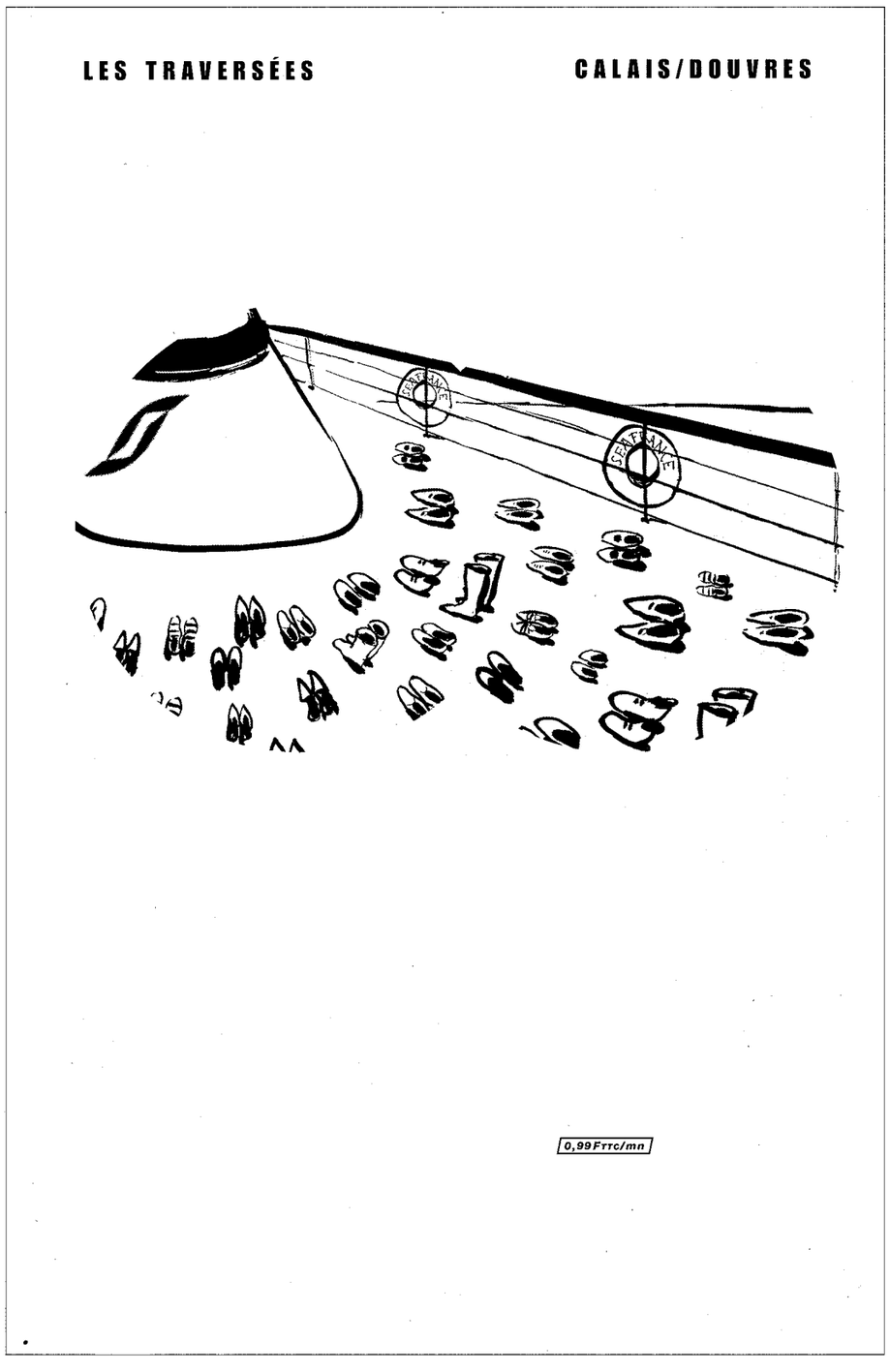
Quatre organisations-clés

● **Attac (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens).** Née en décembre 1997 d'une suggestion du directeur du *Monde diplomatique*, Attac a créé, depuis lors, plus de 120 comités locaux. Elle revendique aujourd'hui 13 000 membres. Présidée par Bernard Cassen, universitaire et directeur général du *Monde diplomatique*, Attac, dont le secrétaire général est désormais Pierre Tartakowsky – rédacteur en chef de *Options*, l'hebdomadaire des cadres CGT –, se veut un nouveau *« mouvement d'éducation populaire et citoyenne ».*

● **CCC-OMC (Coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC).** Structure de coordination, comme son nom l'indique, la CCC-OMC regroupe à présent 95 associations, collectifs et syndicats signataires de l'appel intitulé « Pour un contrôle citoyen de l'OMC », lancé en septembre. Elle a à son origine deux associations pivots – Droits devant ! ! et l'Observatoire de la mondialisation –, les économistes Susan George et François Chesnais. Elle se veut plus radicale et plus militante qu'Attac.

● **Droits devant ! !.** Association de défense dite des « sans » – sans-papiers, sans-logement, sans-travail –, Droits devant ! ! est née en 1994, lors de l'occupation d'un immeuble de la rue du Dragon, à Paris, d'une scission de Droit au logement, de Jean-Baptiste Eyraud, estimant qu'il fallait investir davantage le terrain politique. Animée par Jean-Claude Amara, ancien chanteur de rues, et Pierre Contesenne, du syndicat SUD-Aérien, elle revendique 2 000 adhérents.

● **Confédération paysanne.** Créée en 1987, à partir du Mouvement des paysans-travailleurs de Bernard Lambert et d'une scission socialisante de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), par José Bové et François Dufour, son actuel président, la Confédération paysanne abrite aujourd'hui des sensibilités écologistes, socialistes et libertaires et revendique 15 000 membres. En 1995, aux élections aux chambres d'agriculture, elle avait réuni 19 % des suffrages contre plus de 60 % à la FNSEA.



La gauche « plurielle » défend le principe de l'OMC

L'ÉCHEC des discussions de Seattle n'est pas un échec pour l'Organisation mondiale du commerce : quatre jours après l'ajournement des travaux de la conférence de l'OMC, ce refrain est en passe de devenir le discours officiel du gouvernement et des principaux responsables de la gauche « plurielle ». Seul ministre français à avoir assisté à tous les travaux de la conférence, François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, a donné le « la », estimant que l'échec de Seattle comporte *« un message d'espoir ».* Il a plaidé pour une réforme de l'OMC avec la mise en place de *« procédures plus transparentes ».* Sur la même longueur d'onde que son collègue radical de gauche, Jean Glavany, ministre de l'agriculture, indiquait, dimanche 5 décembre, qu'il fallait *« dédramatiser »* l'échec de la conférence. Reprenant les analyses du ministre de l'économie, Christian Sautter, formulées à la réunion des ministres, le 2 décembre, à son retour de Seattle, l'Hôtel Matignon estime qu'il y a eu, en France, un *« effet de loupe »* sur les manifestations de Seattle.

Lundi, au point de presse hebdomadaire du PS, Vincent Peillon, chargé des études au secrétariat national du PS, s'est félicité que, *« pour la première fois, une négociation internationale se soit déroulée sous les yeux des opinions publiques, avec des exigences fortes ». « Le fait que l'internationalisme se fasse sous le contrôle des citoyens est une chose positive et irrévocable »,* a ajouté le député de la Somme. Réaffirmant la position du PS, qui refuse toute attitude « anti-OMC » – *« Il ne faut pas moins d'OMC, voire pas d'OMC du tout, mais au contraire plus d'OMC » –,* M. Peillon appelle de ses vœux la reprise des négociations. *« La régulation du commerce mondial, la définition de normes communes est préférable à l'absence de toute norme »,* a-t-il dit.

Présente à Seattle, Béatrice Marre, auteur d'un rapport parlementaire sur le thème « De la mondialisation subie au développement contrôlé », tire, de son côté, plusieurs enseignements de l'échec de la conférence : *« L'émergence de la démocratie planétaire »,* avec, à côté des ONG, une société civile *« non invitée » ;* l'isolement des Etats-Unis ; la *« clarté »* du mandat de l'Union européenne, qu'elle juge respecté ; le refus des pays en développement d'un *« dialogue Nord-Nord entre pays riches ».* La députée de l'Oise estime que José Bové a joué *« un rôle d'éveilleur ».*

Quand on l'interroge sur M. Bové et sur la Confédération paysanne, François Hollande distingue l'un de l'autre. Le premier lui paraît *« très malin »,* mais ne saurait, à ses yeux, s'attribuer la paternité de l'échec des négociations de l'OMC. Le premier secrétaire du PS rappelle surtout que la Confédération paysanne, si elle est composée de courants écologistes et libertaires, est aussi animée par des militants socialistes. Se félicitant que M. Bové n'ait pas été *« récupéré »* par les différents mouvements souverainistes, M. Hollande récuse toute idée de *« souveraineté alimentaire ».*

« C'est un fiasco. Après l'échec de l'AMI [accord multilatéral sur l'investissement]*, dans lequel la France a joué un rôle pilote, il faut que les gouvernements et les négociateurs revoient leur copie et la conception même de l'organisation. Ils savent qu'ils sont sous surveillance des citoyens »,* estime, de son côté, Robert Hue. Présentant, lundi, devant la presse, l'échec de Seattle *« comme un tournant, un événement considérable, un camouflet pour les chantres de la mondialisation capitaliste »,* le secrétaire national du PCF juge *« tout à fait réconfortant et encourageant »* ce qui s'est passé là-bas. Il y voit la justification du manifeste du PCF « Pour une autre organisation mondiale du commerce », rendu public juste avant l'ouverture des négociations et très inspiré par les travaux d'Attac et du Collectif anti-OMC.

Cependant, le numéro un du PCF nuance son propos : *« Il faut être clair : pour nous, communistes, ce qui est en cause avec l'OMC, ce n'est pas la nécessité de règles et de normes qui permettent de favoriser les échanges et un codéveloppement équilibré. »* Estimant qu'*« il y a beaucoup à tirer de la forme qu'a prise, à l'échelle planétaire, cette nouvelle "Internationale" des citoyens »,* M. Hue ne regrette pas de ne pas s'être rendu sur place – le PCF était représenté par Francis Wurtz, Jean-Claude Lefort et Jack Ralite –, puisqu'il avait participé à la manifestation anti-OMC, à Paris, le 27 novembre.

De retour de Seattle, où il conduisait une délégation des Verts, Guy Hascoët, député du Nord, se félicite lui aussi de la justesse de ses vues avant la conférence. Ne voulant pas que *« l'Organisation mondiale du commerce se transforme en organisation commerciale du monde »,* M. Hascoët constate *« l'apparition d'une opinion publique mondialisée »* et *« le refus d'une gouvernance mondiale ».* Les Verts vont pouvoir réitérer leur demande en faveur de la création d'un forum permanent de contrôle des élus.

Alain Beuve-Méry et Michel Noblecourt

La méfiance de Lionel Jospin envers José Bové

La Confédération paysanne est écologiste, socialiste, libertaire. Après l'incarcération de l'un de ses dirigeants, José Bové, à la suite du « démontage » d'un restaurant McDonald's à Millau, les écologistes l'avaient assuré de leur soutien. Dominique Voynet, qui lui avait écrit dans sa prison, l'avait reçu à déjeuner le 20 octobre. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, l'avait reçu le même jour. Lionel Jospin avait préféré, lui, éviter le cofondateur de la Confédération paysanne, qu'il avait rangé, le 13 septembre, sur France 2, dans la même catégorie que les « Robin des bois » ou « Tarzan » qui accédèrent à une célébrité éphémère lors des mouvements de chômeurs ou de camionneurs. Pour la conférence agricole organisée, le 21 octobre, au ministère de l'agriculture, le premier ministre avait dû se résoudre à la présence de M. Bové, mais il avait pris soin de ne pas être filmé ni photographié avec lui.

LeMonde Job: WMQ0812--0009-0 WAS LMQ0812-9 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 11:07 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0491 Lcp:700 CMYK

Le PS s'accorde pour doter Paris et les Bouches-du-Rhône d'une direction

Un vote des militants aura lieu, dans la capitale, le 17 janvier

Trois directions de fédération sont en jeu au Parti socialiste. A Paris, un nouveau premier secrétaire sera élu le 17 janvier. Le conseil fédéral des Bouches-du-Rhône a opté pour une direction collégiale. Dans les Alpes-Maritimes, un nouveau premier secrétaire, après la démission de Paul Cuturello, sera élu les 17 et 24 janvier.

LE PARTI SOCIALISTE tente de remettre de l'ordre dans les fédérations ébranlées par la mise *« en réserve »*, dans les Bouches-du-Rhône, ou la démission, à Paris et dans les Alpes-Maritimes, de leur premier secrétaire. Lundi 6 décembre, 120 membres, sur 127, du conseil fédéral de la fédération de Paris, sous la présidence de François Rebsamen, secrétaire national auprès des fédérations, ont adopté, à l'unanimité, à l'issue de débats parfois électriques, le processus et le calendrier de désignation d'un nouveau premier secrétaire qui avaient été arrêtés par François Hollande, le 30 novembre, avec les cinq maires d'arrondissement et Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste du conseil de Paris. En l'absence de Jean-Marie Le Guen, le premier secrétaire démissionnaire, le conseil fédéral a adopté un calendrier avec dépôt de candidatures du 13 au 15 décembre, bureau fédéral le 16 décembre, assemblée générale le 13 janvier 2000 et vote des militants le 17 janvier. Un courrier d'information a été adressé aux militants parisiens le 7 décembre.

« Nous ne sommes ni au RPR ni à l'élection de miss France », a souligné M. Rebsamen, en invitant les militants à se déterminer *« sur une profession de foi et un engagement politique »*. M. Delanoë a lancé un appel à la *« lucidité »*, la *« franchise »*, la *« sincérité »* et à la défense de l'*« idéal démocratique »*. Une passe d'armes a opposé Michel Charzat, maire du 20e arrondissement et nouveau député, à Daniel Vaillant, maire du 18e et ministre des relations avec le Parlement. M. Charzat a évoqué ceux qui, comme M. Delanoë et M. Vaillant, *« préféraient une solution collégiale au vote des militants »*. M. Vaillant a répliqué que c'était lui qui avait mis en place, en 1995, l'élection au suffrage direct au PS.

Au nom des fabiusiens, Serge Blisko, député de Paris, a appelé au rassemblement. Si aucune déclaration de candidature n'a été faite, Patrick Bloche, député de Paris et dauphin de M. Le Guen, et François Dagnaud, premier adjoint au maire du 19e arrondissement, Roger Madec, semblent sur les rangs. Malgré le souhait de M. Hollande qu'un seul candidat représente la majorité du PS, on s'oriente vers une double candidature de M. Bloche et de M. Dagnaud, tous deux venant du courant chevènementiste et appartenant au bloc majoritaire. M. Dagnaud a confirmé au *Monde*, mardi 7 décembre, qu'il était *« de plus en plus candidat »*. Tout en niant une divergence d'orientation avec M. Bloche, M. Dagnaud assure que son éventuel rival aura la particularité de devoir à la fois *« se démarquer de ce qu'il faisait dans un secrétariat qui s'est autodissous et de s'inscrire dans la filiation de Le Guen »*. *« Je ne suis ni le porte-nez de Michel Charzat ni le porte-avions de Jack Lang »*, dit-il.

Dans les Bouches-du-Rhône, le conseil fédéral, qui regroupe 167 membres, a ratifié, lundi soir, à main levée, le compromis élaboré par les différents courants du parti au cours de réunions tenues ces derniers jours. Le texte adopté stipule qu'il a été décidé, *« d'une manière consensuelle et dans un souci d'unité indispensable, de proposer que les différentes composantes socialistes de* [notre] *département constituent, avec et autour de Jean-Noël Guérini et Michel Vauzelle, une équipe rassemblée »*. Ce nouveau groupe dirigeant, qui devrait comprendre 15 ou 17 membres, dont 3 désignés par la Gauche socialiste, devrait être constitué d'ici au 20 décembre sous l'égide des présidents du conseil général et du conseil régional, devenus les garants de l'unité du PS. La formule retenue revient, selon une formule jusqu'alors peu utilisée, sauf après le congrès de Rennes, en 1990, à mettre en place *« une direction collégiale avec bicéphalité à la tête »*.

Cette solution, que proposait M. Guérini, depuis le retrait de François Bernardini, mis en examen dans l'affaire de la MNEF, évite que le PS se lance, à un an du congrès de novembre 2000, dans une bataille interne autour du poste de premier secrétaire, sans réussir à faire l'unanimité au sein même du courant fabiusien, réputé tenir cette fédération, la troisième du PS. Philippe Sanmarco et Gérard Bismuth, qui avaient fait connaître leur volonté de postuler, ont renoncé à se présenter. M. Hollande qui avait défendu, pour ne pas heurter M. Fabius, l'idée de la désignation d'un premier secrétaire délégué, a donné son feu vert à M. Vauzelle, lundi en fin de journée, à la solution collégiale. La direction du PS, non représentée à Marseille lundi soir, aidera à la constitution de cette équipe. Pour M. Vauzelle, qui restait réticent à s'engager dans la direction de la fédération, *« il eût été inconvenant de ne pas prendre ses responsabilités »*. M. Guérini assurait, de son côté, que la *« démonstration* [était] *faite de l'unité des socialistes pour les combats merveilleux qui nous attendent »*, en particulier pour Marseille...

Michel Noblecourt et Michel Samson

Mme Alliot-Marie ne veut pas précipiter la formation de son équipe à la tête du RPR

La nouvelle présidente du parti gaulliste sera reçue « chaque semaine » par Jacques Chirac. Elle reste silencieuse sur le choix de son secrétaire général et des postes de direction

DEBOUT *« dès 5 h 25 »* comme toujours, Michèle Alliot-Marie a passé l'essentiel de sa première journée de présidente, lundi 6 décembre, à consulter les principaux responsables du RPR. Elle l'a fait de son bureau, situé dans une annexe de l'Assemblée nationale, et non du siège du mouvement, où elle ne s'installera vraisemblablement que mercredi. Pour ne pas froisser les susceptibilités, elle a téléphoné elle-même aux « éléphants » du parti, sans passer par son secrétariat.

A 13 heures, la présidente du RPR est arrivée à l'Elysée, où elle a déjeuné avec Jacques Chirac. Elle a indiqué, à sa sortie, qu'elle serait reçue *« chaque semaine »* par le président de la République, comme c'était le cas jusqu'à la fin du mois de mars pour Philippe Séguin. Les petits déjeuners qui, avant la campagne pour les élections européennes, réunissaient chaque mardi, autour du chef de l'Etat, le président et le secrétaire général du RPR et les présidents des groupes de l'Assemblée nationale et du Sénat devraient aussi reprendre. *« Notre entretien s'est passé dans un total climat de confiance. Nous nous connaissons depuis longtemps. J'ai parlé au président de l'état d'esprit des militants »*, a affirmé Mme Alliot-Marie à sa sortie de l'Elysée.

La composition de la future direction fait l'objet de bien des spéculations. Les noms qui circulent, ceux de Bernard Accoyer, député de Haute-Savoie, Philippe Briand (Indre-et-Loire), Yves Fromion (Cher), Thierry Mariani (Vaucluse), émanent de l'entourage de la présidente ou des couloirs de l'Assemblée nationale, et non de la députée elle-même, qui reste sur ce sujet d'une discrétion absolue. Mme Alliot-Marie ne réfléchit d'ailleurs pas qu'aux noms des membres de la future direction, elle se soucie aussi de la structure de celle-ci. N'avait-elle pas annoncé la formation d'une sorte de contre-gouvernement chargé de *« marquer à la culotte »* chacun des membres du gouvernement ?

Mme Alliot-Marie entend prendre son temps. Vendredi 10 décembre, elle présidera la réunion de son conseil municipal à Saint-Jean-de-Luz et elle ne sera sans doute de retour à Paris que le lundi suivant. *« Michèle Alliot-Marie est élue pour trois ans, elle n'est pas à trois jours près »*, rappelle un de ses proches, le député des Hautes-Alpes Patrick Ollier.

Lundi peu avant 17 heures, la présidente a rencontré Jean-Louis Debré et elle devait participer, mardi en fin de matinée, à la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale. Elle a aussi offert un *« pot amical »* aux permanents du mouvement, qui l'ont applaudie assez longuement. *« Le travail reprend »*, leur a-t-elle annoncé. Ces dernières semaines, la gestion courante et le suivi des travaux du nouveau siège n'étaient plus assurés que par Roger Karoutchi, député européen et président du groupe RPR du conseil régional d'Ile-de-France, et par un ancien collaborateur de Nicolas Sarkozy, Amaury de Saint-Quentin, qui a remplacé au pied levé le précédent directeur administratif et financier, parti travailler... chez Charles Pasqua.

Raphaëlle Bacqué et Jean-Louis Saux

Dominique Strauss-Kahn a renoncé à retrouver son siège de député

S'IL A DÉMISSIONNÉ, le 2 novembre, sans attendre d'être mis en examen dans l'affaire de la MNEF, Dominique Strauss-Kahn se refuse à être durablement hors jeu. Plus personne n'envisageant sa candidature à la Mairie de Paris, l'ancien ministre a songé à demander à sa suppléante, Raymonde Le Texier, devenue députée du Val-d'Oise après son entrée au gouvernement, en juin 1997, de donner sa démission pour provoquer une élection partielle, à la faveur de laquelle il aurait tenté de revenir à l'Assemblée nationale. Après en avoir discuté, notamment avec François Hollande, premier secrétaire du PS, M. Strauss-Kahn a renoncé à cette idée. Il lui reste la tribune politique modeste que lui offre le conseil régional d'Ile-de-France, où il continue à siéger (*Le Monde* du 4 décembre).

« DSK » n'entend pas s'en contenter. Ayant rencontré récemment Lionel Jospin, qu'il a souvent au téléphone, il a décidé de réunir à dîner, mardi 7 décembre, une quinzaine de députés qu'il avait déjà invités en septembre et qu'il n'a pas revus depuis sa démission. Venant de différents horizons du PS, Béatrice Marre (Oise), Jean-Louis Bianco (Alpes-de-Haute-Provence), Christian Paul (Nièvre), Marisol Touraine (Indre-et-Loire), Vincent Peillon (Somme), Bernard Roman (Nord), Serge Janquin (Pas-de-Calais), Nicole Bricq (Seine-et-Marne), Bruno Le Roux (Seine-Saint-Denis), Michel Destot (Isère) devaient débattre avec lui de la régulation. Six anciens membres du cabinet de M. Strauss-Kahn – François Villeroy de Galhau, Gilles Finchelstein, Michèle Sabban, Philippe Grangeon, Jean Pisani-Ferry, Stéphane Keita – participent à cette réflexion. L'ancien ministre ne cherche pas à créer un courant, mais il ne veut pas se laisser oublier. Les quinze députés de sa « task force » devraient se retrouver une fois par mois.

LE RETOUR D'HENRI EMMANUELLI

Un autre pôle de la « jospinie » s'organise autour du ministre de l'agriculture, Jean Glavany, assidu au bureau national du PS et qui recevait à dîner, lui aussi, mardi, à son ministère. Après avoir obtenu l'aval de M. Jospin et de M. Hollande, il a créé son *« espace de débats »*, alors qu'Henri Emmanuelli, dont il fut le lieutenant à la tête du PS, se prépare à une élection partielle dans les Landes, au début de 2000, lorsque sa peine de privation des droits civiques aura pris fin. M. Glavany a réuni, fin octobre, des responsables ex-fabiusiens, comme François Rebsamen, ex-rocardiens ou proches de M. Jospin, comme Jean-Pierre Bel, ou de Louis Mermaz, comme Laurence Dumont. Des quatre « emmanuellistes » du bureau national, seul... M. Emmanuelli n'a pas rejoint ce cercle de réflexion de vingt et un membres, où M. Glavany retrouve Raymond Forni et Didier Guillaume, son conseiller politique.

Le ministre de l'agriculture se défend de toute action préventive au retour de son « ami ». L'ancien trésorier du PS, condamné dans l'affaire Urba, a averti M. Hollande qu'il entend reconquérir non seulement son siège de député, mais aussi la présidence de la commission des finances de l'Assemblée nationale et celle du conseil général des Landes.

M. N.

ANDERSON & LEMARIÉ - AMSTERDAM

L'Internet Mobile, vous connaissez ?

Comme des millions de personnes dans le monde, vous n'associez pas l'Internet uniquement à des communications de données.

Après tout, il s'agit aussi d'images, de sons ou plus généralement d'explorer, d'apprendre et de partager.

Internet deviendra rapidement aussi indispensable que la télévision ou la restauration rapide.

Alors, forcément, vous voudrez emmener Internet partout avec vous, pour envoyer des e-mails, consulter des sites web, envoyer et recevoir des informations multimédia de n'importe où vers n'importe où.

Nous avons une sérieuse longueur d'avance dans ce nouveau monde des Télécoms où la voix et les données convergent sur un nouveau type de réseau sans fil utilisant le protocole IP.

Grâce à notre expertise dans les réseaux mobiles et les terminaux ainsi qu'à nos récentes acquisitions de sociétés spécialisées dans le domaine des routeurs et des plate-formes ATM et d'accès à Internet, nous disposons de tous les éléments pour faire de ce futur une réalité.

Avec notre support, les opérateurs du monde entier se préparent à offrir aux personnes mobiles le plaisir du multimédia sans fil ou plus simplement de **l'Internet Mobile**.

www.ericsson.fr

ERICSSON

LeMonde Job: WMQ0812--0010-0 WAS LMQ0812-10 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:23 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0492 Lcp:700 CMYK

Les mesures d'urgence pour les chômeurs coûteront 2,7 milliards de francs

Robert Hue presse le gouvernement de se montrer plus généreux

La ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a dévoilé, lundi 6 décembre, le dispositif envisagé par le gouvernement en faveur des chômeurs. Il prendra la forme d'une prime exceptionnelle de 1 000 francs et d'une revalorisation de 2 % des minima sociaux, pour un coût total de 2,7 milliards de francs. Pour le PCF, Robert Hue a pressé le gouvernement de débloquer une enveloppe de 5 milliards de francs.

AU PIED du sapin, les plus démunis trouveront un chèque du gouvernement : 1 000 francs pour les personnes percevant le revenu minimum d'insertion (RMI) et les bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), 705 francs pour ceux qui dépendent de l'allocation d'insertion (AI). La ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a confirmé, lundi 6 décembre, le versement, à partir du 25 décembre, d'une *« prime exceptionnelle »* concernant 1,6 million de foyers. En cette *« fin de millénaire, alors que le pays se prépare à des réjouissances »*, le gouvernement répond, en partie, au mouvement des chômeurs, qui réclament, pour la troisième année consécutive, une *« prime de Noël de 3 000 francs »* (*Le Monde* du 3 décembre). Mais pour ne pas donner le sentiment de céder à la pression d'une nouvelle manifestation organisée, samedi 11 décembre, à Paris, par les collectifs d'Agir ensemble contre le chômage (AC !), de l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et précaires (Apeis) et du Mouvement national des chômeurs et des précaires (MNCP), Lionel Jospin a arbitré quelques jours auparavant.

« Même si la situation du chômage s'améliore, cela reste extrêmement difficile pour les chômeurs de longue durée et les bénéficiaires de minima sociaux. C'est encore plus dur pour eux quand la croissance est forte, quand on annonce tous les jours des bonnes nouvelles », a expliqué Mme Aubry. Cette *« prime du millénaire »* sera modulée en fonction de la situation familiale des RMistes : de 1 000 francs, son montant passe à 1 500 francs pour une personne seule avec un enfant ou un couple sans enfant ; 1 800 francs pour une personne seule avec deux enfants ou un couple avec un enfant ; 2 100 francs pour un couple avec deux enfants ; 2 500 francs avec trois enfants ; 2 900 francs avec quatre enfants (puis 400 francs par enfant supplémentaire).

En 1997 et 1998, le gouvernement avait privilégié l'augmentation des minima sociaux, en panne, il est vrai, depuis longtemps. Cette année encore, une revalorisation de 2 % du RMI, de l'ASS et de l'AI au 1er janvier 2000 a été décidée. Calculée sur la progression des prix et des salaires, elle correspond à l'engagement du gouvernement de garantir le pouvoir d'achat des allocataires. Ce coup de pouce se traduira par 50 francs de plus par mois pour un RMiste (2 502,20 francs de revenu à l'heure actuelle, hors allocation logement), et 145 francs pour un couple avec quatre enfants. Pour l'Etat, cette mesure ainsi que la prime représentent une dépense de 2,7 milliards de francs (412 millions d'euros). *« Le premier ministre avait souhaité qu'une provision soit mise de côté »*, notamment sur les rentrées fiscales supplémentaires, a affirmé la ministre. Le gouvernement a par ailleurs confirmé qu'il effaçait, sur déclaration jusqu'au 31 janvier, les dettes fiscales des allocataires de minima.

Ces *« dispositions sont en décalage notoire avec les attentes sociales »*, a affirmé, lundi, le secrétaire national du PCF. Pour Robert Hue, le gouvernement devrait consacrer *« dès maintenant 5 milliards de francs »* aux revendications des chômeurs. De son côté, le PS, qui continue à promouvoir l'idée d'une allocation de formation pour les jeunes, *« approuve »* le geste du gouvernement. *« Les chômeurs sont aujourd'hui associés au succès économique français »*, estime Marisol Touraine, secrétaire nationale chargée de la solidarité, qui devait présenter, mardi, lors d'un bureau national, un rapport sur les minima sociaux et la précarité. *« On aurait peut-être pu envisager une revalorisation plus importante des minima, mais le montant de la prime est très significatif »*, ajoute-t-elle. *« Ce n'est pas encore une victoire, mais on a marqué un but. On est encore en première mi-temps »*, déclare Charles Hoarau, responsable du comité CGT-chômeurs de Marseille. *« Les minima devaient être automatiquement revalorisés du montant de l'inflation. Le "cadeau" réel du gouvernement s'élève donc à moins de 1 %, soit 20 francs par mois »*, a réagi, lundi soir, AC !.

Isabelle Mandraud

Photo Louis Allard - devrieuxvillaret

ÉCOUTER LE MONDE, ALLER VOIR PLUS LOIN, TOUCHER LA RÉALITÉ DU DOIGT, SENTIR CE QUI BOUGE, GOÛTER AUX DIFFÉRENCES. REPORTAGES, DIRECTS, INVITÉS.

Sept élections cantonales partielles

CORSE-DU-SUD
Canton d'Ajaccio-4 (premier tour).
I., 2 788 ; V., 1 305 ; A., 53,19 % ; E., 1 266.
Ball. : Jacques Billard, DL, adj. m. d'Ajacccio, 650 (51,34 %) ; Dominique Richaud, div. d., 368 (29,07 %).
Elim. : Jean-Marc Ciabrini, PS, 137 (10,82 %) ; Jean-Marc Orsini, écol., 44 (3,48 %) ; Jean-Paul Ramacciotti, nat., 38 (3,00 %) ; Michel Terramorsi, FN, 29 (2,29 %).

[José Rossi, président (DL) de l'Assemblée de Corse et député, qui occupait ce siège depuis 1973, a dû démissionner pour se conformer à la loi sur le cumul des mandats. Il soutenait Jacques Billard (DL), qui obtient la majorité absolue des suffrages exprimés mais pas les voix du minimum de 25 % des inscrits recquis pour être élu dès le premier tour.

15 mars 1998 : I, 2 867 ; V., 1 935 ; A., 32,51 % ; E., 1 787 ; José Rossi, UDF-DL,d., pr. c. g., adj. m., 776 (43,42 %) ; Dominique Richaud, div. d., 350 (19,59 %) ; Jean-Marc Ciabrini, PS, 264 (14,77 %) ; Sandra Mariaggi, FN, 198 (11,08 %) ; Marthe Poli, PCF, 164 (9,18 %) ; Michel Peretti, div. d., 35 (1,96 %).]

GIRONDE
Canton de Bordeaux-1 (premier tour).
I., 10 484 ; V., 2 696 ; A., 74,28 % ; E., 2 638.
Ball. : Philippe Dorthe, PS, c. r., c. m. de Bordeaux, 822 (31,16 %) ; Bruno Canovas, DL, c. m. de Bordeaux, 766 (29,04 %).
Elim. : Vincent Maurin, PCF, 505 (19,14 %) ; Valérie Colombier, FN, 242 (9,17 %) ; Dominique Prost, Verts, 127 (4,81 %) ; Catherine Durin, LCR, 55 (2,08 %) ; Marcel Félice, div., 36 (1,36 %) ; Philippe Coat, GE, 35 (1,33 %) ; Monique Fortun, MDC, 25 (0,95 %) ; Philip*pe Baconne*t, MNR, 25 (0,95 %).

[Cette élection fait suite à la démission, pour « raisons *personnelles* », de Ghyslaine Bœuf (PS). Dans ce canton ancré à gauche, le socialiste Philippe Dorthe est en recul par rapport à 1994, alors que la droite, représentée par Bruno Canovas (DL), et le communiste Vincent Maurin améliorent leurs résultats.

20 mars 1994 : I, 10 596 ; V., 5 152 ; A., 51,38 % ; E., 4 992 ; Ghyslaine Bœuf, PS, 2 291 (45,89 %) ; Jean-Charles Paris, UDF-CDS, 1 124 (22,52 %) ; Vincent Maurin, PCF, 791 (15,85 %) ; Jacques Colombier, FN, 645 (12,92 %) ; Lysiane Lesobre, div., 141 (2,82 %).]

GIRONDE
Canton de Bordeaux-4 (premier tour).
I., 17 663 ; V., 3 755 ; A., 78,74 % ; E., 3 673.
Ball. : Michel Duchêne, RPR, adj. m. de Bordeaux, 1 665 (45,33 %) ; Denis Teisseire, div. g. sout. PS, c. m. de Bordeaux, 917 (24,97 %).
Elim. : Alain Audebert, RPF, 480 (13,07 %) ; Gérard Boulanger, div. g. sout. PCF, MDC et PRG, 284 (7,73 %) ; Anne-Christine Royal, FN, 186 (5,06 %) ; Jacques Boisseau, CNI, 53 (1,44 %) ; François Labrosse, LCR, 44 (1,20 %) ; François-Régis Taveau, MNR, c. r., 32 (0,87 %) ; Michel Authié, div. d., 12 (0,33 %).

[Malgré un meilleur résultat qu'en 1994, Denis Teisseire (divers gauche), soutenu par le PS, ne parvient pas à mobiliser l'ensemble de l'électorat de gauche, dont une partie a voté pour Gérard Boulanger, avocat dans le procès Papon et soutenu par le PCF, le MDC et les radicaux de gauche. Dans ce canton « chabaniste », le candidat RPR Miche Duchêne, un ancien Vert, améliore le score de 1994 sur fond d'abstention record.

20 mars 1994 : I, 17 662 ; V., 8 298 ; A., 53,02 % ; E., 8 072 ; Hugues Martin, RPR, 3 282 (40,66 %) ; Gilles Savary, PS, 1 783 (22,09 %) ; Denis Teisseire, div. d., 1 672 (20,71 %) ; Jean-Louis Bernard, FN, 700 (8,67 %) ; Geneviève Andueza, Verts, 380 (4,71 %) ; Michèle Perez, PCF, 255 (3,16 %).]

GIRONDE
Canton de Langon (premier tour).
I., 10 517 ; V., 5 407 ; A., 48,59 % ; E., 5 247.
Ball. : Pierre Augey, PCF, c. r., m. de Fargues-Saint-Hilaire, 2 089 *(39,81* %) ; Philippe Plagnol, PS, adj. m. de Langon, 2 004 (38,19 %).
Elim. : Didier Sendrès, RPR, 482 (9,19 %) ; Alain de Peretti, MNR, c. r., 406 (7,74 %) ; Yannick Chollet, Verts, 178 (3,39 %) ; Mireille de Badereau, FN, 88 (1,68 %).

[Devenu vice-président du conseil régional, Charles Vérité, maire (PS) de Langon, a démissionné de son mandat de conseiller général. Philippe Plagnol (PS), soutenu par des élus locaux de droite, est devancé par le communiste Pierre Augey. Il a décidé, mardi 7 décembre, de se désister en sa faveur. En très net recul, l'opposition sera absente du second tour.

20 mars 1994 : I, 10 269 ; V., 7 728 ; A., 24,74 % ; E., 7 462 ; Charles Vérité, PS, 2 599 (34,83 %) ; Pierre Augey, PCF, 2 356 (31,57 %) ; Alain Pourrat, UDF-PR, 1 872 (25,09 %) ; Alain de Peretti, FN, 554 (7,42 %) ; Anne-Marie Tessonnaud, rég., 81 (1,09 %).]

PYRÉNÉES-ORIENTALES
Canton de Perpignan-3 (premier tour).
I., 10 799 ; V., 3 752 ; A., 65,26 % ; E., 3 598.
Ball. : Michel Coronas, PCF, 1 805 (50,17 %) ; Danièle Pagès, RPR, 748 *(20,79* %).
Elim. : Laurent Heiligenstein, FN, 343 (9,53 %) ; Jean-Pierre José, div. g., 339 (9,42 %) ; Jean-Yves Gatault, div. d., 195 (5,42 %) ; Roger Chenaye, MNR, 111 (3,09 %) ; Denis Bellac, div. d., 57 (1,58 %).

[Michel Coronas (PCF), secrétaire général de la mairie de Cabestany et candidat unique de la gauche gouvernementale, obtient la majorité absolue, mais est contraint à un second tour, faute d'avoir obtenu les voix du quart des inscrits. Il devrait succéder à Jean Vila, député communiste, maire de Cabestany, dont l'élection au conseil général a été annulée pour dépassement du plafond des dépenses de campagne.

15 mars 1998 : I, 10 784 ; V., 6 106 ; A., 43,38 % ; E., 5 790 ; Jean Vila, PCF,d., m., 2 321 (40,09 %) ; Jean-François Vidal, FN, 1 236 (21,35 %) ; Jean-Yves Gatault, RPR, 796 (13,75 %) ; Jean-Louis Aliet, UDF-FD, 746 (12,88 %) ; Jacques Fite, PS, 691 (11,93 %).]

SEINE-ET-MARNE
Canton de Montereau-Fault-Yonne (premier tour).
I., 18 664 ; V., 6 207 ; A., 66,74 % ; E., 5 993.
Ball. : Claude Eymard-Duvernay, RPR, 2 324 (38,78 %) ; José Ruiz, PCF, c. r., 1 290 (21,53 %).
Elim. : Antoine Delgado, PS, c. m. de Montereau, 1 223 (20,41 %) ; Jean-François Jalkh, FN, 660 (11,01 %) ; Jean-Louis Tabard, div. d., 254 (4,24 %) ; Jacques Gérard, MNR, 242 (4,04 %).

[Claude Eymard-Duvernay (RPR), ancien maire de Montereau et ancien conseiller général, qui était soutenu par Yves Jégo, maire (RPR) de Montereau, invalidé, arrive en tête.

15 mars 1998 : I, 18 655 ; V., 11 585 ; A., 37,90 % ; E., 11 196 ; Yves Jégo, RPR, m., 4 494 (40,14 %) ; José Ruiz, PCF, c. m., 2 205 (19,69 %) ; Antoine Delgado, PS, c. m., 2 080 (18,58 %) ; Jean-François Jalkh, FN, c. r., c. m., 1 975 (17,64 %) ; Hugues Debotte, div., 442 (3,95 %).]

VAL-DE-MARNE
Canton d'Ormesson-sur-Marne (premier tour).
I., 14 609 ; V., 3 959 ; A., 72,90 % ; E., 3 846.
Ball. : Guy Le Dœuff, RPR, m. d'Ormesson, 1 768 (45,97 %) ; René Dessert, PS, m. de Noiseau, 924 (24,02 %).
Elim. : Jean-Jacques Darves, PCF, c. m. de La Queue-en-Brie, 418 (10,87 %) ; Jean-Pierre Girault, Verts, 325 (8,45 %) ; Christian Le Scornec, MNR, 212 (5,51 %) ; Lydia Schenardi, FN, c. r., 199 (5,17 %).

[Guy Le Dœuff (RPR), candidat unique de la droite républicaine et déjà successeur d'Olivier d'Ormesson comme maire d'Ormesson depuis novembre 1998, devance très nettement René Dessert (PS).

20 mars 1994 : I, 14 330 ; V., 7 879 ; A., 45,02 % ; E., 7 560 ; Olivier Lefèvre d'Ormesson, CNI, 3 422 (45,26 %) ; René Dessert, PS, 1 678 (22,20 %) ; Corentin Imhaus, FN, 861 (11,39 %) ; Jean-Jacques Darves, PCF, 836 (11,06 %) ; Guy Pesier, Verts, 763 (10,09 %).]

DÉPÊCHE

■ **CONSEIL CONSTITUTIONNEL : les députés de l'opposition RPR, UDF et DL ont saisi**, lundi 6 décembre, le Conseil constitutionnel de la loi sur le financement de la Sécurité sociale pour 2000, adoptée définitivement par le Parlement vendredi 3 décembre. Le système de financement des aides aux 35 heures est la cible principale du recours notamment cosigné par les trois présidents de groupes, Jean-Louis Debré (RPR), Philippe Douste-Blazy (UDF) et José Rossi (DL).

LeMonde Job: WMQ0812--0012-0 WAS LMQ0812-12 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:56 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0494 Lcp:700 CMYK

DÉLINQUANCE Au cours d'un conseil de sécurité intérieure (CSI) qui a eu lieu lundi 6 décembre, le premier ministre, Lionel Jospin, a dressé le bilan de la politique menée depuis trente mois par le gouvernement en matière de justice et de police de proximité. *« La sécurité est un droit, l'insécurité est une inégalité sociale »,* a-t-il affirmé. ● LE GOUVERNEMENT a annoncé, lundi 6 décembre, à l'issue du CSI, le recrutement de 1 000 policiers supplémentaires qui seront recrutés, au cours de l'année, parmi les policiers auxiliaires qui effectuent leur service militaire. ● DANS LE QUARTIER DU MIRAIL, à Toulouse, une centaine de policiers, dont 80 îlotiers, tentent de désamorcer conflits de voisinage et petite délinquance en patrouillant régulièrement sur le terrain. *« On règle les choses avant qu'elles ne s'envenument, on se montre, ça sécurise les gens »,* explique une policière.

Sécurité : le gouvernement souhaite étendre la politique de proximité

Lors d'un conseil de sécurité intérieure, Lionel Jospin a dressé le bilan de l'action menée depuis trente mois. Nouveaux effectifs policiers, lutte contre la délinquance des mineurs : « La sécurité est un droit, l'insécurité une inégalité sociale », a conclu le premier ministre

LIONEL JOSPIN affirme que la sécurité reste une priorité de son gouvernement. Faisant le point des actions entreprises cette année lors d'un conseil de sécurité intérieure, lundi 6 décembre, le premier ministre a répété que *« la sécurité est un droit, l'insécurité est une inégalité sociale »*, avant de souligner les efforts accomplis par son équipe depuis le colloque de Villepinte les 24 et 25 octobre 1997. M. Jospin est revenu sur les trois priorités définies lors du conseil de sécurité intérieure, le 27 janvier : assurer une présence effective dans les quartiers et les lieux sensibles, améliorer l'efficacité de la réponse aux actes de délinquance, de l'infraction à l'exécution de la sanction, et préserver l'école de la violence et de la délinquance.

● **Assurer une présence effective dans les quartiers sensibles**.

Lionel Jospin a d'abord souligné le renfort en effectifs attribué aux vingt-six départements les plus sensibles en matière de sécurité. Cette augmentation de la présence policière a été rendue possible de deux manières : le redéploiement des effectifs et la sédentarisation, pendant six mois, de certaines compagnies républicaines de sécurité (CRS). Les zones les plus difficiles, notamment les départements de la petite et de la grande couronne autour de Paris, ont été systématiquement favorisées lors des premières affectations des fonctionnaires. Dans le cadre d'un plan de trois ans touchant 3 600 fonctionnaires, 1 200 policiers ont été affectés en 1999 dans les départements sensibles. Par ailleurs, la gendarmerie a affecté 700 sous-officiers dans les zones périurbaines, qui relèvent de sa compétence.

870 CRS et 738 gendarmes mobiles ont été mis à la disposition de douze départements parmi les vingt-six classés parmi les plus sensibles. Cette opération devrait être le prélude à la dissolution des compagnies départementales d'intervention (CDI), qui pourraient être ainsi reversées dans la police de proximité. Les CDI spécialisées dans des opérations de maintien de l'ordre faisaient double emploi avec les CRS ou les gendarmes mobiles. Dans certaines CRS, la « fidélisation » a toutefois provoqué l'hostilité passive des fonctionnaires. Ainsi, à Marseille (Bouches-du-Rhône), la moitié d'une compagnie sédentarisée a posé un congé-maladie, paralysant le service.

Malgré les efforts de recrutement, la police nationale devrait rencontrer des difficultés passagères liées au délai d'un an nécessaire à la formation des nouveaux policiers. Selon une note de la direction de l'administration de la police nationale, les effectifs opérationnels ont diminué de 1 500 policiers entre 1995 et 1999. Le document précise par ailleurs que les méthodes classiques de recrutement ne permettront une remise à niveau qu'à l'horizon 2002, une situation qualifiée de *« préoccupante »* pour la généralisation de la police de proximité, dont Lionel Jospin a rappelé qu'elle devait s'étaler du 1er juin 2000 à la fin 2002. Enfin, dans ce bilan général, le premier ministre a indiqué que 307 contrats locaux de sécurité (CLS) ont été signés au 6 décembre.

● **Améliorer la lutte contre les actes de délinquance des mineurs.**

L'activité judiciaire concernant les mineurs ne cesse de progresser : le traitement en temps réel – qui permet de convoquer systématiquement au tribunal les jeunes qui commettent des incivilités – est ainsi appliqué par 90 % des parquets. Le nombre des délégués du procureur chargés de faire des rappels à la loi et des classements sous conditions est actuellement de 435 contre 117 en 1998. De même, les réparations, ces mesures éducatives qui obligent les mineurs à réparer les actes qu'ils ont commis, se sont élevées à 10 750 en 1999 contre 7590 l'année dernière. Au total, la justice a été saisie de 126 700 procédures pénales concernant des mineurs en 1998, soit une augmentation de 4 % par rapport à 1997 et de 33 % depuis 1995.

La mise en place des centres de placements immédiats (CPI), créés en début d'année sous la pression de M. Chevènement reste problématique. Le gouvernement avait annoncé la création de 50 de ces centres d'ici à 2001 dont 15 d'ici fin 1999. En réalité, deux CPI seulement ont été créés, tandis que 13 foyers déjà existants ont été chargés de se transformer en CPI. De la même façon, le gouvernement peine à tenir ses engagements en matière de centres éducatifs renforcés (CER), qui permettent d'organiser des séjours de rupture de trois à six mois pour les jeunes délinquants. Le CSI du 27 janvier avait prévu d'en créer 100 d'ici fin 2000 mais seuls 19 CER sont en activité. Une trentaine d'entre eux seront opérationnels début 2000. Enfin, la réhabilitation des quartiers de mineurs des prisons tarde à voir le jour, alors que le nombre de jeunes détenus a quasiment doublé en cinq ans : 4 030 mineurs en 1998 contre 2 247 en 1993.

Soulignant que sur les neuf premiers mois de l'année, le nombre de mineurs mis en cause pour vol et recel a stagné et que celui de mineurs mis en cause pour délinquance de voie publique a diminué, le gouvernement n'hésite pas à conclure que *« le développement d'une réponse rapide, systématique et lisible et une plus grande intervention de la protection judiciaire de la jeunesse auprès des mineurs ne sont pas sans influence sur l'évolution de la délinquance »*. Ce constat est réalisé avec très peu de recul, alors que l'application des décisions du CSI ne sont qu'embryonnaires.

● **Prévenir la violence en milieu scolaire :** 413 établissements du second degré, soit 545 000 élèves, sont concernés depuis deux ans par le plan de lutte contre la violence lancé par le ministère de l'éducation nationale. Dans le bilan dressé, le CSI omet de signaler que les enquêtes réalisées par l'équipe d'Eric Debarbieux *(Le Monde* du 26 novembre) soulignent que la situation en Ile-de-France *« continue à se dégrader de manière sensible »*. Seules les Bouches-du-Rhône, et, dans une moindre mesure le Nord, enregistrent *« une stabilisation »* des actes de violence. Afin de *« lutter contre l'échec scolaire »*, le nombre de classes-relais devraient passer de 105 à 245 pour l'année 2000-2001. En outre, 19 internats-relais devraient être créés l'année prochaine. Enfin, le CSI demande aux procureurs de veiller, *« lorsqu'un enseignant est victime de violence dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions »* de retenir dans l'acte de poursuite, comme *« circonstance aggravante »*, la qualité de *« personne chargée d'une mission de service public »*.

Sandrine Blanchard, Pascal Ceaux et Cécile Prieur

1 000 policiers vont être recrutés parmi les auxiliaires

Lionel Jospin a annoncé, lundi 6 décembre, à l'issue du conseil de sécurité intérieure, l'ouverture d'un concours exceptionnel de recrutement de 1 000 policiers, réservé aux anciens ou actuels policiers auxiliaires. Ceux-ci ont effectué leur service militaire dans la police nationale et possèdent déjà une expérience du terrain. Recrutés au début 2000, ils suivront une formation raccourcie qui permettra de les affecter dans les commissariats avant la fin de l'année.

Ce dispositif est destiné à faire face à l'accélération des départs à la retraite, qui devrait se poursuivre jusqu'en 2005 dans les rangs de la police nationale, a précisé le premier ministre. Lors d'un déplacement dans les Yvelines consacré à la police de proximité, lundi 15 novembre, M. Jospin avait indiqué qu'il convenait de procéder à des *« recrutements par anticipation sur les postes qui seront libérés par les policiers partant à la retraite »*. Le recrutement exceptionnel des auxiliaires s'ajoute au recrutement des adjoints de sécurité – les emplois-jeunes de la police nationale – engagés pour des contrats de cinq ans et dont le nombre total sera porté à 20 000 à la fin de l'année 2000.

Au Mirail, à Toulouse, les policiers « règlent les problèmes avant qu'ils ne s'enveniment »

TOULOUSE
de notre correspondant régional

Tout s'était bien passé pendant le week-end. Ni voitures brûlées ni affrontements. De quoi être relativement optimiste, à une semaine de l'anniversaire de la mort du jeune Habib, abattu le 1er décembre 1998 par un policier dans des circonstances confuses alors qu'il s'apprêtait à voler une voiture. Mais, en se rendant, lundi matin 6 décembre, au commissariat du Mirail, ce quartier difficile de la banlieue toulousaine, Gil Andreau, le chef du service de police de proximité de Toulouse, découvre sur les murs du quartier de la Reynerie des graffitis menaçants : *« Le 13, ça pète »*, *« Nique les flics »*...

REPORTAGE

De 8 heures à 19 heures, ils sont dans la rue, à pied ou à vélo, par petites équipes de trois à huit personnes

Ici, rien n'est jamais acquis. Dès leur prise de fonctions, ce lundi, à 8 heures du matin, les îlotiers prennent immédiatement contact avec la mairie pour procéder à l'effacement des graffitis. C'est cela la police de proximité : veiller à ce que rien ne fasse monter la pression. A Toulouse, cette politique décidée par le gouvernement concerne les quartiers les plus difficiles, ceux de la Reynerie et de Bellefontaine, soit près de 20 000 habitants. Depuis le 31 mai, une centaine de fonctionnaires de police, dont 80 îlotiers (trois fois plus qu'auparavant), veillent au grain. De 8 heures à 19 heures, ils sont dans la rue, à pied ou à vélo, par petites équipes de trois à huit personnes.

Pierre, vingt-deux ans, adjoint de sécurité venu aux emplois-jeunes après la galère des petits boulots, revient de sa tournée sur la dalle de Bellefontaine, tortueuse, dégradée, triste à mourir. Comme d'habitude, les commerçants l'ont salué et quelques groupes de jeunes lui ont tourné le dos. *« Pas de problèmes,* dit-il, *c'est calme. »* Béatrice, trente-quatre ans dont quatorze dans le métier (elle était auparavant à la circulation), s'apprête, elle, à aller « faire son tour » dans son secteur. Ce travail lui plaît : *« On règle les choses avant que ça ne s'envenime, on se montre, ça sécurise les gens. »* Alain, quarante-sept ans, chef de brigade des douze îlotiers en VTT, organise son équipe, tous des sportifs. *« On a une dégaine qui nous rapproche des jeunes, le dialogue est plus facile et, pour les interpellations, c'est plus aisé »*, constate-t-il.

« ÉVITER LES MILICES PRIVÉES »

Aucun des trois ne doute de l'efficacité de ce nouveau dispositif : *« Une révolution culturelle et la dernière chance de la police républicaine d'éviter les milices privées »*, selon Jean-Pierre Havrin, le directeur départemental de la sécurité. Il met toute la journée sur le pavé des agents de plein exercice, à la fois préventifs et répressifs. Ils sont là, n'hésitant pas à monter dans les immeubles et dans les coursives. Ils surveillent, discutent, repèrent, dissuadent, interviennent, contrôlent, interpellent. Querelles de voisinage et violences conjugales, cambriolages et comportements dangereux, c'est l'ordinaire de la police appliqué à un quartier qui n'a rien d'ordinaire et qui en avait perdu l'habitude. Ici un bris de vitre, là un véhicule suspect, rien ne doit leur échapper.

Le contact avec les habitants est privilégié – *« On fait beaucoup de relationnel,* disent les îlotiers, *mais on n'est pas des assistantes sociales »* – ainsi que la réactivité immédiate. Au moindre appel, les îlotiers sont disponibles. *« Ce sont des généralistes, capables à la fois d'entendre et de sanctionner »*, souligne Gil Andreau, qui constate que les journées sont à peu près calmes désormais au Mirail, depuis que les interpellations ont été multipliées par trois et les procès-verbaux de renseignement par quatre. *« Mais ce n'est pas la police toute seule qui réglera le problème du Mirail »*, ajoute-t-il.

Incontestablement, la population apprécie. L'image de la police a changé. *« Ils disent même bonjour ! »* s'exclame un animateur de TO7, une association qui tient salle ouverte à la Reynerie. *« Nos rapports sont excellents,* observe Jacques Colombié, responsable de l'association des copropriétaires de Bellefontaine. *Les îlotiers traitent les problèmes immédiats et concrets, et maintenant, quand on va au commissariat, on nous écoute. »* Des travailleurs sociaux, sans critiquer la police de proximité, font cependant remarquer que c'est la seule chose qui a vraiment changé sur le quartier depuis un an et qu'encore une fois la novation ne s'applique qu'au registre sécuritaire.

Nombre de jeunes restent néanmoins circonspects. La blessure Habib n'est toujours pas refermée parmi la jeunesse du Mirail. *« Tant que justice ne sera pas rendue, on ne croira à rien »*, dit l'un d'eux. Certains se montrent carrément hostiles. Parfois, les îlotiers sont la cible de jets de pierres et les nouveaux sont mis systématiquement sous pression. L'un d'entre eux a même dû être déplacé dans un autre quartier. Mais les plus agressifs des jeunes se méfient. Ils savent que la consigne est d'appliquer la *« tolérance zéro »*, y compris pour les injures. *« Et puis on commence à les appeler par leur nom, ça leur déplaît de se sentir identifiés »*, remarque Gil Andreau.

RODÉOS NOCTURNES

Reste un problème : la nuit. C'est à ce moment que les bandes sévissent, que les rodéos s'organisent et que les voitures flambent. Or la police de proximité ne fonctionne que le jour. Le nouveau commissariat du Mirail n'ouvrira 24 heures sur 24 qu'en 2001. *« Le jour, les délinquants dorment et les jeunes du quartier sont à l'école »*, observe amèrement un lycéen. Si bien que, la nuit, le scénario provocation-répression redevient classique. Des patrouilles issues des services de la voie publique quadrillent le quartier en voiture. Et le rituel reprend. A la moindre poubelle en flammes, les grenades lacrymogènes répondent aux caillassages. Dans les immeubles alentour, les habitants, inquiets, dorment mal et n'aspirent qu'à déserter le champ de bataille.

Jean-Paul Besset

Plus de 700 000 enseignants élisent leurs représentants

LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES des enseignants, une machinerie énorme qui mobilise 400 000 électeurs dans les collèges et les lycées et 330 000 dans les écoles, ont lieu mardi 7 décembre. Tous les trois ans, les enseignants renouvellent les élus qui siègent aux côtés de l'administration dans les commissions paritaires chargées de gérer les carrières. Des agrégés aux conseillers d'orientation, dix corps de fonctionnaires sont représentés sur 61 listes nationales et près de 1400 listes locales. Au final 2 500 élus titulaires seront désignés.

Rien de plus rodé apparemment, pour une institution rompue au gigantisme. Mais plusieurs éléments sont venus perturber cette cuvée 1999 : parmi eux, la loi Perben de 1996 sur la représentativité dans la fonction publique. Le 2 décembre, la cour administrative d'appel de Paris a reconnu la représentativité de la liste SUD-Education, attaquée par le Snetaa-FSU, syndicat majoritaire dans le corps des 63 000 professeurs de lycées professionnels. Ce scrutin a donc dû être reporté *in extremis* au 16 décembre (*Le Monde* du 4 décembre). En outre, un deuxième tour pourrait se révéler nécessaire, localement, dans d'autres corps, comme le prévoit la loi Perben, si la participation n'atteint pas 50 %. Enfin, SUD se réserve la possibilité ultérieure d'intenter des recours en annulation des élections.

Autre difficulté, le changement des modalités de vote dans les écoles primaires. Le ministère a introduit cette année, pour les écoles de moins de huit classes, le vote par correspondance, ce qui, selon les syndicats, risque de se traduire par une moindre participation. Cette année, 230 000 enseignants voteront par correspondance, soit 60 % du corps, contre 35 % en 1996. D'une manière générale, les responsables syndicaux s'attendent à une progression de l'abstention. Le désarroi de certains enseignants face aux réformes ministérielles, l'absence de projet syndical ou d'alternative lisibles pourraient y contribuer. De plus, l'appel au boycott lancé par de petits syndicats comme SUD ou la CNT (anarchiste) pourrait être entendu.

CLIMAT DIFFÉRENT

Peu s'attendent pourtant à un bouleversement des rapports de forces à l'issue du scrutin. Le climat est très différent des élections précédentes de 1996, tenues dans la foulée du mouvement social de décembre 1995. Elles avaient consacré la victoire de la Fédération syndicale unitaire (FSU, proche des communistes), sur la Fédération de l'éducation nationale (FEN, proche des socialistes) après la scission survenue en 1992. Dans le premier degré, les observateurs s'attendent à une nouvelle progression du SNUipp-FSU (39,3 % en 1996). Porté par une image dynamique, il pourrait à nouveau malmener le Syndicat des enseignants-FEN (32,1 %). Ce dernier espère pourtant capitaliser le travail de remobilisation militante engagé depuis 1996. Quant au SGEN-CFDT (10,6 %) *« coincé entre le premier qui a le vent en poupe et le second qui a encore de beaux restes »*, selon les mots d'un de ses responsables, il attend, au mieux, une très légère progression. Dans le second degré, l'alliance électorale passée par le SE-FEN avec le Syndicat national des collèges et lycées affilié à la FAEN pourrait lui permettre de limiter les dégâts. Mais c'est le SNES-FSU, le plus directement chamboulé par la politique Allègre, qui focalise l'attention. Non que le syndicat majoritaire (57,6 % sur le plan national) risque de perdre sa place. Mais l'érosion est guettée par ses adversaires. Des pronostics, à prendre avec précaution, lui ont attribué ces dernières semaines une perte de 4 à 5 points.

Quoi qu'il en soit, le rapport de forces issu des élections sera attentivement observé Rue de Grenelle. Claude Allègre a annoncé qu'il entamerait le chantier de la *« professionnalisation »* du métier enseignant, dès l'issue du scrutin, dont les résultats provisoires seront connus le 10 décembre.

Nathalie Guibert

www.go.tm.fr
Le site Emploi & Formation des jeunes diplômés et des jeunes cadres

PROJET 260 hiver 1999
Privé/public, la fin des secteurs protégés
La notion de bien public, autant que la manière d'envisager les services publics, évolue. De nouveaux services d'utilité sociale apparaissent, dus à l'initiative privée. Comment dépasser la dichotomie entre secteur privé et secteur public et favoriser la rencontre des deux logiques ?
EN VENTE DANS LES GRANDES LIBRAIRIES
PROJET - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

LeMonde Job: WMQ0812--0013-0 WAS LMQ0812-13 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:55 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0495 Lcp:700 CMYK

Le gouvernement s'apprête à prendre des mesures destinées à lutter contre les loueurs de taudis

Querelle de chiffres sur le nombre d'immeubles vétustes à Paris

Réclamé depuis longtemps par les associations d'aide aux mal -logés, un projet de loi de *« renouvellement et de solidarité urbaine »* devrait être prochainement présenté par le gouvernement. Il visera en particulier à mieux protéger les personnes vivant dans des taudis, en renforçant les procédures de contrôle et en veillant à ce que les arrêtés préfectoraux de péril ou d'insalubrité soient réellement suivis d'effets.

LES LOUEURS de taudis sont dans la ligne de mire du gouvernement. Ainsi qu'il s'y était engagé, le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, a annoncé, mardi 30 novembre, au Conseil national de l'habitat (CNH), que le futur projet de loi de renouvellement et de solidarité urbaine devrait clarifier les responsabilités des différentes parties concernées – Etat, collectivités et propriétaires – et renforcer la protection des habitants.

Réclamé depuis longtemps par les associations, ce projet de loi est largement inspiré d'un rapport remis en octobre 1998 à Louis Besson par Nancy Bouché, inspecteur général de l'équipement (*Le Monde* du 24 avril).

Elle y préconisait d'inverser la logique actuelle *« extrêmement protectrice de la propriété privée »*. De quelle manière ? D'abord, en renforcant les procédures de contrôle et de suivi des arrêtés préfectoraux de péril ou d'insalubrité. Aujourd'hui, très souvent, ces arrêtés n'aboutissent ni à la mise en œuvre de travaux de remise aux normes par les propriétaires ni, dans les cas plus graves d'insalubrité *« irrémédiable »*, au relogement des habitants.

ABSENCE DE VRAIES NORMES

Mme Bouché proposait aussi de rompre le cercle vicieux du financement indirect du marché du taudis par les aides au logement. L'absence de vraies normes d'habitabilité – aujourd'hui limitées à un point d'eau, un WC même collectif, une installation de chauffage – et la généralisation du tiers-payant (ou versement direct de l'allocation aux propriétaires) font des ménages les plus en difficulté des proies idéales, car indirectement solvables.

Sans revenir sur le principe du tiers-payant, le gouvernement devrait proposer une remise à plat des normes d'habitabilité et d'insalubrité qui n'ont pas été revues depuis 1971. La loi de décentralisation de 1986 a redonné à l'Etat le soin de fixer des règles générales en matière de salubrité des habitations, mais le décret d'application prévu n'a jamais été pris. Des réglements départementaux existent mais nul ne peut, faute d'un cadre de référence, contraindre les propriétaires à les respecter.

Outre la rédaction de ce décret, le futur projet de loi devrait proposer au moins deux mesures fortes destinées à faire pression sur les propriétaires. La première concerne les cas d'insalubrité *« remédiable »*. Pour faire aboutir les procédures, la loi pourrait, désormais, autoriser la suspension du versement du loyer – et du paiement des aides au logement – jusqu'à la réalisation des travaux prescrits et dans un délai fixé.

La seconde mesure porte sur les cas, plus graves, d'insalubrité *« irrémédiable »*. Le secrétariat d'Etat au logement souhaiterait que *« la date ultime d'évacuation de l'immeuble »* ainsi que *« les modalités précises de relogement des habitants »* soient indiquées dans l'arrêté *d'« interdiction d'habiter »* préfectoral, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Nancy Bouché suggérait, enfin, l'alignement de la situation parisienne sur le droit commun. La capitale a, en effet, la particularité d'être à la fois la ville française où l'insalubrité est la plus massive et celle où la visibilité du phénomène est la plus floue. La coexistence et la concurrence de différentes instances complique et brouille le paysage.

Selon la sous-direction de l'habitat de la Ville de Paris, cent trente-six immeubles *« vétustes et insalubres »* ont été recensés en 1995 et sont, depuis cette date, traités ou en voie de l'être, c'est à dire, démolis, réhabilités ou expropriés. Ce chiffre, repris récemment à son compte par le maire de Paris, Jean Tiberi, est considéré comme très en dessous de la réalité par les associations et l'opposition municipale, particulièrement les Verts. A titre de comparaison, Nancy Bouché avait indiqué que 1 200 immeubles parisiens faisaient l'objet d'une surveillance constante de la préfecture de police au titre du *« péril »*.

Selon le sous-directeur de l'habitat, Jean-Paul Collas, 4 828 plaintes ont été déposées pour insalubrité en 1998. 1917 se seraient *« résolues sans procédure »* et 2433 *« après une mise en demeure exécutoire »*. Autrement dit, 478 dossiers, seulement, auraient débouché sur une amende (122 cas), une procédure d'injonction de travaux (287 cas) ou l'exécution de travaux d'office (47 cas).

UN FILTRE

La réalité est sans doute un peu différente. Un certain nombre d'immeubles échappent, visiblement, à la vigilance des services. Comment expliquer, par exemple, que le 64 rue d'Hautpoul, dans le 19e arrondissement, qui a fait l'objet de trois arrêtés d'insalubrité et de quinze interdictions d'habiter, ne figure pas sur la liste ? En février 1999, l'Etat et le maire de Paris ont signé, en grande pompe, une convention relative à la lutte contre l'habitat insalubre qui ne comporte ni état des lieux ni objectifs chiffrés. L'îlot insalubre de la rue Petit, dans le 19e arrondissement, par exemple, acquis par la ville en 1993, et où vivent une cinquantaine de familles africaines, ne figure sur aucune liste. Malgré une mobilisation importante des associations locales (*Le Monde* du 24 avril), il n'a jamais fait l'objet d'aucun arrêté d'insalubrité. Car à Paris, ce sont les services de la Ville, *via* la commission des logements insalubres (CLI), qui instruisent les dossiers pour le compte du préfet. Or on n'a jamais vu un propriétaire négligent se dénoncer lui-même...

L'alignement de la situation parisienne sur le droit commun devrait logiquement aboutir à la suppression de cette commission, qui agit davantage comme un filtre que comme un révélateur. C'est, en tous cas, ce que préconisait le rapport rendu à Louis Besson. Ce dernier n'a toutefois pas officiellement tranché sur l'opportunité d'un tel bras de fer avec la Ville de Paris.

Christine Garin

Une trentaine de familles s'entassent toujours au 64 rue d'Hautpoul

REPORTAGE

Même condamné pour « violence en réunion », un propriétaire reste un propriétaire

RIEN n'a changé au 64, rue d'Hautpoul, cet immeuble du 19e arrondissement de Paris où s'entassent une trentaine de familles africaines. Le propriétaire de l'immeuble, Serge Rubin, avait été condamné, il y a dix-huit mois, à deux ans de prison dont deux mois ferme pour avoir, le 14 août 1995, au cours d'une action commando, saccagé son propre immeuble et tous les biens de ses locataires. Le 8 novembre dernier, la cour d'appel de Paris a confirmé cette condamnation et même ajouté à la peine une mise à l'épreuve judiciaire de dix-huit mois. Pour les locataires, cela ne change toujours rien. Même condamné pour *« violence en réunion et avec préméditation »*, un propriétaire reste un propriétaire.

Quatre ans après les faits, le marchand de sommeil sans doute le plus médiatisé de la capitale peut tranquillement poursuivre son harcèlement. Deux locataires ont d'ailleurs reçu, le 25 novembre, une assignation en référé leur demandant de quitter les lieux. Cette histoire est exemplaire. Il est rarissime qu'un marchand de sommeil soit aussi lourdement condamné et que le sort de mal-logés défraie ainsi la chronique. Après l'agression, le maire de Paris, Jean Tiberi (RPR), avait multiplié déclarations et promesses. Le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, s'était rendu sur place.

La procédure habituelle avait, lentement, été mise en œuvre : rapports sur la sécurité, saisie de la commission des logements insalubres, arrêté d'interdiction d'habiter *« à effet immédiat »* pris par la préfecture, prescription de travaux adressée au propriétaire, puis *« exécution d'office »* par la Ville. La Ville de Paris a investi 150 000 francs dans ces travaux dont Serge Rubin n'a pas remboursé un centime, comme il n'a encore rien payé des 420 000 francs de dommages et intérêts qu'il a été condamné à verser aux victimes.

INSALUBRITÉ AVÉRÉE

Il y aurait une issue possible. Depuis quatre ans, l'association qui défend les locataires réclame à la Ville qu'elle engage une procédure d'expropriation. En vertu de la loi Vivien du 10 juillet 1970, une collectivité peut, en cas d'insalubrité avérée et d'incapacité du propriétaire à faire face, lui racheter son bien *« à la valeur du terrain nu »*. Une seule condition : reloger les habitants. La ville reconnaît, aujourd'hui, que *« rien ou pas grand-chose »* ne fait obstacle à cette solution.

Le 64, rue d'Hautpoul ne figure pas, pourtant, sur la liste des 136 immeubles insalubres qui, pour Jean Tiberi, tient lieu de recensement officiel.

Ch. G

L'abbé Cottard condamné à 18 mois de prison ferme

L'ABBÉ JEAN-YVES COTTARD, 52 ans, jugé pour homicides et blessures involontaires après le naufrage de Perros-Guirec (Côtes-d'Armor), qui avait coûté la vie à quatre jeunes scouts et à un plaisancier en juillet 1998, a été condamné lundi 6 décembre à quatre ans de prison, dont 18 mois fermes, par le tribunal correctionnel de Guingamp. Il a également été condamné à une *« interdiction définitive d'exercer toute fonction d'encadrement en matière d'activités physiques, sportives ou de loisirs »*. Lors du procès, les 18 et 19 octobre, le procureur avait requis cinq ans de prison dont deux fermes (*Le Monde* du 21 octobre).
L'ecclésiastique et l'Association française des scouts et guides catholiques ont été condamnés solidairement à verser 150 000 francs à la mère de Damien, l'un des scouts disparus, et 80 000 francs à chacun de ses quatre frères et sœurs. Ils devront aussi verser 150 000 francs à la mère de Guillaume Castanet, le plaisancier mort en portant secours aux naufragés, et 50 000 francs à deux autres membres de sa famille.

DÉPÊCHES

■ **FRANC-MAÇONNERIE : le grand-maître de la Grande Loge nationale de France (GNLF),** Claude Charbonniaud, a déclaré lors de l'assemblée générale de l'ordre maçonnique, samedi 4 décembre, qu'*« il n'y a pas de "maçonnerie d'affaires" mais qu'il y a quelques francs-maçons de toutes obédiences qui se conduisent en citoyens défaillants »*. Dans un communiqué, la GNLF a annoncé lundi qu'elle venait *« d'améliorer les procédures »* de son règlement général *« par l'adoption de dispositifs disciplinaires permettant une suspension immédiate dans l'attente de sanctions disciplinaires ou d'une décision de justice »*.

■ **EXPLOSION : une information pour « homicide et blessures involontaires »,** a été ouverte lundi 6 décembre à Dijon (Côte-d'Or) pour déterminer les causes de l'explosion qui a détruit dans la nuit de samedi à dimanche un immeuble, faisant onze morts et trois blessés. Le président de Gaz de France, Pierre Gadonneix, a rappelé lundi que *« l'enquête ne permet pas de mettre en cause la responsabilité du gaz »*, personne ne s'étant plaint, selon lui, d'une odeur de gaz avant l'explosion.

■ **JUSTICE : une mère d'élève, qui avait molesté, vendredi 3 décembre, avec son fils de 12 ans, une institutrice à Pontarlier (Doubs)** pour se venger d'une punition, a été condamnée lundi 6 décembre à six mois de prison avec sursis et à 6 000 francs de dommages et intérêts par le tribunal correctionnel de Besançon. La mère, âgée de 43 ans, avait attendu l'institutrice sur le parking d'un centre commercial, puis l'avait giflée tandis que son fils la rouait de coups de pieds et de poings.

LeMonde Job: WMQ0812--0014-0 WAS LMQ0812-14 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 11:00 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0496 Lcp:700 CMYK

Au procès du CDS, M. Froment-Meurice tente de dissiper les soupçons de corruption

L'ancien secrétaire général du parti centriste nie toute « contrepartie » au « don » d'une entreprise

Le procès des comptes du CDS s'est ouvert, lundi 6 décembre, devant le tribunal correctionnel de Paris. En attendant les dépositions des trois ex-ministres prévenus – Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot et Bernard Bosson –, la première audience a été consacrée aux conditions dans lesquelles un *« don »* de 5 millions de francs avait été consenti à l'ancien parti centriste par l'entreprise Breguet.

TROIS ANCIENS ministres face à leurs juges. Trois prévenus qui se plient, bon gré mal gré, aux usages correctionnels. Nom, âge, adresse, montant des revenus... C'est ainsi, par l'indiscrétion d'un curriculum vitae hâtif, que s'ouvre toujours pareille audience. Un ex-garde des sceaux doit s'y soumettre. En ce lundi 6 décembre, Pierre Méhaignerie s'avance donc, prévenu presque ordinaire, devant la onzième chambre du tribunal correctionnel de Paris (*Le Monde* du 7 décembre). L'ancien ministre de la justice d'Edouard Balladur, de mars 1993 à mai 1995, comparaît pour *« recel d'abus de confiance »* dans le dossier du financement occulte de l'ex-Centre des démocrates sociaux (CDS), un parti dont il fut le président de 1982 à 1994.

PROCÈS

L'épreuve liminaire de la présentation est vite surmontée. M. Méhaignerie, né le 4 mai 1939 à Balazé (Ille-et-Vilaine), rappelle simplement qu'il est député de ce département et maire de Vitré. Visiblement serein, il annonce des revenus mensuels de 43 500 francs. Assis à sa droite, Bernard Bosson se lève, tout aussi détendu. En charge des transports et de l'équipement du même gouvernement Balladur, M. Bosson est âgé de cinquante et un ans ; maire d'Annecy, député de Haute-Savoie, il évalue ses revenus à 50 000 francs.

L'apparente décontraction des deux hommes contraste avec la fébrilité de Jacques Barrot, une autre personnalité centriste aux multiples expériences ministérielles. Quelques minutes plus tôt, la présidente, Sophie Portier, lui a posé les mêmes questions qu'à ses compagnons de parti, mais il s'est braqué à propos des revenus. M. Barrot n'a pas dévoilé de montant précis. A l'évidence agacé, il a répété trois fois que ses émoluments en tant que député de la Haute-Loire et maire d'Yssingeaux, restaient dans les limites *« fixées par la loi »*, puis il s'est assis, un cartable noir sur les genoux, tel un élève boudeur.

Les anciens ministres et les cinq autres prévenus sont maintenant en place. M. Barrot occupe le banc de gauche, MM. Méhaignerie et Bosson celui de droite. Mais aucun des trois n'interviendra au cours de l'après-midi. Réduits au rôle de spectateurs, ils devront attendre mercredi 8 décembre pour dire ce qu'ils savaient, ou ne savaient pas, sur les « dons » versés par certaines sociétés, sur le bureau d'études SEM, chargé d'établir des fausses factures, sur les deux comptes suisses alimentés par 24,7 millions de francs entre juin 1987 et décembre 1991, et gérés par un expert-comptable genevois, Henri-Albert Jacques.

En attendant les ministres, le procès débute par une manœuvre de cadrage. La présidente rappelle qu'en raison des effets conjugués de la prescription et des lois d'amnistie le tribunal n'a pas à juger toutes les opérations financières du CDS. Une seule doit vraiment l'intéresser, celle concernant les 5 millions de francs versés en trois fois par le groupe Breguet, entre le 18 août 1989 et le 28 décembre 1990. *« Il faut rester dans les limites de la prévention »*, insiste Mme Portier ; autrement dit s'en tenir aux faits reprochés et éviter de s'égarer en chemin. L'exercice est d'autant plus délicat que deux prévenus s'opposent au sujet de ces 5 millions.

Le conseiller d'Etat François Froment-Meurice, ancien secrétaire général et maître d'œuvre des acrobaties financières centristes, explique qu'il s'agissait d'un *« don »* effectué spontanément par le groupe Bréguet au parti. Les trois versements en question étaient destinés à alimenter ce qu'il appelle la *« cagnotte »* ou la *« tirelire »* du CDS.

Le PDG de Breguet, Jacques Mallard, avance une explication différente. A l'entendre, ces 5 millions n'avaient rien d'un don (*« Je suis radin ! »*, confie-t-il). Ils correspondaient à des *« honoraires »* versés à M. Froment-Meurice pour ses *« conseils »*, succincts mais judicieux, dans la préparation du dossier d'implantation d'une grande surface près de Tours. Le projet ayant été retenu en mai 1988, M. Mallard affirme avoir voulu verser une *« rémunération »* à M. Froment-Meurice. Problème : il n'existe aucune trace du travail supposé, et l'intéressé lui-même certifie n'avoir donné que deux conseils (oraux) de *« simple bon sens »* afin de rendre le dossier plus convaincant.

« CONTREPARTIE INAVOUABLE »

« Je ne sais pas pourquoi M. Mallard affirme que j'ai travaillé », insiste M. Froment-Meurice avant d'ironiser : *« Si le peu que j'ai dit m'a permis de gagner 5 millions de francs, c'est probablement que je suis le plus grand génie du XXe siècle en matière d'urbanisation commerciale ! »* Selon lui, ces fonds ont uniquement servi au CDS. M. Jacques, l'expert-comptable, soutient aussi cette thèse.

Qui dit la vérité de M. Froment-Meurice et de M. Mallard ? La présidente semble doublement sceptique et s'interroge, avec les précautions d'usage : *« Le tribunal n'est pas soupçonneux, mais ne peut-on pas imaginer que cette somme soit une contrepartie inavouable afin que M. Froment-Meurice exerce une influence qui aurait permis au projet d'aboutir ? »* En d'autres termes, n'y aurait-il pas, derrière ces explications tortueuses, une histoire d'« enveloppe » destinée à s'assurer un soutien ministériel dans un dossier jusque-là bloqué ? M. Mallard esquive la question. M. Froment-Meurice, lui, s'insurge : *« Il n'y a jamais eu de notre part, sur aucun dossier, de contrepartie publique ! Nous avions dressé un mur absolument étanche entre le financement du parti et le fonctionnement public* [des ministères]. *Le CDS est le seul parti qui ait fait ça durant cette période ! »* Sur leurs bancs, les autres prévenus se taisent. Ils savent désormais que Mme Portier s'aventure volontiers aux *« limites de la prévention »*.

Philippe Broussard

Les procédures judicaires en cours

● **PS :** l'ancien trésorier, Henri Emmanuelli, et plusieurs ex-cadres du PS sont mis en examen dans l'*« affaire Destrade »*, du nom de l'ancien député des Pyrénées-Atlantique, Jean-Pierre Destrade. Mis en examen en 1995, ce dernier est soupçonné d'avoir joué un rôle de collecteur auprès des grands groupes de distribution, au service du PS et de l'ex-Mouvement des radicaux de gauche. M. Destrade affirme avoir dégagé quelque 33 millions de francs entre 1988 et 1992.

● **PR :** François Léotard est poursuivi pour *« infraction à la législation sur le financement des partis politiques »* depuis la découverte d'un prêt de 5 millions de francs accordé en 1996 au Parti républicain (qu'il présidait), par une banque italienne, le Fondo sociale di cooperazione europa, garanti par un dépôt d'espèces au Luxembourg. L'ex-PR reste visé par une enquête relative à son financement entre 1988 et 1992, dans laquelle plusieurs de ses dirigeants, dont Gérard Longuet, sont toujours sous le coup de mises en examen. D'importants mouvements d'argent liquide et un réseau de comptes suisses avaient été découverts.

● **PCF :** 19 personnes, dont Robert Hue, secrétaire général du PCF, ont été renvoyées devant le tribunal correctionnel, dans une affaire de financement impliquant l'ex-Compagnie générale des eaux et des bureaux d'études liés au PCF.

● **RPR :** Alain Juppé est mis en examen, en qualité d'ancien secrétaire général, dans l'enquête sur le système de prise en charge de permanents du parti par la Ville de Paris et des entreprises privées, de 1988 à 1995. Trois anciens trésoriers du RPR et deux anciens directeurs du cabinet de M. Chirac à la mairie de Paris sont aussi poursuivis.

ESSEC
MBA

[C'est en exerçant tôt votre pouvoir de décision que vous apprendrez à devenir un dirigeant.]

AACSB ACCREDITED

AUJOURD'HUI, LE DIPLÔME ESSEC DEVIENT UN MBA RECONNU DANS LE MONDE ENTIER.

Pouvoir construire un parcours personnalisé implique de savoir tirer parti de toutes les opportunités offertes.

C'est dans cette optique que L'ESSEC MBA a adapté son cursus aux évolutions de son environnement international : souplesse et personnalisation du cursus pour permettre aux étudiants d'aller jusqu'au bout de leur projet personnel, développement de compétences professionnelles ou validation d'une expérience antérieure, fort contenu international.

Pour les étudiants, c'est la garantie de disposer de tous les atouts nécessaires pour s'épanouir et développer un vrai projet professionnel. Pour les entreprises, c'est la garantie d'embaucher des diplômés réactifs, ouverts d'esprit et compétents.

Journée portes ouvertes Admis sur Titre (Ingénieurs, médecins, pharmaciens, vétérinaires, architectes, IEP, maîtrises : lettres, droit, sciences...) le 10 décembre 1999 de 14h à 18h au Campus ESSEC - 95000 Cergy Pontoise.
Clôture des inscriptions : 31 janvier 2000.

Tél : 08.25.04.60.00
Fax : 01.34.43.39.91

ESSEC ACTING FIRST

www.essec.fr
indigo@essec.fr

ESSEC BUSINESS SCHOOL. ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. ASSOCIATION LOI 1901 AFFILIÉ À LA CCIV - VAL D'OISE - YVELINES

L'infirmier de M. Safra a reconnu avoir allumé l'incendie mortel

Pour le procureur, il « n'avait pas l'intention de tuer »

NICE
de notre correspondant

Ted Maher, l'infirmier d'Edmond Safra, le milliardaire décédé dans l'incendie de son appartement monégasque, a été inculpé, lundi 6 décembre, par la première juge d'instruction du tribunal de Monaco, Patricia Richet, *« d'incendie volontaire à des lieux habités qui a entraîné la mort de deux personnes s'y trouvant »*, selon les termes cités par le procureur général de la Principauté, Daniel Serdet. Ecroué à la prison de Monaco, cet Américain âgé de quarante et un ans a, selon le procureur général, avoué avoir mis en scène l'agression dont il s'était dit victime, et avoir lui-même allumé l'incendie. Ted Maher, dont la personnalité est qualifiée de *« fragile »* par le procureur général, aurait affirmé avoir agi sans complicité et sans commanditaire.

Ted Maher, ancien béret vert des GI, travaillait dans un hôpital de New York lorsqu'il avait été recruté, il y a cinq mois, au service d'Edmond Safra, pour un salaire de 600 dollars par jour. Depuis six semaines, il vivait en Principauté tandis que sa femme et ses deux enfants étaient restés à Stormeville, dans l'Etat de New York. Les contradictions de ses différentes déclarations et leur incompatibilité avec les auditions d'autres témoins ont convaincu les enquêteurs qu'il dissimulait la vérité.

Dimanche 5 décembre, vers 23 h 45, alors qu'il était toujours hospitalisé à l'hôpital Grace-de-Monaco, il avait été placé en rétention, terme monégasque de la garde à vue. Lundi matin, les médecins avaient donné leur accord pour sa sortie de l'hôpital et il avait été transféré dans les locaux de la sûreté monégasque.

Selon le procureur général, Ted Maher a expliqué qu'il s'était lui-même entaillé la cuisse et le ventre avec la lame de huit centimètres de son couteau à cran d'arrêt. Puis, avec la flamme d'une bougie destinée à parfumer l'ambiance de l'infirmerie où le personnel médical se reposait, il aurait allumé le feu dans une corbeille à papiers afin que la fumée déclenche l'alarme du système de détection d'incendie. C'est alors qu'il aurait ordonné à l'infirmière, Vivian Torrente, de se retrancher avec Edmond Safra dans la salle de bains. Il aurait conclu sa mise en scène en affirmant au concierge de l'immeuble qu'une agression avait été commise par deux hommes cagoulés. *« Il ne semble pas qu'il était dans son intention de provoquer la mort,* a affirmé M. Serdet. *Il a conscience que les conséquences de ses gestes ont dépassé ce qu'il avait prévu. »*

Selon ses aveux rapportés par le procureur, il aurait imaginé, seul, de faire croire à une agression qu'il aurait réussie à repousser. Pour quelle raison ? Une volonté de se valoriser aux yeux de son patron et de contester les méthodes de travail de la chef de l'infirmerie, Sonia. Pour les enquêteurs, l'homme, qui absorbait de fortes doses de calmants, est *« instable, avec des sautes d'humeur et très nerveux »*. Il entretenait une relation amoureuse avec l'une des infirmières et avait une solide antipathie pour Sonia. Depuis quelques jours, il avait des *« idées noires »*, a déclaré M. Serdet. Il aurait mis à exécution son plan vendredi matin, après être resté seul au chevet d'Edmond Safra, entre 1 heure et 3 heures du matin. *« S'il avait voulu tuer M. Safra, il aurait eu mille autres occasions de le faire »*, a estimé le procureur général.

Ceux qui ont visité le duplex monégasque, avant ou après le drame, retiennent l'image d'un bunker ou d'une forteresse, tant il était surveillé, protégé par des systèmes modernes et des blindages. Le procureur général de Monaco a précisé que M. Safra, qui était l'un des hommes les plus riches et les mieux gardés du monde, et son infirmière sont morts reclus dans la salle de bains : ils ont été asphyxiés par les vapeurs répandues à travers le système de détection incendie. L'enquête n'a pas encore déterminé comment l'incendie d'une corbeille à papiers a pris une intensité de nature à mobiliser quarante-huit sapeurs-pompiers et à détruire une partie de l'appartement bunker de 1 000 mètres carrés. Une contradiction demeure entre les aveux de l'infirmier, affirmant avoir mis uniquement le feu à la corbeille, et les constatations d'un expert décelant deux foyers distincts.

> L'entourage du milliardaire était scrupuleusement choisi. Ted Maher avait réussi, malgré son profil psychologique et sa dépendance à l'égard des calmants, à pénétrer dans ce cercle de confiance

Un autre élément devra être éclairci au cours de l'instruction judiciaire : les conditions de l'embauche de Ted Maher. L'entourage d'Edmond Safra était scrupuleusement choisi. Sa sécurité était assurée par des hommes solides, ayant fait leurs preuves dans les services de sécurité israéliens. L'engagement d'un infirmier qui avait, entre autres tâches, celle de le veiller la nuit exigeait a priori un examen de personnalité approfondi. Ted Maher avait réussi, malgré son profil psychologique et sa dépendance à l'égard des calmants, à pénétrer dans ce cercle de confiance. Les images des caméras extérieures ont été visionnées et n'ont pas apporté de renseignements. L'endroit où se trouve l'infirmerie n'est pas filmé. Quant aux bandes de l'intérieur de l'appartement, elles sont difficilement exploitables. Le procureur général de la Principauté a déclaré qu'on ne savait pas *« si elles ont été endommagées ou manipulées »*.

Jean-Pierre Laborde

REPRODUCTION INTERDITE

EMPLOI

Docteur en Géopolitique,
recherche urgent poste en rapport cursus universit.
240 / 290 KF
Mr. PICQUART
Tél. mob. 06.15.07.88.80

31 ans, 4 langues étrangères spécialiste développement pays de l'Est, cherche
SITUATION MARKETING SUR L'EST
Ecrire : GORECKI Roman 170, rue de Paris 92100 Boulogne.

F. 50 ans dont les capacités à
DIRIGER, GÉRER, NÉGOCIER,
ORGANISER, en collaborat. avec la D.G., permet de répondre aux besoins de votre société.
Tél. : 01-43-28-23-87

Pour vos annonces dans L'EMPLOI
Tél. : 01-42-17-39-33 - Fax. : 01-42-17-39-25

LeMonde Job: WMQ0812--0015-0 WAS LMQ0812-15 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:41 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0497 Lcp:700 CMYK

DISPARITIONS

■ **CLIFFORD JARVIS,** batteur de jazz américain, est mort vendredi 26 novembre, en Angleterre, où il s'était installé au milieu des années 80. Il était né à Boston (Massachusetts) le 26 août 1941. Clifford Jarvis aura été, avec les saxophonistes Marshall Allen, John Gilmore ou Pat Patrick, un des piliers des divers orchestres du pianiste Sun Ra, avec qui il joue pratiquement sans interruption du début des années 60 à 1976. Elève d'Alan Dawson, Jarvis débute auprès du pianiste Jaki Byard et du saxophoniste Sam Rivers en 1958. A New York, sa faculté à s'inscrire dans les codes du post-bop tant qu'à se montrer attentif aux évolutions les plus avant-gardistes lui vaut de côtoyer Chet Baker, Yusef Lateef, Randy Weston, Johnny Griffin, Freddie Hubbard, Charles Mingus, John Coltrane et Roland Kirk notamment. Après sa longue collaboration avec Sun Ra, Clifford Jarvis rejoint les saxophonistes Pharoah Sanders et Archie Shepp, retrouve à l'occasion Sun Ra avant de se consacrer à l'enseignement. En Grande-Bretagne, il fondera son propre orchestre, The Prophets of Jazz, et collabore avec la jeune garde montante qui mêle au jazz les influences des musiques jamaïquaine et du bassin caraïbe comme Courtney Pyne ou Jean Toussaint. Depuis 1991, Clifford Jarvis s'était fait discret sur la scène du jazz.

■ **CHARLES THOMAS,** pianiste de jazz américain, est mort, mardi 23 novembre, à Little Rock (Arkansas), des suites d'un cancer. Né le 16 janvier 1935, à Memphis (Tennessee), Charles Thomas était un solitaire, dont la carrière s'est faite essentiellement dans de petits clubs. Peu en phase avec les mouvements du monde qu'il trouvait trop rapides et désordonnés, cet ami du pianiste Phineas Newborn, qui lui avait transmis une partie de son savoir, ne s'échappait de son refuge natal puis de sa maison de Little Rock qu'en de rares occasions. La France l'avait découvert tardivement, en 1996, avec le disque *The Finishing Touch* (Space Time Records), enregistré en compagnie du contrebassiste Ron Carter et du batteur Billy Higgins. Des pianistes comme Donald Brown, James Williams ou Mulgrew Miller en avaient fait un de leurs héros, pointant son sens de l'articulation et l'élégance de son phrasé. Interprète du grand livre du jazz, Charles Thomas en connaissait tous les styles, toutes les évolutions et, au travers de son interprétation des standards, renouvelait avec intensité le répertoire. Lors de sa dernière venue en Europe, il avait été programmé en France par le Festival de jazz de Rive-de-Gier (*Le Monde* du 26 octobre).

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Colette et **Michel FINIFTER**
sont heureux d'annoncer la naissance de leur huitième petit-enfant

Shiraz Sarah Masouda,

sœur de
Mathias, Ziv, Barak et **Eden,**
cousine de
Thomas, Magali et **Arthur,**
fille de
Valérie et **Jean BOUANICHE,**
nièce de
Carole et **André PALMADE.**

Anniversaires de naissance

– Pour tes 1 an,

joyeux anniversaire

Eileen !

Mille Bisous.

Shirley, maman, papa, mamie.

Pour tes quatre-vingts bougies,

nous te souhaitons un merveilleux anniversaire,

Maman, Mamie

Denise, Annie, Hélène, Jean-Jacques, Patrick, Luz et tous les petits-enfants.

Noces de diamant

– Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, de

Edithe et Daniel BONNAULT,

les entourent de toute leur affection, à l'occasion de leurs noces de diamant.
7 décembre 1939-7 décembre 1999

Décès

– Gimont (Gers).

Mme Marthe Bacon,
son épouse,
M. Pierre Bacon et sa femme Simone,
Son petit-fils, Jean-Paul.
Les familles Rajaud, Pain, Melan, Moutet,
Ses neveux et nièce, belle-sœur et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul BACON,
ancien ministre du travail
sous les gouvernements entre 1950 et 1962,
ancien directeur du Centre international de Turin,
ancien président du CERC,

le 6 décembre 1999, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

L'inhumation aura lieu le mercredi 8 décembre à 15 heures, en l'église de Gimont (Gers).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Pierre Michel Eisemann,
Suzanne Eisemann,
ont la tristesse de faire part du décès de leur mère,

Anna BENEDICT,

survenu le 4 décembre 1999, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La crémation a eu lieu dans l'intimité familiale.

– Arlette et Félix Mosbacher,
Denise Blumenfeld,
ses enfants,
Joëlle et Paolo Lollo-Franenberg,
Florence Arié et Jack Lenz,
Philippe, Claire, Alain Mosbacher,
ses petits-enfants,
Daniel, Mikhaël et Léa,
ses arrière-petits-enfants,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Mme Aurélie BLUMENFELD,

survenu le 5 décembre 1999 dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Elle a rejoint son époux bien-aimé,

le docteur
Félix Fishel BLUMENFELD,
décédé en 1996.

Que leur souvenir soit pour nous tous une source de bénédictions.

22, avenue Legeay,
92410 Ville-d'Avray.
83-85, rue Saint-Charles,
75015 Paris.

–Mme Denise Chaudières,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
Ses frère, belle-sœur et nièce,
les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André CHAUDIÈRES,
urbaniste,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du mérite,

survenu à Fréjus, le 4 décembre 1999 à l'âge de soixante-quatorze ans.

les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 9 décembre 1999, à 11 heures, en l'église de Taradeau.

– Le conseil d'administration de la Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés
Et son président, Raymond Etienne,
ont le regret de faire part du décès de

M. André CHAUDIÈRES,
président d'honneur fondateur,

survenu le samedi 4 décembre 1999.

– Illiers Combray (Eure-et-Loir).

L'Abbé Philippe Ferré,
Claude et Monique Ferré,
Jean-Pierre et Claudie Ferré,
Marie-Elisabeth et Yves Génin,
ses enfants.

Ses petits-enfants et arrières-petits enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de

Mme Maurice FERRÉ,
née **Yvonne LAILLET.**

Endormie dans la paix du Seigneur le 4 décembre 1999L

La messe des funérailles sera célébrée le mercredi 8 décembre à 11 heures, en l'église Saint-Jacques d'Illiers-Combray.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Ferré,
9, rue des Trois Marie,
28120 Illiers-Combray.

– M. Guillaume Ferrier,
son fils,
Mme Suzanne Geollot,
sa mère,
Les familles Ferrier, Geollot et Joly,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Anne-Marie FERRIER,
professeur de musique
au lycée de Montgeron,
chevalier des Palmes académiques,

survenu le vendredi 3 décembre 1999.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 décembre à 9 h 15, en l'église Saint-Joseph-de-Montgeron (Essonne).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Pierre Buffière, en Haute-Vienne.

5, rue Pierre Loti,
91330 Hyères.

– Lyon. Chaponnay (Rhône).

Nous avons l'immense douleur de faire part du décès de

M. Alain GIRARD,
directeur régional
de la société Henry Schein,

survenu dans sa cinquantième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 8 décembre, à 10 h 45, en l'église Saint-Barthélemy de Chaponnay.

Les fleurs seront remplacées par des dons faits au profit de l'Institut de recherche pour le cancer du sang (professeur Coiffier), centre hospitalier Lyon-Sud, 69310 Pierre-Bénite.

– Yaël et David Cherki,
Michèle et Jean Letessier,
Martine Lévy et Jean-Michel Bloch,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Albert Abraham LÉVY,

survenu à Paris le dimanche 5 décembre 1999.

– Mme Geneviève Metman
et M. Robert Olivier,
Le professeur
et Mme Etienne-Henry Metman,
Mme François Metman,
née Irène Rolland,
Laurent et Véronique Pinon et leur fille Adèle,
Thomas, Julien, Claire-Hélène Pinon,
Guillaume, Violaine Metman,
Charles, Pierre Metman,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Bernard Metman,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Yves METMAN,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur des Arts et des Lettres,
conservateur en chef honoraire
aux Archives nationales,

survenu le 4 décembre 1999, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 10 décembre à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, rue Ampère, Paris-17e, suivie de l'inhumation au cimetière de Montsauche (Nièvre) à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

16, rue A.-de-Neuville,
75017 Paris.

– Mme Nicole Hambourg, née Rachet,
son épouse,
Mme Nina Tremblay Hambourg,
sa belle-sœur,
M. et Mme A. Vapaille Hambourg
et leurs enfants,
Le docteur et Mme Michel Hambourg
et leurs enfants,
M. Serge Hambourg,
ses enfants et petits-enfants,
Le docteur Colette Doucet,
sa cousine,
Les familles Rachet, Le Quintrec, Perniceni,
ont la douleur de faire part du décès de

André HAMBOURG,
artiste peintre,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
commandeur des Arts et des Lettres,
croix de guerre 1939-1945,

survenu à son domicile le samedi 4 décembre 1999.

L'inhumation aura lieu à Honfleur (Calvados) au cimetière Sainte-Catherine, rue Saint-Nicol, ce mercredi 8 décembre à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M. Robert Parienté,
son président,
Le conseil d'administration
et tous les membres de l'association
des Amis d'André Hambourg,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

André HAMBOURG,
artiste peintre,

survenu à son domicile, le samedi 4 décembre 1999.

Peintre officiel de la Marine, André Hambourg était

commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
commandeur des Arts et des Lettres,
croix de guerre 1939-1945.

L'inhumation aura lieu le mercredi 8 décembre à Honfleur (Calvados), au cimetière Sainte-Catherine, rue Saint Nicol.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE
TARIFS 99 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS
136 TTC - 20,73 €
TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,98 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES
520 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES
Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45 €
THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 €
COLLOQUES - CONFÉRENCES :
Nous consulter
☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42
Fax : 01.42.17.21.36
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

– Mme Emile Hot,
son épouse,
M. et Mme Christian Hot-Michel,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Carlos Perez Ruiz-Hot,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Marcel Hot-Volkaert,
ses enfants et petits-enfants,
sa belle-sœur,
La famille Dauvilliers-Delgorge,
ont la douleur de faire part de la perte qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Emile HOT,
agent commercial retraité,
époux de **dame Mireille GREMEZ,**

décédé à Maubeuge, le 5 décembre 1999, dans sa quatre-vingtième année.

Et vous prient d'assister aux funérailles civiles qui auront lieu le mercredi 8 décembre, à 15 heures, à Marpent, suivies de l'inhumation au cimetière dudit lieu, dans le caveau de famille.

Réunion au cimetière à 14 h 50.

La famille recevra les condoléances à l'issue de l'inhumation.

Dans l'attente des funérailles, le corps reposera au salon funéraire des PFG de Maubeuge, salle Sébastien-Leprestre, place Vauban.

Les visites auront lieu de 15 heures à 17 heures, le mardi 7 décembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

41 *bis*, rue Roger-Salengro,
59164 Marpent.

– Véronique, Romain, Marius Colucci,
Michèle, Guillaume, Alexandre Pactat,
Régine et Bernard Cathelin,
Luce Brottes,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Stéphane KANTOR,

survenu le 4 décembre 1999, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 décembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Médard, à Paris-5e.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, au cimetière de Montéleger, où repose son épouse,

Andrée Catherine.

– Jacques Bril, son époux,
Emmanuelle Lebée, Xavier Lebée,
France et Jonathan Lebée-Nadav,
ses enfants et son gendre,
Simon Géliot, Arthur, David et Alexandre Lebée, Tamar et Michaël Nadav, Mathieu Rodriguez,
ses petits-enfants,
Domitille Marbeau-Roy,
sa sœur, et ses enfants Juliette et Frédéric,
Pierre-Philippe, Sylvie, Sandrine, Léonore et Luc-Mathieu Caneri,
ses neveux,
Les familles Marbeau, Funck-Brentano, Ternynck, Chaperon,
Et tous ceux qui l'aimaient,
ont l'immense chagrin d'annoncer le décès, survenu le 5 décembre 1999, à la suite d'une longue et douloureuse maladie, de

Béatrice MARBEAU,
épouse **BRIL,**
professeur émérite
à l'université de Rouen.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 8 décembre, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, à Paris-6e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

42, rue Notre-Dame-des-Champs,
75006 Paris.

– Hervé Pottier,
son époux,
Catherine et Valérie,
ses enfants,
Jean et Georgette Nespoulous-Neuville,
ses parents,
Florence et Daniel Vitry,
sa sœur et son beau-frère,
Claire et Véronique,
ses nièces,
Marie-Louise Pottier,
sa belle-mère,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, le 2 décembre 1999, de

Mme Hélène POTTIER NESPOULOUS-NEUVILLE.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 décembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, à Paris-16e.

Une bénédiction aura lieu le jeudi 9 décembre, à 9 h 30, en l'église de Cars (Gironde), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

– Eugène Quéré,
son mari,
Jean-Yves Quéré,
son fils,
Barbara et Yann,
ses petits-enfants,
Lydie,
sa sœur,
Et tous ses proches,
ont la douleur de faire part du décès de

Béatrice QUÉRÉ,

le 4 décembre 1999, à l'Ile-aux-Moines.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

– Paul Quilès et Josèphe-Marie Quilès,
Marie-Angèle et Edouard Leprovost,
Anne Quilès,
Françoise et Jacques Dupendant,
ses petits-enfants et leurs conjoints,
ses arrière-petits-enfants,
ont entouré de leur affection,

René QUILÈS,
commandeur de la Légion d'honneur.

Il a rejoint
Odette,
son épouse, le 6 décembre 1999.

Il a fait don de son corps à la science.

Une cérémonie à sa mémoire sera célébrée en l'église Saint-Joseph, 182, rue du Ménil, Asnières (Hauts-de-Seine), le samedi 11 décembre, à 11 heures.

– Laurence Fadelli-Roulet,
son épouse,
Antoine Roulet,
son fils,
Caroline Roulet,
sa sœur,
Jérémie Mangin,
son neveu,
Mme veuve Lucette Fadelli,
sa belle-mère,
Et les familles Jaubert, Baret, Piffard,
ont la douleur de faire part du décès brutal de

Dominique ROULET.

Les obsèques auront lieu vendredi 10 décembre 1999, à Nice, dans l'intimité.

– Mina et Joseph-Henri Darbon,
Hélène Tannenbaum,
ses enfants et son gendre,
Arthur et Hella Tannenbaum,
Fred et Amélie Tannenbaum,
ses frères et belles-sœurs,
ont la tristesse de faire part du décès de

Charles TANNENBAUM,
survenu le 4 décembre 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Ses obsèques seront célébrées le 9 décembre, à 14 h 30, au cimetière de Pantin (entrée principale).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jean-Claude Ramey,
son épouse,
Guillemette et Solène,
ses filles,
Mme Georges Lambert,
sa belle-mère,
Mme Albert Brivet,
Mme Madeleine Lambert,
Le docteur et Mme A. Lesur,
ses oncle et tantes,
M. et Mme Jean-Michel Ramey,
ses frère et belle-sœur,
Mme Marie-Laure Ramey,
sa nièce,
M. Jean-Philippe Ramey,
son neveu,
Toute sa famille,
Ses amis.

Patrice Lebatteux,
Didier Rodelle,
Joëlle Barnier-Sztabowicz,
Anne d'Andigne-Morand,
Christophe Sizaire,
Brigitte Bosredon-Larroumet,
Daniel Sizaire,
ses amis et associés.

Les collaborateurs et les secrétaires de la SCP Zurfluh-Lebatteux-Ramey-Rodelle,

ont le grand chagrin de faire part de la disparition brutale de

Jean-Claude RAMEY,
avocat à la Cour,

survenue le 4 décembre 1999, à l'âge de cinquante et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée par le Père Lataste le jeudi 9 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, 92, rue Saint-Dominique à Paris-7e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Galliéra,
75116 Paris.

– Mme Philibert Ravier,
Le vicomte et la vicomtesse
Alain de Truchis de Lays,
et leurs enfants,
M. et Mme Paul-Henri Ravier et leur fils,
M. Paul-Louis Ravier,
et ses enfants,
Mme Nathalie Pirès,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philibert RAVIER,

à son domicile, le vendredi 3 décembre 1999, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 décembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, Paris-8e.

L'inhumation aura lieu le lendemain à 11 h 30, dans l'intimité familiale, au cimetière de Loyasse, à Lyon (Rhône).

15, rue du Cirque,
75008 Paris.

– Le professeur Ady Steg, président
et le comité central
de l'Alliance israélite universelle
expriment leur profonde tristesse
à la suite de la disparition tragique de

M. Edmond SAFRA,
ami fidèle et généreux donateur.

45, rue La Bruyère,
75009 Paris.

Anniversaires

– Vos discussions sans fin,
Vos échanges du savoir nous manquent toujours.

A Pierre PETERSELL,
A Marcel LOICHOT,

bon anniversaire !

Vous auriez quatre-vingt-un ans.

Anniversaires de décès

– Le 7 décembre, il y a vingt ans,

Paul BIGNON

nous quittait.

Madeleine, Michèle et Marie.

– Cherchell. Paris. Toulouse.
Cagnes-sur-Mer.

Le 8 décembre 1989,

Bruno CARETTE

s'en est allé.

« Gota de miel, de olor, de melodia, de oro
Gota de luz, gota de amor
Gota de paz,
Gota de alegria. »

– Le 8 décembre 1990,

Jean-Paul
MARTY-LAVAUZELLE

nous quittait.

Sa femme, ses fils et ses amis se souviennent.

– Le 4 décembre 1989,

Jean-Baptiste NARJOUX

nous quittait à dix-sept ans.

« Il est parti... comme un silence... Il est parti... comme une larme d'eau claire qui tombe lentement d'un pétale de fleur. Il est parti comme un papillon, un papillon doré qui s'envole... pour dépasser les étoiles... »

Marcelle ORGANDE,
née **DESAGE,**

tu es toujours avec nous.

Tes filles, ton gendre, tes petits-fils,
Et toute ta famille.

Colloques

« Tricentenaire de la naissance de Robert Joseph Pothier », samedi 11 décembre 1999, 9 heures-18 heures.

à la faculté de droit, d'économie
et de gestion d'Orléans.
Avec le doyen J. Carbonnier, X. Blanc-Jouvan, F. Terré, J.L. Thireau, O. de Bouillane de Lacoste, J.L. Halpérin, P. Malaurie, B. Rudden, K. Luig, W. Wolodkiewicz, V. Pasqualini-Salerno, N. Kanayama.

Tél. : 02-38-41-73-64
e-mail :
Corinne.Latournerie@univ.orleans.fr.

Collège des études juives (AIU)
Fédération des associations sépharades de France

« Les Juifs d'Algérie
une expérience originale de la modernité »
colloque international

jeudi 9 décembre 1999 à partir de 18 h 30
Bibliothèque de l'AIU,
45, rue La Bruyère, 75009

dimanche 12 décembre, de 10 h 30 à 18 h 30
Établissement G. Leven,
30, boulevard Carnot 75012

PAF – Renseignements : 01-53-32-88-55
Site Internet : http://www.aiu.org.

Journée d'études

DIVISION HISTOIRE
– Dans le cadre de l'Ecole des hautes études en sciences sociales,
Programme d'études sur les juifs du Maghreb et de la Méditerranée

Journée d'études
autour de l'écrivain israélien

A. B. YEHOSHUA,

Le jeudi 16 décembre de 9 h 30 à 12 h 30, au Musée d'art et d'histoire du judaïsme, 71, rue du Temple, 75003 Paris. M^o^ Rambuteau.
De 15 h à 20 h, à la Société d'encouragement de l'industrie nationale, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris. M^o^ Saint-Germain-des-Prés.
En dialogue avec A. B Yehoshua, interventions de E. Barnavi, A. Guetta, M. Kriegel, H. Minzeles, I. Rosenman, E. Trevisan-Semi, S. Trigano, A. L. Udovitch.
Participation aux frais : 20 francs payables à l'entrée.

Communications diverses

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, jeudi 9 décembre 1999, à 20 h 30 : **Hanoucca avec Michèle Tauber.** Tél. : 01-42-71-68-19.

KABBALE
la spiritualité du judaïsme,
la sagesse de la vie.

Séances d'information gratuite
sur la kabbale
le mercredi 8 décembre 1999, à 20 h 30.

La session des dix cours débutera le :
mercredi 15 décembre, à 20 h 30.

La fête de Hanoukah aura lieu le :
jeudi 9 décembre à 20 heures.
Entrée : 180 F.

Centre d'étude de la kabbale,
66, rue Nicolo, 75116 Paris.
Tél. : 01-45-03-50-30.

LeMonde Job: WMQ0812--0016-0 WAS LMQ0812-16 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 09:52 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0498 Lcp:700 CMYK

Le 15e arrondissement souffre de la réussite de Paris-Expo

Salon du cheval, Salon nautique, ces manifestations grand public attirent une foule de visiteurs dans l'ex-Parc des expositions
Revers de ce succès économique, le quartier est très souvent saturé par les encombrements

CE FUT une belle traversée de Paris, du nord au sud. Dimanche 5 décembre, un cortège mené par un omnibus à l'ancienne, attelé à plusieurs chevaux de trait, suivi d'une centaine de chevaux en solo, en paire, à quatre et à huit, est parti de la place de Clichy pour rejoindre la porte de Versailles, où se tient, jusqu'au dimanche 12 décembre, le Salon du cheval, du poney et de l'âne. Paris-Expo (ex-Parc des expositions) accueille simultanément le Salon nautique, celui des Caves particulières et la Braderie de Paris. Des centaines de milliers de visiteurs convergent vers la porte de Versailles, avec tout ce que cela implique comme retombées économiques, mais aussi comme contraintes et nuisances pour les habitants du quartier.

Sis dans le 15e arrondissement mais débordant sur les communes limitrophes d'Issy-les-Moulineaux et de Vanves (Hauts-de-Seine), Paris-Expo est une grosse machine de 34 hectares : huit halls d'exposition, quelque 226 000 m² de surface couverte utile, 31 salles de 20 à 600 places, trois amphithéâtres, 12 restaurants, etc. Voilà pour l'essentiel. En 1998, outre 102 Salons dont 74 réservés aux professionnels et 24 ouverts au grand public, 60 manifestations y ont été organisées avec près de 33 000 exposants et six millions de visiteurs. Le tout pour un chiffre d'affaires de 534 millions de francs (81,4 millions d'euros) et un résultat net de 66 millions de francs. Ce qui classe Paris-Expo dans le peloton de tête de sa catégorie, sur le plan national.

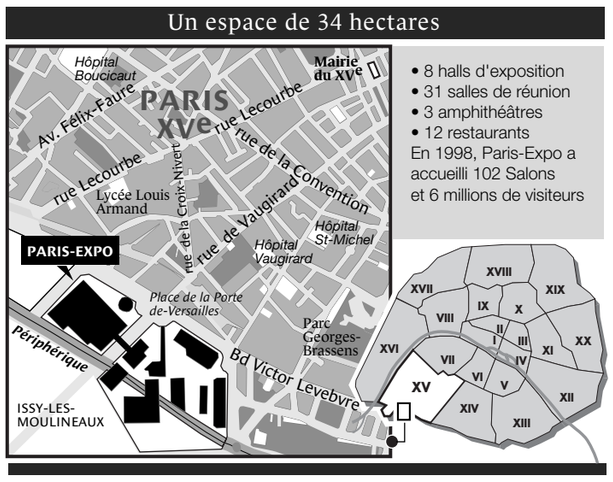
20 000 EMPLOIS GÉNÉRÉS

Pour permettre à Paris de tenir son rang face à la dure concurrence des villes allemandes, la SEPE (Société d'exploitation du Parc des expositions), qui le gère, a lancé en 1995 un plan de rénovation-reconstruction sur dix ans pour un budget global de 1,5 milliard de francs. L'ensemble de cette opération, dont la première phase (le hall IV) vient de se terminer, est autofinancé par la SEPE.

Les retombées directes ou indirectes des activités de Paris-Expo sur l'économie parisienne sont estimées à quelque 6 milliards de francs – installation des Salons, hôtels, restaurants, transports. Le quartier de la porte de Versailles – ce petit morceau de l'arrondissement le plus peuplé de la capitale (236 940 habitants), bien équilibré sociologiquement – engrange, bien sûr, les dividendes de cette manne financière. Ce ne sont pas les nombreux hôtels, restaurants, brasseries et autres commerces divers qui jouxtent la place de la Porte-de-Versailles ou s'alignent sur le boulevard Victor qui s'en plaindront.

« Les retombées financières locales sont appréciables et de toute nature, reconnaît René Galy-Dejean, maire (RPR) du 15e arrondissement. *A preuve, lors d'un Salon de la machine agricole, une de mes administrées qui tient une parfumerie s'est réjouie du bon résultat de ses ventes ! »* Avec seulement 170 salariés, Paris-Expo générerait quelque 20 000 emplois. Mais six millions de visiteurs, bon an mal an, si cela remplit l'escarcelle de la Ville de Paris et les bas de laine des commerçants du 15e, cela occasionne aussi de multiples inconvénients : stationnement des voitures particulières et des poids lourds, encombrements et bouchons les jours d'affluence, notamment les week-ends lors des Salons les plus prisés – comme celui de l'agriculture ou la Grande Braderie de Paris. A ces nuisances viennent s'ajouter celles de la petite délinquance que suscite toujours ce genre de manifestation : vols à la tire, à la roulotte... Pour les gros Salons, le commissariat central du 15e arrondissement augmente régulièrement ses effectifs sur le terrain, à l'intérieur et à l'extérieur du site.

Un espace de 34 hectares



- 8 halls d'exposition
- 31 salles de réunion
- 3 amphithéâtres
- 12 restaurants

En 1998, Paris-Expo a accueilli 102 Salons et 6 millions de visiteurs

LE BRUIT ET LES BOUCHONS

Très actives, les associations de riverains, comme Aménagement population du 15e ou l'Association des riverains Paris-Expo (Artex), se battent pour se faire entendre et tenter d'atténuer ces problèmes récurrents. René Galy-Dejean admet que l'essentiel des nuisances se rapporte à l'encombrement de la circulation et au stationnement des véhicules. Des points noirs que la mairie a essayé de résorber en instaurant un stationnement payant aux alentours de Paris-Expo, en négociant avec les responsables de ce dernier un accroissement sensible du stationnement à l'intérieur du site même. *« J'ai procuré au Parc un emplacement pour les poids lourds sur l'aéroport d'Issy-les-Moulineaux, sur concession de la Ville de Paris,* ajoute-t-il, avant de se féliciter de l'amélioration des transports en commun (station Porte-de-Versailles plus fonctionnelle, mise en site propre des autobus de la petite ceinture), *qui a produit un effet bénéfique. »*

Pour Michel Berroëta, directeur général de Paris-Expo, la fluidité et le stationnement des poids lourds *« constituent le point le plus difficile à régler »*. Cependant, la mise en place, en 1990, du parking de régulation-héliport permet de traiter 300 camions par jour. Le dispositif est accompagné d'un guidage CB fonctionnant 24 heures sur 24 pour les grands Salons. *« Nous les pointons et les guidons par petits paquets bien avant leur arrivée sur le site »*, assure-t-il. 400 cars peuvent être accueillis quotidiennement dans l'enceinte, un parking poids lourds de 250 places est installé sur la commune de Vanves. M. Berroëta annonce la mise en place, courant janvier 2000, avec la collaboration de gros transporteurs nationaux, d'un site Internet pour assurer une meilleure logistique.

Alors, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Les riverains voudraient bien le croire. S'ils reconnaissent que beaucoup de choses ont été faites, ils espèrent cependant d'autres améliorations. *« Je crois que je me fais le porte-parole des gens du quartier en disant que, parfois, c'est franchement intolérable au niveau du bruit et surtout des encombrements,* se plaint une septuagénaire dont l'appartement donne directement sur l'une des entrées du Parc, *mais pour rien au monde je ne quitterais mon quartier. »*

Si le gérant du bar-brasserie Dupont-Versailles, à l'angle de la rue de Vaugirard, dit ne pas être préoccupé par la circulation – *« je prends le métro »* – et s'avoue *« pas mécontent du tout »* de la proximité de Paris-Expo – *« au contraire, si les Salons disparaissaient, c'est la moitié des cafés et des restaurants qui fermeraient »* –, le patron d'une petite boulangerie, rue Olivier-de-Serres, lui, peste un tantinet : *« Lors des gros Salons, toutes les rues sont bouchées et le problème du stationnement est insoluble. Mais il faut avouer que Paris-Expo nous amène des clients, même si la restauration à l'intérieur en réduit de plus en plus le nombre. »*

Ali Habib

SFR

Plan d'urgence pour l'agriculture bretonne

RENNES
de notre correspondante régionale

Tandis qu'environ 800 agriculteurs de l'Ouest manifestaient à Paris devant le ministère des finances et que l'agitation se poursuivait en Bretagne, notamment à Vannes (Morbihan), le ministre de l'agriculture et de la pêche, Jean Glavany, s'est rendu d'urgence à Rennes (Ille-et-Vilaine) lundi 6 décembre. La situation est très tendue dans la région (*Le Monde* du 7 décembre). Ainsi, le centre-ville de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) a été occupé pendant quatre jours et trois nuits, début décembre, non sans casse importante. La brève visite du ministre a été considérée à la fois comme un signe d'apaisement, mais aussi comme une mise en garde contre les actions violentes.

Après une réunion de travail avec les représentants de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles et de la Confédération paysanne, M. Glavany a promis des aides *« ciblées en direction des agriculteurs qui en ont le plus besoin »*. Il a assuré que ce plan, mené *« en partenariat avec les collectivités locales »*, et dont il a confié la préparation à Jean-Pierre Gérondeau, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts, sera connu à la fin de la semaine.

Le gouvernement veut d'autre part faire *« tester »* certaines propositions fiscales et sociales, telle une éventuelle révision de la contribution sociale généralisée, la prise en compte des déficits, voire l'abandon de certaines dettes des agriculteurs. M. Glavany voudrait lancer une réflexion au sujet du modèle agricole breton, afin de *« se prémunir contre les crises à répétition »*.

C'est sur ce dernier chapitre que l'attend le président du conseil régional, le sénateur (RPR) du Morbihan, Josselin de Rohan : *« Nous sommes las d'entendre parler de l'essoufflement du modèle ultraproductiviste breton. Le problème, c'est que la concurrence s'est accrue. Bruxelles et surtout Paris doivent nous aider à nous adapter. »* Il a cependant ajouté que la région était prête à apporter une *« aide significative »* au plan d'urgence.

Martine Valo

Le périphérique nord de Lyon coûtera 6,6 milliards de francs

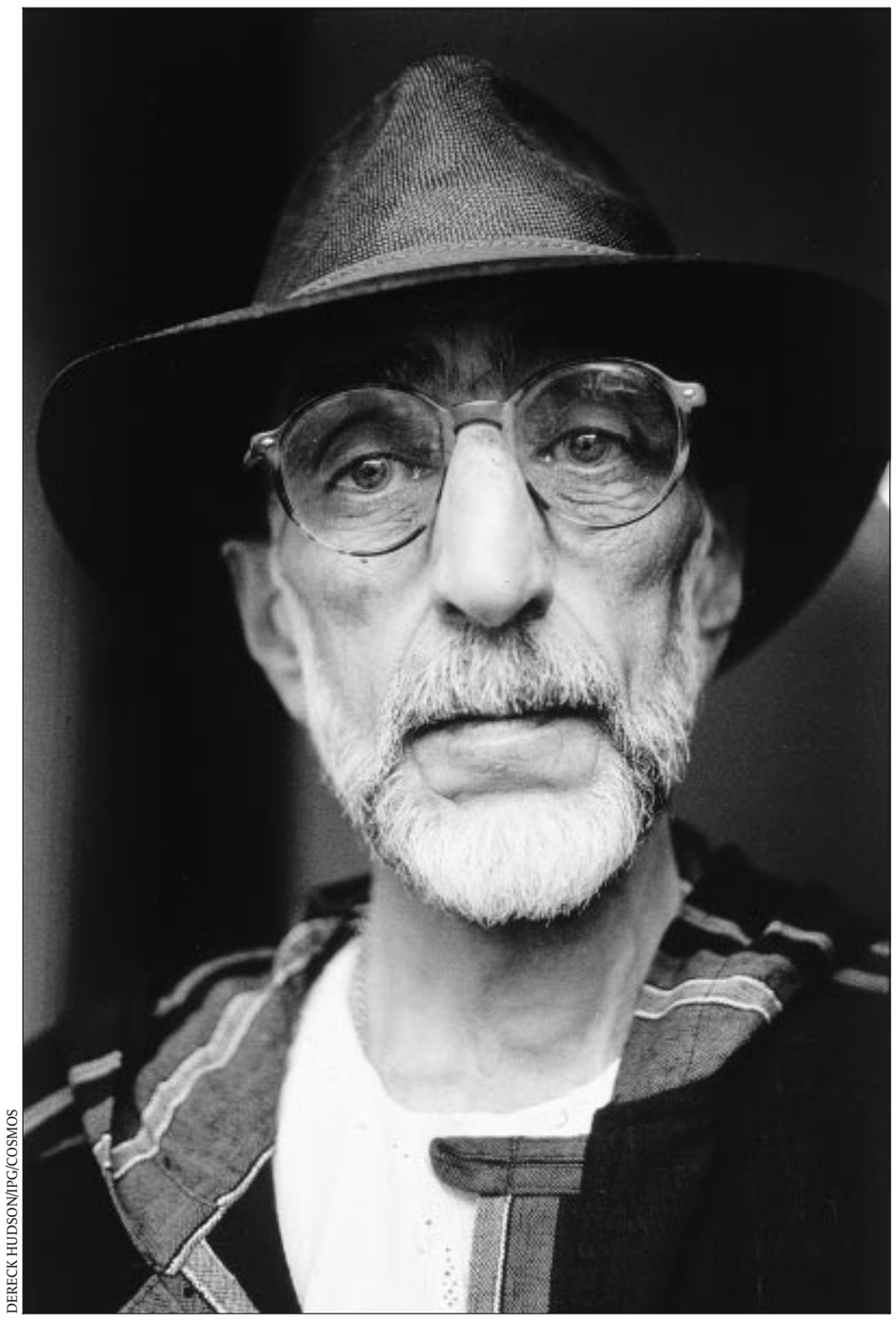
LA COMMUNAUTÉ urbaine de Lyon (Grand Lyon) et l'ex-consortium conduit par Bouygues et Dumez ont trouvé un accord sur l'indemnité à verser à la suite de l'annulation, par le Conseil d'Etat, du contrat de concession du périphérique nord de Lyon : elle se monte à 4,08 milliards de francs. Au total, cet ouvrage aura coûté 6,6 milliards au Grand Lyon et au conseil général du Rhône. Raymond Barre, président (app. UDF) du Grand Lyon, a annoncé qu'il présenterait le 21 décembre un programme d'économies pour financer ce remboursement. Il prévoit une augmentation du péage. *« On avait dit naguère aux Lyonnais qu'il ne leur coûterait rien »*, a rappelé M. Barre, faisant référence aux propos de Michel Noir, père du projet.

LeMonde Job: WMQ0812--0017-0 WAS LMQ0812-17 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 08:28 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0499 Lcp:700 CMYK

PORTRAIT

La divine comédie de Joao Cesar Monteiro

Auteur-acteur dans la grande tradition de Charlie Chaplin, Buster Keaton ou Jacques Tati, le metteur en scène portugais incarne encore dans « Les Noces de Dieu » son personnage fétiche de Jean de Dieu, une des figures comiques les plus fantasques et les plus convaincantes du cinéma moderne



DERECK HUDSON/IPG/COSMOS

LE monde l'apprendra bien assez tôt, Joao Cesar Monteiro – dont le nouveau film, *Les Noces de Dieu*, est sorti sur les écrans français le 1er décembre – est un des metteurs en scène les plus démentiels de l'histoire du cinéma. Il est, pour être précis, ce qui est arrivé de mieux à la grande tradition du comique cinématographique depuis la disparition de Jacques Tati. Un de ces auteurs-acteurs qui, de Charlie Chaplin à Takeshi Kitano en passant par Buster Keaton, créent à partir du personnage qu'ils incarnent un univers absolument inédit, régi, au risque de l'aliénation et du blasphème, par des lois autonomes.

Un certain Bernardo Soares, aide-comptable en la bonne ville de Lisbonne, avait rêvé cela au début de ce siècle, tout en l'accomplissant comme hétéronyme de Fernando Pessoa : *« Créer en moi un Etat possédant sa politique, ses partis et ses révolutions, et être moi-même tout cela : être Dieu moi-même dans le panthéisme royal de ce peuple – moi, l'essence et l'action de tous ces corps, de leur âme, du sol qu'ils foulent et des actes qu'ils accomplissent »* (*Le Livre de l'intranquillité*).

Comme Pessoa, dont il partage le goût de la mystique et de la mystification, Monteiro n'est pas par hasard portugais. Il faut de fait avoir perdu tout empire pour élever son art à un tel degré de mégalomanie et de génie démiurgique. En un mot, cet homme, comme tout grand artiste, est dangereux, et il fallait d'autant plus aller à sa rencontre que son œuvre n'est connue en France que d'un cercle fervent, mais scandaleusement restreint, d'initiés. Aussitôt dit, et pas aussitôt fait, l'obtention du rendez-vous tournant d'emblée au scénario d'un de ses films, qui en sont peu ou prou dépourvus.

Pour commencer, la venue du cinéaste à Paris est mystérieusement annulée. Renseignements pris auprès de son producteur, Paulo Branco, qui l'accompagne pour le meilleur et pour le pire depuis bientôt vingt ans, c'est la mise en cause personnelle et calomnieuse du cinéaste par un journaliste à l'occasion de la sortie de son film au Portugal qui serait la cause de cette soudaine réclusion. Joao a décroché son téléphone, il ne veut plus voir personne... Deux jours plus tard, rendez-vous est pris à Lisbonne, au domicile du cinéaste, à titre exceptionnel. Un autre jour passe, le lieu a de nouveau changé : c'est à Porto que cela se passera, où Monteiro est hébergé par des amis.

C'est ainsi qu'on sonne un samedi matin, par grand froid, à la porte d'une maison inconnue mais pourvue, Dieu merci, de deux sonnettes. C'est naturellement deux raisons de plus pour que personne ne réponde. Un début de vertige sera vite jugulé par l'apparition d'un point familier trottinant à l'horizon, frêle silhouette en loden vert et béret basque, le journal du jour sous le bras. C'est lui, tel qu'à l'écran : un homme d'une maigreur presque inquiétante aux yeux bleu délavé, dansant plus qu'il ne marche, murmurant plus qu'il ne parle, et ponctuant son extrême courtoisie de borborygmes mélodiques et d'une gestuelle absolument ésotérique. On peut appliquer à Monteiro ce que Truffaut disait du maigre et halluciné Jean-Pierre Léaud : *« Même quand il dit bonjour, nous basculons dans la fiction, pour ne pas dire dans la science-fiction. »*

PÉNÉTRANT à pas de loup dans la maison (les amis dorment encore), il s'installe dans un salon qui tient de la glacière (le chauffage est cassé), et quelques heures durant, recroquevillé près d'une fenêtre où un pâle soleil d'hiver semble le rendre translucide, Joao Cesar Monteiro, à voix très basse, se raconte. Cultivant le mystère et la provocation dans un français chantant mais parfait, Monteiro – rien n'étant plus garanti désormais – prétend que l'histoire commence à Figueira da Foz en 1939, petite ville du centre du pays où il vit le jour dans une famille de propriétaires terriens antisalazaristes. Il conserve de son enfance le souvenir heureux d'un père sévère mais volontiers porté sur la bagatelle, d'une mère d'origine modeste qui lui a fait sucer l'amour du cinéma américain et des comédies italiennes avec le lait, et d'un oncle anarchiste quasiment mythique, concepteur de bombes artisanales qui a fini son existence dans les geôles de la dictature.

Faute d'avoir connu suffisamment tôt cet oncle pour qu'il lui transmette son talent, Monteiro plastiquera la société en faisant la bombe au cinéma. Question de hasard, puisque sa vocation initiale était plutôt d'écrire de la poésie. Question de nécessité aussi, dans la mesure où il estime *« avoir appris le cinéma dans le ventre de* [sa] *mère »*. Quitte à considérer la suite de sa carrière comme une lente dégradation : *« Tout mon parcours de cinéaste résulte d'un désapprentissage, car je crois qu'on passe sa vie à perdre la sagesse acquise au stade fœtal. »* De fait, du début des années 60 à la révolution des œillets (1974), Monteiro ne tourne guère : commencé en 1965, son premier film de fiction, un moyen métrage intitulé *Qui court après les souliers d'un mort meurt nu-pieds*, mettra cinq ans avant d'être terminé. Un certain goût de la bohème, associé à la dureté de la situation politique, l'incitent plutôt à mener *« une vie de parasite social qui amuse la galerie »*.

C'est un long séjour parisien où, *« parti soigner une peine de cœur avec 300 francs et un poulet pourri »*, il couche sous les portes cochères avec *Le Monde* en guise de coupe-vent, grossit de sept kilos en vertu d'une consommation forcée de Vache qui rit, et reçoit comme un véritable choc *A Bout de souffle* de Jean-Luc Godard et *Muriel* d'Alain Resnais. C'est aussi un passage à la London School of Film Technique dont il tire, outre sa rencontre avec Fritz Lang, *« une leçon fondamentale »* : ne jamais faire d'école de cinéma. C'est encore la fréquentation assidue et nocturne des cafés lisboètes en compagnie de quelques amis cinéphiles, et la découverte admirative, *« amoureuse »*, des *Vertes années* (1965) de Paulo Rocha, grand film inaugural du nouveau cinéma portugais. C'est enfin la seule activité à peu près durable qu'il réussira à mener durant cette période : la critique de cinéma. Un recueil de ses articles, *Morituri te salutant*, sera d'ailleurs publié en 1973, où l'on peut lire notamment ceci : *« Filmer est une violence du regard, une profanation du réel qui a pour but une image du sacré au sens que Caillois donne à ce mot. Or cette image ne peut être traduite qu'en termes d'art, qui suppose une création profondément ludique et liée à un caractère religieux et primitif. »*

On n'ira pas chercher plus loin le credo esthétique de l'œuvre en gestation. Inaugurée avec trois splendides longs métrages (*Chemins de traverse*, 1977 ; *Silvestre*, 1981 ; *A Fleur de mer*, 1986), qui affirment d'emblée l'univers extrêmement singulier du cinéaste, sa carrière prend une tout autre tournure en 1989, avec *Souvenirs de la maison jaune*. Lion d'argent au festival de Venise et premier film de l'auteur à être distribué en France (en 1991), c'est le début de la reconnaissance du cinéaste hors de son pays. C'est, plus encore, la première apparition de Jean de Dieu, personnage-fétiche que Monteiro va désormais incarner de façon récurrente dans ses films suivants, *La Comédie de Dieu* (1995), *Le Bassin de J. W.* (1997), et *Les Noces de Dieu* (1999), dont la première internationale a eu lieu au Festival de Cannes en mai 1999.

> « Tout ce que je joue à l'écran est vrai, je ne triche pas. Ce n'est pas un jeu. Le paradoxe de Jean de Dieu, c'est que c'est moi et qu'en même temps, comme personnage, ce n'est pas moi. Si quelqu'un était mort durant ce plan, ç'aurait été Dieu »

Mais qui est au juste Jean de Dieu ? Bien malin qui pourra le dire, tant sont nombreux ses avatars. Hier, pauvre bougre résidant dans une pension lisboète remplie de punaises, il peut demain se transformer en dandy aristocrate et multimilliardaire, tout en ayant endossé en cours de route les oripeaux d'un glacier tatillon, voire ceux de Dieu lui-même, dans toute la splendeur de son épiphanie. Personnage tour à tour grandiose et miteux, mégalomane et hypocondriaque, subtil et dément, sa propension à construire des châteaux en Espagne le mène tantôt dans un superbe palais baroque, tantôt directement à l'asile d'aliénés.

Préoccupé de la défense et de l'illustration de la glace européenne contre l'invasion de l'*ice cream* américain, observateur attristé des résurgences fascistes sur le Vieux Continent comme de l'état quotidien de ses *« précieuses »*, il consigne scrupuleusement dans son *« Livre de pensées »* les poils pubiens des jouvencelles dont il se veut le vampirique et fantasque Pygmalion, buvant littéralement ses victimes avec l'eau du bain où elles ont trempé. Vieux libidineux, Jean de Dieu ? Possible. Mais aussi bien poète patafysicien, esthète follement épris de perfection, qui élève le désir au rang des beaux-arts, fait du dérèglement généralisé de tous les sens un dogme moral, et assigne à la beauté plastique du plan une vocation transcendante.

Utopiste tragique, révolté congénital et jouisseur désespéré, Jean de Dieu, avec ses rages méticuleuses, ses rituels loufoques et ses langueurs exacerbées, est peut-être le dernier réaliste. Celui qui, faute de pouvoir embrasser et embraser le monde, le conforme à son image, en mettant, ici et maintenant dans l'éternel présent du cinéma, le feu aux amorces de l'esprit et aux poudres de la chair. Initialement destiné à être interprété par un comédien (aucun n'a accepté !), cet improbable personnage, s'il doit sans doute beaucoup à ce prince de l'auto-fiction qu'est Monteiro, n'en recèle pas moins une pléthore de réminiscences, à la fois populaires et savantes. Son physique et sa gestuelle jouent sur les registres du fantastique (Nosferatu le vampire), du burlesque (Buster Keaton) et de la bande dessinée (la Panthère rose). Son nom renvoie à la comédie américaine (John Doe dans *L'Homme de la rue*, de Franck Capra), à la religion (Saint Jean de Dieu, fondateur portugais des Frères hospitaliers) et à la poésie (Joao de Deus, écrivain portugais). Son univers emprunte au théâtre (Strindberg), à la littérature (de Dante à Georges Bataille, en passant par Pessoa), et évidemment au cinéma, avec Stroheim, Dreyer et Murnau en anges tutélaires, Bresson et Godard en compagnons de route.

Le miracle là-dedans, c'est que de ce fatras délibéré de références illustres, Jean de Dieu émerge comme un être absolument unique, plus encore, comme une des plus convaincantes figures comiques de la modernité cinématographique.

C'est que la mort, plus que jamais, y côtoie le rire. Dans *Le Bassin de J. W.*, où il interprète Dieu, l'acteur Monteiro se livre à un exercice de roulette russe tel qu'on peut en voir quelques-uns dans l'histoire romanesque du cinéma, à ceci près qu'ici les balles sont réelles et la prise unique. *« Croyez-le ou non, mais c'est vrai. Tout ce que je joue à l'écran est vrai, je ne triche pas. Ce n'est pas un jeu. Le paradoxe de Jean de Dieu, c'est que c'est moi et qu'en même temps, comme personnage, ce n'est pas moi. Si quelqu'un était mort durant ce plan, ç'aurait été Dieu. »*

DE la mort du personnage à la mort du cinéma, Monteiro cultive une cinéphilie abîmée par le désastre de la seconde guerre mondiale, qui, tout en s'efforçant de retrouver les vertus primitives du cinéma (il y a une grande part d'enfance), compose aussi avec le sentiment de son deuil. Deuil en forme de clin d'œil (les allusions au cinéma, classique et moderne, sont nombreuses), d'affinités électives (*La Comédie de Dieu* est dédiée au critique Serge Daney, *Le Bassin de J. W.* doit son titre à l'une de ses remarques sur l'acteur John Wayne), ou de troublantes mises en jeu de soi-même (l'exhibition du corps décharné de Monteiro). Cela peut se traduire aussi par des convictions logiques du point de vue de l'histoire de notre siècle, mais plus aléatoires sur le plan personnel. Monteiro, qui porte bien en vue une étoile de David dans son nouveau film, est ainsi persuadé depuis quelque temps qu'il a des origines juives. Explication : *« J'ai dit aux* Cahiers du cinéma *que je suis arabe, je peux bien vous dire que je suis juif ; mais je pense très sérieusement que j'ai des origines juives, probablement marranes, pour trois raisons : ma famille a recueilli des juifs pendant la guerre ; la forme de mon nez ; et surtout cette forme de pensée problématique et infatigable dans laquelle je me reconnais. »*

Si Jean de Dieu devrait donc selon toute probabilité revenir nous hanter, Monteiro n'en a pas moins souhaité, après ses *« noces »*, l'abandonner temporairement en travaillant à un projet d'adaptation de *La Philosophie dans le boudoir* du marquis de Sade. Une projet pour le moins délicat qui a finalement capoté pour d'obscures raisons, dont la décision de Paulo Branco de différer le projet. En attendant, Monteiro travaille d'ores et déjà à une autre adaptation, celle de *Blanche-Neige*, pièce de l'écrivain Robert Walser, dont Kafka avait fait son auteur de chevet. Il s'agit selon le cinéaste d'une *« œuvre de compensation »* tournable à prix modique, en quatre semaines et en décors naturels. La raison de ce choix ? *« La paresse, car l'œuvre est déjà écrite, et les droits sont très abordables. »* Un début prometteur.

Jacques Mandelbaum

LeMonde Job: WMQ0812--0018-0 WAS LMQ0812-18 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 12:37 S.: 111,06-Cmp.:07,12, Base : LMQPAG 38Fap:100 N°:0674 Lcp:700 CMYK

La gauche ingrate contre l'OMC

Suite de la première page

Ce sont souvent des paysans appauvris liés à la terre et cherchant désespérément un emploi dans l'industrie et une vie à la ville, ou bien encore les employés de firmes locales qui ne se contentent pas d'être inefficaces mais sont liées aux dirigeants politiques du pays par un réseau de copinage et de corruption. La mondialisation sous la forme d'investissements étrangers par les sociétés multinationales non seulement crée des emplois, mais menace directement ces dirigeants locaux en les exposant à la concurrence. La mondialisation est porteuse de modernisation, d'une exigence plus grande de transparence et d'ouverture, d'une meilleure éducation et de progrès dans la gestion, sous l'œil des médias du monde entier. Dans son ouvrage *The Lexus and the Olive Tree*, Thomas Friedman donne l'exemple de l'Indonésie sous le régime autoritaire du président Suharto, où les défenseurs de la démocratie n'étaient pas autorisés à critiquer la corruption du gouvernement, mais pouvaient publier les analyses de l'OMC, ce qui revenait au même. Avec la hausse du niveau de vie qu'a entraînée la mondialisation, les entreprises créent une classe moyenne qui grandit, une force de travail bien formée et une base pour établir des institutions démocratiques stables de façon plus sûre que l'action politique choisie par les manifestants de Seattle.

L'OMC est la seule institution qui ait une chance de devenir un organe de gouvernement au niveau mondial, en fixant non seulement les règles qui régissent les échanges et les investissements, mais aussi celles du travail et de l'environnement

La mondialisation lance un véritable défi à la gauche. En toute logique, la mobilité accrue des capitaux devrait entraîner une organisation du travail au niveau mondial, créant par là une nouvelle quatrième internationale. Chaque fois que les syndicats coréens décident d'une grève, le président de l'AFL-CIO, John Sweeney, devrait prendre l'avion pour Séoul afin d'encourager leur mouvement. Et les membres de l'AFL-CIO devraient utiliser leurs fonds de soutien aux grévistes pour aider les travailleurs chinois à se constituer en syndicats. Mais le monde du travail est face à un grave problème de mobilisation collective. Pas un syndicat, pas un parti démocratique à vocation sociale n'est capable de mobiliser sa base autour d'un programme d'aide aux travailleurs étrangers.

L'autre voie est le protectionnisme, un retour aux appels nationalistes à aider « nos » travailleurs aux dépens des étrangers. D'où le drôle de couple que voit se former la politique américaine aujourd'hui : un Richard Gephardt et un Pat Buchanan demandant aux mêmes électeurs en col bleu de s'opposer à la libéralisation des échanges.

En créant l'OMC, le capitalisme mondial a résolu le problème de la mobilisation collective de la gauche. L'Organisation mondiale du commerce est la seule institution internationale qui ait une chance de devenir un organe de gouvernement au niveau mondial, en fixant non seulement les règles qui régissent les échanges et les investissements d'un pays à l'autre, mais aussi celles du travail et de l'environnement. Les défenseurs du libre-échange craignent qu'avec l'élargissement à ces questions de la mission de l'OMC le mieux ne devienne l'ennemi du bien. Il est déjà, selon eux, suffisamment difficile d'amener un pays comme la Chine à un accord sur les règles du commerce, sans qu'il soit besoin d'y ajouter des normes relatives au travail et à l'environnement. Ces questions menacent de faire capoter l'ensemble du système international des échanges. C'est peut-être précisément ce que la gauche espère.

Compte tenu des bouffonneries du « carnaval contre le capitalisme », il est permis de penser que les opposants à l'OMC ne veulent pas réduire les effets de la mondialisation, mais bien la faire reculer, afin de revenir à la protection des marchés nationaux. La mondialisation ne fera pas marche arrière, parce que la poussent les progrès irrésistibles de la technologie de l'information. Les nations qui cherchent à la rejeter sont condamnées à rester en arrière : ce n'est pas un hasard si les plus forts opposants aux normes du travail et de l'environnement sont les pays pauvres. Mais la mondialisation exerce par ailleurs des pressions considérables sur les sociétés qui rivalisent pour rester dans la course aux changements économiques, et il est raisonnable de penser qu'il faudrait établir des liens entre la libéralisation des échanges et les règles que les gouvernements sont en droit d'attendre pour leurs citoyens. Au bout du compte, l'OMC peut être conduite à défendre non plus uniquement la liberté économique, mais celle de l'homme en général. La Chine et d'autres pays ont été accusés de façon crédible de pratiquer une forme d'esclavage ; il n'existe pas de justification morale ou économique à ce que des travailleurs libres soient mis en compétition avec des esclaves. Pour que l'OMC évolue un jour dans cette direction, deux conditions sont à réunir. Les partisans du libre-échange doivent comprendre que pour tout un chacun d'autres questions importent que l'efficacité économique et que les sociétés doivent amortir les chocs de la mondialisation. Pour leur part, les gens sérieux de gauche doivent renvoyer les farfelus qui s'étaient invités à Seattle. La mondialisation est une affaire trop grave pour donner lieu à un voyage dans la nostalgie contestataire.

Francis Fukuyama

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sylvette Gleize. Reproduit par permission du Wall Street Journal. *© 1999 Dow Jones & Company, Inc. Tous droits réservés.*

EN juillet, j'écrivais ici même qu'il fallait en finir avec l'OMC telle qu'elle était pensée, parce que la négociation qui s'annonçait était mal préparée. Je n'imaginais pas que le cours des événements me donnerait si vite raison.

Car, pour ceux qui croient aux symboles, l'échec de la réunion de Seattle est riche de sens. Ceux qui avaient planifié ce nouveau cycle de négociations commerciales n'étaient pas préparés à comprendre les enjeux réels de la nouvelle mondialisation. Ils pensaient qu'il suffirait, pour jeter une nouvelle pelletée de libéralisme dans le feu de la globalisation, de réunir pendant quatre jours dans une lointaine ville de l'Ouest américain cent trente ministres pour qu'ils bénissent un texte agréé à l'avance par quelques technocrates. Les peuples en ont décidé autrement. Par des manifestations traditionnelles, par l'usage le plus sophistiqué des nouveaux moyens de communication, par l'intermédiaire des intellectuels, des médias, des ONG les plus disparates, ils ont su dire aux gouvernements deux simples choses : pas vous, pas ça.

Pas vous parce que les peuples veulent être consultés en détail sur chacun des sujets avant qu'ils ne soient négociés entre experts. Pas ça, parce que de nombreux domaines à l'ordre du jour de la libéralisation des échanges ne sont plus de ceux dont les peuples acceptent qu'on en fasse des marchandises.

Maintenant que l'orage de Seattle est passé, les gouvernements feraient une lourde erreur en croyant qu'il suffira de tenir les réunions prochaines des ministres du commerce à l'abri de l'indifférence genevoise, au siège de l'OMC, pour obtenir dans la discrétion ce que l'on n'a pu obtenir dans la lumière. Les intellectuels, les ONG, la presse, les opinions publiques sont désormais irréversiblement mobilisés, de Paris à Delhi, de Los Angeles à Dacca. Et chaque pays a maintenant affirmé trop clairement ses positions, sous la pression de son opinion publique, pour pouvoir reculer sans perdre sa crédibilité devant ses mandants.

A côté de la citoyenneté nationale est en train de naître une citoyenneté planétaire. Le monde a besoin d'un forum où les opinions publiques pourraient débattre des intérêts vitaux de la planète. Un tel forum pourrait être une seconde chambre de l'ONU, à côté de l'Assemblée générale

Les gouvernements doivent donc admettre que le cycle du Millénaire tel qu'il avait été imaginé il y a quatre ans est mort avant de naître. Il a avorté. Ils doivent d'abord reconnaître que la tentative de faire de l'OMC le pivot central des institutions internationales a échoué.

Mais, en même temps, ils doivent comprendre qu'au grand dam des souverainistes les opinions ne leur demandent pas de ralentir la formidable intégration en cours des sociétés du monde, mais seulement de la conduire autrement, pour que beaucoup plus de gens puissent en bénéficier. Il faut donc profiter de la pause que certains réclamaient et que les circonstances imposent pour repenser la totalité du problème de la mondialisation et, en particulier, l'architecture des institutions internationales nécessaires pour la conduire.

Le monde ne saurait se contenter, face à l'extraordinaire concentration en cours des entreprises et à la croissance vertigineuse des forces du marché, d'institutions multilatérales disparates, contradictoires, impuissantes, pour l'essentiel sans contrôle démocratique. La propriété privée, en changeant de dimension, change de nature et exige que la puissance publique en fasse autant. Alors, avant de foncer tête baissée vers un nouvel échec à l'OMC, il serait utile de se mettre d'accord sur quelques idées simples.

Plus rien, dans aucun domaine multilatéral, ne devra plus pouvoir être négocié dans la discrétion. La transparence doit devenir la règle. En particulier pour les très prochaines négociations qui s'annoncent au FMI sur la dette des pays les plus pauvres, à la Banque mondiale sur l'avenir de la forêt subtropicale, à l'OIT sur les normes sociales ou à l'OCDE sur les règles internationales de concurrence. Les fonctionnaires devront s'habituer à entendre, et pas seulement à écouter de façon polie, les points de vue de tous ceux qui sont directement concernés par ces enjeux.

Les gouvernements devront, pour forger leurs propres positions de négociation, tenir compte de la naissance, chez eux, d'une opinion publique soucieuse de dé-

AU COURRIER DU « MONDE »

L'HÔPITAL DE L'INSTITUT PASTEUR

Le 31 décembre 1999, on fermera l'hôpital de l'Institut Pasteur. Une des sources majeures de l'esprit pasteurien sera définitivement tarie. Le siècle débutera par la négation matérielle de l'humanisme médical que ce lieu et cette œuvre représentaient.

La seule annonce de cette décision aurait dû émouvoir citoyens et politiques. Il n'en a rien été : tout s'est déroulé dans un lâche silence. Même les associations de lutte contre le sida, dont certains de leurs membres doivent tant à cet hôpital, n'ont pas levé le petit doigt pour le défendre. Elles continuent même de subventionner quelques-uns des acteurs de la décision. D'ailleurs, les malades n'ont pas été consultés : ce n'est pas la tradition. (...)

Ce ne sont pas des médecins qui sont les ultimes responsables de cette ineptie : ce sont des administrateurs. Ils ne se placent pas sur le terrain de la médecine : ils sont guidés par des arguments économiques. De grandes structures, telles que l'hôpital Georges-Pompidou, seront l'occasion de substantielles économies d'échelle ; de plus petites, comme Pasteur ou Boucicaut, seraient devenues trop coûteuses.

Ces arguments sont aussi insultants pour la médecine que pour la science économique : la seule économie que font ceux qui les tiennent, c'est celle de la réflexion. Ni les déséconomies prévisibles d'une administration hospitalière hypertrophiée, ni les maladies nosocomiales, qui représentent déjà 12 % des hospitalisations, ni la destruction d'une culture médicale plus que séculaire, à un moment où tant de nouvelles pathologies infectieuses exigent ces extraordinaires facultés d'adaptation que l'hôpital Pasteur a déployées depuis un siècle, ne leur semblent de nature à ébranler leurs certitudes de décideurs. (...)

Le philosophe Paul Feyerabend notait que la science risque toujours de devenir la plus effroyable des tyrannies. Pour conjurer cette tentation, il s'est toujours trouvé des lieux, intérieurs à la science elle-même, où cette tentation était combattue. L'hôpital Pasteur était de ceux-là. (...)

M. Cohen
Issy-les-Moulineaux
(Hauts-de-Seine)

LeMonde Job: WMQ0812--0019-0 WAS LMQ0812-19 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 12:37 S.: 111,06-Cmp.:07,12, Base : LMQPAG 38Fap:100 N°:0675 Lcp:700 CMYK

fendre non pas seulement des intérêts nationaux ou régionaux, mais les intérêts de la planète tout entière, et désireuse de voir mettre en place les instruments d'une véritable gestion démocratique des intérêts de l'humanité. Car, dans les rues de Seattle comme dans les avenues du Net, personne ne manifestait pour qu'on prenne en compte les intérêts de son propre pays plutôt que ceux d'un autre, mais tous s'exprimaient au nom des intérêts communs à tous : à côté de la citoyenneté nationale est en train de naître une citoyenneté planétaire.

Le monde a donc besoin d'un forum où les opinions publiques pourraient débattre de ces intérêts vitaux de la planète sans attendre, pour le faire, de devoir manifester dans les rues des villes où se tiennent les réunions intergouvernementales. Un tel forum pourrait être une seconde chambre de l'ONU à côté de l'Assemblée générale. Pourraient s'y rencontrer les ONG, les syndicats, les entreprises. Ils y discuteraient de tous les enjeux de la mondialisation et donneraient leurs avis sur les agendas des négociations internationales avant leur finalisation.

Les institutions internationales existantes devront pouvoir disposer des moyens de traiter, dans la transparence, des sujets de leurs compétences pour éviter que l'OMC ne s'arroge, une fois de plus, le droit d'être un forum pour des sujets qui ne sont qu'accessoirement commerciaux. En particulier, les questions de la sécurité alimentaire doivent être confiées à la FAO, celles de l'harmonisation des normes sociales à l'OIT et celles de l'exception culturelle doivent être traitées à l'Unesco.

Là où il n'existe pas encore d'institutions compétentes, il convient de réfléchir à la création d'agences nouvelles, en particulier pour gérer des enjeux surgis avec la confrontation qui commence entre le marché et la démocratie : l'environnement, l'apparition de monopoles mondiaux, les enjeux de la génétique, les mouvements de populations.

Comme la fin de la seconde guerre mondiale a conduit à la naissance d'une Union européenne, la fin de la guerre froide pourrait conduire à la naissance d'une Union mondiale, sur un modèle voisin : une assemblée aux pouvoirs embryonnaires pour représenter les peuples, un conseil des ministres pour prendre les décisions, une commission pour les exécuter, et tout une série d'agences annexes pour les mettre en œuvre.

Evidemment, il sera beaucoup plus difficile de mettre en place entre deux cents nations ce qui fut conçu entre six ; les difficultés de l'élargissement de l'UE le rappellent tous les jours.

Mais on pourrait au moins commencer par se mettre d'accord sur des principes. Et comme on s'est beaucoup occupé ces dernières années, dans la folie des marchés, de mettre en place une *« corporate governance »,* c'est-à-dire des règles de transparence et de démocratie obligeant les responsables des entreprises à respecter les droits de leurs actionnaires, on pourrait décider d'une *« planet governance »*, par laquelle les Etats et les entreprises s'engageraient à respecter un certain nombre de devoirs de transparence et de démocratie à l'égard des citoyens du monde.

Tout cela peut sembler extrêmement utopique. Ce qui se passe dans le monde depuis 1989 devrait faire comprendre à ceux qui se croient des élites éternelles que les peuples ne font plus la distinction entre leurs rêves et leurs exigences.

Et qu'ils finissent par obtenir ce qu'ils veulent parce qu'ils ne se demandent plus si cela est possible. En ces temps de Nativité, tout se passe comme si le deuxième millénaire était en train d'accoucher du troisième. Fils du temps et de l'espace, il naît dans la douleur. A nous, en tout cas, qui allons le porter au baptême, de l'aider, ici et maintenant, à échapper à sa lourde hérédité.

Jacques Attali *est président de PlaNet Finance.*

La mondialisation n'est pas inéluctable

par Charles Pasqua

UNE fois encore, l'Histoire déjoue les pronostics. Les partisans de la *« mondialisation »* et de la dépossession sournoise des souverainetés nationales ont perdu. Ils voulaient faire le siège des Etats ? Ils se sont retrouvés en état de siège.

Un coup d'arrêt vient ainsi d'être donné, sous la pression des peuples, à ce nouveau totalitarisme de notre temps qui se présente sous l'appellation avenante de *« mondialisation »* alors qu'il ne s'agit que d'asservir les peuples, les langues et les nations aux intérêts marchands de groupes multinationaux et à la volonté d'hégémonie mondiale des Etats-Unis d'Amérique.

A Seattle, les Etats-Unis et les tenants de la pensée unique viennent de subir plus qu'un échec cuisant. Ils viennent de soulever, avec effarement et incrédulité, un coin du rideau sur les deux grands bouleversements que nous réserve le siècle à venir : la fin de l'idéologie de la mondialisation et la fin de la construction d'une Europe fédérale.

Premier bouleversement, le coup d'arrêt de Seattle va en effet marquer la fin de l'idéologie de la mondialisation, tout simplement parce qu'il en a démasqué le fonctionnement devant les peuples du monde entier.

Les partisans de la pensée unique prétendaient que la *« mondialisation »* était un *« fait »* qui s'imposait à tous, un fait *« irréversible »* parce que répondant à une loi de l'Histoire, un fait *« inévitable »* parce que découlant des progrès techniques et d'abord d'Internet.

Or les manifestations monstres de Seattle, sans précédent depuis la guerre du Vietnam, et, bien plus encore, la détermination farouche de toutes les délégations de refuser le rouleau compresseur de la marchandisation du monde négatrice des peuples, des cultures et des intérêts nationaux, ont contraint les organisateurs à renoncer au lancement d'un nouveau cycle de démantèlements. Il n'était dès lors décemment plus possible de prétendre, devant l'accumulation des blocages intergouvernementaux et au milieu des émeutes et des gaz lacrymogènes, que l'objectif poursuivi par la conférence de Seattle était de rétablir un nouvel ordre mondial.

La preuve a ainsi été fournie que la *« mondialisation »* n'est pas un phénomène tombé du ciel, qu'elle n'est ni inéluctable ni irréversible. Ce n'est que la variante d'une idéologie ultralibérale qui postule l'incompétence des Etats et que l'on tente d'imposer aux peuples en catimini. Quant à Internet, son rôle dans les débats de Seattle s'est révélé nul, sauf pour contribuer à la mobilisation des manifestants. Le pseudo-argument technique sur lequel repose le discours de la *« mondialisation inévitable »* est ainsi apparu dans toute sa vacuité : il ne pèse d'aucun poids face aux rapports de forces économiques et politiques, face aux intérêts des peuples et des nations.

Second bouleversement : le coup d'arrêt de Seattle préfigure aussi la fin de la construction d'une Europe fédérale parce qu'il a mis en lumière de façon éclatante l'attelage grotesque dans lequel se ligotent par idéologie les principales puissances européennes.

Il ne fallut en effet pas plus de quelques minutes pour constater que le commissaire européen, bien que de nationalité française, avait décidé de parler l'anglais, c'est-à-dire la langue du maître. La stupéfaction des pays francophones fut d'autant plus grande que le français est l'une des trois langues de travail de l'OMC. Bien entendu, nos dirigeants ne protestèrent pas.

Il ne fallut pas plus de quelques heures pour que le même commissaire mît son pays d'origine dans l'obligation de le désavouer, car il avait décidé de sa propre initiative de déposer un document écrit n'ayant pas reçu l'aval des gouvernements européens et piétinant certains de nos intérêts nationaux les plus fondamentaux.

Il ne fallut pas plus de quelques jours pour constater la dislocation du « front » constitué par l'Union européenne, que l'on prétendait pourtant si ferme la veille même de l'ouverture des débats : plusieurs Etats membres de l'UE tombèrent d'accord pour désavouer la Commission.

Une seule chose permit à l'UE d'éviter de se déchirer en public davantage encore : il avait été opportunément prévu d'achever la conférence de Seattle le 3 décembre. Cette date-butoir permit de mettre un terme à la pétaudière générale qui était en train de dégénérer dans la ville de Boeing et de Microsoft.

Ce ne sont donc pas seulement les Etats-Unis d'Amérique qui viennent de connaître ainsi leur premier Vietnam commercial ; c'est aussi la construction européenne fédérale qui a fourni la preuve à la fois de son inconsistance et du danger qu'elle représente pour nos intérêts vitaux.

Ces deux camouflets ne m'affligeraient pas outre mesure, on s'en doute, si la France n'était pas apparue aux yeux du monde, malheureusement et une nouvelle fois, comme n'étant pas à la hauteur de son histoire et de sa vocation. Il manque à notre pays, de façon aveuglante, un chef d'Etat ou de gouvernement qui aurait mis en garde préalablement les Etats-Unis et l'ensemble de la planète sur le désastre que recelait en germe cette offensive impériale dite de *« mondialisation »,* tout comme l'avait fait le général de Gaulle dans son célèbre discours de Phnom Penh, en 1966, lorsqu'il avait mis en garde les Américains contre leur futur enlisement vietnamien.

Personnellement, dès le 28 octobre, j'avais pourtant solennellement demandé par voie de presse au président de la République et au premier ministre de prendre l'initiative d'arrêter cette absurdité. Lors de l'examen à l'Assemblée nationale du mandat à confier à la Commission de Bruxelles, seuls les députés du RPF avaient déposé des amendements demandant que la France propose aux membres de l'OMC le report de ces négociations, en attendant, en vertu du plus élémentaire bon sens, que toutes les mesures adoptées lors du cycle précédent aient été mises en application et qu'un bilan complet et objectif des conséquences de ces mesures ait été établi.

Pour avoir dit cela, pour avoir annoncé la vérité au peuple français, nous avons été ridiculisés et caricaturés sans relâche. On a dit que nous étions des *« nationalistes frileux »* et des *« protectionnistes »* favorables à un renfermement *« nostalgique »* de la France sur elle-même. Nous avons même été comparés à Pétain par l'actuel ministre de l'économie et des finances, lequel s'est enfui après deux jours passés à Seattle, probablement pour ne pas endosser la responsabilité de l'échec qu'il voyait enfin arriver.

Tout cette haine à notre encontre n'est fondée que sur le mensonge et le refus de nous écouter. Pas une seconde nous n'avons prétendu vouloir remettre en cause les acquis de tous les cycles du GATT qui ont précédé les accords de Marrakech, pas une seconde nous n'avons proposé de dénoncer les milliers d'accords bilatéraux ou multilatéraux qui lient notre pays au reste du monde.

D'ailleurs, le rejet d'un nouveau cycle de démantèlement à Seattle, qui est exactement la mesure que j'avais demandée, en vain, à nos gouvernants de proposer d'emblée, va prouver aux yeux de tous que le ciel ne va pas nous tomber sur la tête : nul renfermement sur soi-même ne pointe à l'horizon, la France n'est pas menacée de se transformer en Corée du Nord, nos importations et nos exportations vont continuer à représenter près du quart de notre PIB, et nous allons donc demeurer, et de très loin, l'un des pays du monde les plus ouverts aux échanges internationaux !

Moi, je fais confiance aux Français et à leur intelligence. Je suis sûr qu'ils ne sont pas dupes de tout ce qui vient de se passer. Bien moins lassés de la politique que l'on ne veut bien le dire, ils observent l'évolution des événements avec intérêt et jugent en leur for intérieur ce que leur disent les différents responsables politiques nationaux. A n'en pas douter, la situation politique du pays est en train de mûrir de façon souterraine, et c'est cela aussi qui constituera bientôt l'un des grands bouleversements du prochain siècle.

Il manque à notre pays, de façon aveuglante, un chef d'Etat ou de gouvernement qui aurait mis en garde préalablement les Etats-Unis et l'ensemble de la planète sur le désastre que recelait en germe cette offensive impériale dite de « mondialisation »

Charles Pasqua, *ancien ministre, député européen, est président du Rassemblement pour la France.*

LeMonde Job: WMQ0812--0020-0 WAS LMQ0812-20 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:29 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0501 Lcp:700 CMYK

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Inquiétante Russie

DANS quelques jours, quelques semaines, Grozny sera rasée, totalement. La capitale de la République de Tchétchénie sera écrasée sous les bombes. Une ville qui comptait 350 000 habitants en 1994 sera anéantie, réduite à un champ de ruines. Les généraux russes ont donné jusqu'au 11 décembre à la population pour partir, par un prétendu *« corridor humanitaire »*. Elle ne le fera sans doute pas : certains de ces *« corridors »* ont été des champs de tir ; l'artillerie et les chars russes y ont décimé des colonnes de réfugiés. Au prétexte de déloger des *« terroristes islamistes »*, un gouvernement central, celui de Vladimir Poutine, raye une ville entière de la carte de son propre territoire ! Il organise de force des transferts massifs de populations.

Il faut remonter à l'époque stalinienne pour trouver quelque méfait ressemblant au gigantesque pogrome ainsi conduit dans une Tchétchénie depuis toujours rebelle à la domination russe. On veut bien rappeler que le gouvernement de Grozny était faible, qu'il a laissé s'implanter en Tchétchénie des bandes de criminels et que celles-ci ont cherché à déstabiliser le Daghestan voisin. Il reste que dans les annales du crime d'Etat, la « campagne » de Tchétchénie 1999 figurera en bonne place.

Longtemps, trop longtemps, les Occidentaux ont tout pardonné à Boris Eltsine. Il ne fallait pas embarrasser la Russie. Déstabiliser M. Eltsine, en dénonçant l'incurie et la brutalité de son régime, c'était faire le lit des « rouges-bruns » : un mélange de communistes, d'ultranationalistes et de militaristes anti-occidentaux. Mais c'est exactement cette politique, celle des « rouges-bruns », que conduit le tandem Eltsine-Poutine, appuyé par quelques généraux revanchards, nostalgiques de la Grande Russie, et soutenu par un éventail de partis allant de l'extrême droite aux communistes, en passant par la quasi-totalité des « réformateurs » et des « libéraux » de l'après-soviétisme.

Ces gens-là ont convaincu les Russes, d'abord victimes de l'incapacité et de la malhonnêteté de leurs dirigeants, que l'interminable liste de pathologies dont le pays est affecté est imputable à l'Ouest. Gros bailleurs de fonds du régime Eltsine, les Occidentaux sont aujourd'hui détestés à Moscou, ouvertement considérés comme des ennemis, unanimement accusés d'avoir humilié la Russie en élargissant l'OTAN, en intervenant au Kosovo, en nouant des relations au Caucase avec des pays qui, de l'Azerbaïdjan à la Géorgie, cherchent à échapper à la tutelle russe. La bataille de Grozny signe aussi la faillite d'une certaine politique occidentale vis-à-vis de la Russie.

C'est leur ressentiment devant ce qu'ils perçoivent comme autant d'échecs, diplomatiques ou militaires, leur amertume devant leur faillite économique, leur frustration devant l'état lamentable de leur pays que les dirigeants russes font payer aux Tchétchènes. Il s'agit de flatter l'ego national d'une population russe accablée en s'offrant un succès militaire sur le dos du peuple tchétchène. La Russie qui entre ainsi, à coups de bombes et sur les ruines de Grozny, dans le XXIe siècle est un pays inquiétant.

Le Monde est édité par la **SA LE MONDE**
Président du directoire, directeur de la publication : **Jean-Marie Colombani**
Directoire : **Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy**, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : **Edwy Plenel**
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ;
Michel Kajman *(Débats)* ; Eric Fottorino *(Enquêtes)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : **Robert Solé**

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la **SA Le Monde**
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises,
Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La vieille Europe menacée

LES NATIONS UNIES s'engagent sur une voie qui pourrait les mener à la faillite. Telle est la constatation à laquelle aboutit l'observateur impartial au terme de cette quatrième assemblée générale ordinaire. Evidemment, soixante-deux des soixante-douze questions figurant à l'ordre du jour ont été résolues plus ou moins bien. Mais le sort du monde ne se règle point par une course contre la montre ou des statistiques de secrétariat.

Or les Nations unies, auxquelles la charte de San Francisco avait assigné la charge de maintenir la paix, entreprennent au contraire une œuvre de dissolution des vieilles nations occidentales. On s'est assurément gardé d'attaquer de front la vieille Europe. La manœuvre, que l'on peut qualifier d'enveloppante, a été portée sur le terrain « colonial ». Une Libye géographiquement et ethniquement divisée, politiquement presque à zéro, a été promise en deux ans à une indépendance et une unité que l'Egypte a mis un siècle et demi à conquérir.

La Grande-Bretagne et la France d'autre part sont déclarées comptables envers les Nations unies de territoires leur appartenant en propre, et se voient imposer dans certains domaines des conventions pour la première fois dans l'histoire dépouillées de la clause dite coloniale. Ces résolutions constituent l'indication nette d'une tendance qui, autour des « émancipés » récents d'Asie et du Moyen-Orient, rallie le bloc des voix sud-américaines. Ainsi une coalition puissante par le nombre de votes se forme qui enveloppe les dernières redoutes des vieilles nations d'Europe occidentale.

Maurice Ferro
(8 décembre 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : **http : //www.lemonde.fr**

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : **3617 code LMDOC (5,57 F/mn)**
ou **08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)**

Le Monde sur CD-ROM : **01-44-88-46-60**
Index du *Monde* : **01-42-17-29-33.** *Le Monde* sur microfilms : **03-88-71-42-30**

Films à Paris et en province : **08-36-68-03-78**

L'Européen, lui... *par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française*

ON A BEAU les savoir sans fondement ou presque, les préjugés qu'entretiennent les nations les unes sur les autres renaissent sans cesse ; à la faveur des tensions mondiales, par exemple, ou des compétitions sportives. L'embargo français sur le bœuf britannique a réveillé la guéguerre des stéréotypes entre les deux pays. Seattle a redonné vie aux antagonismes entre continents vieux et nouveau, roquefort contre hamburger. La Coupe Davis a vérifié l'idée reçue sur l'Australien sportif, lequel – soupçon compensatoire du vaincu – ne serait peut-être rien d'autre qu'un tas de muscles surentraîné, face au panache subtil dont les Français s'octroient l'apanage.

Pour les autres, nous aurions plutôt une solide réputation de « légèreté», aussi vrai que l'Allemand est belliqueux et l'Anglais flegmatique : la litanie est connue (cf. *Le Sottisier de l'Europe*, de Plumyène et Lasierra, hélas introuvable, comme – cliché dans le cliché – tous les bons livres !) Constance troublante : les grands esprits ne sont pas les derniers à enrichir, pour peu qu'ils voyagent, le florilège des a priori grossiers chers au Flaubert du *Dictionnaire des idées reçues*. Le pied des Anglaises est jugé « bête » par Jules Vallès, « de canard » par Nietzsche, et il est réduit, par Stendhal, à sa fonction de marcher (sic !). Selon Radiguet, la beauté grecque n'est jamais qu'une « femme laide portant une amphore ».

Il n'est pas rare, on le sait, que les condamnations sommaires se retournent comme des gants. Ce n'est pas tel ou tel ressortissant qui est réputé mauvais payeur ou piètre amant, c'est l'Autre, systématiquement. Les mêmes reproches s'adressent d'une ville à l'autre, d'une culture à la voisine. Un proverbe veut que l'espagnol soit la langue des amants, l'italien celle des chanteurs, le français celle des diplomates, l'allemand celle des chevaux. Cela, ou le contraire ! La justesse de la formule importe moins que son air ronflant d'oracle. Ainsi rabâche-t-on depuis la nuit des batailles européennes le pragmatisme anglais, le cartésianisme français, l'abstraction allemande. Certains y ajoutent le génie de la chimie, sans crainte des contradictions, lesquelles font des mêmes Anglais les champions de la perfidie et du *fair-play*, et de nous autres un mixte de folie des grandeurs et de frivolité.

Des aphorismes, le stéréotype saute souvent à la petite blague dite significative à double ou triple effet, sur le modèle de Dieu recevant les ministres des trois cultes monothéistes, ou de diverses « races » se retrouvant dans un radeau de survie. Sans parler du fond d'histoires belges ! L'actualité donne l'illusion de nouveauté alors que sont resservis les mêmes préjugés. Le téléphone portable commence à fournir des scénarios. Les violences en ex-Yougoslavie alimentent des « tous les mêmes ! », des « ne pensent qu'à s'étriper », menant à « laissons-les faire ! ». Le « ces gens-là » n'est pas loin, première étape classique vers « ils sont beaucoup », ou « partout », autant dire : « trop », traitement dont Arabes et homosexuels disputent désormais aux Juifs le lugubre privilège.

Malgré le contenu révoltant que la plaisanterie véhicule en contrebande, l'idée fausse tend à devenir non une idée juste – il peut y avoir de la fumée sans feu –, mais un fait à considérer, tant les représentations que les peuples se font d'eux-mêmes et des autres interviennent dans leur histoire. L'association Europartenaires, qu'anime Jean-Noël Jeanneney, a demandé à des experts, le 4 décembre à l'Unesco, comment le long contentieux d'idées toutes faites entre Européens risque de gêner leur union, et comment il pourrait, une fois aplani, y conduire (cela donnera un livre, bientôt, chez Odile Jacob). A la limite, ne doit-on pas espérer, comme une marque d'appartenance, qu'un même préjugé dénigre les habitants du Vieux Continent, jusqu'ici occupés à se critiquer entre eux ? A quand l'automatisme : « L'Européen, lui... » !

Deux héritages compliqueront la tâche : la colonisation, qui assimilait l'Européen au colon ; et la séduction – répulsion qui poussait l'Américain Henry James à confondre, en nous, raffinement et perdition. Libéralisme sauvage contre marché régulé ? En quelques jours de débats avortés, l'OMC a vu les tensions se schématiser, les rôles se distribuer, des vedettes grimper à l'affiche.

Vous connaissez la dernière ? Clinton rencontre José Bové dans un *fast-food* de Seattle où l'on sert des steaks anglais au fromage français... Vous ne la connaissez pas ? Moi non plus, mais on la sent venir.

Le XXIe siècle sera scénarisé ou ne sera pas.

Objectif 2000 *par Jean-Paul Lubliner*

Lundi 6 décembre, J – 26 : préparation du « Village des enfants ».

Le christianisme social en quête d'originalité

AVAIT-ON jamais entendu une autorité financière confesser aussi explicitement sa foi ? *« Je n'arrive pas à imaginer que j'aurais pu faire tout ce que j'ai fait en dehors de ma vie de foi et de prière»* : cet acte de foi est de Michel Camdessus, directeur général (démissionnaire) du Fonds monétaire international (FMI), s'exprimant le 27 novembre à la tribune des Semaines sociales de France, devant 2 500 patrons, syndicalistes, enseignants, militants associatifs.

Un message de foi chrétienne est-il pertinent pour affronter les défis humains, sociaux, éthiques du XXIe siècle ? La question posée par cette 74e édition des Semaines sociales, présidées par Jean Boissonnat, pourrait bientôt ne plus l'être, tant la parole des institutions religieuses semble ignorée, reléguée dans la sphère du « privé», voire disqualifiée. Le paradoxe pourrait ainsi s'énoncer : l'*« enseignement social »* du christianisme – solidarité, subsidiarité, réduction des inégalités, intégration des minorités – s'est si bien imposé, au prix de combien de compromis et de soupçons, qu'il peine désormais à faire la preuve de son originalité.

Venu retracer un siècle de christianisme social – depuis la célèbre encyclique *Rerum novarum* (1891) de Léon XIII découvrant la « question ouvrière » –, l'historien Etienne Fouilloux en a montré les utopies successives (la restauration d'une « chrétienté»), l'inventivité, les voies de traverse autant que les succès. Il a rappelé la contribution des *« trois D »* – Michel Debatisse, Jacques Delors, Eugène Descamps – à la vitalité du catholicisme des années 50 et 60 et à l'effort de modernisation des campagnes et du syndicalisme ouvrier. Mais destiné à ranimer la flamme, sans nostalgie superflue, un tel parcours historique éclaire surtout les silences et les absences d'aujourd'hui. Si des chrétiens continuent d'irriguer les réseaux du syndicalisme, de l'éducation, de la communication, de la réflexion médicale et éthique, leur originalité de « levain dans la pâte » se trouve, sinon occultée, au moins diluée dans le flot des propositions multiples et concurrentes.

LE « DÉGRISEMENT DES ABSOLUS»

Pourtant, à entendre deux philosophes comme Marcel Gauchet et Paul Valadier, la pertinence du message social du christianisme en cette fin de siècle est plus évidente qu'elle ne l'a jamais été. Pour le premier, l'aptitude des Eglises et des militants chrétiens à se faire entendre est d'autant plus grande que le poids social et la capacité normative des institutions religieuses ont diminué. Si le XXe siècle a été celui des *« absolus »* religieux, autant que politiques ou idéologiques, ceux-ci sont en période de *« dégrisement »*. *« Le relatif, la limite, la finitude, c'est désormais notre condition à tous »*, explique Marcel Gauchet.

Paul Valadier croit également que les antagonismes d'hier entre la foi et la raison ont fait leur temps. Et qu'une raison qui doute d'elle-même, au point de virer à l'*« irrationnel »*, est aussi périlleuse que la raison triomphante d'hier. S'il est vrai que la foi sans la raison tourne à l'*« illuminisme »* et que les Eglises n'ont plus les moyens de régenter les comportements, la révision à la baisse des prétentions de la foi et de la raison ouvre la voie, selon lui, à une écoute mutuelle et à une collaboration nouvelle. Pour Marcel Gauchet, le christianisme social a même encore de beaux jours devant lui s'il respecte les règles d'un monde devenu *« relatif »* et *« pluraliste »*. Paul Valadier ne dit pas autre chose quand il affirme que les Eglises doivent *« sortir des attitudes autoritaires pour retrouver une crédibilité sociale »*.

Les pistes ne manquent pas pour une expression renouvelée d'un militantisme chrétien. Selon Michel Camdessus, l'*« option préférentielle pour les pauvres »*, tirée de l'Evangile, est plus actuelle que jamais à l'heure de la mondialisation. Alléger la dette des pays sous-développés, mettre la réduction de la pauvreté *« au cœur des stratégies internationales »*, bannir le commerce des armes, *« cause première du retard du développement de l'Afrique »*, démontrer aux dirigeants des pays pauvres la *« relation circulaire »* entre l'intégrité personnelle et la gestion financière : autant de propositions livrées comme testament par le directeur du Fonds monétaire international. Responsabilité des Etats autant que des individus, solidarité, citoyenneté aux dimensions du monde : l'Eglise n'a pas le monopole de cette sagesse sociale, mais elle doit ouvrir d'urgence le chapitre sur la mondialisation, qui manque à son discours et à son action.

La restauration du « lien social » est aussi une exigence d'ordre interne. A sa manière, le sociologue Pierre Rosanvallon est venu aussi faire passer ce message. Le déclin de l'Etat-providence laisse le champ libre à toutes les formes de revendication, de *« nostalgie »*, de *« repli communautaire »*, de *« nationalisme »* et de *« populisme »*. Si, au sein de *« démocraties engourdies »*, la recomposition du lien social doit être une priorité politique, les militants syndicaux ou associatifs qui se réclament des principes chrétiens ont aussi leur mot à dire.

Autant de raisons pour les Eglises d'intervenir davantage : qu'ont-elles à dire, par exemple, sur les stock-options ? Ou sur *« la domination invisible du capitalisme financier dans l'empire planétaire unifié par Internet »*, selon le mot de Jean Boissonnat ? Quel *« nouveau contrat social »* pour lutter contre la violence et l'exclusion ? Le président des Semaines sociales ne pouvait qu'en appeler à la collaboration des mouvements laïcs, au besoin dans l'indépendance de la hiérarchie ecclésiastique, *« pour éviter les prises de position hâtives, incertaines, sur des sujets techniques et de vie concrète »*.

Henri Tincq

LeMonde Job: WMQ0812--0022-0 WAS LMQ0812-22 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 11:13 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0503 Lcp:700 CMYK

AGROALIMENTAIRE **Douglas Ivester, PDG de Coca-Cola, quitte son poste, deux ans seulement après sa nomination. Une retraite expéditive pour ce dirigeant âgé d'à peine 52 ans ! ● DOUGLAS DAFT le remplacera en avril 2000. Il était jusqu'ici chargé des zones Asie-Pacifique et Afrique. ● APRÈS SEIZE années de croissance exponentielle, sous le règne de Roberto Goizueta, M. Ivester n'a pu maintenir la dynamique impulsée par son prédécesseur. ● COCA-COLA est confronté, depuis deux ans, à un retournement conjoncturel, mais aussi aux limites de sa propre hégémonie dans le domaine des boissons sans alcool. ● AVEC ORANGINA et Schweppes, la compagnie espérait se diversifier. L'échec partiel de ces acquisitions est d'abord celui de Doug Ivester. ● SON SUCCESSEUR, plus pragmatique et plus international, aura pour mission de modifier la culture du groupe.**

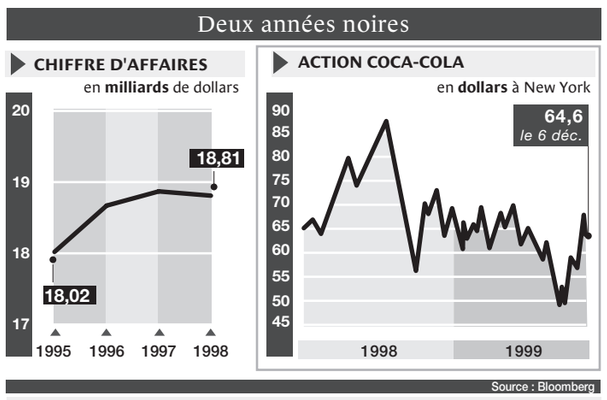
Douglas Ivester quitte la présidence de Coca-Cola

Le numéro un mondial des boissons sans alcool traverse une crise commerciale et financière. Il a été tenu en échec sur deux grands projets d'acquisition, Orangina et Schweppes. Douglas Daft, un Australien, sera chargé de redresser l'image et la situation du groupe

TEMPÊTE à Atlanta. Douglas Ivester, le PDG de « The Coca-Cola company », quitte son poste, deux ans seulement après sa nomination. Un passage éclair et une retraite expéditive pour ce dirigeant âgé d'à peine 52 ans ! M. Ivester sera remplacé en avril 2000 par Douglas Daft, chargé des zones Asie-pacifique et Afrique.

C'est par un communiqué que M. Ivester a annoncé, lundi 6 décembre, sa décision. *« Après une réflexion profonde, j'ai conclu qu'il était temps pour moi de passer à une autre étape de ma vie et de mettre en place une transition ordonnée »*. Une décision *« personnelle »*, a précisé le porte-parole du groupe, Robert Baskin, pour qui *« ce n'est pas le résultat d'une demande du conseil d'administration »*.

La SunTrust Banks, l'actionnaire historique du groupe d'Atlanta, a déclaré, par la voix de James Williams, que le conseil a accepté *« à contrecœur »* cette démission. En juin, alors que Coca-Cola était au centre d'une affaire d'intoxication alimentaire en Europe, cet actionnaire de référence avait renouvelé son soutien au dirigeant. *« Nous lui donnerions un contrat d'un siècle si nous pouvions »*, avait affirmé le même James Williams.



Sous le « règne » de Douglas Ivester, le chiffre d'affaires (à périmètre constant) et les profits ont régressé, et le cours de l'action n'a progressé que de 11 %.

« Il est la bonne personne à la bonne place et au bon moment. Les problèmes que le groupe traverse sont externes et seraient apparus quel que soit le dirigeant ». Un soutien total. Mais, depuis, la situation, déjà critique, ne s'est pas améliorée.

Le piédestal, sur lequel le groupe avait posé Doug Ivester en octobre 1997, s'est peu à peu fissuré. Après seize années de croissance exponentielle sous le règne de Roberto Goizueta, son successeur a pris les rênes au pire moment. Le groupe s'est trouvé confronté à un retournement conjoncturel et aux limites de sa propre hégémonie dans le domaine des boissons sans alcool.

Depuis 1997, Coca a enregistré un ralentissement de ses ventes mondiales. Le groupe a subi de plein fouet la crise asiatique et le recul des marché d'Europe de l'Est. Mais le problème du géant d'Atlanta est plus profond. Comment croître alors que le groupe a déjà des positions dominantes dans une grande partie du globe avec sa boisson fétiche ?

M. Ivester avait imaginé la parade : racheter des boissons différentes qui puissent élargir la gamme du groupe. En décembre 1997, Coca-Cola décidait de racheter Orangina pour en faire une marque mondiale. En décembre 1998, il concluait un accord mondial pour le rachat des marques de boisson du britannique Cadbury Schweppes. Deux opérations que M. Ivester n'a pas pu mener à terme.

Le rachat d'Orangina a été un échec total. Après deux ans de procédures, le gouvernement français a refusé, par deux fois, de laisser Coca-Cola prendre possession de la petite bouteille à l'orange en invoquant la défense de la libre concurrence en France.

Le deuxième projet d'acquisition est un échec partiel. M. Ivester voulait racheter Schweppes dans le monde entier sauf aux États-Unis. La Commission européenne a menacé l'entreprise *« d'amendes lourdes »* si elle ne soumettait pas ce projet aux autorités de Bruxelles. Par prudence, l'entreprise a abandonné une partie de l'Europe, l'acquisition n'étant effective qu'au Royaume-Uni, en Irlande et Grèce. En Australie, au Mexique et au Canada, l'entreprise affirme être encore *« en discussion avec des autorités de régulation »*, et le rachat n'est toujours pas réalisé. Sur ces deux opérations, l'image de la toute-puissance de Coca-Cola a été sérieusement écornée.

SUCCESSION DE DÉBOIRES

M. Ivester pouvait affirmer – sans humour – au *Monde* que son groupe n'avait que *« 2 % de part de marché mondial »* (*Le Monde* du 16 juin 1998) des boissons sans alcool... eau du robinet comprise. Personne n'est dupe. Le groupe détient sur le marché des colas, mais aussi sur celui des boissons sans alcool, des positions dominantes dans la plupart des pays. Des positions qui le font désormais se heurter, dans ses projets de croissance, aux autorités de régulation de la concurrence.

Le groupe se défend d'avoir besoin d'acquisitions pour croître : *« Orangina, tout comme Schweppes, sont des opportunités de rachat que nous avons saisies »* relativisait, il y a quelques jours, Robert Baskin. Il n'empêche : sur le troisième trimestre 1999, les marques du britannique Cadbury Schweppes ont pesé pour un tiers dans la croissance du groupe en volume. La succession des déboires et des mauvais résultats avait finalement poussé Doug Ivester à céder aux pressions de ses actionnaires au début du mois de novembre. Les investisseurs demandaient l'arrivée d'un "deuxième homme" aux commandes du groupe. M. Ivester avait rejeté cette solution mais annoncé un remaniement massif de son état-major. Trois hommes avaient, à cette date, pris un poids opérationnel plus important. Jack Stahl, 46 ans, déjà responsable de la division nord-américaine, s'était vu confier la zone Amérique latine et la marque de jus de fruit Minute Maid. James Chestnut, 49 ans, directeur financier du groupe, prenait en outre la direction de la communication et des ressources humaines. Enfin, Doug Daft, 56 ans, chargé d'une partie de l'Asie, était devenu responsable de l'Afrique. C'est ce dernier qui prend, en pleine tempête, barre du navire. Nommé directeur général, il prendra la présidence en avril 2000.

Sa tâche ne sera pas aisée. Lorsque les produits du groupe ont été soupçonnés, en juin 1999, d'avoir causé des malaises en Belgique puis en France, l'image de Coca-Cola a été atteinte. Cette crise a révélé la rigidité du fonctionnement du groupe d'Atlanta. C'est Doug Ivester, lorsqu'il secondait Roberto Goizueta, qui avait défini l'organisation mondiale du groupe. La machine Coca-Cola, dont le cœur névralgique bat à Atlanta, a montré qu'elle avait du mal à se mettre au diapason des marchés locaux. Alors que certains grands groupes, d'Unilever à McDonald's, prônent une organisation « multi-locale » pour être proche des consommateurs et de leurs attentes, le maitre de la planète soft drink était resté campé sur son système centralisé de compagnie globale.

L'autre défi que Doug Daft aura à relever concerne le produit lui-même. Doug Ivester était l'homme du "coca-cola". Toutes les études prouvent que les consommateurs demandent désormais des boissons plus naturelles. Elles pronostiquent un engouement massif pour les boissons sans bulles. Une des grandes batailles alimentaires du siècle prochain se fera sur l'eau. Coca-Cola y est déja présent. Doug Daft devra mener à bien ce changement majeur de culture.

Laure Belot

Les analystes financiers restent confiants

L'ANNONCE du départ de Douglas Ivester, le PDG de Coca-Cola, a secoué, lundi 6 décembre, l'ensemble du marché des actions aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones a cédé 0,54 %, affecté par le recul de l'action Coca-Cola – l'une des 30 valeurs qui le composent –, dont le cours a chuté de 5,43 %, à 64,06 dollars.

Du côté des analystes financiers, la surprise était de taille. *« Je suis très surpris. Ils perdent un homme de valeur »*, résumait Jay Freedman, analyste chez Lincoln Capital Management, interrogé par Bloomberg. Malgré tout, les professionnels se montrent plutôt confiants. Certes, quelques-uns ont, par prudence, adopté une position de neutralité dans leur recommandation sur le titre, à l'instar de la banque américaine Morgan Stanley Dean Witter qui conseillait auparavant d'acheter la valeur.

CHANGEMENT BÉNÉFIQUE

La grande majorité des analystes ont cependant conservé leur opinion très positive sur le titre. Martin Romm, chez Credit Suisse First Boston, a renouvelé son conseil d'achat. De même pour Caroline Levy, chez Schroder, qui a relevé son objectif de cours de 70 dollars à 76 dollars. Michael Branca, chez Lehman Brothers, est encore plus optimiste, puisqu'il estime que l'action peut atteindre 82 dollars dans les douze prochains mois.

La plupart des spécialistes de la valeur considèrent que le changement à la tête du groupe ne peut être que bénéfique pour relancer le groupe, après quatre trimestres consécutifs de baisse des profits. Le futur PDG, Douglas Daft, a déjà fait ses preuves en tant que responsable de la division Afrique et Moyen-Orient du groupe et dirigeant du département Schweppes Beverages. *« Sur le long terme, cet événement est positif pour Coca, car M. Daft est capable de redynamiser l'ensemble »*, estime Crit Thomas, gestionnaire chez National City Investment Management.

Les analystes espèrent surtout que l'action retrouvera un nouvel élan en Bourse. Au cours des vingt-cinq mois de Douglas Ivester à la tête de Coca, la valeur boursière du groupe s'est appréciée de 11 %, soit nettement moins que l'indice Dow Jones (40,3 %). Maigre consolation : son principal concurrent, PepsiCo, a, au cours de la même période, fait moins bien encore, avec moins de 4 % de hausse.

Cécile Prudhomme

PROFIL

UN AUSTRALIEN POUR RELANCER LA « WORLD COMPANY »

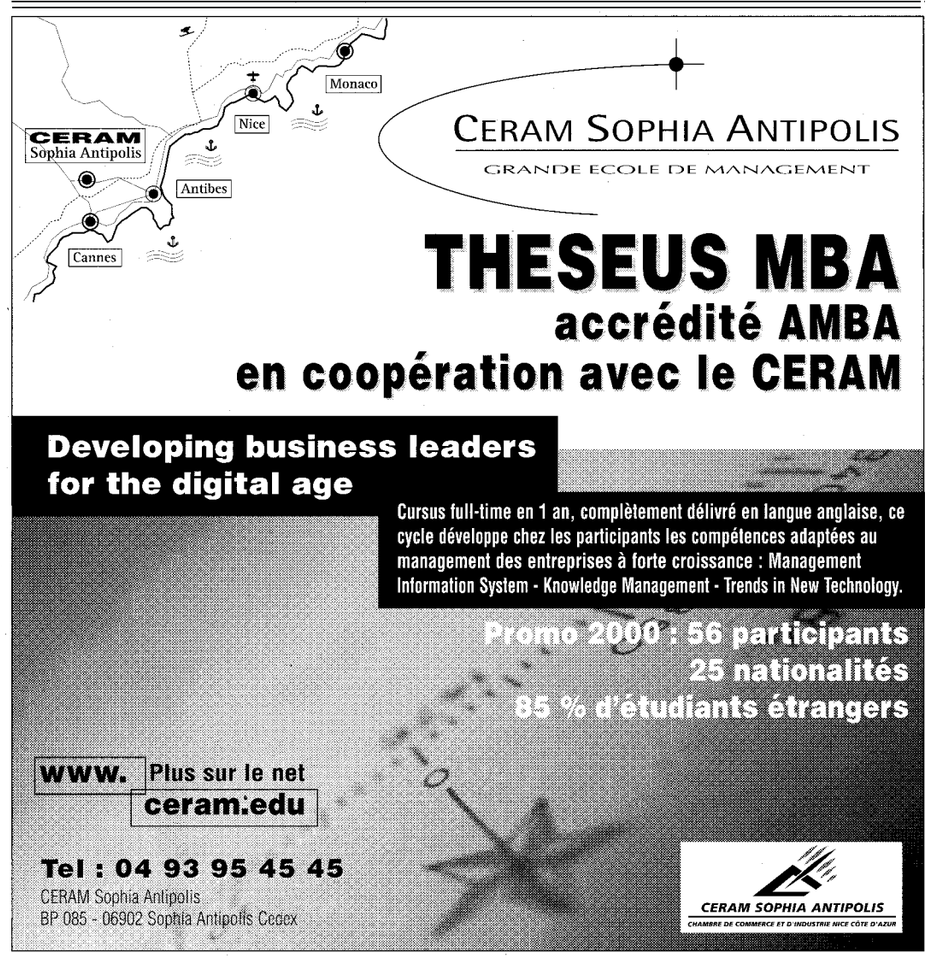
Deux ans après la mort de son patron mythique, le Cubain Roberto Goizueta, qui avait régné seize ans à Atlanta, The Coca-Cola Company a décidé de confier à nouveau ses rênes à un étranger. C'est un Australien, Douglas Daft, 56 ans, qui succédera, en avril 2000, à Douglas Ivester, natif, lui, de Géorgie.

Certes, à l'instar de Goizueta, Doug Daft a fait toute sa carrière dans la compagnie, où il est entré en 1969. Mais c'est bien pour son expérience internationale qu'il a été choisi. Sur ses trente ans chez Coca-Cola, M. Daft en a passé plus de vingt-cinq hors des Etats-Unis, essentiellement dans sa région d'origine. Après avoir dirigé diverses filiales, en Indonésie, à Hongkong, au Japon, il était, depuis 1991, le grand patron de toute la zone Asie-Pacifique, à laquelle il a ajouté, en 1995, l'Inde et le Moyen-Orient, deux territoires de conquête récente sur le grand ennemi Pepsi-Cola. En octobre dernier, lors du remaniement de l'état-major du groupe, M. Daft ajouta à son portefeuille l'Afrique et la nouvelle division Schweppes, issue du rachat de cette marque au groupe britannique Cadbury.

Ivester était un homme d'appareil : au cours d'une longue carrière de financier à Atlanta, c'est lui qui avait réorganisé les embouteilleurs de Coca-Cola en grands opérateurs continentaux, les Coca-Cola Enterprise et autre Coca-Cola Bottling. M. Daft, lui, est un homme de marketing et de terrain. Il fut, en 1997, aux premières loges de la crise asiatique, dont il sut limiter les dégâts en multipliant les initiatives. Pour compenser les baisses de commandes au Japon – premier marché de Coca-Cola après les Etats-Unis –, il y installera 100 000 distributeurs automatiques. Profitant des dévaluations locales, il achètera un embouteilleur en Corée et investira massivement en Thaïlande.

Des méthodes pragmatiques que les analystes s'attendent à le voir appliquer au plus haut niveau du groupe, après la gestion centralisée et rigide de l'apparatchik Ivester.

Pascal Galinier



Rebond surprise de l'euro

SURPRISE sur le marché des changes. Les analystes s'attendaient, après que l'euro fut tombé, jeudi 2 décembre, sous la barre symbolique de 1 dollar, à ce que sa chute s'accélère, c'est le contraire qui s'est produit. La monnaie unique a vivement rebondi, lundi 6 décembre. Elle est passée de 1,0010 à 1,0250 dollar en quelques heures, soit sa progression la plus importante en une séance depuis son lancement. Vis-à-vis de la devise japonaise, l'euro a également gagné du terrain. Sa valeur est passée de 102,90 à 105,25 yens.

La publication de plusieurs statistiques encourageantes pour l'économie de la zone euro est à l'origine de ce brusque et inattendu renversement de tendance. L'office européen des statistiques Eurostat a annoncé que le taux de chômage dans l'Euroland est descendu, au mois d'octobre, pour la première fois depuis décembre 1992, sous la barre des 10 %, à 9,9 %. Le président du Conseil italien, Massimo D'Alema, a, pour sa part, affirmé que son pays est en train de *« remonter la pente »*. *« Nous avons commencé plus tardivement que d'autres à privatiser, à libéraliser »*, a-t-il expliqué.

Mais c'est surtout l'annonce, lundi, d'une progression plus importante que prévu (+ 3,2 %), des commandes dans l'industrie allemande en octobre qui a impressionné favorablement les investisseurs internationaux. La situation économique difficile de l'Allemagne est, depuis plusieurs semaines, au centre de leurs préoccupations. Ils s'inquiètent non seulement des faibles performances de la première puissance économique de la zone mais aussi de la divergence croissante entre l'Allemagne et le reste du bloc.

SOULAGEMENT

Mardi matin, les chiffres de croissance et de chômage ont renforcé l'impression selon laquelle le pire, pour l'économie allemande, est passé. Le PIB a progressé de 0,7 % au troisième trimestre, après une hausse de 0,1 % au deuxième, tandis que le nombre de demandeurs d'emplois a reculé de 29 000 en novembre.

Avec une Italie et une Allemagne en meilleure santé, la zone euro paraît en mesure de lâcher définitivement le Japon – où le PIB a reculé de 1 % au troisième trimestre – mais également de combler son retard de croissance sur les Etats-Unis. Et l'euro pourrait retrouver grâce aux yeux des gestionnaires américains et asiatiques. L'autorité monétaire de HongKong a d'ailleurs annoncé, mardi, son intention d'augmenter ses réserves en euro.

Le rebond spontané de la monnaie unique est un soulagement pour les autorités monétaires européennes. *« Pour paraphraser ce que les Etats-Unis affirment depuis sept ans, à savoir qu'un dollar fort est dans l'intérêt des Etats-Unis, je dirais que je crois fermement qu'un euro fort est dans l'intérêt de l'Europe »*, a affirmé, lundi, le gouverneur de la Banque de France Jean-Claude Trichet. Certains analystes estiment que la BCE pourrait chercher à amplifier le mouvement de reprise de l'euro. *« Il vaut mieux intervenir avec le marché que contre lui »*, avait affirmé, il y a quelques jours, le président de la BCE Wim Duisenberg. Mais une intervention de la BCE devrait obtenir l'aval des gouvernements européens, responsables de la politique de change. Cette autorisation est loin d'être acquise. Samedi, le chancelier allemand Gerhard Schröder a répété qu'il n'était *« en aucun cas préoccupé »* par la faiblesse de l'euro.

Pierre Antoine Delhommais

LeMonde Job: WMQ0812--0023-0 WAS LMQ0812-23 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:58 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0504 Lcp:700 CMYK

Siemens s'autoadministre un traitement de choc avant son entrée à la Bourse de New York en 2001

L'accord avec Framatome s'inscrit dans son plan de restructuration

Avec 440 000 salariés et 68 milliards d'euros de chiffre d'affaires, le groupe de Munich fait figure de mastodonte. Son président, Heinrich von Pierer, s'emploie à transformer l'image de l'entreprise centenaire. Il cède des activités ou recherche des coopérations, à l'instar de l'alliance annoncée lundi 6 décembre dans le nucléaire avec Framatome, pour se redéployer dans des secteurs en forte croissance, comme Internet.

LA FUSION des activités nucléaires civiles de Framatome et de Siemens (*Le Monde* du 7 décembre) est une étape supplémentaire dans la mutation du groupe allemand. Engagé voici un an et demi, *« le programme en dix points »*, qui guide cette restructuration, veut redonner du souffle à un mastodonte qui emploie aujourd'hui plus de 440 000 salariés, pour un chiffre d'affaires de 134 milliards de deutschemarks (68 milliards d'euros) ! *« Nous entendons prendre la première place mondiale dans le maximum de nos activités »*, expliquait récemment Heinrich von Pierer, le président du directoire de Siemens, qui voit quatre façons de réaliser ses projets : *« acheter, coopérer, vendre ou fermer »*.

L'accord avec Framatome vient enrichir un chapitre « coopérations » déjà riche cette année. Siemens avait indiqué vouloir rester présent parmi les deux ou trois premiers groupes mondiaux du secteur. C'est chose faite, tandis que sa filiale KWU, spécialisée dans l'énergie, sera ainsi moins sensible à la sortie du nucléaire civil prévue par le gouvernement allemand. Au printemps, c'est dans l'informatique que Siemens s'était trouvé un partenaire, après une longue recherche riche en rebondissements, en fusionnant ses activités avec la filiale européenne du japonais Fujitsu. Leur société commune est en place depuis le 1er octobre.

RUMEURS

D'autres alliances sont en cours de négociation. Des pourparlers ont été entrepris pour élargir la coopération avec un autre japonais, Toshiba, dans le domaine des équipements médicaux. D'insistantes rumeurs évoquent également un rapprochement avec le canadien Bombardier dans les transports ferroviaires, mais Siemens juge que le moment n'est pas encore venu de passer à l'acte.

En outre, le groupe munichois a bouclé la cession d'activités jugées peu rentables ou sans potentiel de croissance au sein du groupe, à l'instar des systèmes de paiement et bancaires, vendus fin octobre. Peu avant, les composants électromécaniques avaient été cédés à l'américain Tyco International. Grande nouveauté pour une multinationale convertie sur le tard au principe de la création de valeur pour ses actionnaires : certains désengagements passent désormais par une entrée en Bourse. Un premier essai a été réussi cet automne avec Epcos, société de composants passifs, dans laquelle Siemens conserve une part modeste de 12,5 %. De même, Infineon Technologies (semiconducteurs) devrait être introduite à Francfort et à New York au printemps prochain. Conséquences de ces restructurations : environ 20 000 personnes devraient quitter le groupe d'ici à la fin de l'année, et la méthode employée soulève de nombreuses inquiétudes chez les salariés.

Ces différentes cessions, et les milliards de deutschemarks qu'elles génèrent, doivent permettre à Siemens de se renforcer dans d'autres domaines. Alors que la restructuration a été menée tambour battant, les acquisitions devraient désormais se multiplier. Les technologies de la communication sont au cœur des projets du groupe de Munich. Plus de 1 milliard de dollars ont été investis cette année dans des start-up de l'Internet. Comme ses concurrents, Heinrich von Pierer cherche à acquérir aux Etats-Unis les compétences et l'esprit d'innovation qui manquent parfois à son empire. Il entend aussi développer la part des services dans chacune de ses activités. Le groupe n'oublie cependant pas de se renforcer dans des secteurs plus traditionnels, comme l'énergie : Siemens a repris, ces derniers mois, le suisse Elektrowatt et la branche non-nucléaire de Westinghouse (dont les réacteurs ont été rachetés séparément par le britannique BNFL).

La stratégie du président de Siemens, dont l'action avait été jusque-là empreinte d'une grande prudence, a conduit à un changement radical de l'image du groupe. Siemens et son patron font désormais partie des « coqueluches » de la place de Francfort. *« La Bourse fête Siemens »*, proclamait récemment à la « une » le quotidien des affaires *Handelsblatt*. Autrefois perçue comme un placement de père de famille, l'action a vu sa valeur grimper de 147 % depuis le 1er octobre 1998 (contre 44 % pour le DAX, l'indice des valeurs allemandes). Les dirigeants de Siemens feront tout leur possible pour que cette euphorie se poursuive au moins jusqu'au début de 2001 : à cette date, le groupe allemand centenaire doit être introduit à la Bourse de New York.

Philippe Ricard

Le groupe allemand s'engage à rester au moins dix ans dans le nucléaire

L'alliance conclue, lundi 6 décembre, par Siemens et Framatome dans le nucléaire (*Le Monde* du 7 décembre) a suscité une série de réactions :

● **Christian Pierret :** Siemens *« s'est engagé à garder pendant dix ans au moins sa participation dans la société commune avec Framatome »* dans le nucléaire, a précisé lundi le secrétaire d'Etat français à l'Industrie. *« Ce rapprochement franco-allemand se fait sans aucun préalable. Il n'y a pas d'engagement à privatiser Framatome ou à lancer l'EPR (*le réacteur du futur, codéveloppé par Siemens et Framatome, NDLR) *avant que nécessaire. Aucune condition n'a été fixée pour que ce rapprochement se fasse »*, a également déclaré M. Pierret.

● **Christian Sautter :** cette alliance *« est un triple succès : un succès industriel, un succès européen et un succès de la méthode du gouvernement »*, s'est réjoui le ministre français de l'économie et des finances.

● **Gouvernement allemand :** *« Les autorités de la concurrence doivent se prononcer sur cette union »*, a laconiquement déclaré un porte-parole du ministère allemand de l'économie.

● **Siemens :** Norbert König, un des membres du directoire de KWU, la filiale énergie de Siemens, a estimé que la société commune *« sera moins dépendante des développements politiques dans les différents pays »* en référence aux projets du gouvernement allemand de sortir de l'atome civil.

● **Bourse :** la Bourse de Francfort a applaudi l'accord. Le titre Siemens a grimpé de 3,26 % à 112,97 euros dans un marché également en hausse.

Yannick d'Escatha, patron du CEA, rejoint EDF

Il sera directeur général délégué chargé de la production

PRESSENTI comme président d'EDF en 1998, il sera finalement le numéro deux de l'entreprise. Yannick d'Escatha, actuel administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), rejoindra l'électricien national comme directeur général délégué du pôle industrie, qui regroupe l'ensemble du parc de production et donc toutes les centrales nucléaires. Il succédera à Pierre Carlier, qui part à la retraite à la fin de l'année.

L'arrivée de cet X-Mines de cinquante et un ans dépend maintenant des pouvoirs publics. Ceux-ci doivent auparavant désigner et nommer en conseil des ministres le nouveau patron du CEA qui remplacera M. d'Escatha *« appelé à d'autres fonctions »*.

Un nom est avancé par *La Lettre de « L'Expansion »* pour sa succession : Pascal Colombani, directeur de la technologie au ministère de l'éducation, de la recherche et de la technologie. Son profil peut-il convenir à ce poste, le CEA étant traditionnellement dirigé par un X-Mines ? Pourquoi pas : Philippe Rouvillois, bien qu'énarque, a dirigé pendant six ans, de 1989 à 1995, cet organisme public. M. Colombani, qui a convaincu son ministre, Claude Allègre, de la bonne marche du CEA, a toujours témoigné un vif intérêt pour cette maison.

RECRUTEMENTS EXTERNES

Chez EDF, depuis plusieurs mois, les interrogations se sont multipliées sur le successeur de M. Carlier. Une solution interne a été rapidement écartée. Arrivé à la tête de l'électricien national en juin 1998 et bien décidé à casser les baronnies, pour transformer l'entreprise publique et l'ouvrir à la concurrence, François Roussely a privilégié les recrutements externes.

Il l'a fait dès janvier 1999, pour l'autre poste de directeur général délégué, chargé de la clientèle, en le confiant à Loïc Capéran, venu de Fiat. A la différence de M. Capéran, M. d'Escatha n'est pas un nouveau venu dans le monde de l'électricité et du nucléaire. Il a une légitimité reconnue. Né le 18 mars 1948 à Paris, il commence sa carrière par la recherche et l'enseignement. Spécialiste de la mécanique de la rupture, il participe en 1973 à l'élaboration de la réglementation technique française pour les réacteurs nucléaires, puis à son application en tant qu'expert au ministère de l'industrie. En 1978, il est nommé chef du bureau de contrôle de la construction nucléaire à ce ministère.

DISSENSIONS

Quatre ans plus tard, en 1982, il rejoint une filiale du Commissariat à l'énergie atomique, Technicatome, dont il devient directeur général adjoint en 1987. En mars 1990, il se voit confier la direction des techniques avancées, puis devient successivement administrateur général adjoint (1992) et administrateur général (1995) du CEA. Confronté à l'arrêt définitif du surgénérateur Superphénix et aux interrogations sur le devenir du nucléaire, le patron du CEA a restructuré cet organisme tant dans le civil que dans le militaire, dont les programmes nucléaires ont été revus à la baisse par le gouvernement. Ses résultats ont été appréciés et salués par les pouvoirs publics.

Son transfert chez EDF relance, en interne, des rumeurs sur les difficultés qu'aurait la nouvelle équipe à réformer cette entreprise et sur d'éventuelles dissensions à la tête du groupe. L'état-major de M. Roussely qualifie ces bruits de totalement *« infondés »* et préfère saluer les *« compétences fortes »* des deux directeurs généraux délégués, Loïc Capéran et bientôt Yannick d'Escatha.

Jean-François Augereau et Dominique Gallois

Mises en examen chez IBM pour entrave au fonctionnement du comité d'établissement

MONTPELLIER
de notre correspondant

Trois dirigeants et un ancien responsable d'IBM France ont été mis en examen à Montpellier pour *« entrave au fonctionnement du comité d'établissement (CE) »*. Bernard Dufau, PDG d'IBM France, Michel Antoine, directeur des relations sociales, Bruno Hibert, président du comité d'établissement de Montpellier, et Frédéric Janin, ancien directeur du site montpelliérain, ont été avisés des poursuites dont ils font l'objet par lettre recommandée, en fin de semaine dernière. Cette mise en examen s'inscrit dans le cadre d'une plainte avec constitution de partie civile déposée par la CFDT métallurgie de l'Hérault et le comité d'établissement du site IBM de Montpellier le 11 janvier 1999.

Le premier grief fait à la société concerne le non-versement au comité d'établissement de Montpellier d'une subvention de fonctionnement annuelle. Le code du travail prévoit que le chef d'entreprise verse au CE une somme équivalente à 0,2 % de la masse salariale brute. Considérant qu'il verse déjà l'équivalent de 0,8 % de sa masse salariale, sous forme de différentes prises en charge (mise à disposition de personnel, frais de déplacements, mètres carrés non facturés, etc.), la direction d'IBM a toujours refusé de verser cet argent.

Dans un procès-verbal de juillet 1996, l'inspection du travail de l'Hérault avait rejeté ces arguments : elle relevait qu'IBM contournait la réglementation et facturait, en outre, les locaux du comité d'établissement de Montpellier à un prix supérieur à celui proposé aux autres entreprises installées sur son parc. En octobre 1997, le tribunal de grande instance de Montpellier avait à son tour jugée illégale l'attitude d'IBM. Un expert, qui vient de remettre un pré-rapport, évalue le préjudice subi par le CE de Montpellier à environ 15 millions de francs.

« CONTENTIEUX TECHNIQUE »

La CFDT reproche aussi à la direction de publier des comptes nationaux qui ne permettent pas de savoir ce qu'elle doit verser réellement à chacun de ses onze CE en France. Mais il la soupçonne surtout de sous-estimer la masse salariale globale sur laquelle elle se fonde pour calculer la subvention qu'elle verse annuellement pour les œuvres sociales et culturelles de ses CE, une autre de ses obligations d'employeur. Le compte de résultat, qui sert de référence à ce calcul, est minoré par rapport au compte qu'elle dépose au greffe du tribunal de commerce. Entre-temps, elle procède à des abattements qui excluent notamment les salariés détachés ou ceux exerçant outre-mer. Selon la CFDT, près de 400 millions de francs seraient ainsi soustraits des comptes d'IBM France chaque année : cela représenterait un manque à gagner de plus de 81 millions de francs pour l'ensemble des CE. Le syndicat reproche, enfin, à la direction d'avoir réduit illégalement le taux de calcul de sa subvention socioculturelle, lors de l'intégration de huit de ses filiales en 1998, en se fondant sur un accord-cadre qui n'a pas été approuvé par l'ensemble des syndicats.

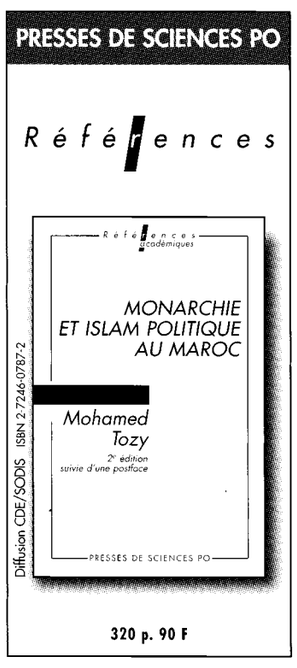
Précisant qu'*« il n'y a aucune accusation personnelle à l'encontre des dirigeants d'IBM France »* et que *« cette procédure s'inscrit dans le cadre d'un contentieux technique »*, la direction a annoncé dans un communiqué qu'*« elle fera valoir des arguments très précis pour expliquer les décisions qui ont été prises »*. Ces mises en examen surviennent dans un contexte délicat pour IBM. Mercredi 1er décembre, la cour d'appel de Montpellier avait condamné IBM à verser plus de 20 millions de francs de dommages et intérêts à 173 de ses anciens salariés pour licenciement déguisé. Au même moment, le conseil des prud'hommes jugeait qu'IBM avait fait preuve de discrimination salariale à l'égard de Jean-Claude Arfélix, actuel secrétaire du CE de Montpellier et principal animateur de la CFDT dans l'entreprise.

Jacques Monin

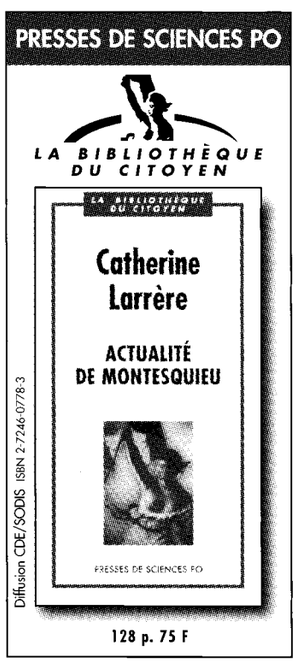
Exxon Mobil cède à Veba ses parts dans Aral

DANS LE CADRE DE SA FUSION AVEC EXXON, le pétrolier américain Mobil a annoncé la vente à Veba Oel des 28 % qu'il détient dans le réseau de stations-service allemand Aral. Ce désengagement était une des conditions requises par la Commission européenne pour autoriser la fusion des deux pétroliers. La filiale pétrolière du conglomérat Veba spécialisé dans l'énergie portera sa participation de 56 % à 99 % dans Aral, car il reprend également les 15 % détenus par Wintershall, filiale de BASF.

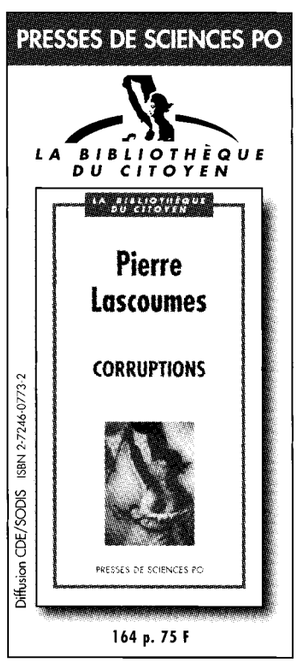
Aral exploite plus 2 400 stations-service en Allemagne et quelque 400 à l'étranger. La société est leader sur son marché domestique avec une part de marché de 20 %. Cette acquisition ouvre à Veba *« de nouvelles perspectives stratégiques dans le secteur de pétrole »*, a indiqué le président du directoire de Veba, Ulrich Hartmann. *« Veba Oel va être un partenaire attractif pour des coopérations ou des alliances à l'échelle internationale »*.



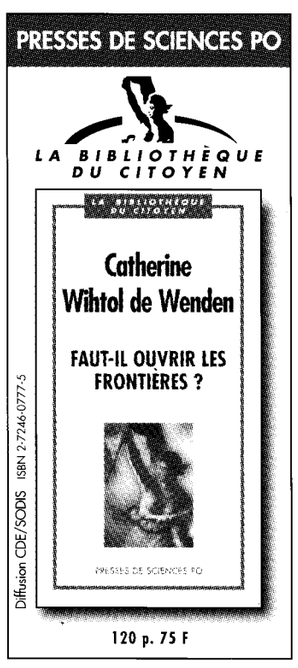
320 p. 90 F



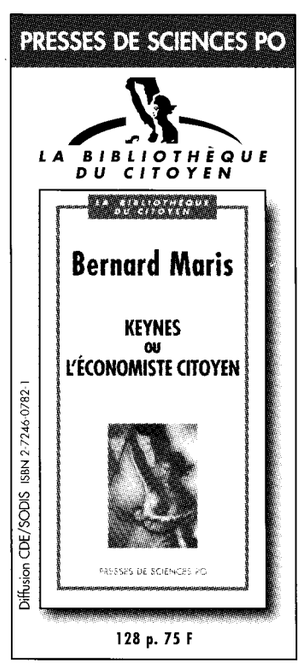
128 p. 75 F



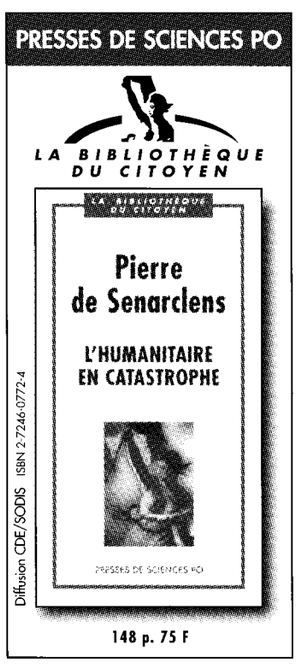
164 p. 75 F



120 p. 75 F



128 p. 75 F



148 p. 75 F

LeMonde Job: WMQ0812--0024-0 WAS LMQ0812-24 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:27 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0505 Lcp:700 CMYK

Les leaders mondiaux de l'affichage convoitent France Rail Publicité

La SNCF a décidé de céder 80 % du capital de sa régie publicitaire. Les géants anglo-saxons TDI et Clear Channel et le français Decaux sont sur les rangs. La compagnie de chemins de fer choisira l'acquéreur début février 2000

LA SNCF a décidé de céder sa régie France Rail Publicité. Sa banque d'affaires, Financière Saint-Honoré, s'attendait à recevoir, lundi 6 décembre, cinq à six offres pour la reprise de 80 % du capital de la filiale publicitaire. La SNCF en retiendra au moins deux, et choisira l'acquéreur début février 2000.

Les principaux leaders mondiaux de l'affichage sont sur les rangs. Les géants anglo-saxons TDI (CBS-Viacom) et Clear Channel ainsi que le français Decaux ont retiré, début novembre, le dossier énonçant les conditions de rachat, comme une quinzaine d'autres prétendants. Les américains, poussés par les marchés financiers, doivent poursuivre leur vague d'acquisitions. Decaux vient de puiser dans ses caisses en achetant, cher, son ancien concurrent, Avenir, mais il possède encore 11 % de Bouygues Télécom, dont il pourrait se séparer s'il ne veut pas que les anglo-saxons s'installent davantage sur son territoire historique. Giraudy, lui-même en vente, estime pouvoir se valoriser davantage s'il s'adjoint le parc de panneaux de la filiale de la SNCF. Enfin, pour Métrobus, régisseur de la RATP et filiale du groupe publicitaire Publicis, le rachat de France Rail Publicité représenterait, selon un proche du dossier, *« une solution industrielle intéressante »*.

En raison de la bataille mondiale qui oppose les grands afficheurs pour la place de numéro un mondial et de l'intérêt que représente France Rail Publicité pour des financiers qui s'attendent à ce que la vague de consolidation des médias en Europe se poursuive, les enchères devraient être poussées à la hausse. *« La SNCF peut raisonnablement envisager de faire entrer 700 millions de francs* [107 millions d'euros] *dans ses caisses »*, confie un observateur.

UNE ENTREPRISE STRATÉGIQUE

France Rail Publicité reste pourtant une entreprise modeste – 450 personnes, 700 millions de francs de chiffre d'affaires pour 35 millions de résultat estimé en 1999 –, mais sa relation historique avec les chemins de fers français la rend stratégique. Elle implante et loue des panneaux publicitaires dans les gares, gère le patrimoine publicitaire de la SNCF – 15 000 panneaux –, commercialise de la pub dans le métro et sur les bus (sauf à Paris), et s'occupe de la maintenance des gares, avec sa filiale Landimat. Elle agissait aussi, jusqu'ici, en tant que mandataire de la SNCF pour placer ses campagnes publicitaires dans les médias. Mais cette activité ne sera plus dans son giron.

Longtemps endormie et assez peu lucrative, France Rail Publicité s'est réveillée en 1994 sous la houlette de Daniel Cukierman, par ailleurs directeur des gares à la SNCF. En travaillant le marketing des panneaux et en ouvrant les gares aux opérations événementielles, le PDG de France Rail Publicité a multiplié par deux le chiffre d'affaires publicitaire. Il a également pris le soin de faire renouveler la concession de la régie par la SNCF avant la mise sur le marché de sa société.

Les repreneurs de France Rail Publicité sont ainsi assurés de conserver le contrat avec les chemins de fer français jusqu'en 2006. Sans pour autant être certains d'avoir les mains libres pour pousser plus avant un partenariat avec les gares, puisque la SNCF – qui détiendra à l'issue de l'opération 20 % du capital de France Rail – vendra la totalité de sa participation d'ici deux ou trois ans, et ne prend pas d'engagement sur sa concession d'affichage au-delà de sept ans.

La SNCF, qui envisageait, sans l'annoncer, de vendre sa régie depuis deux ans, est désormais prête à se passer de ses dividendes d'actionnaire (25 à 30 millions de francs, soit 3,8 à 4,6 millions d'euros, par an), pour ne conserver que le loyer de la concession d'affichage dans les gares et en bordure des voies ferrées. France Rail Publicité n'ayant pas de valeur comptable pour la SNCF, le produit de cette cession pourra donc être entièrement consacré au financement des récentes acquisitions, Ermewa (wagons) et GTI (transports urbains).

L'appel d'offres français pourrait faire boule de neige. Si les chemins de fer belges se sont déjà associés à More Group (Clear Channel) et ceux des Pays-Bas à TDI, les chemins de fer allemands et italiens surveillent de près l'opération française.

Florence Amalou

Devenir numéro 1

● **8 mars :** le groupe Europe 1 (Lagardère) cède sa société d'affichage Giraudy, numéro trois français, au fonds d'investissement britannique de la Deutsche Bank pour 213,4 millions d'euros (1,4 milliard de francs). Cette solution n'étant que transitoire, l'afficheur pourrait être prochainement repris par l'américain TDI (CBS-Viacom).

● **28 avril :** le spécialiste du mobilier urbain Decaux acquiert Avenir, le leader français de l'affichage 4 x 3 en surenchérissant sur les américains Clear Channel, Outdoor Systems et TDI. Il s'offre son ancien frère ennemi pour 922 millions d'euros (6 milliards de francs).

● **14 juin :** l'Americain Clear Channel devient le numéro un mondial de l'affichage en achetant le second poids lourd du marché français, la société familiale Dauphin, pour 465,5 millions d'euros (3 milliards de francs).

Dérapages déontologiques au « Los Angeles Times »

LOS ANGELES *correspondance*

Il y a deux ans, les journalistes du *Los Angeles Times* avaient dénoncé la tentative de démolition par leurs patrons du « Mur » (*The Wall*) qui sépare traditionnellement la publicité de la rédaction d'un journal – et garantit sa crédibilité. Mais le quotidien californien vient de commettre un grave faux pas avec un supplément magazine entièrement consacré au Staples Center, la nouvelle arène sportive du centre-ville.

A l'insu des lecteurs comme de la rédaction, la direction de la publication avait décidé de partager les revenus publicitaires de cette édition, soit la coquette somme de 2 millions de dollars (12,4 millions de francs), avec le Staples Center, dont le quotidien est un des partenaires financiers. Le directeur de la rédaction, Michael Parks, aurait été informé avant la parution, mais alors que le magazine était déjà imprimé, et n'a pas réagi. Apprenant, après coup, cet arrangement financier porteur d'un conflit d'intérêt de nature à les discréditer, les journalistes ont protesté unanimement.

Répondant à leurs critiques, Kathryn M. Downing, la nouvelle directrice de la publication, s'est excusée de son erreur de jugement, provenant, selon elle, *« d'une incompréhension fondamentale »* des principes rédactionnels des entreprises de presse. Elle et Mark Willes, les deux principaux dirigeants du *L.A. Times*, découvrent le milieu du journalisme. Willes vient du secteur agroalimentaire, ce qui lui a valu d'être baptisé « Cereal Killer ». En 1997, en effet, il avait promis une nouvelle synergie entre journalistes et commerciaux qui casserait le « Mur » *« au bazooka »*.

« LA BRÈCHE DANS LE MUR »

Depuis cette annonce provocatrice, fort commentée par les médias américains, le *Los Angeles Times* est surveillé comme un cas d'école, et la bévue du Staples Center, qui a fait l'objet d'une couverture nationale, ternit considérablement sa réputation journalistique. L'ancien propriétaire du *L.A. Times*, Otis Chandler, a même qualifié la décision de *« stupide »*, représentant *« la menace la plus sérieuse pour l'avenir du quotidien »*, que sa famille avait acquis en 1882.

Ironiquement, en 1998, le *Los Angeles Times* avait publié une grande enquête sous le titre « La brèche dans le mur : une révolution dans les journaux américains », qui débattait également de ses propres initiatives en la matière (*Le Monde* du 2 avril 1998). David Shaw, l'auteur du reportage, écrivait à propos de Mark Willes et de son « nouveau régime » : *« Reporters et rédacteurs au* [L. A.] Times *et ailleurs se demandent s'il comprend vraiment que les journaux ont une responsabilité vis-à-vis du public et ne sont pas une entreprise comme les autres, destinée à rapporter de l'argent. »* David Shaw est chargé de mener une enquête complète sur l'incident du Staples Center, qui sera publiée courant décembre dans le quotidien.

Aujourd'hui, la dérive du Staples Center apparaît comme une conséquence directe de la réorganisation du journal, et donne raison à ceux qui en dénonçaient les dangers. La direction de la publication a demandé à ses rédacteurs en chef de rédiger un code de l'indépendance éditoriale et d'examiner scrupuleusement tous les modes d'interaction mis en place depuis deux ans entre les services publicité et leurs rubriques. Pour Bill Boyarsky, un des chefs de service du *L.A. Times*, ce faux pas *« a donné l'alarme et va renforcer la position des journalistes fermement opposés à la destruction du* "Mur" *»*.

Claudine Mulard

« Le Moniteur » tente une opération de relance

BIENTÔT centenaire, *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* franchit le millénaire avec une nouvelle formule. L'hebdomadaire du groupe, filiale de Havas Business Information, opère sa transformation en cherchant à s'adapter à l'évolution de son secteur d'activité et à un marché plus décentralisé. *« Nous devons donner la parole aux nouveaux décideurs et intervenants en régions, issus de la décentralisation »*, explique Marc-Noël Vigier, président du groupe Moniteur.

Si le contenu de cet hebdomadaire spécialisé veut *« anticiper les profondes mutations du marché »*, il est aussi censé inverser la chute des ventes. Depuis neuf ans, *Le Moniteur* est passé d'une diffusion payée de 75 550 exemplaires à 57 724, presque exclusivement par abonnement aux entreprises. Cette baisse s'expliquerait par la restructuration du secteur du bâtiment et des travaux publics et par la concurrence d'autres formes de consultation des appels d'offres. Avec la rénovation du journal, M. Vigier espère *« une progression de 10 % en deux ans »*.

Les évolutions éditoriales ont été conduites par une équipe renouvelée avec Bertrand Fabre pour rédacteur en chef. Le président annonce, lui, un changement de ton, *« plus fort, moins analytique, moins synthétique.* Le Moniteur *veut devenir acteur »*. Avec une maquette transformée, l'hebdomadaire envisage de porter une attention accrue aux thèmes relevant de la protection de l'environnement, de l'urbanisme, des nouvelles technologies et des innovations. Le premier numéro de cette édition propose un sondage sur les Français et l'habitat. La pagination augmente de 15 % pour ce magazine qui, avec les appels d'offres, atteint 400 pages.

Karen Pinault

Controverse sur la distribution de « Marianne »

LA BATAILLE que se livrent les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) et les Messageries lyonnaises de presse (MLP) s'est enrichie d'un nouvel épisode rocambolesque. Une semaine après l'annonce du transfert, dès le lundi 13 décembre, de la distribution de l'hebdomadaire *Marianne* des NMPP aux MLP, les dirigeants de cette dernière entreprise ont demandé le report *« sine die »* de cette décision. Jean-François Kahn, directeur de l'hebdomadaire, a donné suite à cette exigence : il a décidé, mardi 7 décembre, de différer à la fin du mois de janvier le transfert de son magazine.

Dans le communiqué qu'ils ont publié, lundi 6 décembre, les responsables des MLP font état d'un *« contexte passionnel et oppressant »* et évoquent *« des menaces persistantes pesant sur notre coopérative et ses éditeurs »*. Ils s'insurgaient même contre *« la campagne, orchestrée de façon tendancieuse autour de ce projet* [qui] *révèle une tentative multiforme de déstabilisation de l'entreprise MLP et fait craindre des actes délictueux contre elle-même ou son client et coopérateur »*.

Les dirigeants des MLP visent-ils le Syndicat du livre CGT, soupçonné de vouloir préparer un coup de force le jour même du transfert de l'hebdomadaire ? L'accusation a été formellement démentie dans la soirée. La charge, inhabituelle, concerne-t-elle des pressions ultimes exercées par la direction des NMPP auprès de l'hebdomadaire ? Daniel Valent, directeur des MLP, s'est refusé à préciser les *« menaces »* dont sa coopérative aurait fait l'objet.

Attendu depuis quelques mois, le passage de *Marianne* aux MLP rompt, d'une certaine manière, la *« trêve »* invoquée par Bernard Villeneneuve, président du conseil supérieur des messageries. En butte à des difficultés financières, le journal de Jean-François Kahn, qui, avec une diffusion payée de 204 730 exemplaires, réalise les plus fortes ventes aux numéros (194 850) parmi les hebdomadaires généralistes, escomptait une économie estimée entre 6 à 7 millions de francs sur l'année.

Pour les NMPP, cette décision n'est pas sans conséquences. Après le départ du magazine *Point de Vue* en juillet, d'autres hebdomadaires généralistes, *Le Point* et *Le Nouvel Economiste,* ont, à leur tour, évoqué une mise en concurrence des deux messageries. Sans attendre le rapport que doit prochainement remettre le conseiller d'Etat Jean-Claude Hassan sur l'évolution de la distribution en France, le conseil de gérance des NMPP devrait être saisi, le 16 décembre, d'un plan d'action et de réformes. Proposé par l'opérateur Hachette, il inclurait la révision des tarifs de distribution, la restructuration de l'entreprise avec, à la clé, d'importantes réductions d'emplois.

Michel Delberghe

LeMonde Job: WMQ0812--0025-0 WAS LMQ0812-25 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:30 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0506 Lcp:700 CMYK

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **NISSAN : le constructeur automobile japonais pourrait annoncer cette semaine la vente des 4,1 % qu'il détient dans Fuji Heavy Industries,** fabricant de la marque Subaru, selon le quotidien *Yomiuri Shimbun* du mardi 7 décembre. Cette participation estimée à 20 milliards de yens (196 millions de dollars) serait cédée à General Motors.

● **PSA : le groupe a indiqué lundi 6 décembre qu'il n'a pas l'intention de modifier la structure de son capital** en y faisant entrer un autre constructeur automobile. PSA Peugeot-Citroën réagissait à une information du magazine *Automotive News Europe*, selon lequel une partie de la famille Peugeot ne serait plus opposée à une cession des 23 % du capital qu'elle détient.

● **APPLE : les autorités japonaises ont procédé mardi à une perquisition au siège d'Apple Japon**. Apple est soupçonné d'avoir tenté d'imposer un prix à ses revendeurs, selon les médias nippons.

● **LAFARGE : le groupe de matériaux** s'est vu attribuer, lundi, par le gouvernement polonais, 80 % du capital du producteur de gypse et de plâtre Dolina Nidy, pour 60 millions de dollars. Les deux groupes investiront 62,4 millions de dollars en trois ans.

SERVICES

● **AT&T : le groupe de télécommunications est en discussions** avec le câblo-opérateur Time Warner pour une alliance sur le câble, a annoncé, lundi à New York, Michael Armstrong, PDG d'AT&T. Par ailleurs, l'opérateur américain devrait introduire en Bourse au printemps, sa filiale de téléphonie mobile.

● **FRANCE TELECOM : l'opérateur françai**s a déposé une offre ferme pour acquérir 25 à 35 % de la société polonaise Telekomunikacja Polska. Cette société détenue à majorité par l'Etat polonais, a le monopole des communications longue distance.

● **ZIFF-DAVIS : le groupe américain de médias et de marketing**, spécialisé dans les hautes technologies et l'internet, a vendu ses activités de presse écrite, soit plus de 80 titres, à Willis Stein and Partners pour 780 millions de dollars, a annoncé ce dernier lundi, dans un communiqué.

● **RÉGULATEURS : le Conseil d'Etat a jugé, vendredi 3 décembre,** que la participation du rapporteur aux délibérations disciplinaires des autorités de régulation (CMF, CNIL, CSA...) ne méconnaît pas le principe d'impartialité prévu par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, à condition que le rapporteur n'ait pas le rôle d'un procureur (*le Monde* daté 21-22 novembre). Le Conseil d'Etat dispose ainsi d'une jurisprudence différente de celle dégagée par la Cour de cassation.

FINANCE

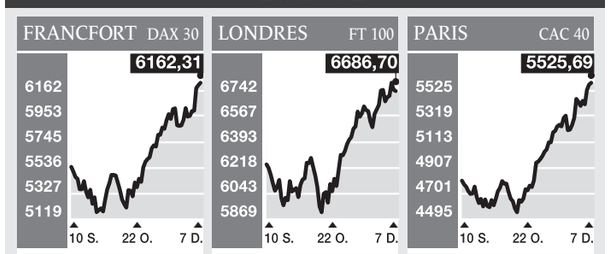
● **BANQUE : les cinq fédérations syndicales** ont estimé lundi que *« la réussite de la grève du 30 novembre avait provoqué les premières concessions patronales »* dans le cadre des négociations pour une nouvelle convention collective. CGT, CFDT, FO, SNB-CGC et CFTC *« appellent leurs organisations locales à faire du 8 décembre une journée d'action »* et *« organiseront un nouveau temps fort national avant la fin des négociations, prévue pour le 17 décembre »*.

● **GAN : Les syndicats CFDT, CGT et CFTC de la compagnie d'assurances ont appelé** les quelque 6 700 salariés du groupe à observer mardi une journée de grève et à se joindre à une manifestation nationale à Paris, pour protester contre les propositions de la direction sur les 35 heures. Ce mouvement révèle les craintes des salariés face à la fusion avec Groupama.

● **CRÉDIT AGRICOLE : le syndicat national de l'encadrement CFE-CGC** de la banque a annoncé, lundi 6, son intention de signer l'accord-cadre sur les 35 heures concernant les 70 000 salariés du réseau, tout comme la CFDT et le syndicat FGSOA (autonomes).

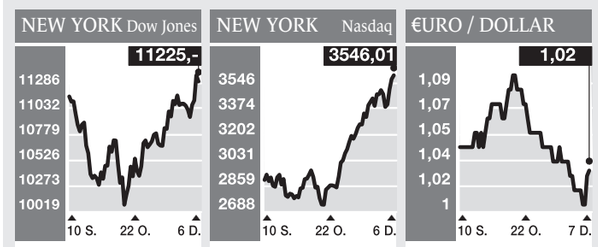
● **EMPRUNTS RUSSES : l'indemnité maximale** pouvant être touchée par un porteur d'emprunts russes serait de l'ordre de 70 000 francs (10 670 euros), selon des chiffres du rapport de la commission des finances sur le collectif budgétaire 1999 distribué lundi à l'Assemblée nationale.

EUROPE



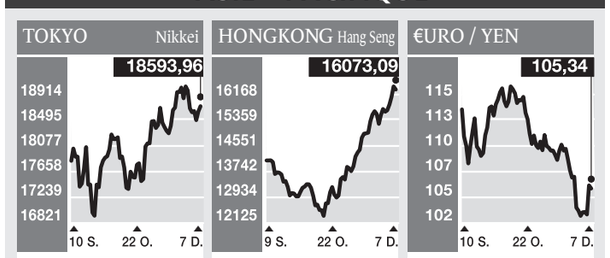
Europe 09 h 50	Indices sélection	cours 07/12	Var. % 06/12	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	4508,80	1,12	34,90
EUROPE	STOXX 50	4477,8	1,03	34,86
EUROPE	EURO STOXX 324	379,00	0,91	27,02
EUROPE	STOXX 653	353,73	0,73	26,69
PARIS	CAC 40	5525,69	0,29	40,15
PARIS	MIDCAC	0,00	....	....
PARIS	SBF 120	3747,97	0,23	41,10
PARIS	SBF 250	0,00	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	0,00	....	....
AMSTERDAM	AEX	615,31	0,58	14,29
BRUXELLES	BEL 20	3239,47	0,15	– 7,83
FRANCFORT	DAX 30	6162,31	0,33	23,08
LONDRES	FTSE 100	6686,70	– 0,11	13,67
MADRID	STOCK EXCHANGE	11424,60	1,01	16,14
MILAN	MIBTEL 30	37466,00	0,28	6,58
ZURICH	SPI	7460,40	0,26	4,19

AMÉRIQUES



Amérique 09 h 50	Indices sélection	cours 06/12	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	11225,01	– 0,54	22,26
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1423,33	– 0,71	15,79
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	3546,01	0,72	61,72
TORONTO	TSE INDEX	7857,52	0,81	21,15
SAO PAULO	BOVESPA	14344,00	– 0,45	111,44
MEXICO	BOLSA	368,73	0,04	58,61
BUENOS AIRES	MERVAL	553,60	– 1,23	28,73
SANTIAGO	IPSA GENERAL	138,33	– 0,46	79,65
CARACAS	CAPITAL GENERAL	0,00	....	....

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 09 h 50	Indices sélection	cours 07/12	Var. % 06/12	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	18593,96	0,47	34,33
HONGKONG	HANG SENG	16073,09	– 0,59	59,95
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	....	64,65
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	125,48	0,91	93,22
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3105,90	– 0,87	10,40
BANGKOK	SET	29,44	0,86	14,64
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	4870,12	0,71	59,39
WELLINGTON	NZSE-40	2126,54	– 0,95	2,97

ÉCONOMIE

L'économie redémarre en Allemagne

LA CROISSANCE est repartie au troisième trimestre en Allemagne, avec une hausse du Produit intérieur brut (PIB) de 0,7 %, comparé au trimestre précédent, a annoncé, mardi 7 décembre, l'Office fédéral des statistiques. De juillet à septembre 1999, le PIB a crû de 1,2 % comparé au troisième trimestre 1998, a ajouté l'Office. Au deuxième trimestre 1999, la croissance avait été plutôt atone : le PIB avait pratiquement stagné, avec une légère progression de 0,1 %, comparé au premier trimestre.

■ **Le nombre des demandeurs d'emploi** en Allemagne a reculé de 29 000 en novembre. Le nombre total des personnes au chômage est de 3,9 millions en données brutes.

■ **ZONE EURO : le taux de chômage**, corrigé des variations saisonnières, est passé, en octobre, pour la première fois depuis décembre 1992, sous la barre des 10 %, en s'établissant à 9,9 %, contre 10,0 % en septembre, a annoncé, lundi, Eurostat. En octobre 1998, le taux de chômage de la zone euro était de 10,6 %. Dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, le taux de chômage était de 9,1 % en octobre, inchangé par rapport à septembre. En octobre 1998, il s'élevait à 9,7 %. En octobre 1999, 12,7 millions de personnes étaient au chômage dans la zone euro et 15,4 millions dans les quinze pays de l'Union. Les taux de chômage les plus bas ont été relevés en octobre au Luxembourg (2,7 %) et aux Pays-Bas (3,0 %).

■ **FRANCE : 57 % des Français sont propriétaires** de leur logement, et ce taux est le plus élevé jamais atteint en France, selon une enquête du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie présentée, lundi, au congrès des agents immobiliers.

■ **PAYS-BAS : la Banque centrale a annoncé,** lundi, son intention de vendre 300 tonnes d'or dans les cinq ans à venir, dont 100 tonnes dès l'an 2000. Le 26 septembre dernier, les quinze banques centrales européennes avaient annoncé que le volume total de leurs ventes d'or n'excéderait pas 2 000 tonnes dans les cinq ans à venir, et environ 400 tonnes par an, a-t-elle rappelé.

■ **ROYAUME-UNI : la production industrielle a augmenté** de 0,2 % en octobre, par rapport à septembre, et de 1,5 % en glissement annuel, en données corrigées des variations saisonnières, a annoncé, lundi, l'Office des statistiques nationales. La production de la seule industrie manufacturière a progressé, pour sa part, de 0,1 % sur septembre et de 1,3 % en glissement annuel. La hausse de la production industrielle par rapport à septembre correspond aux prévisions des analystes, mais ils s'attendaient à une progression de seulement 1,3 % en glissement annuel.

■ **CHINE : la production industrielle a progressé** de 7,6 % en novembre par rapport au même mois de l'an dernier, a annoncé, mardi, le bureau national des statistiques. La production industrielle a représenté 191,9 milliards de yuans le mois dernier (23,65 milliards d'euros), affichant une hausse légèrement plus forte qu'en octobre (+ 7 %). Au cours des onze premiers mois de l'année, la production industrielle s'inscrit à 1 817 milliards de yuans, soit une hausse de 9 % sur un an.

■ **JAPON : les autorités nipponnes continuent de tabler sur une reprise** pleine et entière de l'économie à partir du deuxième semestre de l'exercice se terminant en mars 2001, malgré une forte contraction de 1 % du PIB au troisième trimestre. Le directeur général de l'Agence de planification économique, Taichi Sakaiya, s'est dit « confiant » à propos de cette prévision et a également assuré que l'objectif d'une croissance de 0,6 % devrait être atteint pour l'exercice en cours s'achevant en mars 2000.

■ **TAÏWAN : les réserves monétaires en devises étrangères** ont atteint le niveau record de 103,54 milliards de dollars à la fin du mois de novembre, selon la Banque centrale, tandis que les exportations de l'île atteignaient elles aussi un sommet historique de 11,55 milliards de dollars fin novembre, ont annoncé, mardi, les autorités.

■ **MERCOSUR : la Banque interaméricaine de développement** prévoit une nette reprise de croissance dans les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) après une stagnation pour l'année en cours, a indiqué, lundi, le président de la BID, Enrique Iglesias. La tendance à la *« récession, avec des secteurs particulièrement touchés comme l'agriculture, sera surmontée l'an prochain, avec une croissance vigoureuse au Brésil »* et une reprise en Argentine ainsi qu'en Uruguay et au Paraguay, a-t-il ajouté.

VALEUR DU JOUR

Négociations entre Cap Gemini et Ernst & Young

L'ACTION de la société de services informatiques Cap Gemini a été suspendue, lundi 6 décembre, quelques heures avant de bondir de 12,09 %, à 204 euros. Cette ascension est directement la conséquence d'une rumeur de rapprochement entre Cap Gemini et la société de conseil américaine Ernst & Young. Une rumeur accréditée par un communiqué de Cap Gemini qui *« confirme avoir entamé des discussions avec Ernst & Young qui pourraient conduire à un rapprochement de leurs activités de conseil et de service informatique »*. Toutefois le mariage est encore loin d'être acquis, Ernst & Young étant une structure en partenariat, la proposition doit être soumise au vote des associés.

La société informatique française avait déjà opéré un développement vers le conseil en rachetant, en 1996, le groupe Bossard Consultant, fusionné depuis avec la branche Cap Gemini Consulting, très présente aux Etats-Unis. La branche consulting est également la tête de pont du groupe en Allemagne après la rupture des relations avec l'allemand Debis, la filiale informatique de DaimlerChrysler. Actuellement, Cap Gemini réalise un peu moins du quart de son chiffre d'affaires dans le conseil.

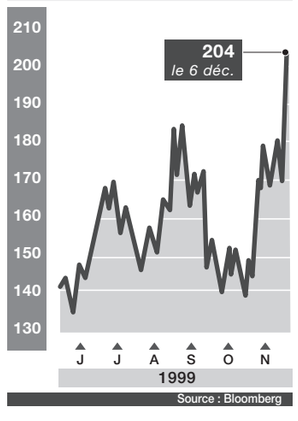
Un éventuel rapprochement avec Ernst & Young résoudrait également le problème de l'implantation de Cap Gemini aux Etats-Unis. Sur le premier marché mondial, Cap Gemini s'est renforcé en avril 1999 avec le rachat de Beechwood, spécialisé dans le conseil et les services informatiques aux groupes de télécommunications. Mais l'intégration de Beechwood a été plus difficile que prévu.

Le rapprochement de Cap Gemini et de la branche conseil d'Ernst & Young devrait donner naissance à une entité de plus de 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Les deux groupes seraient complémentaires, Ernst & Young apportant son expertise dans l'aide aux entreprises qui veulent se lancer dans le commerce électronique. Cette expertise est intermédiaire entre le conseil en management de Gemini Consulting et les services informatiques de Cap Gemini.

Enguérand Renault

Action Cap Gemini

en **euros** à Paris



Source : Bloomberg

SUR LES MARCHÉS

NEW YORK

WALL STREET a clôturé en baisse, lundi 6 décembre, mais en revanche l'indice Nasdaq, qui retrace l'évolution du marché riche en valeurs technologiques, a inscrit un nouveau record. L'indice Dow Jones a perdu 0,54 %, à 11 225,01 points, alors qu'en séance il s'est approché à 30 points de son record de clôture du 25 août (11 326,04 points). L'indice Nasdaq a pris 0,72 %, à 3 546,00 points, après un record en séance de 3 570,91 points.

TAUX

LE RENDEMENT des obligations d'Etat en Europe se détendait en début de matinée, mardi. Celui de l'obligation assimilable du Trésor français émise à 10 ans s'inscrivait à 5,14 % et celui du Bund allemand émis à même échéance à 5,03 %. Lundi, outre-Atlantique, le rendement de l'obligation du Trésor émise à 30 ans, principale référence, s'affichait à 6,245 %, pour 6,255 % vendredi en clôture. Ce rendement évolue à l'inverse du prix.

CHANGES

L'EURO restait ferme, mardi, en début de matinée, tandis que le dollar était faible face au yen. La monnaie unique européenne cotait 1,0215 dollar, contre 1,0225 dollar lundi soir à New York. Le billet vert s'échangeait à 102,76 yens, contre 102,92 yens lundi à New York. Dans la nuit, le dollar a atteint un plus bas de 102,62 yens.

Taux de change fixe zone €uro

€uro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	€URO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND	5,94573	MARKKA FINLAND	1,10324

Hors zone €uro

€uro contre	06/12
COURONNE DANOISE	7,4384
COUR. NORVÉGIENNE	8,1310
COUR. SUÉDOISE	8,6055
COURONNE TCHÈQUE	36,112
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6069
DOLLAR CANADIEN	1,5078
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0162
DRACHME GRECQUE	328,50
FLORINT HONGROIS	254,41
ZLOTY POLONAIS	4,2687

Cours de change croisés

07/12 09 h 50	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours €URO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	....	0,97224	1,02380	0,15609	1,62585	0,64049
YEN	102,85500	....	105,34500	16,06000	167,25000	65,87500
€URO	0,97675	0,94926	....	0,15245	1,58775	0,62535
FRANC	6,40645	6,22620	6,55957	....	10,41690	4,10315
LIVRE	0,61506	0,59790	0,62980	0,09605	....	0,39390
FRANC SUISSE	1,56130	1,51795	1,59910	0,24370	2,53875	....

Taux d'intérêt (%)

Taux 06/12	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,04	2,89	5,15	5,75
ALLEMAGNE	3,03	3,46	5,05	5,70
GDE-BRETAG.	5,13	5,53	5,34	4,48
ITALIE	3,03	3,43	5,27	5,88
JAPON	0,05	0,15	1,76	2,56
ÉTATS-UNIS	5,47	5,23	6,15	6,24
SUISSE	0,90	1,94	3,38	4,28
PAYS-BAS	2,98	3,43	5,17	5,80

Matières premières

En dollars	Cours 06/12	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		**$/TONNE**
CUIVRE 3 MOIS	1773	– 0,23
ALUMINIUM 3 MOIS	1569,5	– 0,22
PLOMB 3 MOIS	496,5	– 0,50
ETAIN 3 MOIS	5800	– 0,34
ZINC 3 MOIS	1194,5	– 0,21
NICKEL 3 MOIS	8035	– 2,01
MÉTAUX (NEW YORK)		**$/ONCE**
ARGENT A TERME	5,13	....
PLATINE A TERME	101890,30	– 0,42
GRAINES DENRÉES		**$/BOISSEAU**
BLÉ (CHICAGO)	233	– 0,11
MAÏS (CHICAGO)	191,5	– 0,65
SOJA TOURTEAU (CHG.)	149,8	– 0,27
SOFTS		**$/TONNE**
CACAO (NEW YORK)	817	0,62
CAFÉ (LONDRES)	1525	– 0,65
SUCRE BLANC (PARIS)	....	....

Matif

Cours 09 h 50	Volume 07/12	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 99.	4348	87,62	87,78
Euribor 3 mois			
DÉCEMBRE 99.	....	....	....

Pétrole

En dollars	Cours 06/12	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	25,79	....
WTI (NEW YORK)	24,85	....
LIGHT SWEET CRUDE	26,67	1,83

Or

En €uros	Cours 06/12	Var % 03/12
OR FIN KILO BARRE	8700	– 1,69
OR FIN LINGOT	8850	– 1,88
ONCE D'OR (LO) $	307	....
PIÈCE FRANCE 20 F	49,60	– 0,40
PIÈCE SUISSE 20 F	49,60	+ 0,20
PIÈCE UNION LAT. 20 F	49,60	– 0,40
PIÈCE 10 DOLLARS US	215	– 2,27
PIÈCE 20 DOLLARS US	381	– 0,26
PIÈCE 50 PESOS MEX	324,25	+ 0,68

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

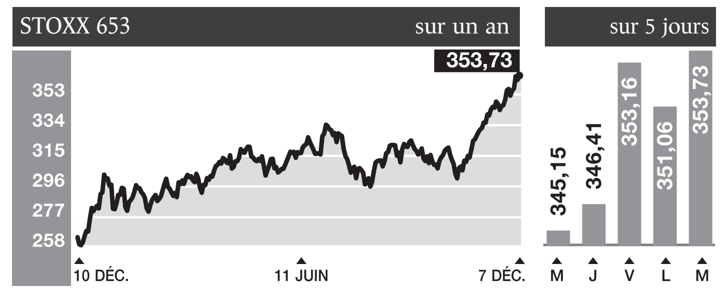
LeMonde Job: WMQ0812--0026-0 WAS LMQ0812-26 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:30 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0507 Lcp:700 CMYK

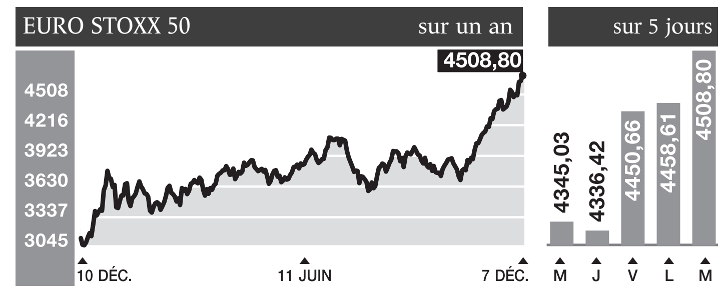
VALEURS EUROPÉENNES

● Les valeurs pharmaceutiques ont nettement reculé, lundi 6 décembre, dans le sillage de **SmithKline Beecham**. Cette valeur a chuté de 6,85 % sous le coup d'une rumeur voulant qu'une firme américaine d'investissement s'apprêterait à revoir à la baisse sa recommandation sur ce groupe pharmaceutique. Dans le même secteur, **AstraZeneca** a perdu 7,33 % et **Glaxo Wellcome**, 2,67 %. En Suisse, l'action **Novartis** a dégringolé de 3,28 % et le titre **Roche** de 1,04 %.

● Le compartiment des télécoms a encore largement bénéficié de la faveur des investisseurs lundi : l'action **Nokia** s'est envolée de 11,25 %, tandis qu'**Ericsson** montait de 5,63 % et que l'espagnol **Telefonica** gagnait 3,12 % et l'allemand **Siemens**, 4,94 %. Morgan Stanley Dean Witter, Lehman Brothers et Credit Suisse First Boston ont relevé leur objectif de cours sur Nokia. **Vodafone AirTouch** a monté de 4,01 %, les investisseurs semblant avoir de plus en plus d'espoirs de voir aboutir l'OPA de cette société sur l'allemand **Mannesmann.** Ce dernier a lui-même gagné 4,44 % à Francfort.

● L'action **BSkyB** a reculé, lundi, de 0,75 % après que le groupe britannique eut annoncé la prise d'une participation de 24 % dans le groupe allemand de télévision à péage Kirch pour 1,5 milliard d'euros.





07/12 09 h 58 ▶

AUTOMOBILE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	29,05	+ 0,40
BASF AG	BE ★	46,35	– 2,22
BMW	DE ★	28,5	+ 1,79
CONTINENTAL AG	DE ★	20,3	– 0,49
DAIMLERCHRYSLER	DE ★	67,1	+ 0,37
FIAT	IT ★	29,03	+ 0,45
FIAT PRIV.	IT ★	13,9	+ 0,80
MICHELIN /RM	FR ★	39,96	– 0,30
PEUGEOT	FR ★	200,5	+ 6,08
PIRELLI	IT ★	2,39	– 0,42
RENAULT	FR ★	46,89	+ 0,24
VALEO /RM	FR ★	67,8	+ 1,35
VOLKSWAGEN	DE ★	50,4	+ 2,44
VOLVO -A-	SE	23,71	+ 0,74
VOLVO -B-	SE	24,05	+ 0,24
▶ DJ E STOXX AUTO P		236,86	+ 0,34

BANQUES

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	16,09	– 1,17
ABN AMRO HOLDIN	NL ★	23,95	– 0,21
ALL & LEICS	GB	13,12	– 2,24
ALLIED IRISH BA	GB	20,21	....
ALPHA CREDIT BA	GR	75,77	....
ARGENTARIA R	ES ★	22,78	+ 0,75
B PINTO MAYOR R	PT ★	21,08	....
BANK AUSTRIA AG	AT ★	54,99	+ 1,36
BANK OF IRELAND	GB	12,92	....
BANK OF PIRAEUS	GR	23,74	+ 0,32
BK OF SCOTLAND	GB	11,79	– 0,27
BANKINTER R	ES ★	38	– 0,13
BARCLAYS PLC	GB	27,81	– 1,24
BAYR.HYPO-U.VER	DE ★	63,5	– 0,63
COMIT	IT ★	5,17	– 0,58
BCA FIDEURAM	IT ★	7,65	+ 1,73
BCA INTESA	IT ★	4,11	– 1,20
MONTE PASCHI SI	IT ★	3,61	+ 0,28
BCA ROMA	IT ★	1,3	– 0,76
BBV R	ES ★	14,02	+ 1,30
ESPIRITO SANTO	PT ★	25,95	....
BCO POPULAR ESP	ES ★	62,8	+ 0,24
BCP R	PT ★	5,66	....
BIPOP CARIRE	IT ★	53,4	+ 0,47
BNL	IT ★	3,01	– 0,33
BNP /RM	FR ★	90,85	+ 0,33
BSCH R	ES ★	10,81	+ 0,56
CCF /RM	FR ★	118	– 2,88
CHRISTIANIA BK	NO	4,80	....
COMIT	IT ★	5,17	– 0,58
COMM.BANK OF GR	GR	69,89	....
COMMERZBANK	DE ★	33,9	+ 1,04
CREDIT LYONNAIS	FR ★	32,84	– 1,08
DEN DANSKE BK	DK	113,60	– 0,71
DEN NORSKE BANK	NO	3,87	....
DEUTSCHE BANK N	DE ★	69,05	– 1,29
DEXIA	BE ★	161,6	....
DRESDNER BANK N	DE ★	47,8	– 2,65
EFG EUROBANK	GR	41,98	– 1,78
ERGO BANK	GR	89,50	– 0,14
ERSTE BANK	AT ★	45,1	....
FOERENINGSSB A	SE	15,86	....
HALIFAX GROUP	GB	10,98	+ 0,58
HSBC HLDG	GB	13,22	– 1,30
IONIAN BK REG.S	GR	49,91	....
KBC BANCASSURAN	BE ★	50,2	....
LLOYDS TSB	GB	12,27	+ 0,26
MERITA	FI ★	6,16	– 0,81
NAT BANK GREECE	GR	70,41	....
NATEXIS BQ POP.	FR ★	70,1	+ 0,14
NATL WESTM BK	GB	22,28	– 0,14
NORDBANKEN HOLD	SE	6,10	– 0,94
ROLO BANCA 1473	IT ★	18,99	+ 0,16
ROYAL BK SCOTL	GB	19,02	+ 1,10
SAN PAOLO IMI	IT ★	13,32	– 0,89
S-E-BANKEN -A-	SE	9,82	....
STANDARD CHARTE	GB	13,49	– 4,49
STE GENERAL-A-/	FR ★	222	+ 1,14
SV HANDBK -A-	SE	13,83	....
UBS REG	CH	278,35	– 2,09
UNICREDITO ITAL	IT ★	4,59	– 1,08
UNIDANMARK -A-	DK	73,94	– 0,90
XIOSBANK	GR	22,65	....
▶ DJ E STOXX BANK P		297,75	+ 0,04

PRODUITS DE BASE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ACERINOX R	ES ★	35	– 1,13
ALUSUISSE LON G	CH	663,16	– 0,56
ALUMINIUM GREEC	GR	42,04	....
ARJO WIGGINS AP	GB	3,34	....
ASSIDOMAEN AB	SE	16,50	+ 0,35
AVESTA	SE	5,11	....
BEKAERT	BE ★	54,9	....
BILLITON	GB	5,20	+ 1,86
BOEHLER-UDDEHOL	AT ★	39,2	+ 1,50
BUHRMANN NV	NL ★	15,28	....
BUNZL PLC	GB	5,13	....
CART.BURGO	IT ★	6,76	– 1,31
CORUS GROUP	GB	2,06	– 1,52
ELKEM ASA, OSLO	NO	18,76	....
ELVAL	GR	13,58	....
JOHNSON MATTHEY	GB	10,97	– 0,43
MAYR-MELNHOF KA	AT ★	40,44	+ 1,10
METSAE-SERLA -B	FI ★	10,72	– 0,19
MODO -B-	SE	32,54	+ 0,90
NORSKE SKOGIND-	NO	43,91	....
OUTOKUMPU OY -A	FI ★	12,6	– 0,79
PECHINEY-A-	FR ★	62,3	– 1,89
PORTUCEL INDUST	PT ★	6,56	....
RAUTARUUKKI K	FI ★	6,39	– 1,08
RIO TINTO	GB	19,48	+ 0,08
SIDENOR	GR	20,46	....
SILVER & BARYTE	GR	41,13	– 4,25
SMURFIT JEFFERS	GB	4,52	....
SOPORCEL	PT ★	13,7	....
STORA ENSO -A-	FI ★	15,2	+ 0,66
STORA ENSO -R-	FI ★	15,15	– 1,94
SVENSKA CELLULO	SE	27,42	– 0,84
THYSSEN KRUPP	DE ★	27,25	– 4,05
TRELLEBORG B	SE	8,25	+ 0,71
UNION MINIERE	BE ★	37,3	....
UPM-KYMMENE COR	FI ★	35,3	+ 1,15
USINOR	FR ★	16,16	– 4,94
VIOHALCO	GR	38,72	– 6,81
VOEST-ALPINE ST	AT ★	32,5	+ 0,46
▶ DJ E STOXX BASI P		226,5	– 0,94

CHIMIE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AIR LIQUIDE /RM	FR ★	143	– 0,69
AKZO NOBEL NV	NL ★	46,2	+ 0,39
BASF AG	DE ★	46,35	– 2,22
BAYER AG	DE ★	42,4	– 1,17
BOC GROUP PLC	GB	20,84	+ 1
CELANESE N	DE ★	15,55	....
CIBA SPEC CHEM	CH	74,52	– 1,86
CLARIANT N	CH	444,61	– 0,42
DEGUSSA-HUELS	DE ★	33,5	– 0,59
DSM	NL ★	35,75	....
DYNO	NO	24,47	....
EMS-CHEM HOLD A	CH	4577,62	+ 0,14
ICI	GB	9,51	+ 0,67
KEMIRA	FI ★	5,9	– 1,17
LAPORTE	GB	9,24	....
LONZA GRP N	CH	583,63	....
RHODIA	FR ★	20,39	– 0,54
SNIA	IT ★	1,02	+ 0,99
SOLVAY	BE ★	77,35	....
TESSENDERLO CHE	BE ★	47	....
▶ DJ E STOXX CHEM P		361,51	+ 0,31

CONGLOMÉRATS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
CGIP /RM	FR ★	52,8	+ 5,81
CHRISTIAN DIOR	FR ★	187	+ 2,13
CIR	IT ★	2,95	+ 7,27
D'IETEREN SA	BE ★	401	....
GAZ ET EAUX /RM	FR ★	49,76	+ 1,97
GBL	BE ★	173,4	....
GEVAERT	BE ★	46,8	....
HAGEMEYER NV	NL ★	22,3	– 0,22
INCHCAPE	GB	4,03	+ 0,40
INVESTOR -A-	SE	13,25	– 0,44
INVESTOR -B-	SE	13,36	– 0,43
KVAERNER -A-	NO	19,55	....
LVMH / RM	FR ★	343,3	+ 2,66
MARCONI	GB	16,01	– 0,79
MYTILINEOS HOLD	GR	17,23	– 3
NORSK HYDRO	NO	39,66	....
OERLIKON-BUEHRL	CH	174,71	– 1,06
ORKLA -A-	NO	15,50	....
ORKLA -B-	NO	15,50	....
SONAE SGPS	PT ★	42,05	....
TOMKINS	GB	3,50	....
VEBA AG	DE ★	45,15	– 2,71
▶ DJ E STOXX CONG P		282,11	+ 0,30

TÉLÉCOMMUNICATIONS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
EIRCOM	IE	4,2	+ 0,72
BRITISH TELECOM	GB	23,34	+ 2,72
CABLE & WIRELES	GB	14,18	– 0,22
DEUTSCHE TELEKO	DE ★	60	+ 1,52
ENERGIS	GB	38,37	– 3,24
EQUANT NV	DE ★	96	....
EUROPOLITAN HLD	SE	15,34	....
FRANCE TELECOM	FR ★	121,7	+ 3,22
HELLENIC TELE (	GR	20,43	....
KONINKLIJKE KPN	NL ★	60,65	+ 1,17
NETCOM ASA	NO	41,82	....
PANAFON HELLENI	GR	11,54	....
PORTUGAL TELECO	PT ★	10,4	....
SONERA	FI ★	45,7	+ 4,82
SWISSCOM N	CH	344,42	+ 0,18
TELE DANMARK -B	DK	64,66	– 0,62
TELECEL	PT ★	16,13	....
TELECOM ITALIA	IT ★	11,15	– 0,80
TELECOM ITALIA	IT ★	5,35	– 0,93
TELEFONICA	ES ★	23,71	+ 2,33
TIM	IT ★	8,8	+ 2,68
VODAFONE AIRTOU	GB	5,10	+ 2,88
▶ DJ E STOXX TCOM P		998,92	+ 0,96

CONSTRUCTION

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ACCIONA	ES ★	52	+ 1,27
AKTOR SA	GR	25,59	....
ASKO -A-	FI ★	16,5	....
AUMAR R	ES ★	17,36	+ 0,35
ACESA R	ES ★	10,31	+ 0,19
BLUE CIRCLE IND	GB	5,66	– 0,28
BOUYGUES /RM	FR ★	478	– 1,24
BPB	GB	5,25	– 1,78
BUZZI UNICEM	IT ★	11,15	– 1,15
CARADON	GB	2,68	+ 0,60
CBR	BE ★	100,2	....
CIMPOR R	PT ★	15,56	....
COLAS /RM	FR ★	198,7	+ 3,60
CRH PLC	GB	30,49	....
GRUPO DRAGADOS	ES ★	9,3	+ 0,43
FCC	ES ★	21,05	....
GROUPE GTM	FR ★	93,05	– 0,69
HANSON PLC	GB	7,99	– 0,59
HEIDELBERGER ZE	DE ★	68,8	– 2,41
HELL.TECHNODO.R	GR	36,80	+ 2,03
HERACLES GENL R	GR	31,92	....
HOCHTIEF ESSEN	DE ★	36,3	– 6,20
HOLDERBANK FINA	CH	1261,19	– 0,54
IMERYS /RM	FR ★	138	– 1,36
ITALCEMENTI	IT ★	11,6	+ 0,43
LAFARGE /RM	FR ★	95,8	– 3,62
MICHANIKI REG.	GR	19,13	....
TARMAC	GB	8,62	– 0,18
PILKINGTON PLC	GB	1,43	+ 2,27
RMC GROUP PLC	GB	12,71	– 0,99
RUGBY GRP	GB	2,04	– 0,77
SAINT GOBAIN /R	FR ★	160,5	+ 0,31
SKANSKA -B-	SE	36,60	+ 0,64
SUPERFOS	DK	21,51	....
TAYLOR WOODROW	GB	2,30	....
TECHNIP /RM	FR ★	97,4	+ 1,46
TITAN CEMENT RE	GR	113,61	....
WIENERB BAUSTOF	AT ★	19,79	+ 1,44
WILLIAMS	GB	4,87	+ 0,66
▶ DJ E STOXX CNST P		219,63	+ 0,29

CONSOMMATION CYCLIQUE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR ★	229,9	– 0,91
ADIDAS-SALOMON	DE ★	73,75	+ 1,44
AIR FCE	FR ★	16,83	+ 2
AIRTOURS PLC	GB	6,37	– 0,99
ALITALIA	IT ★	2,31	– 1,70
AUSTRIAN AIRLIN	AT ★	18,7	+ 2,92
BANG & OLUFSEN	DK	33,61	+ 2,88
BARRATT DEV PLC	GB	4,29	– 1,45
BEAZER GROUP	GB	2,28	....
BENETTON GROUP	IT ★	2,02	– 0,98
BERKELEY GROUP	GB	10,49	....
BRITISH AIRWAYS	GB	6,02	– 1,81
CLUB MED. /RM	FR ★	101,1	– 3,25
COMPASS GRP	GB	11,58	– 2,14
DT.LUFTHANSA N	DE ★	22,25	– 4,87
ELECTROLUX -B-	SE	19,41	– 0,60
EMI GROUP	GB	8,46	– 2,55
EURO DISNEY /RM	FR ★	0,96	+ 3,23
G WIMPEY PLC	GB	1,85	– 1,68
GRANADA GROUP	GB	8,99	+ 1,61
HERMES INTL	FR ★	141,3	+ 0,93
HPI	IT ★	0,79	+ 1,28
HUNTER DOUGLAS	NL ★	23,95	+ 1,05
KLM	NL ★	25,6	+ 1,03
HILTON GROUP	GB	3,33	+ 2,94
MOULINEX /RM	FR ★	10,7	+ 2,88
NCL HLDG	NO	4,07	....
PERSIMMON PLC	GB	3,84	....
PREUSSAG AG	DE ★	48,8	– 2,30
RANK GROUP	GB	3,07	– 1,02
SAIRGROUP N	CH	203,83	– 0,91
SAS DANMARK A/S	DK	10,22	– 1,30
SEB /RM	FR ★	66,6	– 1,04
SODEXHO ALLIANC	FR ★	175,8	+ 0,63
THE SWATCH GRP	CH	901,75	+ 1,05
THE SWATCH GRP	CH	183,48	+ 2,09
WW/WW UK UNITS	IE	0,97	+ 2,11
WILSON BOWDEN	GB	10,86	....
WOLFORD AG	AT ★	41,6	– 0,95
▶ DJ E STOXX CYC GO P		170,34	– 0,10

PHARMACIE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ASTRAZENECA	GB	40,94	– 6,04
ELAN CORP	GB	27,73	....
GLAXO WELLCOME	GB	29,02	+ 0,72
HOECHST AG	DE ★	43,5	– 8,81
NOVARTIS N	CH	1529,84	– 3,36
NOVO NORDISK B	DK	130,40	– 0,51
ORION B	FI ★	21,3	+ 1,19
RHONE POUL./RM	FR ★	65,3	– 0,46
ROCHE HOLDING	CH	16719,89	– 1,37
ROCHE HOLDING G	CH	11998,25	– 0,73
SANOFI SYNTHELA	FR ★	41,38	– 2,64
SCHERING AG	DE ★	118,25	– 0,21
SMITHKLINE BEEC	GB	13,15	+ 0,48
UCB	BE ★	41,6	....
▶ DJ E STOXX PHAR P		435,41	....

ÉNERGIE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	7,75	....
BG	GB	5,34	+ 2,43
BP AMOCO	GB	9,90	+ 0,48
BURMAH CASTROL	GB	18,38	....
CEPSA	ES ★	10,08	+ 0,80
DORDTSCHE PETRO	NL ★	48,15	....
ENI	IT ★	5,43	+ 0,74
ENTERPRISE OIL	GB	6,42	+ 1,25
F.OLSEN ENERGY	NO	7,13	....
LASMO	GB	2,14	+ 5,47
OMV AG	AT ★	86,85	– 1,03
PETROLEUM GEO-S	NO	16,36	....
REPSOL	ES ★	21,85	– 0,41
ROYAL DUTCH CO	NL ★	57,28	– 0,12
SAIPEM	IT ★	3,78	+ 1,89
SHELL TRANSP &	GB	7,46	+ 0,43
SMEDVIG -A-	NO	11,38	....
TOTAL FINA /RM	FR ★	129,2	– 0,62
▶ DJ E STOXX ENGY P		301,85	– 0,08

(Publicité)
www.lemonde.fr/aietek/
LES NOUVELLES TECHNOLOGIES
Avec Le Monde INTERACTIF

SERVICES FINANCIERS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
3I	GB	16,67	– 2,59
ALMANIJ	BE ★	51,5	....
ALPHA FINANCE	GR	79,18	– 5,49
AMVESCAP	GB	10,67	+ 2,12
BENI STABILI	IT ★	0,34	....
BPI R	PT ★	4,17	....
BRITISH LAND CO	GB	6,99	+ 0,23
CANARY WHARF GR	GB	5,61	– 0,28
CAPITAL SHOPPIN	GB	6,12	....
COBEPA	BE ★	60,35	....
CONSORS DISC-BR	DE ★	67,3	+ 0,07
CORP FIN ALBA	ES ★	29,19	+ 0,14
CS GROUP N	CH	193,50	+ 1,48
EURAFRANCE /RM	FR ★	584,5	– 2,58
FORTIS (B)	BE ★	34,9	....
FORTIS (NL)	NL ★	35,04	+ 0,98
GECINA /RM	FR ★	114,5	– 0,78
HAMMERSON	GB	7,05	....
ING GROEP	NL ★	56,7	+ 0,19
KAPITAL HOLDING	DK	46,78	– 0,57
LAND SECURITIES	GB	11,17	+ 0,28
LIBERTY INTL	GB	7,21	....
MEDIOBANCA	IT ★	9,35	– 0,21
MEPC PLC	GB	7,37	....
METROVACESA	ES ★	18,4	+ 2,34
PROVIDENT FIN	GB	11,38	+ 2,72
RODAMCO UK	NL ★	36,95	– 0,54
RODAMCO CONT. E	NL ★	36,2	– 0,69
RODAMCO NORTH A	NL ★	35,05	– 1,13
SCHRODERS PLC	GB	18,76	– 0,08
SIMCO N /RM	FR ★	81,3	– 1,45
SLOUGH ESTATES	GB	5,48	– 0,57
UNIBAIL /RM	FR ★	127	– 1,55
UNIM	IT ★	0,48	....
VALLEHERMOSO	ES ★	7,35	....
WCM BETEILIGUNG	DE ★	40	– 0,87
WOOLWICH PLC	GB	5,64	+ 0,28
▶ DJ E STOXX FINS P		257,06	+ 0,11

ALIMENTATION ET BOISSON

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ	GB	5,13	– 0,61
ASSOCIAT BRIT F	GB	5,86	+ 4,23
BASS	GB	11,14	+ 2,03
BBAG OE BRAU-BE	AT ★	40,4	+ 0,12
BRAU-UNION	AT ★	42,75	....
CADBURY SCHWEPP	GB	6,15	– 0,51
CARLSBERG -B-	DK	39,39	....
CARLSBERG AS -A	DK	38,31	– 0,70
DANISCO	DK	39,66	– 0,67
DANONE /RM	FR ★	230	+ 0,22
DELTA DAIRY	GR	43,53	+ 1,10
DIAGEO	GB	8,78	– 0,18
ELAIS OLEAGINOU	GR	39,12	– 0,27
ERID.BEGH.SAY /	FR ★	113,5	– 0,44
GREENCORE GROUP	GB	2,73	– 0,58
HEINEKEN HOLD.N	NL ★	33,6	+ 0,30
HELLENIC BOTTLI	GR	23,46	....
HELLENIC SUGAR	GR	28,46	....
KERRY GRP-A-	GB	11,98	....
MONTEDISON	IT ★	1,56	....
NESTLE N	CH	1795,98	– 0,14
KONINKLIJKE NUM	NL ★	37,29	+ 3,01
PARMALAT	IT ★	1,22	+ 3,39
PERNOD RICARD /	FR ★	55,8	– 2,62
RAISIO GRP -V-	FI ★	4,26	+ 1,43
RIEBER & SON -B	NO	5,41	....
SCOTT & NEWCAST	GB	7,46	+ 4,43
SOUTH AFRICAN B	GB	9,67	+ 2,18
TATE & LYLE	GB	6,80	+ 1,42
UNIGATE PLC	GB	4,80	+ 0,66
UNILEVER	NL ★	54,85	+ 0,18
UNILEVER	GB	7,19	+ 0,44
WHITBREAD	GB	9,54	+ 0,50
▶ DJ E STOXX F & BV P		208,31	+ 0,75

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ABB N	CH	102,70	+ 0,46
ADECCO N	CH	641,87	– 1,91
ALSTOM	FR ★	31,69	+ 0,13
ASSA ABLOY-B-	SE	11,27	+ 0,52
ASSOC BR PORTS	GB	4,56	....
ATLAS COPCO -A-	SE	27,89	+ 1,91
ATTICA ENTR SA	GR	17,53	....
BAA	GB	6,88	....
BBA GROUP PLC	GB	8,05	– 1,55
BERGESEN	NO	15,25	....
BONHEUR	NO	22,14	....
CMG	GB	60,70	– 0,26
COOKSON GROUP P	GB	3,99	– 1,18
DAMPSKIBS -A-	DK	10187,27	– 2,85
DAMPSKIBS -B-	DK	11359,97	+ 0,60
DAMSKIBS SVEND	DK	16266,94	....
DET SONDENFJ NO	NO	5,77	....
ELECTROCOMPONEN	GB	10,89	– 1,29
EUROTUNNEL /RM	FR ★	1,24	– 0,80
FINNLINES	FI ★	26,7	....
FKI	GB	3,12	+ 1,55
FLS IND.B	DK	26,62	....
FLUGHAFEN WIEN	AT ★	36,05	– 0,58
GKN	GB	14,94	+ 1,29
GLYNWED INTL PL	GB	3,52	– 1,77
HALKOR	GR	20,99	....
HAYS	GB	15,85	– 0,20
HEIDELBERGER DR	DE ★	54,5	– 3,28
HUHTAMAEKI VAN	FI ★	29,5	– 1,70
IFIL	IT ★	8,97	+ 7,43
IMI PLC	GB	4,17	– 0,38
ISS INTL SERV-B	DK	59,82	– 2,84
KOEBENHAVN LUFT	DK	82,68	....
KON.NEDLLOYD	NL ★	27,75	+ 2,40
KONE B	FI ★	45	....
LEGRAND /RM	FR ★	214,9	– 1,42
LEIF HOEGH	NO	10,95	....
LINDE AG	DE ★	49,3	– 2,18
MAN AG	DE ★	31,7	– 1,25
MANNESMANN N	DE ★	234,5	+ 3,76
METALLGESELLSCH	DE ★	18,4	– 4,17
METRA A	FI ★	17,21	....
METSO	FI ★	11,5	....
MORGAN CRUCIBLE	GB	4,06	+ 0,39
NFC	GB	3,47	+ 2,82
NKT HOLDING	DK	56,46	....
OCEAN GROUP	GB	18,99	– 1,40
PARTEK	FI ★	11,2	....
PENINS.ORIENT.S	GB	14,34	+ 1
PREMIER FARNELL	GB	6,81	....
RAILTRACK	GB	13,36	....
RANDSTAD HOLDIN	NL ★	47,35	– 1,56
RATIN -A-	DK	112,91	....
RATIN -B-	DK	114,94	– 1,16
RENTOKIL INITIA	GB	3,84	+ 0,41
REXAM	GB	3,88	+ 0,82
REXEL /RM	FR ★	77,4	+ 1,78
RHI AG	AT ★	26,55	+ 0,19
RIETER HLDG N	CH	565,47	....
SANDVIK -A-	SE	29,75	+ 0,20
SANDVIK -B-	SE	29,81	....
SAURER ARBON N	CH	461,52	– 1,73
SCHNEIDER ELECT	FR ★	68,2	– 2,71
SEAT-PAGINE GIA	IT ★	2,6	+ 6,12
SECURICOR	GB	2,38	....
SECURITAS -B-	SE	19,06	+ 9,33
SHANKS GROUP	GB	4,14	....
SIDEL /RM	FR ★	101,8	+ 3,88
INVENSYS	GB	4,60	– 0,34
SKF -A-	SE	21,32	....
SKF -B-	SE	22,54	+ 1,04
SOPHUS BEREND -	DK	24,09	....
SULZER FRAT.SA1	CH	621,83	– 1,49
SVEDALA	SE	16,38	....
T.I.GROUP PLC	GB	6,56	– 2,59
TOMRA SYSTEMS	NO	35,42	....
VA TECHNOLOGIE	AT ★	60,59	+ 0,15
▶ DJ E STOXX IND GO P		496,72	+ 0,30

ASSURANCES

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AEGON NV	NL ★	89,95	+ 0,06
AGF /RM	FR ★	55,4	– 0,18
ALLEANZA ASS	IT ★	9,22	– 0,43
ALLIANZ AG	DE ★	286,5	– 1,38
ALLIED ZURICH	GB	11,82	– 0,93
AXA /RM	FR ★	143,1	+ 0,49
BALOISE HLDG N	CH	805,31	+ 0,70
CGU	GB	14,18	– 0,33
CNP ASSURANCES	FR ★	34,9	+ 4,96
CORP MAPFRE R	ES ★	16,75	– 1,18
ERGO VERSICHERU	DE ★	111	– 3,48
ETHNIKI GEN INS	GR	43,33	– 4,27
FORSIKRING CODA	DK	77,30	– 0,86
FORTIS (B)	BE ★	34,9	....
GENERALI ASS	IT ★	29,06	– 0,07
GENERALI HLD VI	AT ★	153,4	+ 2,20
INA	IT ★	2,78	....
INTERAM HELLEN	GR	31,40	– 4,49
IRISH LIFE & PE	GB	9,67	– 2,40
LEGAL & GENERAL	GB	2,71	– 1,72
MEDIOLANUM	IT ★	9,75	+ 3,61
MUENCH RUECKVER	DE ★	212	+ 2,66
NORWICH UNION	GB	7,07	– 0,45
POHJOLA YHTYMAE	FI ★	59	+ 0,85
PRUDENTIAL	GB	16,69	+ 0,19
RAS	IT ★	8,71	– 0,11
ROYAL SUN ALLIA	GB	5,99	+ 0,53
SAMPO -A-	FI ★	34,2	+ 0,59
SWISS RE N	CH	2055,23	– 0,55
SEGUROS MUNDIAL	PT ★	52	....
SKANDIA INSURAN	SE	24,23	+ 0,72
STOREBRAND	NO	7,01	....
SUN LF & PROV H	GB	8,40	+ 6,21
SWISS LIFE REG	CH	566,72	– 0,22
TOPDANMARK	DK	22,59	– 1,18
ZURICH ALLIED N	CH	574,24	– 1,08
▶ DJ E STOXX INSU P		351,74	+ 0,75

MEDIAS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
B SKY B GROUP	GB	12,65	+ 0,88
CANAL PLUS /RM	FR ★	98,65	+ 7,11
CARLTON COMMUNI	GB	9,03	+ 0,71
ELSEVIER	NL ★	10,01	– 0,10
EM.TV & MERCHAN	DE ★	67,05	– 0,37
EMAP PLC	GB	17,50	+ 0,55
HAVAS ADVERTISI	FR ★	411	– 4,42
INDP NEWS AND M	IR ★	6	....
LAGARDERE SCA N	FR ★	47,51	– 1,02
MEDIASET	IT ★	13,8	– 1,08
PEARSON	GB	24,23	+ 1,26
REED INTERNATIO	GB	6,18	+ 1,04
REUTERS GROUP	GB	11,93	+ 2,45
SCHIBSTED	NO	17,59	....
TELEWEST COMM.	GB	5,63	– 1,93
TF1	FR ★	380,3	– 0,45
UNITED NEWS & M	GB	11,32	– 3,38
UNITED PAN-EURO	NL ★	91,9	– 0,49
WOLTERS KLUWER	NL ★	31,9	+ 0,95
WPP GROUP	GB	15,72	+ 0,10
▶ DJ E STOXX MEDIA P		406,71	+ 0,40

BIENS DE CONSOMMATION

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AHOLD	NL ★	31,08	– 0,61
ATHENS MEDICAL	GR	54,70	....
AUSTRIA TABAK A	AT ★	48,38	+ 0,37
BEIERSDORF AG	DE ★	65	– 2,99
BIC /RM	FR ★	43,5	+ 2,21
BRIT AMER TOBAC	GB	5,75	+ 1,97
CASINO GP /RM	FR ★	118,3	– 1,42
CFR UNITS -A-	CH	2355,81	– 0,34
DELHAIZE	BE ★	74,5	....
ESSILOR INTL /R	FR ★	289,9	+ 4,09
COLRUYT	BE ★	55	....
FRESENIUS MED C	DE ★	85,6	– 1,50
FYFFES	GB	1,68	....
GALLAHER GRP	GB	4,77	– 1,95
GIB	BE ★	43,51	....
IMPERIAL TOBACC	GB	9,59	– 1,79
JERONIMO MARTIN	PT ★	24,14	....
KESKO -B-	FI ★	11	+ 1,38
L'OREAL /RM	FR ★	687	+ 4,09
MODELO CONTINEN	PT ★	18,56	....
MORRISON SUPERM	GB	2,06	+ 0,78
HENKEL KGAA VZ	DE ★	59,4	– 2,78
RECKITT & COLMA	GB	11,81	– 3,75
SAFEWAY	GB	3	– 1,05
SAINSBURY J. PL	GB	5,04	+ 1,92
SEITA /RM	FR ★	52,95	+ 1,83
SMITH & NEPHEW	GB	3,33	– 0,47
STAGECOACH HLDG	GB	2,46	+ 1,31
TABACALERA A	ES ★	16,62	+ 0,73
TESCO PLC	GB	2,84	....
TNT POST GROEP	NL ★	28,48	+ 3,49
▶ DJ E STOXX N CY G P		534,09	+ 0,71

COMMERCE DISTRIBUTION

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
BOOTS CO PLC	GB	9,03	....
CARREFOUR /RM	FR ★	177,2	+ 0,45
CASTO.DUBOIS /R	FR ★	289	– 1,87
CENTROS COMER P	ES ★	16,9	+ 0,60
CONTINENTE	ES ★	21,2	+ 0,47
DIXONS GROUP PL	GB	24,63	– 1,40
GEHE AG	DE ★	37,1	– 1,59
GREAT UNIV STOR	GB	5,80	+ 1,39
GUCCI GROUP	NL ★	89,65	– 0,11
GUILBERT /RM	FR ★	132	+ 3,13
HENNES & MAURIT	SE	30,33	....
KARSTADT QUELLE	DE ★	36	– 2,44
KINGFISHER	GB	9	+ 1,61
MARKS & SPENCER	GB	3,93	....
METRO	DE ★	52,15	– 1,60
NEXT PLC	GB	7,84	– 1,59
PINAULT PRINT./	FR ★	221,9	+ 4,18
RINASCENTE	IT ★	6,89	+ 3,30
VALORA HLDG N	CH	245,48	– 1,51
W.H SMITH GRP	GB	6,32	– 2,92
WOLSELEY PLC	GB	7,05	....
▶ DJ E STOXX RETL P		426,2	– 0,15

HAUTE TECHNOLOGIE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AEROSPATIALE MA	FR ★	21,65	– 2,26
ALCATEL /RM	FR ★	216,4	+ 1,12
ALTEC SA REG.	GR	24,08	– 1,98
ASM LITHOGRAPHY	NL ★	101,8	+ 4,62
BAAN COMPANY	NL ★	14,6	+ 3,18
BARCO	BE ★	125,2	....
BRITISH AEROSPA	GB	6,47	+ 2,77
CAP GEMINI /RM	FR ★	206,1	+ 13,24
COLOPLAST B	DK	98,81	....
COLT TELECOM NE	GB	39,78	+ 1,01
DASSAULT SYST./	FR ★	50,65	+ 4,76
ERICSSON -B-	SE	59,26	+ 2,72
FINMECCANICA	IT ★	1,13	....
GAMBRO -A-	SE	9,76	....
GETRONICS	NL ★	72,6	+ 1,04
GN GREAT NORDIC	DK	37,91	– 0,70
INTRACOM R	GR	39,62	....
LOGICA	GB	23,03	+ 0,21
MERKANTILDATA	NO	11,07	....
MISYS	GB	13,23	+ 1,95
NERA ASA	NO	3,27	....
NOKIA	FI ★	171	+ 11,04
NYCOMED AMERSHA	GB	6,18	+ 1,30
OCE	NL ★	17,42	– 0,17
OLIVETTI	IT ★	2,12	– 0,47
KON. PHILIPS	NL ★	126,2	+ 1,08
ROLLS ROYCE	GB	3,20	– 1,46
SAGE GRP	GB	83,22	– 1,48
SAGEM	FR ★	952	....
SAP AG	DE ★	385	+ 6,65
SAP VZ	DE ★	482,5	+ 8,06
SEMA GROUP	GB	18,94	– 0,50
SIEMENS AG N	DE ★	115,7	+ 6,15
SMITHS IND PLC	GB	13,84	– 0,11
STMICROELEC SIC	FR ★	134,8	+ 0,60
THOMSON CSF /RM	FR ★	31,46	+ 4,90
TIETOENATOR	FI ★	50	+ 4,17
WILLIAM DEMANT	DK	97,47	....
▶ DJ E STOXX TECH P		749,36	+ 4,93

SERVICES COLLECTIFS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AEM	IT ★	2,83	– 0,70
ANGLIAN WATER	GB	9,70	+ 1,83
BRITISH ENERGY	GB	5,82	+ 2,23
CENTRICA	GB	3	....
EDISON	IT ★	7,47	+ 0,54
ELECTRABEL	BE ★	322,9	....
ELECTRIC PORTUG	PT ★	15,16	....
ENDESA	ES ★	19,53	– 1,26
EVN	AT ★	145,66	– 0,01
FORTUM	FI ★	4,5	– 0,44
GAS NATURAL SDG	ES ★	25,59	– 0,47
IBERDROLA	ES ★	13,92	– 0,50
ITALGAS	IT ★	3,91	+ 1,03
NATIONAL GRID G	GB	8,05	– 0,20
NATIONAL POWER	GB	6,05	+ 0,26
OESTERR ELEKTR	AT ★	138,57	+ 0,63
POWERGEN	GB	7,97	+ 2,03
SCOTTISH POWER	GB	8,51	– 3,07
SEVERN TRENT	GB	11,25	....
SUEZ LYON EAUX/	FR ★	150,5	+ 0,53
SYDKRAFT -A-	SE	22,78	....
SYDKRAFT -C-	SE	17,55	....
THAMES WATER	GB	13,39	+ 3,43
FENOSA	ES ★	17,55	+ 1,80
UNITED UTILITIE	GB	8,73	+ 0,55
VIAG	DE ★	15,4	– 2,22
VIVENDI/RM	FR ★	85,55	+ 4,58
▶ DJ E STOXX PO SUP P		306,4	+ 0,55

EURO NOUVEAU MARCHÉ

07/12 09 h 58 ▶

AMSTERDAM

	Cours en €uros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	18,95	+ 2,43
ANTONOV	0,93	+ 2,20
C/TAC	8,7	+ 4,19
CARDIO CONTROL	5,25	....
CSS	19,4	+ 1,04
HITT NV	6,1	....
INNOCONCEPTS NV	18,35	– 3,42
NEDGRAPHICS HOLD	19,15	+ 1,86
SOPHEON	3,82	+ 3,24
PROLION HOLDING	94	....
RING ROSA	5,7	....
RING ROSA WT	0,45	....
UCC HOLDING NV	19,25	+ 1,32

BRUXELLES

	Cours en €uros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	1,59	+ 11,97
FARDEM BELGIUM B	22,5	+ 0,45
INTERNOC HLD	2,2	....
INTL BRACHYTHER B	13,9	– 0,71
LINK SOFTWARE B	8,89	....
PAYTON PLANAR	1,29	– 0,77
ACCENTIS	7,6	....

FRANCFORT

	Cours en €uros	% Var. veille
1 & 1 AG & CO.KGAA	110	+ 0,92
AIXTRON	146	+ 2,89
AUGUSTA TECHNOLOGI	57,1	+ 0,53
BB BIOTECH ZT-D	57,4	– 1,88
BB MEDTECH ZT-D	13,3	....
BERTRANDT AG	81,5	– 0,97
BETA SYSTEMS SOFTW	11	+ 1,85
CE COMPUTER EQUIPM	73	– 1,88
CE CONSUMER ELECTR	100,8	– 1,18
CENIT SYSTEMHAUS	31	– 16,22
DRILLISCH	7,7	+ 1,32
EDEL MUSIC E 98	335	....
ELSA	55,9	– 3,62
EM.TV & MERCHANDI	67,3	....
EUROMICRON	18,6	....
GRAPHISOFT NV	11,3	....
HOEFT & WESSEL	12,1	+ 1,68
HUNZINGER INFORMAT	11	– 0,90
INFOMATEC	37	+ 5,74
INTERSHOP COMMUNIC	199	+ 0,90
KINOWELT MEDIEN	67,5	– 1,03
LHS GROUP	26,25	– 1,69
LINTEC COMPUTER	90,5	+ 0,33
LOESCH UMWELTSCHUT	6,6	....
MENSCH UND MASCHIN	23,6	+ 0,43
MOBILCOM	71,5	+ 2,89
MUEHL PRODUCT & SE	13,1	....
MUEHLBAUER HOLDING	70,55	+ 5,77
PFEIFFER VACU TECH	25,6	....
PLENUM	18,01	– 0,22
PSI	34,7	– 0,86
QIAGEN NV	73,5	– 0,54
REFUGIUM HOLDING A	8,95	– 0,56
SACHSENRING AUTO	13,05	+ 0,38
SALTUS TECHNOLOGY	12,1	....
SCM MICROSYSTEMS	60	....
SER SYSTEME	36,2	– 0,55
SERO ENTSORGUNG	5,8	....
SINGULUS TECHNOLOG	59	....
SOFTM SOFTWARE BER	34,5	+ 1,47
TDS	14,2	– 1,25
TECHNOTRANS	38	– 0,13
TELDAFAX	12,9	– 0,77
TELES AG	27,3	– 2,50
TIPTEL	5,4	– 0,92
TRANSTEC	36,77	+ 2,14
W.E.T. AUTOMOTIVE	36	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....

★ CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - **DE** : Allemagne - **ES** : Espagne
IT : Italie - **PT** : Portugal - **IR** : Irlande
LU : Luxembourg - **NL** : Pays-Bas - **AT** : Autriche
FI : Finlande - **BE** : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - **NO** : Norvège - **DK** : Danemark
GB : Grande-Bretagne - **GR** : Grèce - **SE** : Suède.

LeMonde Job: WMQ0812--0027-0 WAS LMQ0812-27 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:30 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 Nº:0508 Lcp:700 CMYK

VALEURS FRANÇAISES

● Le titre **Axa** progressait de 1,06 %, à 143,1 euros mardi 7 décembre lors des premiers échanges. L'assureur National Mutual Holdings, filiale australienne à 51 % d'Axa, a enregistré, lors de son exercice 1998-99, une croissance de 47 % de son bénéfice net.

● L'action **Carrefour** était pratiquement stable mardi matin, reculant de 0,06 %, à 177,2 euros. Le groupe de distribution a annoncé lundi des ventes en hausse de 2,6 % en novembre.

● Le titre **Canal+** bondissait de 4,97 %, à 99,3 euros mardi matin. Ses concurrents dans la télévision à péage BskyB et Kirch ont annoncé lundi un accord aux termes duquel le premier prend une participation de 24 % dans le second, Kirch devenant par ailleurs actionnaire de BskyB à hauteur de 4,3 %.

● Le titre **France Telecom** reculait mardi matin de 0,57 %, à 121,7 euros. Lehman Brothers a annoncé lundi avoir sorti l'action de son portefeuille de valeurs recommandées.

● L'action **Peugeot** progressait de 1,52 %, à 200 euros mardi 7 décembre au début des transactions. Le constructeur automobile a fait savoir lundi que le groupe n'avait pas l'intention de modifier la structure de son capital en y faisant entrer l'américano-allemand DaimlerChrysler ou tout autre constructeur automobile.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 7 DÉCEMBRE **Cours relevés à 09h50**

Liquidation : 24 décembre

France	Précédent en €uros	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille	Montant coupon (1)
B.N.P. (T.P)	143,10	143,10	938,67	....	5,25
CR.LYONNAIS(TP)	140	139,10	912,44	− 0,64	5,22
RENAULT (T.P.)	345	344,90	2262,40	− 0,03	16,10
SAINT GOBAIN(T.P.	172	172	1128,25	....	8,24
THOMSON S.A (T.P	149	150,50	987,22	+ 1,01	4,99
ACCOR	226	230,50	1511,98	+ 1,99	4
AEROSPATIALE MAT	21,69	21,52	141,16	− 0,78	....
AGF	55,90	55,40	363,40	− 0,89	1,14
AIR FRANCE GPE N	16,80	16,80	110,20	....	2,74
AIR LIQUIDE	141,20	142,90	937,36	+ 1,20	2,40
ALCATEL	216,60	216,20	1418,18	− 0,18	2
ALSTOM	31,93	31,69	207,87	− 0,75	0,50
ALTRAN TECHNO. #	477,50	478,80	3140,72	+ 0,27	0,69
ATOS CA	141	145,70	955,73	+ 3,33	....
AXA	141,60	143,20	939,33	+ 1,13	1,70
BAIL INVESTIS	129,80	129,80	851,43	....	9,45
BAZAR HOT. VILLE	124,50	123	806,83	− 1,20	2,75
BIC	43,70	43,50	285,34	− 0,46	0,50
BIS	88,05	....	....	....	1,22
B.N.P.	90,60	90,90	596,26	+ 0,33	1,50
BOLLORE	193,50	188,60	1237,13	− 2,53	4,12
BONGRAIN	324,20	330	2164,66	+ 1,79	9,76
BOUYGUES	474,80	479	3142,03	+ 0,88	2,59
BOUYGUES OFFS.	38,50	38,40	251,89	− 0,26	0,90
BULL#	6,96	6,89	45,20	− 1,01	....
BUSINESS OBJECTS	110,80	117,50	770,75	+ 6,05	....
CANAL +	94,60	99	649,40	+ 4,65	3,20
CAP GEMINI	204	204,10	1338,81	+ 0,05	0,84
CARBONE LORRAINE	39,19	40	262,38	+ 2,07	0,88
CARREFOUR	177,30	177,20	1162,36	− 0,06	4,90
CASINO GUICHARD	116,80	118,30	776	+ 1,28	1,27
CASINO GUICH.ADP	79,65	79,60	522,14	− 0,06	1,31
CASTORAMA DUB.(L	294,50	291,90	1914,74	− 0,88	1,90
C.C.F.	117,50	117,80	772,72	+ 0,26	1,40
CEGID (LY)	209	206	1351,27	− 1,44	3,81
CERUS	7,46	7,46	48,93	....	0,15
CGIP	52,10	52,65	345,36	+ 1,06	0,80
CHARGEURS	50,70	50,70	332,57	....	1,45
CHRISTIAN DALLOZ	44,10	44,90	294,52	+ 1,81	0,76
CHRISTIAN DIOR	187	187	1226,64	....	1
CIC -ACTIONS A.	92	92	603,48	....	....
CIMENTS FRANCAIS	62,10	62,30	408,66	+ 0,32	1,15
CLARINS	101	101	662,52	....	1
CLUB MEDITERRANE	103,90	101,10	663,17	− 2,69	0,69
CNP ASSURANCES	34,76	34,90	228,93	+ 0,40	0,64
COFLEXIP	83,20	84,30	552,97	+ 1,32	1,16
COLAS	196	198,70	1303,39	+ 1,38	4,88
COMPTOIR ENTREP.	2,05	2,06	13,51	+ 0,49	1,14
CPR	40,91	40,60	266,32	− 0,76	1
CRED.FON.FRANCE	18,50	17,85	117,09	− 3,51	....
CFF.(FERRAILLES)	31,30	31,30	205,31	....	0,57
CREDIT LYONNAIS	33,24	32,84	215,42	− 1,20	....
CS SIGNAUX(CSEE)	39	38,95	255,50	− 0,13	0,84
DAMART	76,40	77,40	507,71	+ 1,31	24,39
DANONE	229,80	230,50	1511,98	+ 0,30	3
DASSAULT-AVIATIO	186	186,40	1222,70	+ 0,22	6
DASSAULT SYSTEME	50,50	50,65	332,24	+ 0,30	0,22
DE DIETRICH	57,10	57,15	374,88	+ 0,09	1,20
DEVEAUX(LY)#	66,30	66,40	435,56	+ 0,15	4,95
DEV.R.N-P.CAL LI	14,75	14,75	96,75	....	0,20
DEXIA FRANCE	166	165,90	1088,23	− 0,06	....
DMC (DOLLFUS MI)	6,32	6,28	41,19	− 0,63	0,61
DYNACTION	26,80	26,61	174,55	− 0,71	0,50
EIFFAGE	69	69	452,61	....	0,79
ELF AQUITAINE	151,80	150,80	989,18	− 0,66	2,29
ERAMET	56,40	57	373,90	+ 1,06	1,14
ERIDANIA BEGHIN	114	113	741,23	− 0,88	5,34
ESSILOR INTL	290	289	1895,72	− 0,34	3,20
ESSILOR INTL.ADP	325,10	328	2151,54	+ 0,89	3,32
ESSO	75,50	75,50	495,25	....	2,29
EURAFRANCE	592,50	593	3889,83	+ 0,08	8,54
EURO DISNEY	0,94	0,97	6,36	+ 3,19	....
EUROTUNNEL	1,25	1,24	8,13	− 0,80	....
FACOM SA	64,90	64,90	425,72	....	1,50
FAURECIA	55,60	56,15	368,32	+ 0,99	0,61
FIMALAC SA	113	113	741,23	....	2,75
FIVES-LILLE	80,70	80,50	528,05	− 0,25	1,10
FONC.LYON.#	132,90	132	865,86	− 0,68	3
FRANCE TELECOM	122,40	121,70	798,30	− 0,57	1
FROMAGERIES BEL	713	716	4696,65	+ 0,42	9,15
GALERIES LAFAYET	154,20	156	1023,29	+ 1,17	2
GAUMONT #	56,25	55,30	362,74	− 1,69	0,57
GAZ ET EAUX	49,80	49,10	322,07	− 1,41	0,84
GECINA	114,20	114,50	751,07	+ 0,26	3,06
GEOPHYSIQUE	52,80	52,95	347,33	+ 0,28	1,22
GFI INFORMATIQUE	107,50	108,10	709,09	+ 0,56	0,61
GRANDVISION	30,52	30,30	198,75	− 0,72	0,20
GROUPE ANDRE S.A	151,40	150,10	984,59	− 0,86	0,99
GASCOGNE	78,50	78,45	514,60	− 0,06	2,50
GR.ZANNIER (LY)	37,45	37,46	245,72	+ 0,03	0,50
GROUPE GTM	93	94	616,60	+ 1,08	1,50
GROUPE PARTOUCHE	69	69,90	458,51	+ 1,30	1,52
GUILBERT	129,30	132	865,86	+ 2,09	2,52
GUYENNE GASCOGNE	460	462,50	3033,80	+ 0,54	5,50
HACHETTE FILI.ME	51,70	52,70	345,69	+ 1,93	2,52
HAVAS ADVERTISIN	417,60	411	2695,98	− 1,58	2,60
IMERYS(EX.IMETAL	138	140	918,34	+ 1,45	2,82
IMMEUBLES DE FCE	18,83	18,90	123,98	+ 0,37	0,27
INFOGRAMES ENTER	130,80	131,50	862,58	+ 0,54	....
INGENICO	27	26,52	173,96	− 1,78	0,16
INTERTECHNIQUE	420	420	2755,02	....	4,57
ISIS	61,50	61	400,13	− 0,81	2,16
KLEPIERRE COMP.F	96,50	96,60	633,65	+ 0,10	2,29
LABINAL	112,70	112,20	735,98	− 0,44	4,70
LAFARGE	95,50	95,80	628,41	+ 0,31	1,83
LAGARDERE	47,70	47,51	311,65	− 0,40	0,78
LAPEYRE	59,30	60	393,57	+ 1,18	0,96
LEBON (CIE)	51,80	49,50	324,70	− 4,44	1,22
LEGRAND	213,60	214,90	1409,65	+ 0,61	0,85
LEGRAND ADP	126	128	839,62	+ 1,59	1,36
LEGRIS INDUST.	36,69	37,65	246,97	+ 2,62	1
LOCINDUS	111,50	111,60	732,05	+ 0,09	7,50
L'OREAL	680	687	4506,42	+ 1,03	2,82
LVMH MOET HEN.	340,20	343,40	2252,56	+ 0,94	1
MARINE WENDEL	171	171,60	1125,62	+ 0,35	3,60
METALEUROP	8,10	8,16	53,53	+ 0,74	0,61
MICHELIN	39,85	39,96	262,12	+ 0,28	0,64
MONTUPET SA	29,60	29,75	195,15	+ 0,51	0,46
MOULINEX	10,36	10,70	70,19	+ 3,28	0,61
NATEXIS BQ POP.	70	70,10	459,83	+ 0,14	1,68
NEOPOST	44,95	46,80	306,99	+ 4,12	....
NORBERT DENTRES.	22,20	21,82	143,13	− 1,71	0,36
NORD-EST	26,75	25,85	169,56	− 3,36	0,84
NORDON (NY)	68,90	....	....	....	....
NRJ #	482	481,10	3155,81	− 0,19	1,27
OLIPAR	8,56	8,56	56,15	....	....
PARIBAS	110,40	110,40	724,18	....	....
PECHINEY ACT ORD	63,50	62,30	408,66	− 1,89	0,80
PENAUILLE POLY.C	376	361,10	2368,66	− 3,96	1,45
PERNOD-RICARD	55,60	55,75	365,70	+ 0,27	0,78
PEUGEOT	197	200,20	1313,23	+ 1,62	1,50
PINAULT-PRINT.RE	221	221,20	1450,98	+ 0,09	1,44
PLASTIC OMN.(LY)	111	111,50	731,39	+ 0,45	1,52
PROMODES	1018	1020	6690,76	+ 0,20	3
PUBLICIS #	341,50	339,20	2225,01	− 0,67	1,22
REMY COINTREAU	21,48	22,20	145,62	+ 3,35	0,70
RENAULT	46,50	46,89	307,58	+ 0,84	0,76
REXEL	77,20	77,40	507,71	+ 0,26	1,14
RHODIA	20,65	20,50	134,47	− 0,73	0,20
RHONE POULENC A.	65,45	65,60	430,31	+ 0,23	0,61
ROCHETTE (LA)	6,12	6,85	44,93	+ 11,93	0,18
ROYAL CANIN	67,55	67,75	444,41	+ 0,30	0,66
RUE IMPERIALE (L	1890	....	....	....	20,28
SADE (NY)	38	....	....	....	1,91
SAGEM S.A.	395	396	2597,59	+ 0,25	....
SAINT-GOBAIN	159,70	160,50	1052,81	+ 0,50	3,20
SALVEPAR (NY)	76,20	76,30	500,50	+ 0,13	2,82
SANOFI SYNTHELAB	41,20	41,38	271,44	+ 0,44	....
SAUPIQUET (NS)	75	....	....	....	1,52
SCHNEIDER ELECTR	68	68,20	447,36	+ 0,29	1,15
SCOR	45,42	45,90	301,08	+ 1,06	1,70
S.E.B.	67,30	66,95	439,16	− 0,52	1,90
SEITA	53,25	52,95	347,33	− 0,56	1,22
SELECTIBANQUE	13,80	13,80	90,52	....	0,91
SGE	46,49	45,20	296,49	− 2,77	1,40
SIDEL	101,10	101,40	665,14	+ 0,30	0,92
SILIC CA	161,30	161	1056,09	− 0,19	6
SIMCO	82	81,30	533,29	− 0,85	2,36
SKIS ROSSIGNOL	15	16,14	105,87	+ 7,60	0,15
SOCIETE GENERALE	222	221,90	1455,57	− 0,05	....
SODEXHO ALLIANCE	175,20	175,40	1150,55	+ 0,11	1,34
SOGEPARC (FIN)	80,50	81,90	537,23	+ 1,74	2,44
SOMMER-ALLIBERT	26	25,95	170,22	− 0,19	0,70
SOPHIA EX.SFI	26,50	26,88	176,32	+ 1,43	2,61
SOPRA #	77,60	77,35	507,38	− 0,32	0,53
SPIR COMMUNIC. #	68,85	69	452,61	+ 0,22	2,60
SR TELEPERFORMAN	190	190	1246,32	....	0,88
SUEZ LYON.DES EA	150,20	150	983,94	− 0,13	....
TF1	382,50	380,30	2494,60	− 0,58	3,35
TECHNIP	95,55	97	636,28	+ 1,52	2,45
THOMSON-CSF	31,15	31,45	206,30	+ 0,96	0,55
THOMSON MULTIMED.	43,62	44,52	292,03	+ 2,06	....
TOTAL FINA SA	129,60	129,20	847,50	− 0,31	2
TRANSICIEL #	116,80	118,90	779,93	+ 1,80	0,91
UNIBAIL	127,80	127	833,07	− 0,63	4,73
UNILOG	79	79,80	523,45	+ 1,01	2,20
UNION ASSUR.FDAL	115,90	115,60	758,29	− 0,26	3,35
USINOR	16,31	16,06	105,35	− 1,53	0,48
VALEO	67,10	67,90	445,39	+ 1,19	1
VALLOUREC	40,40	41,15	269,93	+ 1,86	1,14
VIA BANQUE	29,11	28,70	188,26	− 1,41	0,61
VIVENDI	83	85,50	560,84	+ 3,01	2,75
WORMS (EX.SOMEAL	15,70	16,09	105,54	+ 2,48	0,40
ZODIAC	197	204,80	1343,40	+ 3,96	2,60

International	Précédent en €uros	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille	Montant coupon (1)
AMERICAN EXPRESS	153	154	1010,17	+ 0,65	0,18
A.T.T. #	56,20	56,20	368,65	....	0,18
BARRICK GOLD #	16,99	17,20	112,82	+ 1,24	0,07
CROWN CORK ORD.#	20,60	20,22	132,63	− 1,84	0,20
DE BEERS #	27,70	27,84	182,62	+ 0,51	0,11
DU PONT NEMOURS	60	60,35	395,87	+ 0,58	0,29
ERICSSON #	58,45	59	387,01	+ 0,94	0,16
FORD MOTOR #	51,15	....	....	....	0,40
GENERAL ELECT. #	134,80	134,90	884,89	+ 0,07	0,28
GENERAL MOTORS #	78	74,55	489,02	− 4,42	0,41
HITACHI #	13,90	13,59	89,14	− 2,23	0,02
I.B.M #	112,70	113,70	745,82	+ 0,89	0,10
ITO YOKADO #	107,10	107,10	702,53	....	0,09
MATSUSHITA #	25,10	25	163,99	− 0,40	0,03
MC DONALD'S #	44,30	45,20	296,49	+ 2,03	0,04
MERCK AND CO #	74,50	75,60	495,90	+ 1,48	0,24
MITSUBISHI CORP.	8,16	8,01	52,54	− 1,84	0,02
MORGAN J.P. #	130,80	129,50	849,46	− 0,99	0,81
NIPP. MEATPACKER	13,11	13,35	87,57	+ 1,83	0,09
PHILIP MORRIS #	25,88	25,33	166,15	− 2,13	0,39
PROCTER GAMBLE	110	....	....	....	0,25
SEGA ENTERPRISES	31,05	29,65	194,49	− 4,51	0,08
SCHLUMBERGER #	59,80	57,65	378,16	− 3,60	0,18
SONY CORP. #	179,40	179,40	1176,79	....	0,13
SUMITOMO BANK #	14,70	14,60	95,77	− 0,68	0,02

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux ; Li = Lille ; Ly = Lyon ; M = Marseille ; Ny = Nancy ; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ♦ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; **Mardi daté mercredi :** montant du coupon en euros ; **Mercredi daté jeudi :** paiement dernier coupon ; **Jeudi daté vendredi :** compensation ; **Vendredi daté samedi :** nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 6 DÉCEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 17h35**

Valeurs	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille
ADL PARTNER	12	78,71	....
ACCESS COMME	89,30	585,77	+ 7,98
ALGORIEL#	22	144,31	+ 6,80
ALPHAMEDIA	12	78,71	+ 1,69
ALTAMIR & CI	137,70	903,25	− 0,15
ALTI #	65,95	432,60	+ 0,38
A NOVO	85	557,56	+ 2,66
APPLIGENE ON	2,55	16,73	+ 2
ATN	5,50	36,08	+ 10
AUTOMA TECH	21	137,75	+ 4,69
AVENIR TELEC	136,50	895,38	+ 5
BIODOME #	15,70	102,99	+ 1,29
BOURSE DIREC	28,50	186,95	+ 6,34
BRIME TECHNO	38,99	255,76	+ 14,01
BVRP EX DT S	54,30	356,18	+ 1,21
CAST	25	163,99	+ 2,04
CEREP	15,50	101,67	....
COHERIS ATIX	150,50	987,22	− 5,11
CMT MEDICAL	7	45,92	....
COIL	44	288,62	....
CONSODATA #	38	249,26	+ 15,33
CROSS SYSTEM	217	1423,43	+ 6,90
CRYO INTERAC	36,29	238,05	+ 9,14
CYBER PRES.P	26,80	175,80	+ 2,68
DESK #	10,20	66,91	− 2,86
DMS #	8,75	57,40	+ 4,79
DURAND ALLIZ	4,70	30,83	− 4,47
DURAN DUBOI	101	662,52	+ 9,78
EFFIK #	15,97	104,76	+ 38,87
EGIDE #	69,90	458,51	− 0,14
ESKER	41,50	272,22	+ 1,97
EUROFINS SCI	98	642,84	+ 2,08
EURO.CARGO S ♦	8,39	55,03	....
EUROPSTAT #	290	1902,28	+ 16
FABMASTER #	13,10	85,93	− 0,76
FI SYSTEM #	280,50	1839,96	+ 7,88
GENERIX #	66,40	435,56	+ 3,43
GENESYS #	29,50	193,51	+ 2,43
GENSET	34,50	226,31	+ 4,23
GL TRADE #	26,45	173,50	+ 2,12
GROUPE D #	20,35	133,49	− 0,25
GUILLEMOT #	84,50	554,28	+ 0,96
HF COMPANY	88,50	580,52	− 0,56
HIGH CO.	45	295,18	....
HOLOGRAM IND.	55	360,78	+ 15,26
IGE + XAO	13	85,27	+ 18,18
ILOG #	15,90	104,30	+ 4,61
IMECOM GROUP	6,20	40,67	− 0,80
INFOSOURCES	28,50	186,95	+ 5,56
INFOTEL #	68	446,05	+ 9,50
INTEGRA NET	105,10	689,41	+ 3,04
INTERCALL #	38,85	254,84	+ 19,17
IPSOS #	58	380,46	+ 3,57
IT LINK	11,60	76,09	+ 14,85
KALISTO ENTE	49	321,42	+ 4,48
LEXIBOOK #	17,10	112,17	+ 0,47
JOLIEZ-REGOL	8,90	58,38	+ 27,14
LACIE GROUP	6,90	45,26	+ 1,47
MEDIDEP #	25	163,99	+ 8,65
METROLOGIC G	89,40	586,43	+ 0,56
NICOX	27,90	183,01	+ 1,45
OLITEC	56	367,34	....
PERFECT TECH	17	111,51	− 5,56
PHONE SYS.NE	7,55	49,52	+ 0,67
PICOGIGA	32,20	211,22	+ 2,06
PROSODIE #	180	1180,72	− 0,50
PROLOGUE SOF	72	472,29	+ 4,50
R2I SANTE	43	282,06	+ 1,18
RADOUX INTL	41,90	274,85	+ 0,24
RECIF #	27	177,11	+ 22,73
REPONSE #	25	163,99	+ 4,17
RIGIFLEX INT	25	163,99	+ 4,38
SAVEURS DE F	19	124,63	+ 17,28
SILICOMP #	31,10	204	+ 9,89
SOI TEC SILI	88	577,24	+ 12,82
STACI #	31,90	209,25	− 0,31
SYNELEC #	15,95	104,63	− 0,31
SYSTAR NOM	52,50	344,38	+ 3,96
TEL.RES.SERV	25,20	165,30	+ 9,57
THERMATECH I	30,20	198,10	− 0,98
TITUS INTERA	40,90	268,29	+ 2,28
TRANSGENE #	28,50	186,95	+ 7,55
VALTECH	89	583,80	− 0,95
V CON TELEC	11,02	72,29	+ 1,57
VISIODENT #	30,01	196,85	+ 20,04
WESTERN TELE	10,89	71,43	+ 21

(Publicité)

"La valeur de vos Sicav & FCP en direct"

"Suivez vos OPCVM 24H/24"

au **08 36 68 36 62**

(appel facturé 2.23 F/min)

www.sgam.com

SG ASSET MANAGEMENT

SECOND MARCHÉ

MARDI 7 DÉCEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 09h50**

Valeurs	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille
ADA	51,05	334,87	− 1,83
AIGLE #	89	583,80	− 1,11
ALGECO #	83,85	550,02	− 0,18
APRIL S.A.#(	120	787,15	− 1,64
ARKOPHARMA #	72,20	473,60	....
ASSUR.BQ.POP	96	629,72	....
ASSYSTEM #	47,80	313,55	+ 1,70
BENETEAU CA#	249	1633,33	....
BISC. GARDEI ♦	5,25	34,44	....
BOIRON (LY)#	63,70	417,84	− 0,08
BOISSET (LY) ♦	31,97	209,71	....
BOIZEL CHANO	93,95	616,27	− 0,05
BONDUELLE	17,11	112,23	− 0,35
BOURGEOIS (L ♦	6	39,36	....
BRICE	62	406,69	+ 0,81
BRICORAMA # ♦	68,50	449,33	....
BRIOCHE PASQ	96	629,72	+ 1,91
SOLERI	73,50	482,13	....
CDA-CIE DES	34,90	228,93	− 1,69
CEGEDIM #	65,50	429,65	− 0,76
CERG-FINANCE	109	714,99	+ 1,40
CGBI	68	446,05	− 1,16
CLAYEUX (LY) ♦	5,57	36,54	....
CNIM CA#	44,97	294,98	+ 0,02
COFITEM-COFI ♦	51,80	339,79	....
CIE FIN.ST-H ♦	75,10	492,62	....
C.A. PARIS I.	151,70	995,09	− 0,39
C.A.ILLE & V.	49,70	326,01	....
C.A.LOIRE AT ♦	54	354,22	....
C.A.MORBIHAN ♦	49,68	325,88	....
C.A.DU NORD#	87,85	576,26	....
C.A. OISE CC ♦	67	439,49	....
C.A.PAS CAL	104,50	685,48	+ 0,10
C.A.TOULOUSE ♦	78	511,65	....
CRCAM TOUR.P ♦	69,20	453,92	....
CROMETAL	49	321,42	....
DAPTA-MALLIN ♦	2,21	14,50	....
GROUPE J.C.D.	67	439,49	....
DAUPHIN ♦	146,40	960,32	....
DECAN GROUPE	40	262,38	− 0,05
DU PAREIL AU	65	426,37	+ 0,08
ENTRELEC CB	51,95	340,77	+ 3,69
ENTREPRISE I	101,20	663,83	+ 1,20
ETAM DEVELOP	27,50	180,39	+ 1,85
EUROPEENNE C ♦	114,50	751,07	....
EUROP.EXTINC	40,50	265,66	+ 1,25
EXEL INDUSTR	56	367,34	+ 4,58
EXPAND S.A	37	242,70	+ 1,09
FACTOREM ♦	151	990,50	....
FAIVELEY #	12,50	81,99	+ 1,21
FINACOR	4,52	29,65	+ 0,44
FINATIS(EX.L ♦	109,90	720,90	....
FININFO ♦	205	1344,71	....
FLO (GROUPE)	38,50	252,54	....
FOCAL (GROUP	78	511,65	− 0,38
FRAIKIN 2#	80,50	528,05	+ 0,63
GAUTIER FRAN	51,15	335,52	− 0,29
GEL 2000 ♦	1,25	8,20	....
GENERALE LOC ♦	49,80	326,67	....
GEODIS	62,50	409,97	....
G.E.P PASQUI ♦	0,41	2,69	....
GFI INDUSTRI	23,63	155	+ 1,46
GO SPORT ♦	68	446,05	....
GPRI FINANCI ♦	28,50	186,95	....
GRAND MARNIE ♦	5450	35749,66	....
GROUPE BOURB ♦	59	387,01	....
GUERBET S.A	21,05	138,08	− 3,44
GUY DEGRENNE	30,49	200	− 0,03
GUYOMARC H N ♦	55	360,78	....
HERMES INTL	141,30	926,87	− 0,07
HYPARLO #(LY	123	806,83	+ 0,82
I.C.C.# ♦	34,50	226,31	....
IMMOB.BATIBA	53,10	348,31	....
IMS(INT.META	8,95	58,71	+ 2,29
INFO REALITE	28,55	187,28	+ 0,11
INT. COMPUTE ♦	2,96	19,42	....
JET MULTIMED	300,50	1971,15	....
LATECOERE #	103,80	680,88	− 0,29
L.D.C.	83,50	547,72	− 0,36
LECTRA SYST.	6,22	40,80	− 4,31
LEON BRUXELL	26,95	176,78	− 3,41
LOUIS DREYFU	15,24	99,97	− 1,36
LVL MEDICAL	28,66	188	+ 0,03
M6-METROPOLE	321,60	2109,56	....
MEDASYS DIGI	2,11	13,84	− 1,86
MANITOU #	51,50	337,82	+ 0,98
MANUTAN INTE	61	400,13	+ 17,31
MARC ORIAN ♦	87,95	576,91	....
MARIONNAUD P	71,60	469,67	− 1,85
MECATHERM #	34	223,03	....
MGI COUTIER	32,60	213,84	− 0,06
MICHEL THIER	133,90	878,33	+ 0,68
NAF-NAF #	13,07	85,73	+ 0,08
ALES GPE EX.	21,50	141,03	− 0,51
POCHET ♦	68	446,05	....
RADIALL #	86	564,12	− 1,71
RALLYE(CATHI	68,60	449,99	....
REYNOLDS ♦	53,35	349,95	....
RUBIS #	22,50	147,59	....
SABATE SA #	123	806,83	− 2,84
SEGUIN MOREA	83,50	547,72	+ 1,83
SIDERGIE	155	1016,73	− 1,34
SIPAREX (LY) ■	29,60	194,16	....
SOCAMEL-RESC ♦	28,24	185,24	....
SPORT ELEC S ♦	5,71	37,46	....
STALLERGENES	14,75	96,75	+ 0,07
STEF-TFE #	46,90	307,64	− 0,11
SUPERVOX (B) ♦	1,20	7,87	....
SYLEA	49,80	326,67	− 1,39
TOUPARGEL (L ♦	17,06	111,91	....
TRIGANO	73	478,85	+ 1,11
UBI SOFT ENT	182	1193,84	+ 0,11
VIEL ET CIE ♦	30,50	200,07	....
VILMOR.CLAUS	79,70	522,80	− 0,38
VIRBAC	58,60	384,39	− 2,33
WALTER #	93	610,04	− 0,64
AFIBEL ♦	40,10	263,04	....
ALAIN MANOUK	42	275,50	....
BQUE TARNEAU ♦	82	537,88	....
C.A.GIRONDE ♦	98,10	643,49	....
C.A.LOIRE/H ♦	47	308,30	....
C.A. MIDI CC ♦	60	393,57	....

SICAV FCP

Une sélection. **Cours de clôture le 6 décembre**

Émetteurs	Valeurs unitaires★ €uros	francs★★	Date cours
AGIPI			
AGIPI AMBITION (AXA)	27,60	181,04	06/12
AGIPI ACTIONS (AXA)	30,12	197,57	06/12
BNP — 3615 BNP			
BNP ACTIONS EURO	134,41	881,67	03/12
BNP ACTIONS FRANCE	179,29	1176,07	03/12
BNP ACT. MIDCAP EURO	130,82	858,12	03/12
BNP ACT. MIDCAP FR.	46,85	307,32	03/12
BNP ACTIONS MONDE	207,77	1362,88	03/12
BNP ACTIONS PEA EURO	219,71	1441,20	03/12
BNP ÉP. PATRIMOINE	32,35	212,20	03/12
BNP ÉPARGNE RETRAITE	35,42	232,34	03/12
BNP MONÉ COURT TERME	2314,50	15182,12	06/12
BNP MONÉTAIRE C	875,92	5745,66	06/12
BNP MONÉTAIRE D	794,40	5210,92	06/12
BNP MONÉ PLACEMENT C	12754,33	83662,92	06/12
BNP MONÉ PLACEMENT D	11658,17	76472,58	06/12
BNP MONÉ SÉCURITÉ	1755,65	11516,31	06/12
BNP MONÉ TRÉSORIE	144421,44	947342,55	06/12
BNP OBLIG. CT	166,22	1090,33	03/12
BNP OBLIG. LT	34,32	225,12	03/12
BNP OBLIG. MONDE	181,98	1193,71	03/12
BNP OBLIG. MT C	141,12	925,69	03/12
BNP OBLIG. MT D	134,36	881,34	03/12
BNP OBLIG. REVENUS	162,17	1063,77	03/12
BNP OBLIG. SPREADS	168,51	1105,35	03/12
BNP OBLIG. TRÉSOR	1823,08	11958,62	03/12
BNP SECT. IMMOBILIER	140,39	920,90	03/12
CDC Asset Management — www.cdc-assetmanagement.com			
LIVRET B. INV.D PEA	212,61	1394,63	05/12
MULTI-PROMOTEURS			
NORD SUD DÉVELOP. C	450,93	2957,91	05/12
NORD SUD DÉVELOP. D	383,68	2516,78	05/12
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn)			
ÉCUR. ACT. FUT.D PEA	77,76	510,07	06/12
ÉCUR. ACTIONS EUROP. C	19,95	130,86	06/12
ÉCUR. CAPITALISATION C	40,64	266,58	06/12
ÉCUR. DYNAMIQUE+ D PEA	52,79	346,28	06/12
ÉCUR. ÉNERGIE D PEA	49,46	324,44	06/12
ÉCUR. EXPANSION C	13644,84	89504,28	06/12
ÉCUR. EXPANSIONPLUS C	39,20	257,14	06/12
ÉCUR. INVESTIS. D PEA	60,32	395,67	06/12
ÉC. MONÉT.C/10 30/11/98	209,81	1376,26	06/12
ÉC. MONÉT.D/10 30/11/98	184,48	1210,11	06/12
ÉCUR. OBLIG. INTERNAT. C	162,20	1063,96	06/12
ÉCUR. TRIMESTRIEL D	274,21	1798,70	06/12
ÉPARCOURT-SICAV D	28,37	186,10	06/12
GÉOPTIM C	2102,59	13792,09	06/12
HORIZON C	560,73	3678,15	06/12
PRÉVOYANCE ÉCUR. D	15,13	99,25	06/12
Fonds communs de placements			
ÉCUR. ÉQUILIBRE C	37,19	243,95	06/12
ÉCUR. PRUDENCE C	32,54	213,45	06/12
ÉCUR. VITALITÉ C	45,07	295,64	06/12
INDOCAM Asset Management — CRÉDIT AGRICOLE 08 36 68 56 55 (2,23 F/mn)			
ATOUT AMÉRIQUE	50,32	330,08	06/12
ATOUT ASIE	27,75	182,03	06/12
ATOUT CROISSANCE	426,66	2798,71	06/12
ATOUT FONCIER	320,14	2099,98	06/12
ATOUT FRANCE EUROPE	225,66	1480,23	06/12
ATOUT FRANCE MONDE	54,58	358,02	06/12
ATOUT FUTUR C	231,03	1515,46	06/12
ATOUT FUTUR D	214,24	1405,32	06/12
ATOUT SÉLECTION	114,93	753,89	06/12
COEXIS	317,13	2080,24	06/12
DIÈZE	467,58	3067,12	06/12
EURODYN	633,68	4156,67	06/12
INDICIA EUROLAND	135,08	886,07	03/12
INDICIA FRANCE	479,80	3147,28	03/12
INDOCAM CONVERT. C	265,38	1740,78	06/12
INDOCAM CONVERT. D	234,61	1538,94	06/12
INDOCAM EUR. NOUV.	2078,60	13634,72	03/12
INDOCAM HOR. EUR. C	187	1226,64	06/12
INDOCAM HOR. EUR. D	165,05	1082,66	06/12
INDOCAM MULTI OBLIG.	151,73	995,28	06/12
INDOCAM ORIENT C	43,72	286,78	03/12
INDOCAM ORIENT D	38,99	255,76	03/12
INDOCAM UNIJAPON	233,47	1531,46	06/12
INDOCAM STR. 5-7 C	315,34	2068,49	06/12
INDOCAM STR. 5-7 D	215,84	1415,82	06/12
MONÉDYN	1577,66	10348,77	03/12
MONÉ.J C	1924,14	12621,53	07/12
MONÉ.J D	1780,90	11681,94	07/12
OBLIFUTUR C	91,50	600,20	06/12
OBLIFUTUR D	81,37	533,75	06/12
ORACTION	214,40	1406,37	06/12
REVENU-VERT	172,26	1129,95	06/12
SÉVÉA	18,88	123,84	03/12
SYNTHÉSIS	3086,45	20245,78	06/12
UNIVERS ACTIONS	67,85	445,07	06/12
MONÉ ASSOCIATIONS	185,26	1215,23	07/12
UNIVAR C	200,24	1313,49	07/12
UNIVAR D	183,30	1202,37	07/12
UNIVERS-OBLIGATIONS	37,86	248,35	06/12
Fonds communs de placements			
INDOCAM VAL. RESTR.	332,37	2180,20	02/12
MASTER ACTIONS	50,83	333,42	02/12
MASTER OBLIGATIONS	28,37	186,10	02/12
OPTALIS DYNAMIQ. C	22	144,31	03/12
OPTALIS DYNAMIQ. D	21,42	140,51	03/12
OPTALIS ÉQUILIB. C	20,04	131,45	03/12
OPTALIS ÉQUILIB. D	19,11	125,35	03/12
OPTALIS EXPANSION C	20,09	131,78	03/12
OPTALIS EXPANSION D	20	131,19	03/12
OPTALIS SÉRÉNITÉ C	17,47	114,60	03/12
OPTALIS SÉRÉNITÉ D	16,32	107,05	03/12
PACTE SOL. LOGEM.	74,48	488,56	30/11
PACTE VERT T. MONDE	79,16	519,26	30/11
CIC BANQUES			
FRANCIC	38,95	255,50	03/12
FRANCIC PIERRE	31,94	209,51	06/12
EUROPE RÉGIONS	59,41	389,70	06/12
CIC PARIS			
ASSOCIC	168,44	1104,89	05/12
AURECIC	87,98	577,11	03/12
CAPITAL AVENIR	321,25	2107,26	03/12
CICAMONDE	35,56	233,26	03/12
CONVERTICIC	81,72	536,05	03/12
EPARCIC	797,95	5234,21	06/12
EUROCIC LEADERS	478,39	3138,03	03/12
MENSUELCIC	1447,87	9497,40	03/12
OBLICIC MONDIAL	671	4401,47	03/12
OBLICIC RéGIONS	176,18	1155,67	06/12
RENTACIC	24,10	158,09	03/12
SECURICIC	366,46	2403,82	06/12
SECURICIC D	331,18	2172,40	06/12
CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT			
EURCO SOLIDARITÉ	218,96	1436,28	06/12
LION 20000 C/3 11/06/99	920,14	6035,72	06/12
LION 20000 D/3 11/06/99	820,95	5385,08	06/12
SICAV 5000	194,93	1278,66	06/12
SLIVAFRANCE	336,44	2206,90	06/12
SLIVARENTE	39,30	257,79	06/12
SLIVINTER	199,44	1308,24	06/12
TRILION	751,36	4928,60	06/12
Fonds communs de placements			
ACTILION DYNAMIQUE C *.	215,83	1415,75	06/12
ACTILION DYNAMIQUE D *.	212,39	1393,19	06/12
ACTILION ÉQUILIBRE C *	192,09	1260,03	06/12
ACTILION ÉQUILIBRE D *	188,40	1235,82	06/12
ACTILION PEA ÉQUILIBRE *.	185,57	1217,26	06/12
ACTILION PRUDENCE C *	172,56	1131,92	06/12
ACTILION PRUDENCE D *	169,15	1109,55	06/12
INTERLION	211,02	1384,20	06/12
LION ACTION EURO	107,02	702,01	06/12
LION PEA EURO	108,39	710,99	06/12
Crédit Mutuel FINANCE			
CM EURO PEA	25,40	166,61	06/12
CM FRANCE ACTIONS	41,31	270,98	06/12
CM MID. ACT. FRANCE	32,12	210,69	06/12
CM MONDE ACTIONS	400,05	2624,16	06/12
CM OBLIG. LONG TERME	103,03	675,83	06/12
CM OPTION DYNAM.	33,81	221,78	06/12
CM OPTION ÉQUIL.	52,19	342,34	06/12
CM OBLIG. COURT TERME	151,26	992,20	06/12
CM OBLIG. MOYEN TERME	308,18	2021,53	06/12
CM OBLIG. QUATRE	162,52	1066,06	06/12
Fonds communs de placements			
CM OPTION MODÉRATION	18,13	118,93	06/12
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
ASIE 2000	104,76	687,18	03/12
SAINT-HONORÉ CAPITAL	3263,08	21404,40	03/12
ST-HONORÉ MAR. ÉMER.	79,45	521,16	03/12
ST-HONORÉ PACIFIQUE	147,78	969,37	03/12
ST-HONORÉ VIE SANTÉ	335,77	2202,51	03/12
LEGAL & GENERAL BANK			
SÉCURITAUX	294,87	1934,22	06/12
STRATÉGIE IND. EUROPE	239,09	1568,33	03/12
STRATÉGIE RENDEMENT	329,39	2160,66	03/12
LA POSTE — Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10 (2,23 F/mn)			
AMPLITUDE AMÉRIQUE C	28,75	188,59	06/12
AMPLITUDE AMÉRIQUE D	28,49	186,88	06/12
AMPLITUDE EUROPE C	41,69	273,47	06/12
AMPLITUDE EUROPE D	40,72	267,11	06/12
AMPLITUDE MONDE C	290,80	1907,52	06/12
AMPLITUDE MONDE D	266,37	1747,27	06/12
AMPLITUDE PACIFIQUE C	26,95	176,78	06/12
AMPLITUDE PACIFIQUE D	26,56	174,22	06/12
ÉLANCIEL FRANCE D PEA	52,14	342,02	06/12
ÉLANCIEL EURO D PEA	128,32	841,72	06/12
ÉMERGENCE E.POST.D PEA	38,68	253,72	06/12
GÉOBILYS C	106,95	701,55	06/12
GÉOBILYS D	99,49	652,61	06/12
INTENSYS C	19,20	125,94	06/12
INTENSYS D	17,12	112,30	06/12
KALEïS DYNAMISME C	246,77	1618,71	06/12
KALEIS DYNAMISME D	243,31	1596,01	06/12
KALEïS ÉQUILIBRE C	204,61	1342,15	06/12
KALEIS ÉQUILIBRE D	201,43	1321,29	06/12
KALEïS SÉRÉNITÉ C	185,44	1216,41	06/12
KALEIS SÉRÉNITÉ D	181,90	1193,19	06/12
LATITUDE C	24	157,43	06/12
LATITUDE D	20,90	137,10	06/12
OBLITYS D	102,69	673,60	06/12
PLÉNITUDE D PEA	48,50	318,14	06/12
POSTE GESTION C	2425,64	15911,16	06/12
POSTE GESTION D	2268,61	14881,11	06/12
POSTE PREMIÈRE SI	6607,17	43340,19	06/12
POSTE PREMIÈRE 1 AN	39077,69	256332,84	06/12
POSTE PREMIÈRE 2-3	8309,78	54508,58	06/12
REVENUS TRIMESTR. D	777,88	5102,56	06/12
THÉSORA C	168,62	1106,07	06/12
THÉSORA D	145,31	953,17	06/12
TRÉSORYS C	43776,98	287158,16	06/12
SOLSTICE D	358,83	2353,77	06/12
Fonds communs de placements			
POSTE EUROPE C	83,01	544,51	06/12
POSTE EUROPE D	80,34	527	06/12
POSTE PREMIÈRE 8 ANS C	177,77	1166,09	06/12
POSTE PREMIÈRE 8 ANS D	166,68	1093,35	06/12
SG ASSET MANAGEMENT — Serveur vocal : 08 36 68 36 62 (2,23 F/mn)			
CADENCE 1 D	157,31	1031,89	06/12
CADENCE 2 D	155,69	1021,26	06/12
CADENCE 3 D	155,64	1020,93	06/12
INTEROBLIG C	52,42	343,85	06/12
INTERSÉLECTION FR. D	86,58	567,93	06/12
SÉLECT DÉFENSIF C	186,76	1225,07	06/12
SÉLECT DYNAMIQUE C	263,86	1730,81	06/12
SÉLECT ÉQUILIBRE 2	174,92	1147,40	06/12
SÉLECT PEA 3	173,45	1137,76	06/12
SG FRANCE OPPORT. C	486,37	3190,38	06/12
SG FRANCE OPPORT. D	457,23	2999,23	06/12
SOGENFRANCE C	545,34	3577,20	06/12
SOGENFRANCE D	493,08	3234,39	06/12
SOGEOBLIG C	102,40	671,70	06/12
SOGÉPARGNE D	44,47	291,70	06/12
SOGEPEA EUROPE	269,50	1767,80	06/12
SOGINTER C	88,14	578,16	06/12
Fonds communs de placements			
DÉCLIC ACTIONS EURO	18,77	123,12	03/12
DÉCLIC ACTIONS FRANC	56,04	367,60	03/12
DÉCLIC ACTIONS INTER.	49,37	323,85	03/12
DÉCLIC BOURSE PEA	57,49	377,11	03/12
DÉCLIC BOURSE ÉQUILIBRE	17,31	113,55	03/12
DÉCLIC OBLIG. EUROPE	17,45	114,46	03/12
DÉCLIC PEA EUROPE	21,62	141,82	03/12
DÉCLIC SOGENFR. TEMPO	71,06	466,12	03/12

LÉGENDE

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif. * Part div. par 10 au 5/5/99.

LeMonde Job: WMQ0812--0028-0 WAS LMQ0812-28 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 08:28 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0509 Lcp:700 CMYK

SCIENCES **L'homosexualité serait présente chez plus de trois cents espèces de mammifères et d'oiseaux, selon le biologiste américain Bruce Bagemihl, qui a procédé à un recensement unique en son genre. ● LE PHÉNOMÈNE a été négligé par les biologistes et les éthologues, déroutés par des comportements apparemment en contradiction avec l'orthodoxie darwinienne – ils ne concourent pas à la reproduction –, et souvent qualifiés d'« antinaturels » dans la société humaine. ● L'OUVRAGE de Bagemihl a été plébiscité par la communauté homosexuelle, mais l'interprétation de l'homosexualité animale qu'il propose suscite de vives réserves de la part des scientifiques. ● CERTAINS lui reconnaissent le mérite de défricher un champ de recherche trop longtemps resté en jachère. Mais ils mettent en garde contre d'éventuelles dérives « sociobiologiques ».**

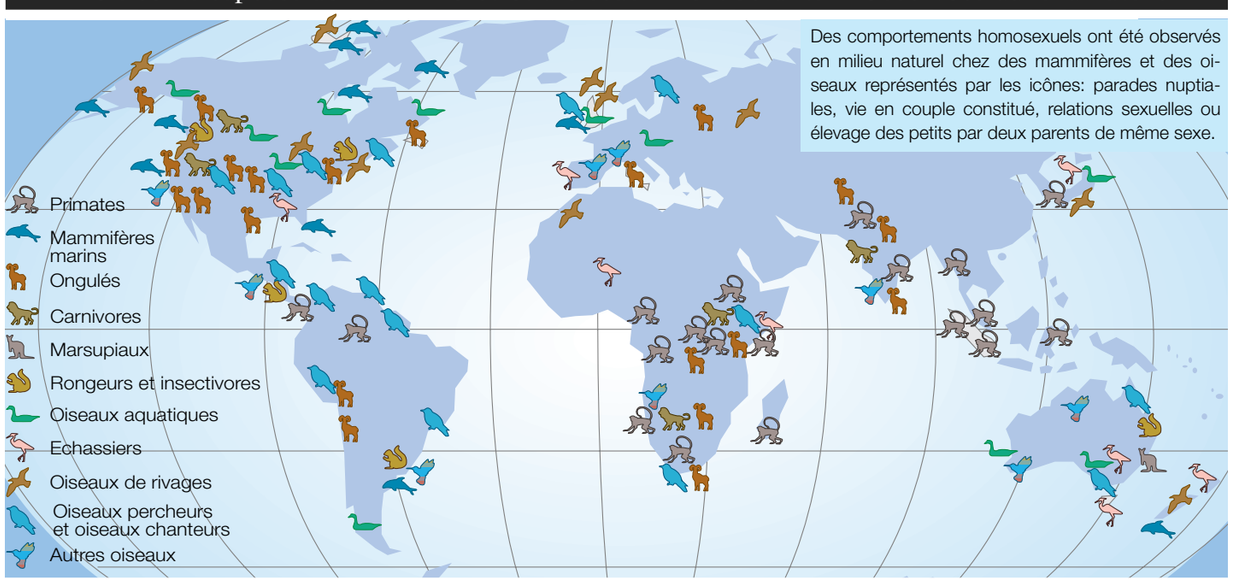
L'homosexualité, aspect méconnu de la diversité animale

Un biologiste américain a recensé des comportements homosexuels chez de nombreuses espèces, principalement chez les mammifères et les oiseaux. Cet aspect de la vie des bêtes, qui se prête aux interprétations les plus diverses, a longtemps été passé sous silence par les scientifiques

CE BESTIAIRE ne laisse pas indifférent. On y voit, entre autres, deux jeunes bonobos s'embrasser à gueule-que-veux-tu, de paisibles lamantins léviter dans les postures les plus suggestives, deux scarabées copuler, autant d'éléphants s'ébattre dans un marigot, un couple de canards montés l'un sur l'autre, et des bisons, des renards ou encore des koalas dans la même posture. Au béotien à qui ce détail aurait échappé, la légende rappelle que les animaux en question sont de même sexe.

Intitulé *Biological exuberance*, paru début 1999 aux Etats-Unis, l'ouvrage du biologiste Bruce Bagemihl présente un saisissant catalogue de la diversité des comportements sexuels dans le règne animal. L'auteur, âgé de trente-sept ans, a passé plusieurs années à parcourir la littérature scientifique, pour recenser pas moins de 450 espèces – dont 300 d'oiseaux et de mammifères – exhibant des comportements qu'il qualifie d'« *homosexuels* ». Il ne se cache pas d'être gay. A des détracteurs qui dénonceraient le biais que cela induirait, une note de bas de page apporte cette réponse : « *Si l'orientation sexuelle impliquait de tels biais, alors les zoologistes hétérosexuels devraient se confiner à des thèmes de recherche n'ayant rien à voir avec la reproduction et les rapports mâle-femelle.* »

Trois cents espèces de mammifères et d'oiseaux « exubérants » observées dans la nature



Source : Bruce Bagemihl, *Biological exuberance*, St. Martin's Press

JOUTES ÉROTIQUES

Cela posé, « *aucune terminologie décrivant le comportement animal – particulièrement en matière sexuelle – n'est exempte d'associations humaines, culturelles, historiques ou autres* », reconnaît-il d'emblée, s'attachant à préciser sa définition de l'homosexualité animale. Elle recouvre cinq grandes catégories de comportements mettant en jeu des animaux de même sexe. Il s'agit de la parade amoureuse, de l'affection, des relations sexuelles, de l'« amitié » durable et de l'élevage des enfants. Pour chacune d'entre elles, le biologiste présente des exemples bien documentés, observés dans la nature : la danse acrobatique de l'oiseau-lyre ; les embrassades platoniques de certains primates ou les joutes érotiques des éléphants et des girafes ; les stimulations génitales, fellations et cunnilingus chez certains singes, allant jusqu'à la pénétration chez le macaque ; les couples inséparables de cygnes mâles, ou de mouettes qui ne sont infidèles que le temps d'être fécondées... Là où l'homosexualité est présente, celle des mâles est plus fréquente (80 % des espèces concernées, contre 55 % de lesbianisme). Mais, chez certaines espèces comme les bonobos, 80 % de ces comportements homosexuels concernent les femelles.

Bruce Bagemihl explique qu'il entend, avec ces descriptions minutieuses, faire chavirer la vision traditionnelle du règne animal, « *celle de l'arche de Noé* », qui réclame deux sexes, mâle et femelle, formant un couple. « *L'étendue des genres et des sexualités que l'on rencontre parmi les animaux est bien plus riche que cela* », dit-il. Outre l'homosexualité, il décrit l'hermaphrodisme, la transsexualité (imiter le sexe opposé) et l'intersexualité (combiner les caractéristiques sexuelles des deux sexes), et des cas de parthénogenèse (des individus femelles se reproduisent par eux-mêmes, comme chez certains lézards). « *L'immaculée conception n'est pas seulement affaire de religion* », plaisante-t-il.

« *L'homosexualité animale n'est en aucun cas une découverte nouvelle de la science moderne* », précise le chercheur. Elle avait été signalée par les Anciens et étudiée, parfois en détail, aux XVIIIe et XIXe siècles. Qui a fréquenté fermes et zoos est, à vrai dire, familier de ces comportements. Mais les scientifiques de terrain ont le plus souvent négligé, ignoré ce qui, pourtant, crevait les yeux. Les préjugés ainsi qu'une homophobie rampante ou déclarée ont longtemps prévalu. Etrange, bizarre, pervers, aberrant, déviant, anormal et antinaturel sont quelques-uns des termes utilisés par les naturalistes pour décrire ces comportements, explique l'auteur. L'un d'eux alla même jusqu'à produire une note sur « *une baisse apparente de la moralité* » chez un papillon bleu de l'Atlas...

Ils se sont, le plus souvent, efforcés de trouver des explications à la persistance de comportements qui, en toute logique évolutionniste, auraient dû disparaître, puisqu'ils ne concourent pas directement à la reproduction. « *La plupart des efforts pour trouver une explication ont totalement échoué ou sont fondamentalement biaisés* », assure Bagemihl, qui offre un panorama critique de ces interprétations : signe de dominance ou d'agressivité, forme de jeu, interaction permettant d'abaisser les tensions du groupe, activité de salutation, etc. Il disqualifie également, exemples à l'appui, l'explication selon laquelle l'homosexualité serait un substitut à l'hétérosexualité, ou l'hypothèse selon laquelle elle résulterait de la « confiscation » des femelles par les mâles dominants.

Bagemihl en appelle donc à une révision complète du sujet. Pour lui, la biologie « *doit reconsidérer les explications fonctionnelles fondées sur l'évolution par la sélection naturelle* ». Volontiers déroutant, il leur oppose la sagesse des « primitifs », tolérants envers l'homosexualité tant humaine qu'animale, dont les mythes fourmillent d'êtres hybrides, bien réels – des ourses dotées de pénis et des casoars arborant des pénis/clitoris.

LA DÉVIANCE EST LA NORME

Sans craindre d'effaroucher les tenants des sciences dures, il convoque pêle-mêle James Lovelock et son hypothèse Gaïa, qui fait de la Terre un superorganisme autorégulé ; Georges Bataille et ses thèses sur la surabondance de l'énergie biochimique apportée par le Soleil. Il appelle aussi à la rescousse les fractales, le chaos et les défricheurs, « *en marge* », reconnaît-il, du post-darwinisme. Il parvient ainsi à la conclusion que l'homosexualité n'est qu'un aspect de l'effarante diversité des espèces, des formes et des comportements rencontrés sur notre planète. Selon lui, cette exubérance serait due au fait que, dans la nature, « *par essence, la déviation de la norme est la norme* ».

H. M.

★ ***Biological Exuberance, Animal Homosexuality and Natural Diversity,*** **Bruce Bagemihl, Ph. D., St. Martin's Press, New York, 1999, 750 p.**

TROIS QUESTIONS À...

BRUCE BAGEMIHL

1 La communauté gay américaine voit dans votre livre une démonstration que l'homosexualité est "naturelle". Ne craignez-vous pas ce genre de comparaison entre l'homme et l'animal ?

Le concept de "naturalité" (*naturalness*) est très contestable, qu'il soit brandi par la communauté gay et lesbienne ou par ceux qui s'opposent à l'homosexualité. Les croyances concernant l'homosexualité chez les animaux ont été utilisées tout au long de l'histoire, tant pour soutenir que pour condamner l'homosexualité chez les humains. Cela en dit bien plus, en fait, sur l'attitude des humains envers l'homosexualité que sur la réalité de l'expression homosexuelle, tant chez les humains que chez les animaux.

2 Votre travail ne risque-t-il pas de renforcer les théories sur une éventuelle origine génétique de l'homosexualité ?

Je ne pense pas que les théories sur les origines de l'orientation sexuelle chez les humains puissent (ou doivent) être construites ou modelées sur des comportements non humains. Spécialement lorsque l'homosexualité chez les animaux est utilisée pour appuyer l'idée que l'homosexualité humaine est entièrement biologiquement déterminée ou génétiquement contrôlée.

Les différences entre les homosexualités rencontrées parmi les espèces non humaines sont déjà énormes. Elles le sont aussi entre diverses cultures humaines, entre périodes historiques, voire entre individus. Ces différences sont multipliées quand il s'agit de comparer les espèces humaines et non humaines.

3 Vous dites pourtant, dans une interview, que « *les implications* [de l'homosexualité animale] *sont énormes pour les humains* ». N'y a-t-il pas là une distorsion ?

Une compréhension des composantes non génétiques de l'homosexualité animale a des implications énormes sur notre façon de penser l'homosexualité humaine. Chez les animaux, de nombreux facteurs, en plus de la génétique, affectent l'expression de l'homosexualité – influences sociales, géographiques, temporelles, environnementales, individuelles et même protoculturelles. Cela contrebalance l'idée que l'homosexualité animale serait strictement instinctive et invariable, et renforce l'idée selon laquelle la sexualité humaine résulterait de l'interaction de divers facteurs, bien plus que d'un affrontement binaire entre nature et culture.

Propos recueillis par Hervé Morin

Un travail appliqué, mais aux implications ambiguës

« ***IL NE FAUDRAIT*** *pas jeter le bébé avec l'eau du bain.* » Dans une critique de *Biological Exuberance* publiée par la revue *Nature*, le zoologue d'Oxford Paul Harvey résume bien l'ambivalence des commentaires suscités par l'ouvrage de Bruce Bagemihl. Harvey salue l'« *extraordinaire* » travail de compilation accompli par son collègue dans la description de l'homosexualité animale, mais juge tout aussi « *extraordinaire* » l'amalgame de concepts déployés pour son interprétation.

Mais, si l'évocation de l'hypothèse Gaïa, de Georges Bataille, et de la théorie du chaos semble effectivement tenir plus du tour de passe-passe épistémologique que de la démonstration robuste, la communauté scientifique est apparemment assez mature pour séparer le bon grain de l'ivraie. Ainsi la même revue *Nature* vient-elle de publier un article sur des scarabées femelles qui montent l'une sur l'autre dans des postures évoquant la copulation hétérosexuelle. Les auteurs citent Bagemihl, mais se démarquent de ce dernier en avançant une explication fonctionnelle et évolutionniste mais peut-être sujette, elle aussi, à caution : ces femelles procéderaient ainsi pour avoir plus de chances d'être repérées par les mâles, et pour être montées par de plus gros individus !

En France, où le livre de Bagemihl n'a pas été publié – et a donc été rarement lu –, les commentaires sont réservés. Même si chacun a sa petite idée sur l'homosexualité animale. Pour Bertrand Deputte, directeur de recherche à la station biologique de Paimpont et spécialiste des primates, elle pose « *un problème de définition* ». S'il s'agit de copulation avec intromission, indique-t-il, « *je n'en ai jamais observée, et, si ça existe, cela resterait complètement anecdotique* ». En revanche, les autres comportements évoqués par Bagemihl relèvent, à son sens, de catégories « *sociosexuelles* » classiques : relations affectives, amicales ou de domination.

« UNE SCIENCE MORALISATRICE »

Pascal Picq, paléoanthropologue au Collège de France, estime, lui aussi, que « *l'homosexualité est très rare dans la nature* ». Définie comme « *rapports sexuels entre deux êtres consentants à la recherche d'un plaisir partagé* », elle ne concernerait que les femelles bonobos, « *avec toutes les réserves possibles* ». Pour le reste, les comportements homosexuels interviendraient dans des cas de soumission ou de réduction des tensions. Contextes résumés par la formule « *faites l'amour, pas la guerre* », du primatologue Frans de Waal, l'un des meilleurs spécialistes mondiaux des bonobos. Pascal Picq reconnaît cependant que la question a été assez peu abordée, et que l'homosexualité et l'hédonisme observés chez certains primates vont à l'encontre du « *réductionnisme darwinien* ». Chez ces proches cousins aussi, indique-t-il, « *les actes sexuels sont plus fréquents que ce qui serait nécessaire pour procréer, et la sexualité se trouve en partie découplée de la reproduction* ».

Sa collègue Marie-Claude Bomsel, du Muséum national d'histoire naturelle, estime qu'on n'en est qu'au début de l'exploration de ce thème. Pour elle, en revanche, l'homosexualité animale est un fait banal chez les oiseaux, et elle l'a observée plus d'une fois dans les parcs africains chez les grands mammifères. « *L'éthologie a été, jusqu'au début des années 90, une science pudibonde et moralisatrice, longtemps dirigée par les hommes* », rappelle-t-elle. L'éthologue Pierre Jouventin estime, pour sa part, qu'il est toujours bon de poser un regard neuf sur ces questions. C'est ainsi, souligne-t-il, que « *le féminisme, parfois animé d'un esprit partisan, a été utile face à l'esprit machiste qui régnait en primatologie. Désormais, on sait que, chez les orques, les bovins, les baleines entre autres, ce sont les femelles qui dirigent.* » Il ne lui semble pas cependant que l'entreprise de Bagemihl puisse être aussi féconde.

L'éthologue Boris Cyrulnik rappelle que l'homosexualité animale est déjà bien connue, « *banale dans la nature et manipulable en laboratoire* ». Elle a été observée chez des rats en surpopulation et chez des canards carolins qui avaient été élevés exclusivement entre mâles. Chère à Konrad Lorenz, l'« *empreinte* » primitive, qui conditionne l'orientation sexuelle, jouerait alors un rôle fondamental, dont Boris Cyrulnik n'exclut pas qu'il soit également important – mais forcément plus subtil – chez l'homme.

Au-delà de leurs désaccords sur l'interprétation scientifique de l'homosexualité animale, ces chercheurs mettent en garde contre des parallèles sauvages avec l'espèce humaine. Aux Etats-Unis, l'ouvrage de Bagemihl a été chaudement accueilli par la communauté homosexuelle, qui y voit une démonstration que l'homosexualité n'est pas « *antinaturelle* ». Mais « *il n'y a pas de morale dans la nature* », souligne Pierre Jouventin. « *Ce n'est pas parce qu'un comportement existe dans la nature qu'il est acceptable ou pas pour l'homme* », renchérit Pascal Picq, rejoint par Marie-Claude Bomsel et Boris Cyrulnik, qui craignent les dérives possibles, en particulier du côté de la sociobiologie.

H. M.

LE MONDE diplomatique DÉCEMBRE 1999

GÉOPOLITIQUE

Les Etats-Unis sapent le droit international
par **Phyliss Bennis**

Washington relance la course aux armements
par **Paul-Marie de La Gorce**

■ **L'an 2000,** par **Ignacio Ramonet.**

■ **KOSOVO :** Errements de la diplomatie française, par **Eric Rouleau.**

■ **AMÉRIQUES :** Entre le Mexique et les Etats-Unis, plus qu'une frontière, par **Janette Habel. –** Comme des papillons vers la lumière, par **Marie-Agnès Combesque. –** Rêves indécis des indépendantistes aux Antilles françaises, par **Marie-Claude Celeste.**

■ **PAKISTAN :** L'heure des militaires, par **Jean-Luc Racine.**

■ **SUISSE :** La marche en avant de la droite radicale, par **Peter Niggli.**

■ **ÉCONOMIE :** Ces firmes géantes qui se rient des Etats, par **Frederic F. Clairmont. –** Lancinante petite musique des chroniques économiques, par **Serge Halimi.**

■ **SOCIÉTÉ :** La spiritualité au risque des idoles, par **Bernard Ginisty.**

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F - 3,66 €

LeMonde Job: WMQ0812--0029-0 WAS LMQ0812-29 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:19 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0510 Lcp:700 CMYK

Les technologies de l'information entrent difficilement à l'école

L'informatique est utilisée lorsqu'elle est partie intégrante de l'enseignement

Le premier Salon de l'éducation, qui s'est tenu du 24 au 28 novembre à Paris, a donné une large place à l'introduction des nouvelles technologies dans les écoles. Les chiffres de progression de l'équipement des établissements scolaires en ordinateurs masquent une réalité moins optimiste. Il manque aux professeurs la formation indispensable pour intégrer les outils multimédias et Internet dans l'enseignement de leur discipline.

BRICOLAGE. Le qualificatif apparaît en filigrane dans les nombreux débats sur l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TICs) dans les écoles, qui se sont tenus à Paris durant le premier Salon de l'éducation. Deux constats émergent des tables rondes rassemblant les professionnels de l'enseignement : les ordinateurs et Internet joueront un rôle croissant dans les écoles, du primaire à l'université ; le bilan de la situation actuelle sur le terrain est préoccupant.

Les chiffres sur le taux d'équipement des établissements scolaires en ordinateurs et en accès à Internet publiés par le ministère de l'éducation nationale cachent en effet une réalité moins rassurante. Ce diagnostic fait l'unanimité des professionnels, des enseignants des écoles à ceux des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Guy Pouzard, inspecteur général, affirme que le niveau moyen d'équipement (un ordinateur pour dix-sept élèves) *« ne veut rien dire »*. *« Le matériel existe souvent, mais n'est pas utilisé. »*

Pascal Boyries, professeur au lycée Charles-Baudelaire de Cran-Gevrier (Haute-Savoie), témoigne. *« La maintenance ne suit pas. Nous faisons appel à un prestataire extérieur qui est surchargé et nous devons attendre 15 jours en cas de panne »*, explique-t-il. *« De plus, le fonctionnement de la salle informatique est entièrement lié à la personne chargée de l'accueil. »*

Un enseignant de Clermont-Ferrand s'insurge : *« Il faut prendre en compte un triptyque incontournable pour éviter le bricolage actuel : la formation des personnels, l'équipement en matériel et la maintenance. »* On peut voir, dit-il, un lycée de 1 000 élèves disposer de 250 ordinateurs en réseau, tandis qu'un autre de 1 800 élèves se contente de 50 machines obsolètes. En matière de maintenance, il rappelle que *« l'achat de l'ordinateur n'est qu'un début »* et qu'il faut ensuite assurer les réparations et l'évolution normale du matériel. *« Aujourd'hui, le fonctionnement des réseaux est tributaire des bénévoles. Tout s'écroule quand ils craquent. »*

NÉCESSAIRE REMISE EN CAUSE

Les enseignants sont-ils par ailleurs préparés à l'introduction des TICs dans leurs cours ? Pierre Subtil, formateur à l'IUFM de Lyon, note que *« les étudiants en maîtrise ou en licence maîtrisent rarement les bases de l'informatique »*. Pourtant, la formation prévue pour combler ces lacunes semble largement improvisée par les différents IUFM. *« Au début de l'année, nous n'avions qu'une heure trente de prévue pour l'informatique. Cette durée vient d'être portée à 18 heures. Cela n'a pas de sens. Il faudrait prévoir le temps nécessaire pour chacun »*, estime Pierre Subtil.

Johann Millet, professeur de sciences et vie de la Terre au lycée Jean-Rostand de Chantilly et stagiaire à l'IUFM d'Amiens, note que *« tout le cursus scolaire des enseignants d'aujourd'hui a été réalisé avec le crayon et le papier »*. Pourtant, il n'a suivi en informatique qu'une journée de cours de 8 heures et trois jours de stage. A l'IUFM de Grenoble, les enseignants reçoivent 12 heures de formation générale (traitement de texte, tableur...) et 8 heures dites disciplinaires (utilisation de l'ordinateur dans l'enseignement de leur matière). Au-delà de la maîtrise des bases de l'informatique, ce sont bien les méthodes d'intégration des TICs dans les usages pédagogiques qui semblent faire le plus cruellement défaut.

Certains, comme l'ancien sénateur PS du Rhône, Franck Sérusclat, martèlent que le passage à l'ordinateur relance le débat qui, *« il y a cinquante ans, avait fait rage lors du remplacement du porte-plume par le stylo »*. Lorsque Odile Chenevez, du Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (Clemi), affirme que *« les technologies ne peuvent en rien changer la pédagogie »*, c'est parce qu'elle estime que *« les fabricants fournissent du matériel et des logiciels qui encouragent la position frontale du maître »*. Néanmoins, il semble qu'une majorité des professionnels de l'enseignement rejoignent Guy Pouzard, qui juge, au contraire, que l'impact de l'ordinateur et d'Internet dépasse largement celui d'un nouvel outil.

« Dans un concept de classe non adapté, il est normal que les TICs n'apportent pas grand-chose », constate-t-il. Or il semble que la réflexion sur ce thème de la part des enseignants reste embryonnaire, quand elle n'est pas inexistante. *« L'informatique est utilisée lorsqu'elle est nécessaire à l'enseignement, en bureautique, par exemple. Mais si le besoin n'est pas immédiat, comme dans une classe de maths, le professeur estime qu'il a autre chose à faire. »* Nul doute que, sans modifier les programmes ni le contexte des cours, les TICs ne dépasseront pas le stade virtuel. Un ordinateur et une liaison Internet n'ont pas le pouvoir, à eux seuls, d'engendrer l'école du XXIe siècle.

Pierre Subtil souligne une autre difficulté. *« Les futurs professeurs de écoles réagissent très bien aux TICs, tandis que ceux des collèges et lycées ne voient pas à quoi cela peut leur servir. »* Choquante à première vue, cette différence révèle l'importance du contexte d'enseignement.

Dans le primaire, les professeurs passent toute la journée avec leurs élèves, tandis que le secondaire fractionne leur emploi du temps et multiplie le nombre de leurs classes. Au-delà de l'équipement et de la formation des enseignants aux TICs, l'éducation nationale ne pourra pas faire l'économie d'une remise en cause de son organisation et de ses pratiques pédagogiques.

Michel Alberganti

Le Canada en réseau

***« Rescol prépare les apprenants à la société du savoir »*, explique Marcel Labelle, coordinateur national pour le programme des écoles innovatrices du réseau scolaire canadien (Rescol). Lancé en 1993 par le ministère de l'industrie du Canada, ce programme aide les écoles publiques et les bibliothèques à se connecter à Internet en multipliant les partenariats avec les industriels. Vingt et une actions ont été engagées, dont une favorise l'équipement des établissements en ordinateurs. Au 30 septembre, 161 291 machines avaient été distribuées. D'ici au 31 mars 2001, 250 000 ordinateurs doivent être installés. L'objectif est que chaque salle de classe dispose d'une machine.**

Du maître-savant à l'ingénieur du savoir

QUEL PROFESSEUR pour la société de l'information ? Christian Janin, secrétaire fédéral du SGEN-CFDT, constate que *« l'image du maître-savant est déjà très écornée »*. Pour lui, les enseignants vont se transformer en *« ingénieurs du savoir, en organisateurs du processus d'acquisition des connaissances »*. S'il voit dans cette évolution *« une chance pour les élèves »*, la mutation engendrée par les technologies de l'information et de la communication (TICs) induira une profonde remise en cause du *« rôle des professeurs »*.

Jean-Georges Helm, maître formateur à l'école d'application Jacques-Sturm, à Strasbourg, estime ainsi que *« les TICs obligent l'enseignant à développer des pédagogies actives »*. Au delà, il s'agit bien d'instaurer un nouveau processus d'apprentissage. Essentiellement passif dans le cadre des cours magistraux classiques, l'élève peut désormais participer à la *« construction de son propre savoir »*.

« IMPROVISATION POSITIVE »

Comment réaliser une telle transformation ? L'ordinateur multimédia et Internet permettent à la fois de *« découvrir le monde »*, d'appréhender les notions de temps et d'espace et de communiquer avec des correspondants lointains. M. Helm estime que les élèves sont alors stimulés par *« les performances et les idées des autres »*. Ainsi ouverte sur l'extérieur, la classe ne peut plus fonctionner de façon traditionnelle. *« L'enseignant se trouve contraint de développer une forme d'improvisation positive qui n'est pas sans danger »*, note M. Helm.

L'enseignant risque en permanence le court-circuit entre son discours et ce qu'il découvre en temps réel sur le Web. Certains enseignants évitent cette navigation sans filet. En préparant leurs cours, ils « aspirent » la totalité de certains sites. En classe, ils se limitent à l'exploitation de ce contenu et évitent ainsi les lieux peu fréquentables. *« Je ne veux pas me trouver devant des parents qui se plaignent de ce que leurs enfants ont vu sur Internet »*, explique l'un d'eux. Une telle stratégie exclut cependant la pratique d'une véritable recherche documentaire sur la Toile.

Christian Gautellier, des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cemea), estime nécessaire de se demander quelles sont les conditions à réunir pour que les nouvelles technologies engendrent des innovations pédagogiques. *« Il faut casser le modèle : une heure, un enseignant, un cours »*, indique-t-il. Une telle réorganisation de l'espace et du temps ouvrira la voie pour les élèves *« au travail coopératif et à l'entraide »*. Mais, pour les enseignants, elle impliquera un changement de mentalité que doit accompagner aussi, disent-ils, *« une véritable volonté politique »*.

M. Al.

Peu d'espoir de récupérer la sonde Mars Polar Lander

POUR la septième fois en trois jours, la sonde spatiale américaine Mars Polar Lander (MPL) est restée muette aux tentatives du Jet Propulsion Laboratory d'entrer en contact avec elle. Ce nouvel essai était presque considéré comme celui de la dernière chance pour cet engin de 165 millions de dollars (164 millions d'euros). Les responsables de la mission discutent pourtant de la possibilité d'effectuer de nouveaux essais tout en évoquant le lancement d'une enquête approfondie sur la manière dont a été construite la sonde. Ils envisagent de demander à un autre engin, Mars Global Surveyor, de repérer au sol les parachutes de MPL pour voir si cette dernière s'est réellement posée ou s'est fracassée sur Mars. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **OBSERVATION : la première image du satellite d'observation militaire Hélios-1B a été acquise,** samedi 4 décembre, par le Centre national d'études spatiales (CNES) moins de vingt-quatre heures après son lancement. Pendant quelque temps encore, le CNES et l'IGN vont expertiser ce satellite, dont la résolution est de l'ordre du mètre, avant de le transférer progressivement aux états-majors français, italiens et espagnols. Ces performances sont à rapprocher de celles offertes aux utilisateurs civils par les satellites américains en orbite Ikonos-1 ou sur le point de l'être, comme OrbView-3.

■ **ESPACE : l'Autrichien Norbert Kraft, la Canadienne Judith Lapierre, le Russe Dmitri Saïenko et le Japonais Masatka Umedades participent,** depuis vendredi 3 décembre, à une expérience de survie en milieu clos dans un laboratoire de Moscou qui recrée des conditions de vie semblables à celles existant dans l'espace, rapporte l'Agence Itar-Tass. Cette opération de quatre mois, menée par l'Institut moscovite pour les problèmes médicaux et biologiques, vise à trouver des moyens de réduire les conditions de stress des astronautes.

■ **INTERNET : après l'encyclopédie Britannica,** désormais accessible via Internet sur le site www.britannica.com, le mouvement vers la gratuité du contenu de telles sources d'information se poursuit. Le 6 décembre, un nouveau dictionnaire des sciences et techniques, publié par les éditions de l'Analogie, est également librement consultable sur le site www.sciences-en-ligne.com. Une version sur CD-ROM comprenant le texte et les illustrations est commercialisée pour 450 francs (68,6 €).

■ **INFORMATIQUE : IBM vient d'annoncer** le lancement d'un projet de 100 millions de dollars (100 millions d'euros) pour développer un supercalculateur capable d'effectuer un million de milliards d'opérations par seconde. Ce projet a été baptisé « Blue Gene », car l'outil qui en résultera sera dans un premier temps utilisé pour modéliser le repliement en trois dimensions des protéines, qui conditionne leur bon fonctionnement.

Young & Rubicam France 99. Photo : J.F. PODEVIN/IMAGE BANK

LeMonde Job: WMQ0812--0030-0 WAS LMQ0812-30 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 08:40 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0511 Lcp:700 CMYK

Le champagne, invention du millénaire

Un témoin de l'histoire de l'Europe

DESSINS : DESCLOZEAUX

LE CHAMPAGNE a accompagné tous les grands événements depuis que l'économe de l'abbaye de Hautvillers, l'abbé Dom Pérignon, contemporain de Louis XIV, en eut codifié la secrète alchimie. Celui qui déclarait en se délectant : *« Je bois des étoiles »*, a-t-il jamais imaginé que les conseils qu'il donnait aux vignerons pour améliorer le rendement de l'impôt local prélevé par son abbaye (la dîme) auraient les conséquences que l'on sait ? A cette époque déjà, le producteur champenois était partagé entre le souci de rentabilité et l'exigence de qualité, l'utilisation intensive du raisin étant compensée par le strict respect des règles d'extraction des moûts. Rien n'a changé en apparence, sinon l'échelle de la production. Quand le roi de France achetait, en 1775, 666 bouteilles de vin d'Ay et 1 505 en provenance d'Epernay, la Champagne, en 1999, a vendu au monde entier 320 millions de cols...

A la veille du troisième millénaire, les prix sont à la hausse, mais tout le monde sera servi. L'histoire du champagne, aujourd'hui, paraît se confondre avec le marketing. Chaque producteur a préparé sa cuvée spéciale, selon son style, dans la sagesse ou l'extravagance. Toutes les bouteilles mises sur le marché auront-elles la maturité requise ? Ou bien la forte demande aura-t-elle raison du temps de vieillissement qui, seul, permet d'enrichir les arômes du vin ? Les champagnes trop jeunes sentent la fleur, l'agrume parfois et... l'argent frais. Ils déprécient l'ensemble de la production. On ne court pas ce risque chez Dom Pérignon (Moët et Chandon) où le chef de cave s'est lancé dans une parcimonieuse et savante compilation, pratiquement hors commerce, de onze des plus grands millésimes du siècle (de 1900 à 1995) : 323 magnums baptisés « Esprit du siècle », habillés d'un écrin de verre soufflé et d'étain serti et gravé.

Dès la seconde moitié du XVIIe siècle, les vignerons champenois produisaient un vin blanc apprécié. Ils accentuèrent ses traits génériques, lorsqu'on se fut aperçu qu'une fois vinifié et mis en cave, le même vin redevenait effervescent quand la température des hivers rigoureux cédait la place au printemps. Il *« prenait mousse »* et donnait à la table un air de fête.

Aujourd'hui, les grands amateurs considèrent le champagne comme un vin à part entière, apte au vieillissement. Les Anglais, nous confie Lionel Michelin, antiquaire du vin (De Vinis Illustribus, Paris), recherchent particulièrement les millésimes 1990 de la Grande Dame (Veuve Clicquot) ou de Cristal Roederer, *« à défaut de bouteilles plus anciennes, exceptionnelles, comme Cristal 1971 ou Pommery 1947 »*. Le goût actuel va aux vins *vineux* auxquels le pinot noir apporte sa force et le chardonnay sa finesse. Car le champagne, à de rares exceptions, est un vin d'assemblage, combinaison harmonieuse de différents cépages (sauf lorsqu'il est issu de raisins blancs et appelé « blanc de blancs »), de crus voisins ou différents, de vins jeunes et de vins de réserve provenant de récoltes antérieures, qui s'améliorent et s'équilibrent entre eux. Dans les champagnes millésimés (les meilleures années uniquement et aussi les plus coûteux), aucun vin antérieur à l'année de récolte ne peut être ajouté. La cuvée ainsi constituée est additionnée, après clarification, d'une liqueur composée de sucre de canne dissous dans du vin vieux et de ferments naturels. Le vin appelé « tranquille » est alors mis en bouteilles et bouché provisoirement. Plus la seconde fermentation sera menée lentement, plus l'effervescence sera légère et persistante. Une longue période de repos précédera le remuage, pour amener les dépôts engendrés par la fermentation vers le goulot. Ces *lies* seront éliminées par le dégorgement, à basse température. Alors interviendra un ultime ajout de vin de réserve et de liqueur de tirage, selon le goût recherché, ultime manipulation avant la commercialisation.

« L'ÉTIQUETTE À LA PORTE »

Longtemps, l'histoire de France s'est faite entre Reims, Laon, Epernay et Soissons. Reims, capitale politique, capitale religieuse, dont la cathédrale traduit dans la pierre l'histoire de Clovis et de saint Rémi. *« Son vin »* est aussi le reflet de cette civilisation. Un souvenir du temps où *l'opus francorum* n'avait guère de rival au monde, en prospérité et en civilisation, sinon du côté de Pise et de Sienne.

Napoléon l'affirmait : *« Le champagne est fait pour mettre l'étiquette à la porte. »* Sombre prémonition de son destin, scellé à l'issue de la campagne de France qui se déroula sur la route du vignoble. En 1814, pour le retour triomphal de son fils vainqueur, Alexandre, l'impératrice douairière de toutes les Russies, Maria Feodorovna, donna une soirée à Pavlovsk, sa résidence néoclassique, à quarante kilomètres de Saint-Pétersbourg, où le champagne Veuve Clicquot fut de la fête, une marque fondée au XVIIIe siècle, comme Abelé, Heidsieck, Moët et Ruinart. Aujourd'hui, la fondation Veuve-Clicquot a pris en charge la restauration du pavillon des Roses de l'ancienne résidence impériale. L'histoire du champagne se confond avec celle de l'Europe. Le vignoble ne fut que tardivement atteint par le phylloxéra dont les effets commençaient à s'estomper lorsqu'éclata la guerre de 1914. La ligne de front était à nouveau celle de la route des crêtes! Quatre ans de guerre devaient anéantir les fabriques de Reims. 40 % du vignoble furent engloutis sous les bombes et les gaz complétèrent les ravages du phylloxéra. A la fin des années 20, la crise de 1929 porta un nouveau coup à la Champagne. Esprit certes, mais aussi tragédies du siècle ! Seul *l'Ange au sourire* de la cathédrale de Reims ne se départit pas de sa compassion tutélaire.

Jean-Claude Ribaut

Le tiramisu

Luisa, Romilda, Dora, Maria. Sa grand-mère, sa mère, sa tante, sa sœur : Sophia Loren tient des femmes de sa famille le goût de la cuisine. Dix-huit ans après son premier livre sur le sujet, elle vient de publier *Recettes et souvenirs* (éditions Michel Lafon). La centaine de plats que l'on retrouve dans l'ouvrage vont de la cuisine des faubourgs populaires de Naples (où elle naquit) jusqu'au riso del conte, *« merveilleuse recette d'un ami issu de l'aristocratie vénitienne, dont les goûts culinaires sont aussi raffinés que son arbre généalogique »*. Entre le souvenir des plats partagés avec Marcello Mastroianni ou Richard Burton, Sophia livre sa version de quelques classiques de la cuisine italienne, dont la recette d'un tiramisu, paraît-il fameux, celui que prépare Ines Bruscia, sa *« dévouée secrétaire italienne de Los Angeles »*. Succédant à la zuppa inglese, le dessert à la mode dans les restaurants italiens lors des années 80, le tiramisu est devenu dans la décennie suivante l'emblème des douceurs de la Péninsule. Preuve de son succès, son arrivé au rayon frais des supermarchés, qui eut lieu pour la première fois en 1991, avec la marque Solo Italia, fabriquée de l'autre côté des Alpes. D'origine récente (moins d'un demi-siècle), ce dessert tire son nom de *« tiramisu »* – littéralement *« remonte-moi »* – d'une ancienne recette toscane qui voulait qu'aux convalescents on serve un jaune d'œuf battu avec du sucre auquel on ajoutait un peu de café et quelques gouttes d'alcool. Pour que ce remontant se transforme en douceur, il aura fallu l'adjonction de deux autres spécialités transalpines : le *pan di spagna* et le *mascarpone*. Le premier est une génoise typique, que, dans les ouvrages de cuisine édités en France comme *Le Larousse des desserts*, on propose éventuellement de remplacer par des biscuits à la cuillère. Le *mascarpone*, quant à lui, est le fromage frais le plus connu en Italie. A l'origine fabriqué uniquement dans la province de Lodi, au sud de la Lombardie, ce produit laitier riche en crème avait fait la « une » de l'actualité il y a trois ans. Cent mille boîtes avaient été mises sous séquestre après qu'une épidémie de botulisme eut fait des ravages dans la région napolitaine. Le *mascarpone* n'était pas de première fraîcheur. Heureusement, ces accidents sont tout à fait exceptionnels, ce qui est plutôt rassurant lorsque l'on sait combien cet ingrédient est indispensable à la réussite d'un véritable tiramisu. Dans le commerce, où il s'est vendu en 1998 environ 60 millions de petites coupelles individuelles de ce dessert, certains fabricants, pour faire des économies, ont pourtant la main très légère sur le *mascarpone*. Nestlé, qui fait fabriquer ses tiramisus en Grande-Bretagne, n'en met que 3 % dans sa recette, préférant à la place faire foisonner en quantité abondante de la crème toute simple, et surtout moins chère.

Guillaume Crouzet

★ Tiramisu au rayon frais des supermarchés, à la marque Solo Italia ou Nestlé : 11 F (1,7 €) environ les deux coupelles individuelles.

BOUTEILLES

Laurent-Perrier

CUVÉE ROSÉ BRUT

■ Un seul cépage, 100 % de pinot noir, provenant de dix crus différents (tous classés à 100 %) sur les communes d'Ambonnay, Bouzy, Louvois et Tours-sur-Marne. Les raisins ont été triés et égrappés avant la maturation, d'une durée de trois jours, afin d'extraire la couleur ambrée et de favoriser le développement aromatique du pinot. La base du processus de coloration est obtenue par « saignée » et non par assemblage de blanc et de rouge. Un vieillissement de quatre années et un dégorgement manuel sont aussi la signature, prestigieuse, de Laurent-Perrier. Ce vin, à l'élégante robe saumonée, présente au nez une fine palette de petits fruits rouges. Le fruit domine la bouche et se prolonge par une heureuse sensation de fraîcheur. Une bouteille qui accompagnera les charcuteries, la volaille rôtie, comme les desserts aux fruits. Intéressante alliance, également, avec la cuisine asiatique. Conditionné en boîte métallique satinée.

★ Cuvée Rosé Brut Laurent-Perrier : 220 F (33,54 €) la bouteille environ. Laurent-Perrier Diffusion, BP 3, 51150 Tours-sur-Marne. Tél. : 03-26-58-91-22

Union Champagne

CUVÉE ORPALE 1990 GRAND CRU

■ Premier partenaire du négoce pour la fourniture de vins clairs, Union Champagne intervient sur près de la moitié des meilleurs terroirs de la côte des blancs. Cette puissante coopérative vient de commercialiser son millésime 1990, issu de cépages chardonnay provenant de villages classés à 100 % dans l'échelle des crus de la Champagne. Un système de classement qualitatif établi sous la forme d'un pourcentage compris entre 80 % et 100 %, qui permet de fixer le prix du kilo de raisin payé aux vignerons. Les vins assemblés dans cette nouvelle cuvée proviennent d'Avize, Oger, Mesnil, Cramant, Ambonnay, Bouzy ou Ay. Le long élevage en cave donne à la cuvée Orpale une robe de couleur or, aux reflets élégants, et un nez à peine fruité, très caractéristique du chardonnay. C'est une bouteille d'exception où se développe une attaque ample en bouche avec une bonne sensation de plénitude et d'équilibre. Sa fraîcheur convient particulièrement à la dégustation de goujonnettes de sole au beurre de caviar ou bien à l'apéritif. Prix très raisonnable.

★ Cuvée Orpale 1990 : la bouteille, 190 F (28,97 €, franco pour 18 bouteilles). Union Champagne, 7, rue Pasteur, BP 19, 51190 Avize. Tél. : 03-26-57-94-22. En vente aussi : Caves Legrand, 113 *bis*, avenue de Verdun, 92130 Issy-les-Moulineaux, et aux Caves Pasquier, 7, rue Pasquier 75008 Paris.

Veuve Clicquot-Ponsardin

LA GRANDE DAME 1990

■ La Grande Dame est assurée par une vinification très particulière de huit grands crus (verzenay, verzy, ambonnay, bouzy et ay pour les pinots noirs, avize, oger et mesnil-sur-oger pour les chardonnays), et six ans minimum de vieillissement pour atteindre la maturité. Elaborée uniquement les très grandes années, elle allie la force et la richesse du pinot noir à l'élégance et à la richesse du chardonnay.

La Grande Dame 1990 présente une couleur dorée, nuancée de reflets verts. L'effervescence est très fine et délicate, comme son nez, très frais, floral et fruité (fleurs blanches, agrumes, fruits blancs). L'oxygénation lui apporte une note de douceur. Les arômes de confiserie complètent des notes légèrement torréfiées (noisette, amande). L'attaque en bouche est marquée par une certaine complexité et une agréable rondeur, à la fois crémeuse et charnue. Cette grande cuvée accompagnera les plus fins poissons de mer et les crustacés, les huîtres « pousses en claires », le saumon d'Ecosse et aussi le caviar, mais elle est aussi le plus raffiné des vins à l'apéritif. Un très grand vin, à réserver aux grandes occasions.

★ La Grande Dame 1990 : 575 F (87,66 €) la bouteille (chez Nicolas). Champagne Veuve Clicquot-Ponsardin, 12, rue du Temple, BP 102, 51054 Reims Cedex. Tél : 03-26-89-54-40.

De Saint-Gall

BRUT SÉLECTION

■ Un champagne brut sans année, issu d'un assemblage de deux tiers de chardonnay et d'un tiers de pinot noir, élevé en cave, sur lie, entre trois et cinq ans, de couleur jaune paille, offrant une mousse fine et persistante. Voilà une bouteille d'un excellent rapport qualité-prix, avec une attaque en bouche très franche, sans mollesse, mais vite harmonieuse, agréable à boire en toutes occasions.

★ De Saint-Gall Brut sélection : 99,50 F (15,17 €) la bouteille. Champagne De Saint-Gall. 7, rue Pasteur, BP 19, 51190 Avize. Tél. : 03-26-57-94-22.

J.-C. Rt

GASTRONOMIE
Publicités

PARIS 1er
L'Epi d'Or
Un des derniers bistrots des Halles
Cadre authentique, Cuisine du terroir
Menu 105 F - Carte 220 F environ
25 rue J-J Rousseau 1er - 01 42 36 38 12

PARIS 5e
TOUTOUNE
Un décor ensoleillé, tout le charme de la Provence... "Simple avec des produits frais et raisonnables" JC Ribaut.
Menu 138 F au déjeuner en semaine.
Carte menu à 198 F avec la soupière de Saison d'office - (Ouvert dim. / Fermé lundi)
5, rue de Pontoise - Tél. 01.43.26.56.81

RESTAURANTS DE HAUTE MER
le bar à huîtres
MONTPARNASSE : 112, Bd du Montparnasse Vavin • 01 43 20 71 01
St. GERMAIN : 33, Rue St Jacques St Michel • 01 44 07 27 37
BASTILLE : 33, Bd Beaumarchais Bastille • 01 48 87 98 92
http://www.lebarahuitres.com
REVEILLON DU SIECLE SOIREE PRIVEE 1 250 Frs

PARIS 5e
"Un des restos indiens les plus connus" (TELERAMA)
MAHARAJAH
72, bd Saint-Germain 5e
127 F - 169 F - Climat.
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 6e
LE POLIDOR depuis 1845
Authentique bistrot parisien de rencontre artistique et littéraire
Menu midi 55 F, 110 F et Carte 120 F - 41, rue Monsieur Le Prince
☎ 01.43.26.95.34 - O.T.LJ. jusqu'à 0h30

PARIS 6e
Vagenende Maison classée, fondée en 1904
Cuisine traditionnelle et du marché
Service continu TLJ de midi à 1h du matin
142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

PARIS 7e
LA TERRASSE
Face à l'école Militaire, qualité et tradition, au 1er étage son restaurant gastronomique.
Menu 180 F (vin et café compris).
Menu prestige à 215 F avec homard.
- Banc d'huitres -
2 pl. de l'École Militaire - ☎ 01.45.51.62.60

PARIS 7e
LES MINISTERES
Depuis 1919 au cœur du quartier des antiquaires, LES MINISTERES, artisans dépositaires d'un savoir faire culinaire, élaborent sur place une cuisine de marché avec des produits frais et du terroir : confit de canard, foie gras, saumon fumé maison au bois de hêtre... et inventent une cuisine d'humeur au goût du moment : gratin de homard et d'écrevisses aux épinards Muscadine, assiettes gourmandes aux saveurs mélangées...
Un service courtois et bon enfant 7 jours sur 7 de midi à 23 heures en continu. Menu du jour 88 F et Menu du ministre 175 F apéritif et vin comp.
Menu étudié pour vos repas d'affaires ou familiaux de 10 à 150 couverts.
30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37
LE RESTAURANT DE LA BELLE EPOQUE

PARIS 7e
Choumieux
SPECIALITE DE CASSOULET et CONFIT DE CANARD
Tous les jours jusqu'à minuit.
Dimanche service continu de 12 h. à minuit.
Banquet de 10 à 110 pers. Salons climatisés.
79, rue St-Dominique (7e) Tél. 0147.05.49.75

PARIS 8e
CHEZ VONG CHAMPS-ELYSEES et LES HALLES
HAUTE GASTRONOMIE CHINOISE
Spécialités vietnam et vapeur
REVEILLON St SYLVESTRE
Menu de Fêtes 680 F boisson en sus
• 27, rue du Colisée (8e) 01.43.59.77.12 - Voiturier
• 10, rue de la Gde Truanderie (1er) 01.40.39.99.89 - Park. Forum Sud
Salles climatisées - Fermé dim.

PARIS 12e
Face au port de la Bastille
LE MANGE TOUT
Cuisine traditionnelle
Spécialités Rouergue, Quercy, Aveyron.
Menu saveur 190 F (vin compris)
Menu du jour 99,50 F et Carte
24, bd de la Bastille - Tél. 01.43.43.95.15
Le soir service sur réserv. après Spectacles

PARIS 12e
Le LYS D'OR authentique cuisine chinoise
"Grand prix 1998 du festival international de gastronomie de Dalian (Chine)"
Menus variétés 98 F. Menu 139 F et Carte 150 F
2, rue de Chaligny ☎ 01.44.68.98.88
210, rue de Charenton ☎ 01.44.68.90.00

PARIS 14e
MONIAGE GUILLAUME
Cheminée, Spécialités de Poissons et Bouillabaisse, Homards du Vivier.
Salon part. 25 pers. - Chbres confort**
MENU CARTE : 185 F/245 F
88, rue de la Tombe-Issoire. Tél. 01.43.22.96.15

PARIS 14e
LA CREOLE
Ouvert tous les jours - 01.43.20.62.12
Spécialités des îles, dans une luxuriance de verdure et de sourires. Le rendez-vous du show-bizz, des arts et des lettres. L'un des plus anciens restaurants antillais de la capitale. Carte 220 F env.
122, boulevard du Montparnasse

PARIS 15e
A TIPAZA
COUSCOUS - TAGINES
GRILLADES AU FEU DE BOIS
Poissons - Carte env. 160 F
155, rue Saint Charles
01.45.54.01.17 - Ouvert T.L.J.

PARIS 16e
RESTAURANT JAPONAIS GRILL
OKAGAWA
SPECIALITES YAKITORIS & SUSHIS
1, rue Pergolèse - ☎ 01.40.67.10.67
Menu Brochettes 96 F, Assortiment Sushis 128 F - Fer. Dim.

PARIS 18e
LE PERROQUET VERT
"DECOR D'ATMOSPHERE"
SUPERBE FEU DE CHEMINEE
Menu 98 F déj. - Menu-Carte 168 F
Cuisine bourgeoise - 7, rue Cavalotti
Tél. 01.45.22.49.16 - Fax 01.42.93.70.29
TLJ sauf Sam. midi et Dim. - Parking à 30m.

93 SAINT-OUEN
Le Soleil
CUISINE POUR CHINEURS GOURMANDS
Casse-croûtes sérieux dès le matin
Dejeuners Bourgeois
Petits diners entre amis
Table d'hôtes
109, Avenue Michelet
Aux Puces de Saint-Ouen (métro porte de Clignancourt)
Tél. : 01 40 10 08 08

Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE", renseignements : ☎ 01.42.17.39.63

LeMonde Job: WMQ0812--0031-0 WAS LMQ0812-31 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:29 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0512 Lcp:700 CMYK

Temps doux et perturbé au nord

MERCREDI. Des hautes pressions sont encore présentes sur l'Espagne et le sud de la France. Les perturbations circulent surtout des îles Britanniques à la Scandinavie, mais peu à peu elles vont s'enfoncer sur la France. La douceur continue.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Le ciel deviendra de plus en plus nuageux et pluvieux dès la mi-journée. Le vent de sud-ouest se renforcera et atteindra 70 à 80 km/h dans l'intérieur et 90 à 100 km/h sur les côtes de la Manche. Les températures seront comprises entre 11 et 14 degrés l'après-midi.

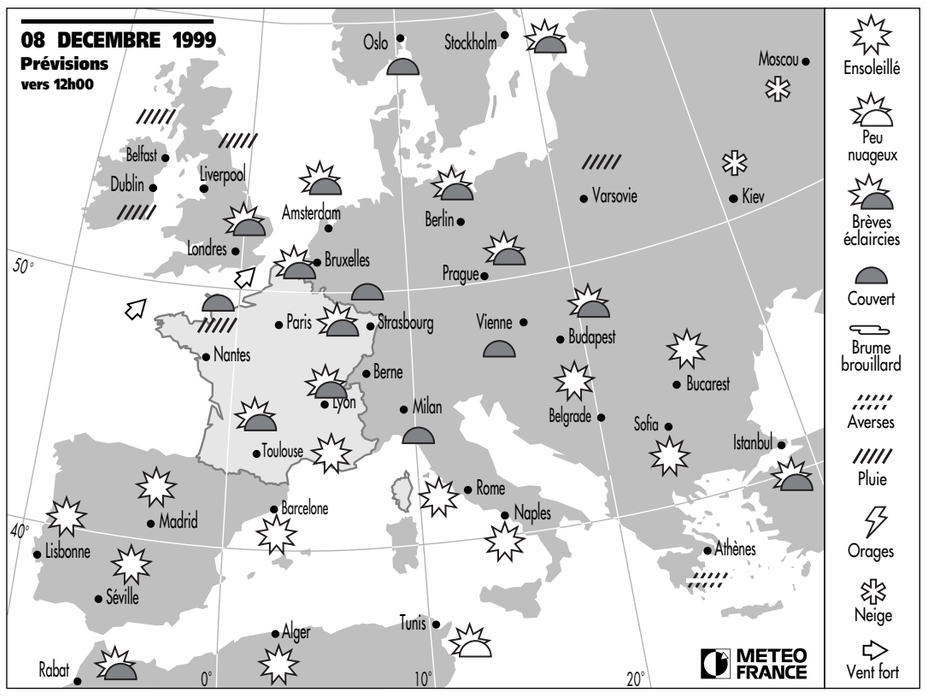
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le ciel deviendra de plus en plus nuageux au fil des heures et la pluie arrivera surtout sur les côtes. Quelques gouttes tomberont ailleurs. Le vent de sud-ouest deviendra fort entre 80 et 100 km/h sur les côtes et 60 à 80 km/h dans l'intérieur. La douceur continue, avec 10 à 11 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le ciel sera souvent nuageux avec quelques éclaircies par moment. Des gouttes de pluie tomberont sur la Champagne dans la soirée. Les températures de l'après-midi seront comprises entre 8 et 10 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – La matinée sera assez grise puis le soleil brillera largement sur Aquitaine et Midi-Pyrénées. Les températures, fraîches le matin, monteront entre 12 et 16 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – En matinée, le ciel sera assez nuageux puis de belles éclaircies reviendront. Les températures seront comprises entre 7 et 11 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le beau temps va dominer sur ces régions. Les températures, fraîches le matin, monteront entre 9 et 14 degrés l'après-midi. Le vent de sud-ouest sera modéré.



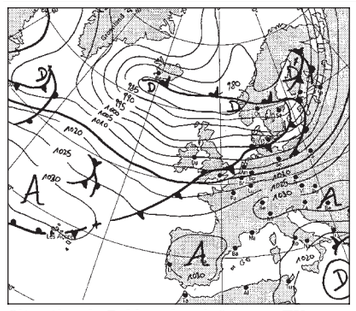
LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **MAROC.** Les hôtels Amanresorts ouvriront, le 22 décembre, leur premier établissement africain au cœur de la palmeraie de Marrakech, en lisière d'un golf 18 trous, avec vue sur l'Atlas. L'Amanjena (« Paradis paisible » en sanscrit) comporte 34 pavillons et 7 maisons de style mauresque disposés autour d'un bassin. Chaque chambre comporte une cheminée, un magnétoscope, un lecteur de CD et une cour privée pour dîner dehors. Forfait Exclusif Voyages (tél. : 01-42-96-00-76) à 11 600 F (1 768 €), incluant les vols Paris-Marrakech, les transferts et 4 nuits à l'Amanjena.

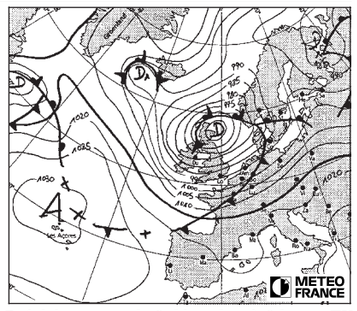
■ **NAMIBIE.** Nouvelle édition du *Namibtel*, un guide sur la Namibie offert aux clients d'Air Namibia (tél. : 01-42-97-55-88) et de Visit Namibia Tours & Safaris (tél. : 01-42-97-55-95). Cet ouvrage de 332 pages offre tous les renseignements utiles sur les régions touristiques, un descriptif de 210 hôtels et lodges...

PRÉVISIONS POUR LE 08 DECEMBRE 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole				PAPEETE	24/30	P	KIEV	1/2	*	VENISE	3/8	S	LE CAIRE	12/23	S
AJACCIO	5/16	S	NANCY	5/9	N	POINTE-A-PIT.	23/30	S	LISBONNE	9/13	S	VIENNE	3/9	C	NAIROBI	16/26	S
BIARRITZ	3/14	N	NANTES	8/12	P	ST-DENIS-RÉ.	23/28	S	LIVERPOOL	6/10	P	**AMÉRIQUES**			PRETORIA	18/26	C
BORDEAUX	8/13	N	NICE	5/15	S	**EUROPE**			LONDRES	6/11	N	BRASILIA	19/28	S	RABAT	12/18	N
BOURGES	5/11	N	PARIS	8/11	N	AMSTERDAM	7/10	N	LUXEMBOURG	4/6	C	BUENOS AIR.	15/26	S	TUNIS	9/15	S
BREST	9/12	P	PAU	0/13	N	ATHENES	10/16	P	MADRID	2/9	S	CARACAS	23/28	S	**ASIE-OCÉANIE**		
CAEN	8/10	P	PERPIGNAN	3/14	S	BARCELONE	6/13	S	MILAN	-1/8	C	CHICAGO	-2/5	S	BANGKOK	22/29	S
CHERBOURG	8/12	P	RENNES	8/13	P	BELFAST	5/8	P	MOSCOU	-2/-1	*	LIMA	18/20	P	BEYROUTH	14/21	N
CLERMONT-F.	2/12	N	ST-ETIENNE	2/11	N	BELGRADE	-3/4	S	MUNICH	2/5	C	LOS ANGELES	8/15	S	BOMBAY	18/30	S
DIJON	3/10	N	STRASBOURG	5/9	N	BERLIN	5/8	N	NAPLES	6/14	S	MEXICO	4/21	S	DJAKARTA	26/31	P
GRENOBLE	-1/8	N	TOULOUSE	1/10	N	BERNE	3/6	N	OSLO	-7/-2	C	MONTREAL	-1/4	S	DUBAI	20/28	S
LILLE	6/10	N	TOURS	6/11	N	BRUXELLES	6/9	N	PALMA DE M.	6/17	S	NEW YORK	3/9	S	HANOI	15/20	S
LIMOGES	4/10	N	**FRANCE outre-mer**			BUCAREST	-3/5	S	PRAGUE	3/6	N	SAN FRANCIS.	8/12	S	HONGKONG	13/20	S
LYON	2/10	N	CAYENNE	22/30	P	BUDAPEST	-1/8	N	ROME	6/14	S	SANTIAGO/CHI	8/26	S	JERUSALEM	12/22	S
MARSEILLE	0/12	S	FORT-DE-FR.	23/29	P	COPENHAGUE	4/7	P	SEVILLE	9/16	S	TORONTO	1/6	S	NEW DEHLI	9/20	S
			NOUMEA	21/25	S	DUBLIN	5/8	P	SOFIA	-3/5	S	WASHINGTON	-2/12	S	PEKIN	-3/8	S
						FRANCFORT	6/8	C	ST-PETERSB.	1/4	P	**AFRIQUE**			SEOUL	2/9	S
						GENEVE	3/7	N	STOCKHOLM	-1/4	N	ALGER	7/16	S	SINGAPOUR	24/29	P
						HELSINKI	-6/1	C	TENERIFE	13/18	S	DAKAR	22/28	S	SYDNEY	19/27	S
						ISTANBUL	9/12	N	VARSOVIE	2/5	P	KINSHASA	21/30	S	TOKYO	6/11	S



Situation le 7 décembre à 0 heure TU



Prévisions pour le 9 décembre à 0 heure TU

PRATIQUE

Louer un bateau à quai, une nouvelle option pour les vacances

LA LOCATION de bateaux à quai s'adresse à tous les amoureux de la mer, mais pas aux marins. Beaucoup de vacanciers aiment se promener sur les pontons des ports de plaisance. Ils y admirent voiliers et vedettes à moteur, tout en fantasmant sur la vie en escale. Mais jamais ils ne penseraient à naviguer, tant la complexité et les dangers de l'aventure les effraient.

L'idée, qui agace au plus haut point les loups de mer – *« C'est comme si quelqu'un décidait de goûter aux joies de l'équitation en enfourchant un cheval de bois »* –, vivotait jusqu'à maintenant de façon marginale. Les loueurs de bateaux traditionnels ont toujours eu une partie (très minoritaire) de leur clientèle qui préfère ne pas larguer les amarres, profitant plutôt du bateau comme une résidence secondaire. Mais ce schéma restait majoritairement circonscrit aux destinations ensoleillées des Antilles ou du Pacifique.

Avec la naissance de Boat & B, en janvier 1998, cette nouvelle formule de location devrait se développer, comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis. L'entreprise française, présente au Salon nautique à la porte de Versailles, annonce ainsi une activité en belle progression : 90 bateaux à quai ouverts à la location dans 40 ports en avril dernier, 180 prévus dans 50 ports pour mars prochain. *« Nous avons décidé de nous lancer après une déclaration de Yannick Michel, le président de la Fédération des ports de plaisance, publiée dans* Ouest-France, explique Gérard Maumenee, PDG de Boat & B. *Il expliquait en effet que les ports étaient ouverts à l'arrivée de nouveaux produits touristiques, à l'instar des professionnels de la montagne, qui ont diversifié depuis longtemps leurs activités. »*

DOUBLE CLIENTÈLE

La philosophie de la démarche est différente de celle retenue par les loueurs classiques, essentiellement partenaires des constructeurs de bateaux, qui leur fournissent une flottille de modèles. B & B s'adresse en réalité à une double clientèle : à des locataires potentiels mais aussi aux propriétaires. Le parc est en effet constitué de bateaux privés de navigateurs qui, en contrepartie d'espèces sonnantes et trébuchantes, prêtent leur voilier ou leur bateau à moteur à B & B, qui à son tour les loue. *« En moyenne, nos propriétaires naviguent 88 jours par an, dont 26 jours en juillet et août,* explique Erwan Gouez, directeur du développement de B & B. *Cela nous laisse pas mal de week-ends ou de semaines disponibles. »*

COMPLÉMENT DE REVENUS

Les propriétaires qui entrent dans le circuit disposent d'un complément de revenu *« qui leur paye soit l'entretien annuel de leur bateau, soit leur assurance. Ce n'est pas négligeable. »* Beaucoup refusent tout net, essentiellement parce qu'ils ne veulent pas d'étrangers à bord, ayant peur des dégâts possibles.

Le profil-type des locataires ? En moyenne trois personnes, souvent une famille avec enfant. L'embarcation restant à l'anneau du propriétaire, ils côtoient n'importe quel autre voilier ou vedette. Question prix, difficile de dire qui l'emporte entre le bateau à quai, le studio ou le deux-pièces loués au bord de mer ou bien la chambre d'hôtel. *« Nous sommes tout à fait dans la fourchette des tarifs pratiqués »*, estime Gérard Maumenee.

Dans aucun port il n'y a (pour le moment) de ponton dédié à ces bateaux-ventouses. *« Du coup, et nous avons pu le constater depuis le démarrage de notre activité, ces vacanciers discutent avec leurs voisins, dont certains les emmènent faire un petit tour en mer juste pour leur montrer de quoi il en retourne... L'année d'après, on les retrouve inscrits dans une école de voile. »*

PORTS CAMPINGS

La démarche peut en effet susciter les vocations marines. Mais, et c'est notamment la crainte des pouvoirs publics, elle risque aussi de transformer d'ici quelques années les ports en campings, *« avec tous les problèmes conséquents d'hygiène, de nuisance sonore et de pollution, pour lesquels les ports ne sont absolument pas équipés »*, explique-t-on à la direction des affaires maritimes du ministère des transports.

Certains ports s'en sont déjà émus et bloquent les autorisations. Ils craignent ainsi de voir apparaître des bateaux hors normes, c'est-à-dire sans voiles et sans moteur, transformés en caravanes sur l'eau, inamovibles en cas de tempête ou d'incendie. Des plaisanciers qui connaissent déjà des difficultés à trouver un amarrage d'escale élèvent aussi la voix, de peur de voir les ports encore plus encombrés. Mais leur colère pourrait tout aussi bien s'adresser aux propriétaires de bateau (et ils sont nombreux) qui ne naviguent pratiquement jamais. Les statistiques officielles signalent ainsi qu'en moyenne un bateau est utilisé 50 heures par an...

Pour le moment, les inquiétudes semblent hors de propos, tant que la démarche reste effectivement artisanale. B & B explique que sa principale difficulté est de décider des propriétaires à louer. D'ailleurs, ses ambitions commerciales restent limitées : 10 bateaux par port d'ici trois ans. Pas question non plus de créer des pontons-villages et de dépasser le quota de 20 bateaux par port (sur une capacité de 1 000 amarrages). En revanche, si le concept se développait à une échelle plus industrielle, les Affaires maritimes, les gestionnaires de port et les défenseurs de l'espace de liberté qu'est la mer pourraient avoir du souci à se faire.

Marie-Béatrice Baudet

Les formules et les prix

● **Le module location** à quai propose de choisir entre cinq classes de bateaux (selon le volume habitable), trois catégories (selon le confort choisi) et plusieurs durées de séjour (semaine, mini-semaine, week-end).

● **Les bateaux** sont disponibles dans une quarantaine de ports, en Manche, sur la façade atlantique et en Méditerranée. Dès l'année prochaine, la Guadeloupe et la Martinique seront au rendez-vous.

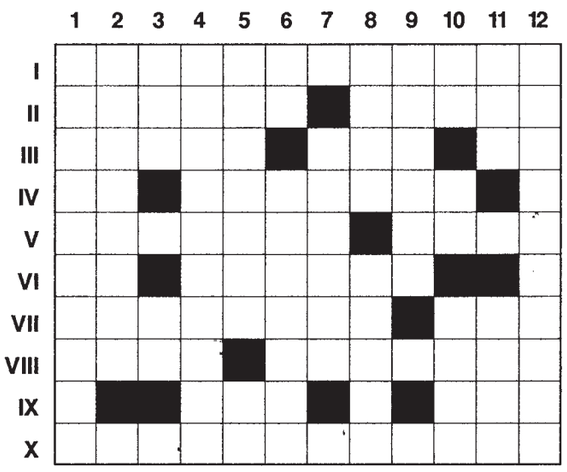
● **Deux exemples** de tarifs : une semaine pour quatre personnes à La Rochelle, sur un voilier de 9,60 mètres avec deux cabines doubles : 3 690 francs en juillet, 2 480 francs en juin. Un week-end pour six, à bord d'un bateau de 11,80 mètres, à Deauville ou au Cap d'Agde : 2 470 francs.

● **Renseignements :** Boat & B., 142, boulevard Robert-Schuman, 44300 Nantes. Tél. : 02-40-40-30-20.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99290

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Maintient l'ouverture en place. – II. Ouverture en façade. A réussi son retour à la nature. – III. Protège le conducteur. Rend la promise intéressante. Interjection. – IV. Dans les pattes. Pour prendre ses repas en plein air. – V. Etait sur les planches avant de se mettre à table. Coule en Grèce. – VI. Retourné pour faire l'article. Pavane à la basse-cour. – VII. Quand il faut, ils savent prendre les bonnes mesures. Dans la pensée chinoise. – VIII. Dans la banlieue d'Helsinki. Crédit peu académique. – IX. Tendre dans la boule. Personnel. – X. Fournisseur d'essence.

VERTICALEMENT

1. Ferme prise de position. – 2. Au fond des eaux chaudes depuis l'ère primaire. – 3. Pour faire l'appel. Bonne appréciation. – 4. Aménagé pour faire les courses. – 5. Elle nous fait faire des choses extraordinaires. Tête d'Ibère. – 6. Cale. Qui se retrouve sans effet. – 7. Figure géométrique. – 8. Avec son marteau, il est le maître du tonnerre. Se lançait dans l'aventure. – 9. Tout ce qu'il faut pour tenir la journée. – 10. Cité sumérienne. Forme d'avoir. Gamin de la capitale. – 11. Tourne sur la poulie. Jeune aux grandes oreilles. – 12. Suit de près ce qui se passe dans les sociétés.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99289

HORIZONTALEMENT

I. Présentateur. – II. Légation. Pré. – III. Agencement. – IV. Tir. Métiers. – V. Imitée. Ha. Ha. – VI. Tee. INA. Grès. – VII. Sud. Traits. – VIII. Dé. Décharnée. – IX. Essor. Evacué. – X. Stressée. Ers.

VERTICALEMENT

1. Platitudes. – 2. Régime. Est. – 3. Egéries. Sr. – 4. San. Udoé (doué). – 5. Etc. Eiders. – 6. Niémen. – 7. Tome. Athée. – 8. Aneth. Rave. – 9. Niagara. – 10. Epte. Rincé. – 11. Ur. Rhéteur. – 12. Ressassées.

SCRABBLE ®

PROBLÈME N° 151

Nous nous sommes mis en quatre pour vous plaire

1. Tirage : A E I L P S U.

a) Trouvez deux quadruples rapportant 36 points, l'un dans la ligne E, l'autre dans la colonne 5.

b) Trouvez et placez un mot de sept lettres.

c) Avec ce même tirage, trouvez six mots de huit lettres en le complétant avec six lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des mots placés sur la grille.

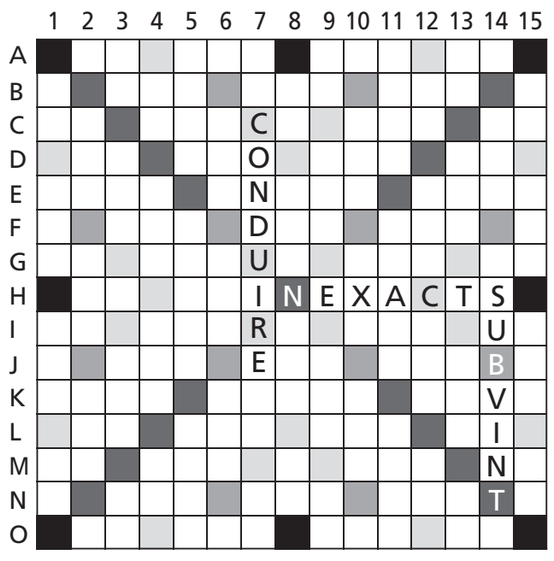
N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

d) E I M N O T Y : trouvez un sept-lettres. C D E E M N O : en utilisant deux lettres différentes du tirage précédent, trouvez deux huit-lettres.

Solutions dans *Le Monde* du 15 décembre.

Solutions du problème paru dans *Le Monde* du 1er décembre.



Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) EX, B 13, 46 – MIXES, C 9, 52, en collante au-dessus de LONGEAIT – MOTTEUX, *passereau*, M 1, 54 – SEMTEX, *explosif*, 15 J, 54.

b) IRISANT, en sandwich, faisant AIT, IRA et CHIANTI, G 8, 78 – RAISINET, *groseille rouge suisse*, 15 H, 131.

Michel Charlemagne

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

LeMonde Job: WMQ0812--0032-0 WAS LMQ0812-32 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 08:28 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0513 Lcp:700 CMYK

CINÉMA

La semaine est fantastique, par plus d'un film et à plus d'un titre. Fantastique, le premier film du réalisateur virtuose de vidéo-clips, Spike Jonze, et l'emploi qu'il fait de la star John Malkovich : de tout temps les comédiens ont été des transmetteurs, mais jamais ils ne l'ont été à ce point. Fantastique aussi, le nouveau film de Kiyoshi Kurosawa, *Charisma,* par le genre auquel il appartient autant que par sa qualité. Et celui du Malien Cheikh Oumar Sissoko, *La Genèse,* inspiré de la Bible ? Magique, à tout le moins, tandis que *Mon voisin Totoro* et *Le Géant de fer*, deux dessins animés, anticipant les vacances de Noël se proposent d'emmener le public, pas seulement enfantin, sur d'autres chemins enchantés, auxquels travaillent également les Studios Aardman, créateurs de Wallace et Gromit.
Mais le fantastique n'est pas l'antithèse de la réalité, comme en témoigne *Lovers*, le beau premier film de Jean-Marc Barr, en lointain écho à ces couples saisis naguère au quotidien par Jacques Becker, dont une intégrale bienvenue éclaire ce début de décembre. Tout cela le même jour ? C'est finalement ce qu'il y a de plus fantastique dans cette nouvelle semaine de cinéma.

Les Panthères noires de la Terre promise

BLACK PANTHERS. Film documentaire israélien de Nissim Mossek (38 min). Jeudi 9 décembre, 18 h 30, Musée d'art et d'histoire du judaïsme, 71, rue du Temple, Paris-3e . Tél. : 01-53-01-86-53.

Jérusalem, 1970. Un groupe de jeunes Israéliens d'origine marocaine, résidant dans le quartier déshérité de Mousrara, fonde le mouvement des Panthères noires. La référence se passe de commentaires, elle inscrit leur lutte sur fond de discrimination ethnique et sociale et revendique l'action violente. En 1971, plusieurs de leurs manifestations occasionnent des affrontements très durs avec la police et l'emprisonnement de leurs dirigeants. Reçus en délégation par les dirigeants du Parti travailliste, fief de l'establishment ashkénaze, ils ne voient pas leurs revendications prises en considération. Le maire de Jérusalem, Teddy Kollek, leur enjoint de *« ne pas piétiner* [son] *gazon »* et Golda Meïr déclare : *« Ce ne sont pas de gentils garçons. »* Le mouvement, partagé entre ligne dure et tentation réformiste, scissionne et présente deux listes aux élections de 1973. Aucune ne parvient à se faire élire. Coupées de l'élite ashkénaze et de la grande masse de la population sépharade que leur radicalisme prolétarien rebute (le vote protestataire sépharade contribuera en revanche à porter le Likoud au pouvoir et à grossir les rangs de l'ultra-orthodoxie), les Panthères noires disparaissent. Ainsi se clôt un épisode méconnu, pour ne pas dire occulté, de l'histoire israélienne.

ZOOM

Un épisode méconnu, pour ne pas dire occulté, de l'histoire israélienne

Le cinéma semblait avoir manqué lui aussi cet événement, jusqu'à la récente découverte du film du cinéaste israélien Nissim Mossek, *Panthères noires.* C'est à David Teboul, responsable du département audiovisuel du Musée d'art et d'histoire du judaïsme à Paris et coordinateur d'un cycle de films consacrés aux juifs du Maroc, qu'on la doit, un peu miraculeusement, puisque Mossek, le réalisateur, lui a révélé comme en passant l'existence de ce film, enterré dans sa cave depuis vingt-cinq ans... A la rareté de ce document (le seul film, jusqu'à preuve du contraire, tourné durant ces événements), s'ajoute donc son caractère totalement inédit, puisqu'il n'a été vu sur aucun écran, grand ou petit, pas même en Israël, où la télévision s'est empressée de le censurer après l'avoir pourtant coproduit. Et il s'agit d'une œuvre passionnante sur le plan du cinéma. Signée par un jeune cinéaste ashkénaze proche de l'extrême gauche israélienne, elle se ménage un espace singulier entre brûlot militant (offensive du montage), trip ascensionnel (flottement du décadrage) et regard critique sur son objet (Mossek filme notamment la mise en scène d'un film de propagande tourné par les Panthères noires). Scellant l'improbable rencontre de Golda Meïr et des Pink Floyd, c'est toute l'âpreté et la révolte du cinéma des années 70 qu'on retrouve dans ce film, depuis les déchirures nocturnes de John Cassavetes jusqu'à la poésie des mauvais garçons pasoliniens. Cette séance unique sera accompagnée des commentaires de l'universitaire Annie Dayan-Rozenman et du journaliste Dominique Vidal.

Jacques Mandelbaum

RENCONTRE

Films gays : jeunesse et Méditerranée

« Florence Abdelizi, vous êtes coordinatrice du Festival gay et lesbien. Comment bâtissez-vous votre programmation ?
– David Dibilio et moi-même fréquentons les festivals, les sites Internet nous indiquent des pistes, auxquelles s'ajoutent celles de nos correspondants, à New York et San Francisco. Nous avons aussi des candidatures spontanées.
– La représentation de l'homosexualité a envahi le cinéma grand public. Comment réagit votre programmation à ce phénomène ?
– Le phénomène me semble à la fois positif et restrictif : cette visibilité accrue ne va pas toujours dans le sens d'un raffinement du propos. Les courts métrages et les quelques longs métrages que nous projetons ont un propos et une manière souvent plus intimistes.
– On constate pourtant de plus en plus la revendication, notamment par des cinéastes femmes, d'un propos sexuel, voire pornographique...
– C'est certain, notamment dans les films à thématique *transgender* ou dans certaines images du rock féminin. L'année dernière, nous avions montré, lors d'une Nuit X, des films strictement pornographiques.
– Votre programme semble assez européen, avec quelques zooms sur la Méditerranée.
– Les films anglo-saxons sont très présents dans les festivals gays et lesbiens. Nous avons privilégié des films européens dont certains parlent en effet de l'immigration, où l'homosexualité reste un sujet tabou.
– Le sida semble moins présent...
– Nous le regrettons, mais le cinéma reflète la réalité sociale, et nous ne voulions pas proposer des films médiocres juste pour nous donner bonne conscience. Je constate aussi que le ministère de la santé ne nous aide plus cette année... En revanche, la présence parmi nos soutiens du ministère de la jeunesse et des sports correspond à une réalité, puisque nous avons bâti une programmation intitulée Au tour de la jeunesse. »

Propos recueillis par Renaud Machart

★ Cinquième Festival de films gays et lesbiens de Paris, Forum des images, Nouveau Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris 1er. Jusqu'au 12 décembre. Rens. tél. : 01-44-76-62-00.

L'équation aberrante et extraordinaire de l'usurpation d'identité

Dans la peau de John Malkovich. Où le public est invité à payer 200 dollars pour être un moment quelqu'un d'autre que soi-même

Film américain de Spike Jonze. Avec John Cusack, Cameron Diaz, Catherine Keener, John Malkovich. (1 h 52.)

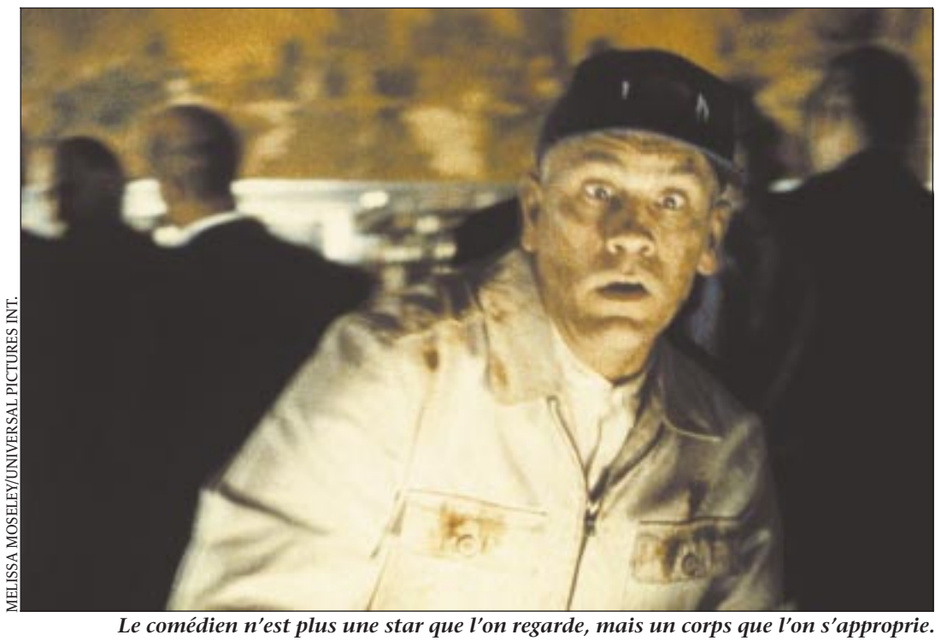
Mis en scène par Spike Jonze, l'un des réalisateurs vedettes de MTV, d'après un scénario d'une rare originalité de Charlie Kaufman, *Dans la peau de John Malkovich* ressemble à un jeu-concours destiné à des spécialistes de l'analogie et des rapprochements de toutes sortes. La comédie américaine la plus loufoque de cette décennie s'empare de William Burroughs (l'idée développée par l'écrivain américain que le voyage le plus extravagant serait de s'installer quelques minutes dans le cerveau d'un autre), de l'humour macabre de l'animateur tchèque Jan Svankmajer et des collages narratifs de *Zelig,* de Woody Allen, pour les mettre au service d'une réflexion warholienne sur la célébrité. C'est dire si ce film bizarre, ce théâtre de marionnettes interprété par des comédiens en chair et en os, est en tout point unique.

Dans la peau de John Malkovich s'ouvre sur une scène miniature où une marionnette d'une rare laideur accomplit sa dernière danse avant de briser un miroir dont elle ne supporte plus le reflet. Craig Schwartz (John Cusack), le maître de marionnettes qui façonne ses créatures à son effigie, a vu sa carrière tourner court. Ses longs cheveux gras, ses lunettes rondes toujours sales, ses chemises éternellement froissées, ses spectacles de rue aux relents pédophiles n'en font plus un individu présentable. Un simple coup d'œil à une émission de télévision montrant l'un de ses rivaux devenu célèbre grâce à une poupée d'Emily Dickinson de 30 mètres actionnée par des cylindres achève de nous persuader que ses marionnettes miniatures n'ont plus d'avenir. Craig vit avec sa femme Lotte (Cameron Diaz, méconnaissable et excellente), entouré d'un chimpanzé, d'un perroquet et de ses marionnettes, qui sont autant de métaphores des troubles de l'identité utilisées tout au long du film par Spike Jonze, dont le véritable nom est Adam Spiegel.

« Je suis marionnettiste pour être quelqu'un d'autre, pour bouger dans le corps d'un autre », affirme Craig, pour qui je est forcément un autre. Sa profession de foi va trouver une actualisation stupéfiante. Devenu documentaliste dans une petite entreprise située au 7e étage et demi d'un immeuble de Manhattan – afin de plafonner les dépenses, selon son PDG –, contraignant chacun de ses employés à se déplacer en baissant la tête ou en avançant les jambes fléchies, Craig réalise, avec Maxine, l'une de ses collègues, la découverte du siècle. Un portail dissimulé derrière un meuble poussiéreux ouvrant sur un tunnel nous mène tout droit dans la tête de John Malkovich (John Malkovich). Craig découvre d'abord Malkovich en train de lire le *Wall Street Journal* au petit déjeuner – comme une authentique célébrité prise en flagrant délit d'existence par un tabloïd. Après quinze minutes de gloire, il se retrouve éjecté au bord d'une bretelle d'une quelconque autoroute du New Jersey.

AUTRE SEXE

Cette brève expérience en « Malkovision » offre un nouvel éclairage au mythe du cinéma total décrit par André Bazin, alors qu'elle remet en cause toutes les données cohérentes et établies sur la psychologie humaine (Suis-je encore moi s'il m'est permis de pénétrer dans la tête d'un autre ? Malkovich est-il Malkovich ?). Mais cette idée, aussi séduisante soit-elle, ne vaudrait rien si Spike Jonze n'y avait pas adjoint une idée de cinéma. Sur un modèle emprunté à plusieurs de ses clips pour Björk, qui reposent sur une seule figure de style – un travelling latéral ou arrière –, Spike Jonze impose à l'écran, durant toute la première partie de son film – avec ce 7e étage et demi conçu pour des nains –, une compression de l'espace et un rétrécissement de la perspective qui rend crédible, voire nécessaire, la possibilité d'agrandir notre espace mental en annexant celui d'un autre.



MELISSA MOSELEY/UNIVERSAL PICTURES INT.

Le comédien n'est plus une star que l'on regarde, mais un corps que l'on s'approprie.

Dans la peau de John Malkovich offre deux manières d'utiliser ce tunnel offert à notre désir. L'une consisterait, comme Maxine s'y emploie, à le transformer en une attraction où des clients attirés par une annonce dans les journaux possédant comme seule accroche : *« Avez-vous eu déjà envie d'être quelqu'un d'autre ? »* payent 200 dollars pour passer quelques minutes dans la peau de John Malkovich. La seconde, qui ne déplairait pas à David Cronenberg, réside dans l'élaboration d'une nouvelle sexualité. Bouleversée par son bref passage dans le corps de John Malkovich, Lotte, la femme de Craig, devient persuadée qu'elle est une transsexuelle qui ne se révèle que lorsque le comédien fait l'amour avec Maxine. Malkovich a beau être l'objet de désir désigné du film, il est au cœur d'un ménage à trois où Maxine préfère Lotte à Craig, mais seulement lorsque Lotte se trouve dans le corps de Malkovich. Cette sexualité autre où les notions de genre, de corps et d'identité sexuelle disparaissent, comme d'ailleurs la distinction entre monogamie et polygamie, donne lieu à un nouveau langage des plus hilarants : *« D'accord, je te retrouve dans Malkovich dans une heure. »*

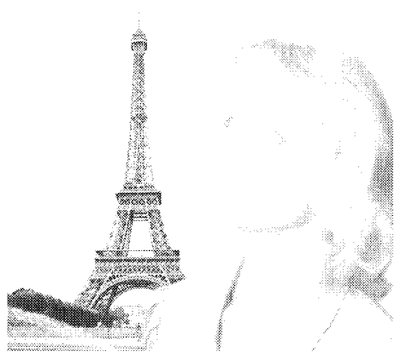
Qu'est-ce qui a bien pu pousser John Malkovich à accepter de tourner ce film où il perd sa qualité d'individu pour devenir une forme vide offerte aux manipulations des autres ? On comprend aisément pourquoi le film de Spike Jonze ne pouvait fonctionner qu'avec un acteur dont le style est aussi visible. Mais cela ne résout pas l'équation aberrante posée par le film : comment Malkovich réussit-il à se mettre dans la peau de Malkovich ? Le film le présente comme un comédien « célèbre à cause de sa célébrité » – un gag récurrent en fait d'ailleurs un acteur dont tout le monde reconnaît le visage sans jamais se souvenir de ses films.

DISNEYLAND FREUDIEN

Il y a un moment aberrant et extraordinaire dans le film de Spike Jonze. Découvrant le trafic qui s'organise autour de son cerveau, Malkovich débarque incognito dans le couloir où des dizaines de badauds font tranquillement la queue pour rentrer dans sa peau. Le scandale déclenché par l'acteur porte autant sur la violation de son cerveau que sur la privation de ses éventuels droits d'auteur.

Malkovich interprète Malkovich comme s'il était l'une des attractions d'un parc d'amusement d'inspiration freudienne. Une interprétation lucide où le comédien ne vaut plus tant par ses films que par sa capacité à diffuser son image par tous les canaux possibles, même s'ils n'ont rien à voir avec le cinéma. *Dans la peau de John Malkovich* prend acte, avec une intelligence rare, de cette perte d'aura – le comédien n'est plus une star que l'on regarde, mais un corps que l'on s'approprie, dans un Disneyland quelconque, entre un voyage simulé sur Mars et une dégustation de barbe à papa.

Samuel Blumenfeld



Pourquoi on peut avoir envie d'être John Malkovich

On raconte qu'un producteur peu rassuré par le scénario de *Dans la peau de John Malkovich* aurait proposé de remplacer le comédien par Tom Cruise. La discussion tourna court. On ne se met pas dans la peau de Tom Cruise, ni dans celle de Sylvester Stallone, de Mel Gibson ou de Tom Hanks. Mais on peut se mettre dans celle de Malkovich. D'où une question inévitable : pourquoi se met-on dans la peau de John Malkovich ? Interrogé sur la question, le réalisateur Spike Jonze répond par un décevant *« Je n'en sais rien »*. John Malkovich s'est soigneusement abstenu, du moins en France, de toute promotion pour éviter, on le comprend, une telle question.

De la même façon que le caractère des bébés semble fixé mystérieusement dès la naissance, il y aurait des comédiens qui posséderaient le don d'accueillir des visiteurs à l'intérieur de leur écorce. John Malkovich représente une équation unique en son genre. C'est une star, reconnue comme telle, vendue sur son nom. Sauf que l'on ne sait rien de cette star. Cette notoriété floue est peut-être imputable aux choix de carrière du comédien. Aux Etats-Unis, il est davantage connu pour ses rôles de méchant *(Dans la ligne de mire,* de Wolfgang Petersen ; *Con Air,* de Simon West ; *Les Joueurs,* de John Dahl), quand en Europe c'est la rigueur de son travail et son éclectisme qui font sa réputation (*Les Liaisons dangereuses*, de Stephen Frears ; *Un thé au Sahara,* de Bernardo Bertolucci ; *Le Couvent,* de Manoel de Oliveira ; *Par-delà les nuages*, de Michelangelo Antonioni ; *Le Temps retrouvé,* de Raoul Ruiz).

Au temps du glorieux star-system qui culmina à Hollywood dans les années 40, la star était associée à un mystère, mais ce mystère ne s'affranchissait pas d'une vie privée le plus souvent inventée par le studio lui-même et des magazines qui relayaient des informations plus ou moins exactes. John Malkovich déroge à cette règle. Personne n'a éprouvé jusqu'ici le besoin de romancer sa vie privée, ou même d'enquêter véritablement dessus. Il reste curieusement absent des tabloïds et de la presse « people ».

UN MUTANT

Un des aspects les plus troublants du film de Spike Jonze réside dans la manière très détachée qu'a Malkovich d'interpréter son propre rôle, comme s'il ne se prenait jamais pour Malkovich. Pour esquinter son image, il faut en avoir une. Or Malkovich semble n'avoir rien à protéger. L'équivalence entre le vécu d'un acteur et les rôles qu'il incarne à l'écran, tellement évidente chez des comédiens comme Tom Cruise ou Jack Nicholson, dont chacun des films ressemble à un bulletin de santé, n'a plus aucune signification lorsque Malkovich apparaît à l'écran.

Dans l'un de ses premiers films, *Et la femme créa l'homme parfait* (1987), une comédie ratée de Susan Seidelman, Malkovich incarnait un mutant désiré par deux femmes à la recherche d'un homme idéal, qu'elles désespéraient de trouver et finissaient par fabriquer. Ce côté artificiel et fabriqué – très significativement, Malkovich se transforme dans le film de Spike Jonze en une marionnette actionnée de l'intérieur – pose le paradoxe de ce comédien sans vie privée reconnue, éloigné du public, mais travaillé de l'intérieur par un mécanisme étrange qui offrirait la particularité de pouvoir être actionné par n'importe qui.

S. Bd

LeMonde Job: WMQ0812--0033-0 WAS LMQ0812-33 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 08:28 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0514 Lcp:700 CMYK

Jean-Marc Barr, Dogma sans dogmatisme

PORTRAIT

L'acteur devenu réalisateur loue avec enthousiasme la caméra vidéo

IL PREND sa respiration pour l'apnée de l'interview, sort comme un cliché trop souvent répété qu'il a toujours aux pieds les palmes du *Grand Bleu,* s'emballe, perd le fil. Il a beaucoup à dire, Jean-Marc Barr, et d'abord ceci : qu'en réalisant son premier film il a *« trouvé un moyen de* [se] *rendre content »*. Il a des coquetteries dans le langage comme d'autres en ont dans l'œil, c'est qu'il a été élevé aux Etats-Unis, et puis, ajoute-t-il, il est *« un enfant de l'image »* – c'est-à-dire qu'il a passé plusieurs heures par jour devant la télévision, avant de découvrir sur son campus *Alphaville*, de Jean-Luc Godard. Après le coup de chance et les pièges du triomphe du film de Luc Besson, il a cherché des chemins de traverse, joué dans des premiers films *« pas tous très bons »* (c'est un euphémisme), et fait la rencontre décisive de Lars von Trier.

Le cinéaste danois lui offrait le premier rôle d'*Europa*, puis celui de l'ami du héros masculin de *Breaking the Waves*. Il lui offrait surtout, en même temps qu'une indéfectible amitié, une ouverture sur une idée du cinéma que l'auteur des *Idiots* allait formaliser avec Dogma, dont *Lovers* est le quatrième représentant. *« Dogma prenait le contrepied d'un autre dogme, celui du cinéma hollywoodien. C'était une manière radicale et ironique d'affirmer la possibilité d'une autre façon de filmer. Ceux qui l'ont pris complètement au sérieux n'ont rien compris, il ne faut jamais en oublier le versant farce »*, explique Jean-Marc Barr.

Il affirme d'ailleurs que l'estampille « Dogme » est aujourd'hui supprimée, qu'il n'a jamais été question d'en faire un bureau de contrôle administratif des films. Lars von Trier n'a ni le temps ni le goût de visionner tous les candidats à ce qui risquait de devenir un gadget publicitaire (même Spielberg menaçait de s'en emparer). Il préfère faire des films, comme la comédie musicale *Dancer in the Dark* (où joue Jean-Marc Barr).

UNE TRILOGIE DE LA LIBERTÉ

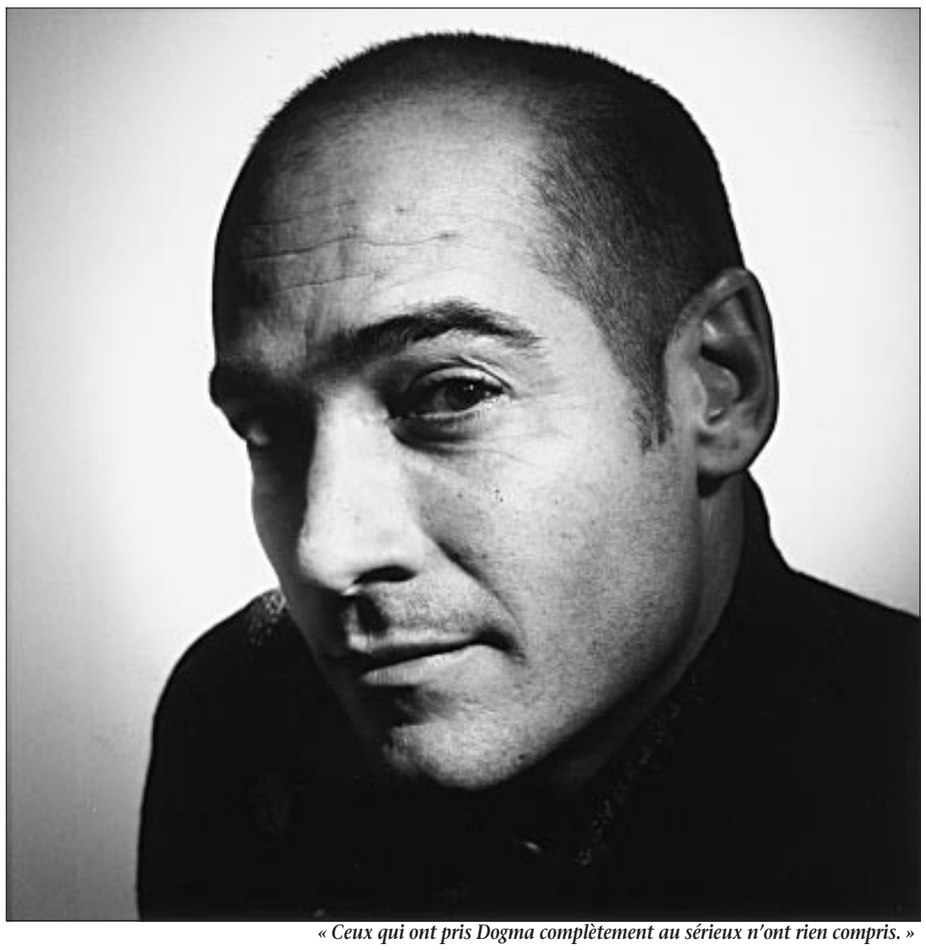
Mais c'est bien l'esprit de Dogme qui a présidé à la réalisation de son film. Avec comme point d'appui l'utilisation de la caméra DV (digital video), où le comédien devenu réalisateur voit le levier d'une transformation radicale des moyens de faire du cinéma.

« Nous avons tourné dans des conditions financières et techniques qui modifient entièrement la conception de ce film, qui aurait été impossible dans les normes traditionnelles. Lovers *a été écrit en deux mois par Pascal Arnold et moi, ensemble nous l'avons financé en dix jours* [pour 4,7 millions de francs, 720 000 euros, le quart du budget moyen d'un premier film]. *Le film a été tourné en vingt-deux jours par une équipe technique réduite au minimum* [Barr tenait la caméra], *en supprimant les demandes d'autorisation, les attentes entre les prises, la mise en place des plans. Il a été monté en six semaines, et à ce moment il était prévendu dans vingt pays. »*

L'enthousiasme communicatif de Jean-Marc Barr dès qu'il évoque les possibilités ouvertes par les nouvelles techniques de tournage a convaincu Elodie Bouchez, qui aura été plus, dans *Lovers*, une partenaire participant à la conception du film.

Avec elle et son complice Pascal Arnold, il a fait de ce premier film le premier élément d'une « trilogie de la liberté » (*Free Trilogy*) : après *« le droit d'aimer »* illustré par *Lovers* et avant *« le droit de penser »* auquel sera consacré le troisième, *Light Beings*, il vient de terminer aux Etats-Unis le deuxième, *Too Much Flesh,* dont il est l'interprète au côté d'Elodie Bouchez et de Rosanna Arquette, et qui est consacré au *« droit de baiser »*.

Jean-Michel Frodon



FRANCK COURTÈS POUR « LE MONDE »

« Ceux qui ont pris Dogma complètement au sérieux n'ont rien compris. »

Un amour de chaque jour

Lovers. Le premier Dogma français

Film français de Jean-Marc Barr. Avec Elodie Bouchez, Sergueï Trifunovic, Geneviève Page, Dragan Nicolic, Thibault de Montalembert. (1 h 40.)

Jane, libraire, rencontre Dragan, peintre. Ils tombent amoureux l'un de l'autre. C'est tout. Et c'est merveilleux. Il y a d'autres éléments de récit dans le premier film de Jean-Marc Barr. Dragan est un Serbe qui préfère dire : *« J'étais yougoslave »*, les amants appartiennent à des cultures différentes, le garçon va se retrouver sans papiers dans le Paris d'aujourd'hui. On y parle de musique, d'alcool, de ciels préraphaélites. Pour le réalisateur et son coscénariste, Pascal Arnold, il est possible que tout cela soit important. Pour le film, ce n'est pas si important.

L'important, c'est le corps d'Elodie Bouchez et celui de Sergueï Trifunovic, leurs gestes, leurs voix, les élans, les silences. C'est le quasi-rien du quotidien pris au mot du cinéma, la banalité absolue de l'amour considérée comme le plus exaltant des spectacles. A raison. *Lovers* est un film Dogma , c'est-à-dire réalisé selon cette charte mise au point par Lars von Trier (*Les Idiots*) et Thomas Vinterberg (*Festen*). Il illustre à merveille le sens de ce manifeste « intégriste » de la mise en scène du réel. Les règles de Dogma ne valent pas pour elles-mêmes, et il ne s'agit pas d'un art pour l'art esthétisant : il ne s'agit que de repartir du minimum du cinéma pour, face au minimum de la vie (l'indépassable *Boy meets girl*), en vérifier combien leur rencontre (*« life meets film »*) est riche et féconde.

De percevoir, à mesure que se déroulent les péripéties d'une passion conjuguées à l'indicatif, combien celles-ci recèlent de comique et de dramatique, mais que comédie et drame sont moins dans les situations que dans le regard porté sur elle. Fidèle à l'esprit de Dogma (sinon à la lettre, mais la lettre, il s'en fiche), le regard de Jean-Marc Barr est attentif et sans emphase. Lors des moments de tension, lorsque les amants se disputent, lorsque Dragan s'exalte et se soûle, lorsque le Destin funeste (qui porte aujourd'hui les traits de Jean-Pierre Chevènement et un uniforme bleu) rattrape les amoureux, la manière de réaliser permet une montée émotionnelle sans basculer dans le pathos.

Les personnages ne sont pas utilisés pour faire réagir émotivement ; ils sont comme les premiers jouets de ces courants qui affectent du même mouvement protagonistes et spectateurs. Est-ce d'être lui-même acteur qui a aidé le réalisateur à obtenir cette sensation de ses interprètes ? Artiste, slave, infantile et macho, le personnage de Sergueï Trifunovic est campé dans l'excès. Elodie Bouchez « retient ses coups », minimise ses charmes. Cette différence, entre les comédiens comme entre les caractères, concourt, avec une manière de filmer d'une simplicité revendiquée, à créer une instabilité qui fait la force et le plaisir du film.

J.-M. F.

La grande histoire des hommes

La Genèse. Dans un décor d'éternité, un grand mythe universel aux résonances contemporaines

Film malien de Cheick Oumar Sissoko. Avec Sotigui Kouyaté, Salif Keïta, Balla Moussa Keïta, Fatoumata Diawara, Maïmouna Hélène Diarra. (1 h 42.)

Comme son titre l'indique, *La Genèse* est directement inspiré de la Bible. Contrairement à ce que son titre pourrait laisser supposer, il ne raconte pas la naissance du monde tiré du néant par Dieu. Il raconte le monde. Le monde des humains tel qu'un grand mythe universel l'a mis en forme, donc aussi bien le monde d'aujourd'hui. Le scénario adapte une partie de la Genèse biblique (les chapitres 23 à 37, de la mort de Sarah au rêve de Joseph), en modifiant l'importance relative des personnages centraux, les patriarches des trois clans (Jacob, chef des éleveurs, Hamor, chef des cultivateurs, et Esaü, chef des chasseurs) pour construire une architecture dramatique plus efficace. A peine entrevoit-on le projet du film qu'on se demande pourquoi celui-ci se lance dans une entreprise aussi évidemment semée d'écueils en tous genres.

La première raison saute aux yeux dès les premières minutes, on l'appellera simplement : la beauté. Dans un décor de caillasses et d'éternité, dans des costumes de chiffons magnifiques, dans une chorégraphie tour à tour violente et hiératique, joyeusement triviale et hantée par une voix supérieure, Cheick Oumar Sissoko compose un récit de visions et de tonnerre, formidablement charnel. Il le peut grâce à la présence de ces trois figures tutélaires de la scène africaine – Sotigui Kouyaté, Salif Keïta, Balla Moussa Keïta – qui incarnent les chefs des tribus avec une puissance impressionnante.

La deuxième raison se dessine peu à peu, à mesure que la parabole construit à l'écran un ensemble de questions politiques très contemporaines. Le rôle des leaders, la place des peuples, la manière de se confronter à son passé, la définition de son identité sont les enjeux de cet opéra des origines. Jusqu'à la gestion des apparences et des conflits, Cheick Oumar Sissoko fait de son film un étonnant traité de sciences politiques, qui renvoie évidemment à la réalité africaine actuelle, en particulier en Afrique de l'Ouest, où, figure de mouvement démocratique, le cinéaste avait ambitionné de jouer un rôle sur d'autres plateaux que ceux du cinéma. Mais la puissance symbolique du film, parce qu'il est capable de renouer avec celle du texte dont il s'inspire, renvoie aussi à un plus global état du monde divisé, pour un constat alarmé mais sans pessimisme artificiel.

UNE HISTOIRE AFRICAINE

La troisième raison, qui, en se combinant aux deux premières, donne au film toute son importance, se perçoit de manière plus souterraine, presque subliminale. Elle tient à la mise à l'épreuve du grand texte d'une civilisation par une autre, et d'un mode de transmission par un autre. Ce n'est pas tant que la Bible n'est pas une histoire africaine, c'est qu'elle est par excellence, et même jusqu'à la tautologie, le texte du Livre, de la civilisation du récit écrit qui constitue les fondations spirituelles des peuples d'une partie du monde. Cet « écrit par excellence » est ici repris en charge par une civilisation de l'oralité, de la transmission par les chemins de la parole dite et chantée, écoutée collectivement.

Cette grande rencontre est rendue possible par le troisième larron qu'est ici le cinéma, convoqué avec une habileté et une rigueur imparables par Cheick Oumar Sissoko. Il faut passer par les corps, par les lieux, par les durées mises en forme, par tout ce qu'enregistre et compose le cinéma, pour engendrer cette confrontation féconde. Il est à la fois parfaitement logique et parfaitement réjouissant que ce soit au moment du combat de Jacob avec l'ange (embrassement et affrontement du corps humain avec la parole divine : le cinéma !) que se matérialisent à l'écran les enjeux – Sissoko, meilleur lecteur de la Bible donc meilleur cinéaste que Cecil B. DeMille, s'évitant alors les piètres hérésies spectaculaires de la représentation de Dieu, au profit de moyens cinématographiques qui convoquent à la fois la mémoire la plus ancienne de l'humanité (la tragédie, le chœur) et son interrogation démocratique la plus actuelle (la voix du peuple).

Jean-Michel Frodon

PROFIL

UN CINÉASTE DE L'URGENCE

Arrivé en France dans les années 70, Cheick Oumar Sissoko étudie l'histoire et l'anthropologie à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, le cinéma à l'Ecole Louis-Lumière et au laboratoire audiovisuel du Musée de l'homme (dirigé par Jean Rouch) et, parallèlement, pratique durant sept ans travail théâtral et alphabétisation de travailleurs immigrés. De retour au Mali, il réalise en 1986 *Nyamanton,* l'histoire de deux gosses obligés de travailler pour aider leurs parents à payer les frais de l'école. Un film fait avec des bouts de ficelle, porté par l'urgence de dénoncer *« un pays qui n'éduque pas ses enfants »*.

L'urgence est le leitmotiv de ce cinéaste, qui dit ne pas choisir le sujet de ses films mais se plier aux exigences des sociétés africaines. La situation de la femme est une de ces priorités, abordée en 1989 avec *Finzan*. En 1995, après un abandon momentané du cinéma pour entrer dans le combat politique (le régime de parti unique est renversé en 1991), Sissoko signe *Guimba,* une fable sur la dictature, et une interrogation à peine voilée sur le changement intervenu au Mali : suffit-il de chasser le tyran pour modifier la nature du pouvoir ?

Pendant le tournage, le réalisateur apprend qu'un Français, Jean-Louis Sagot-Duvauroux, préoccupé comme lui par les divisions fratricides, écrit un scénario à partir de *La Genèse*. De leurs discussions passionnées naîtra un film qui voudrait rappeler les dirigeants politiques à leur premier devoir. *« Combien parmi les patriarches actuels que sont nos présidents ont dénoncé ce qui se passe en Côte d'Ivoire ? »* demande Cheick Oumar Sissoko. Aujourd'hui, il tourne à Dakar une adaptation d'un roman de la Sénégalaise Aminata Sow Fall, *La Grève des Battu*, avec une distribution internationale : Isaac de Bankolé, Makena Diop, Dany Glover, Félicité Wouassi... Le sujet ? La pauvreté et l'exclusion, mais aussi la dignité. Toujours l'urgence.

Thérèse-Marie Deffontaines

Muzzik

Tous les jours à 19h00, retrouvez
le classique :
"Les jeunes interprètes classiques"
le jazz :
"Jazz - Autour de mes nuits"
la danse :
"Les instantanés de la danse"
et les musiques du monde :
"Zlika - Musiques de tout le monde"
Rediffusion à 22h30

Muzzik sur le Câble :
08 36 67 60 60 (1,49F/min)
et sur CANAL SATELLITE LE MEILLEUR DU NUMERIQUE :
08 36 68 03 45 (2,23F/min)

Les Événements sur Muzzik :

Jan Garbarek au Festival Jazz à Vienne 1999, le mardi **7 décembre à 18h00**

Les Vèpres Siciliennes de Verdi sous la direction de **Ricardo Chailly**, le mercredi **8 décembre à 12h00**

Orquesta Aragon au Festival Musiques Métisses 99, le mercredi **8 décembre à 18h00**

www.muzzik.net

LOUEZ POUR LES RÉVEILLONS
THÉATRE MONTPARNASSE
Loc. 01 43 22 77 74

France Inter LE FIGARO PARIS PREMIERE Télérama fnac
AU RESTAURANT DU 1er ETAGE, FORMULE DINER-SPECTACLE 340 F

LeMonde Job: WMQ0812--0034-0 WAS LMQ0812-34 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 08:28 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0515 Lcp:700 CMYK

HORS CHAMP

■ **Le plus vieux cinéma de Rome, construit en 1904, le Moderno, vient de rouvrir ses portes** sous l'enseigne Warner Village, après deux ans de fermeture. Doté de cinq salles totalisant mille deux cents fauteuils, le Moderno est le sixième multiplexe italien de Warner, qui projette d'en ouvrir vingt-cinq en Italie.

■ ***La Chambre des magiciennes*, le film que Claude Miller vient de tourner** avec une petite caméra vidéo numérique pour la chaîne de télévision franco-allemande Arte, pourrait sortir en salles. Deux distributeurs français sont prêts à tenter l'expérience après sa diffusion sur cette chaîne.

■ **Le jury du Festival du film de Belfort a donné son Grand Prix du film français** ex aequo à *Ressources humaines,* de Laurent Cantet, et *Les Solitaires,* de Jean-Paul Civeyrac. Dans la section long-métrage étranger, il a récompensé *7/25 (Nana-ni-go)*, de Wataru Hayakawa.

■ **Les Grands Prix du cinéma européen, décernés samedi 4 décembre, à Berlin, par l'Académie européenne du Cinéma,** ont couronné dans la catégorie meilleur film *Tout sur ma mère*, de l'Espagnol Pedro Almodovar. L'Espagnole Cecilia Roth, toujours pour *Tout sur ma mère*, remportait celui de la meilleure actrice. Le Britannique Ralph Fiennes a obtenu celui du meilleur acteur pour *Sunshine*, d'Istvan Szabo.

Au pays de Wallace et Gromit

REPORTAGE

Les créateurs des petits personnages tournent un nouveau film : « Chicken Run »

BRISTOL (Grande-Bretagne)
de notre envoyé spécial

Chef de file d'une légion de coqs et de poulets, un poulet cherche à échapper à un couple de propriétaires vénaux et à sa future commercialisation dans un supermarché. Cette histoire, inspirée de *La Grande Evasion,* n'est pas un développement inattendu des négociations de l'OMC, ou une des conséquences folles de l'élevage des poulets en batterie, mais le sujet de *Chicken Run,* le premier long métrage de Nick Park et Peter Lord, les deux fondateurs et actionnaires des studios Aardman et créateurs de Wallace et Gromit.

L'animation en volume, encore négligée il y a peu de temps – dont les plus nobles représentants sont Georges Méliès, Jan Svankmajer, George Pal et ses *Puppetoons*, Tim Burton et son *Etrange Noël de monsieur Jack* –, fait intervenir des marionnettes ou des figurines articulées. Cette technique se distingue des productions animées les plus courantes, réalisées en deux dimensions. *« Je trouve incroyable,* affirme Peter Lord, *qu'au moment où nous entrons dans le troisième millénaire, nous produisions un type d'animation qui aurait pu être fait au début du siècle – il précède d'ailleurs l'invention du cinématographe. Le numérique n'est donc pas une fatalité, nous sommes la réponse "low tech" à l'informatisation. »* Le succès de cette technique archaïque (dont l'histoire est relatée dans un ouvrage passionnant de Peter Lord et Brian Sibley, *Wallace et Gromit, l'album de famille, l'animation en volume selon le studio Aardman*, publié chez Hoëbeke) réside dans la relation particulière qu'entretient l'artiste à sa créature où l'on sent que la personne qui l'a créée est la seule à pouvoir exprimer ce qu'elle ressent.

TRENTE PLATEAUX

Situé dans la banlieue de Bristol, dans une zone industrielle regroupant essentiellement des compagnies d'informatique, le studio de cinéma spécialement conçu pour *Chicken Run* (et qui devrait être conservé pour le tournage d'autres longs-métrages Aardman, dont un nouveau volet des aventures de Wallace et Gromit) regroupe cent soixante personnes, dont cinquante travaillent directement sur les plateaux. La première impression en regardant les différents plateaux – on en compte exactement trente – de *Chicken Run* et le travail des différents techniciens respectant scrupuleusement le déroulement d'un film qui a été entièrement *story-boardé* à l'avance, reste le sentiment d'assister à un tournage en prises de vues réelles dont les décors seraient fréquentés par des êtres humains miniatures.

DREAMWORKS LLC AARDMAN AND PATHE

Peter Lord et Nick Park : « Nous voulons faire de Bristol la capitale européenne de l'animation. »

Curieusement, le plateau de *Chicken Run* apparaît comme un lieu où tous les effets d'un film sont réalisés devant une caméra et non en post-production ou devant un écran bleu, ce qui est de plus en plus rare. Cette mécanisation extrême explique la longueur du tournage de *Chicken Run* (dix-huit mois, auxquels il faut ajouter la même durée pour la pré-production où ont été élaborés tous les story-boards).

« Nous voulons faire de Bristol la capitale européenne de l'animation », affirment Peter Lord et Nick Park au moment où Aardman se déploie sur quatre immeubles disséminés dans plusieurs quartiers de Bristol. Le studio comprend désormais un département travaillant à des séries destinées à la télévision et un autre consacré à la réalisation de courts-métrages publicitaires. *« Il y a six ans,* raconte Arthur Sheriff, chargé des relations publiques et du département merchandising d'Aardman, *cette compagnie n'avait pas son département de droits dérivés. Le travail effectué sur les personnages de Wallace et Gromit avec un merchandising ciblé a permis de faire connaître les deux personnages dans le monde entier.* Chicken Run *sort le 23 juin aux Etats-Unis, distribué par Dream Works, et à la rentrée en Europe sous la bannière de Pathé, mais nous commençons déjà à signer les licences relatives aux produits dérivés. » « Nous avons parlé durant dix ans d'un long-métrage,* expliquent Peter Lord et Nick Park, *mais c'est seulement après* Un mauvais pantalon, *l'un de nos trois courts-métrages avec les personnages de Wallace et Gromit, que nous avons réalisé que c'était possible.*

INDUSTRIALISATION

» Chacun de nos courts-métrages a été une étape vers l'industrialisation de notre art, un peu comme les studios hollywoodiens qui sont passés, au temps du muet, du court au long-métrage. Tout le problème pour nous aujourd'hui est de nous concentrer sur notre art alors que nous sommes les deux actionnaires principaux de la compagnie. Il a fallu créer un département merchandising sans faire n'importe quoi ; trouver un partenaire américain, ce qui était indispensable pour un projet de cette ampleur et nous garantir un réseau de distribution valable aux Etats-Unis ; et nous battre, et c'est le plus important pour rester britanniques coûte que coûte, malgré le succès mondial de nos créatures. »

S. Bd

Il était une fois, dans la forêt

Charisma. Une fable métaphorique fascinante et inquiétante

Film japonais de Kiyoshi Kurosawa. Avec Yakusho Koji, Ikeuchi Hiroyuki, Jun Fubuki, Yoriko Dokuchi, Ren Osugi. (1 h 43.)

Le titre désigne un arbre (imaginaire). Cet arbre, spécimen unique, pousse au milieu d'une forêt qui périclite. De nombreux personnages tournent autour du charisma, certains pour le détruire, l'accusant de tuer les autres arbres, d'autres pour le protéger, lui attribuant des pouvoirs magiques ou la vertu de sa singularité, d'autres encore pour l'étudier. Hommes ou femmes, jeunes ou vieux, savants ou idiots, ils agissent par appât du gain, volonté de pouvoir, peur de l'autorité, orgueil, piété, sentiment artistique, instinct de survie.

On découvre cet étrange ballet, les ressorts qui le meuvent, au côté du héros projeté par accident (de voiture) dans cet univers. On n'en sait pas davantage que lui. De la découverte progressive de cette situation complexe naît l'atmosphère mystérieuse qui baigne le dix-neuvième film de Kiyoshi Kurosawa. Le héros se nomme Yabuike, flic d'élite. Dans le prologue, il ne parvient pas à empêcher qu'une prise d'otages ne dégénère en bain de sang et est mis à pied par sa hiérarchie. Il se retrouve dans la forêt comme on entre dans les contes, par un pur coup de baguette magique – même si la chute dans le terrier du lapin blanc est ici plus brutale.

Yabuike a échoué dans sa mission parce qu'il a voulu sauver à la fois la victime et l'agresseur (celui-ci porteur d'une singulière revendication : qu'on rétablisse l'ordre du monde). Choisir ou refuser de choisir est la question politique centrale dont le film est l'évidente métaphore. Le problème de l'arbre contre la forêt, à peine posé, prolifère en interrogations sur les droits et devoirs de l'individu et de la collectivité, mais aussi sur le statut d'individus d'exception – de l'artiste au dictateur –, sur les rapports entre nature et culture, pour culminer avec la magnifique apparition d'un deuxième arbre. Un arbre-spectacle, arbre-simulacre qui achève de faire de *Charisma* une fable géniale par la multiplicité des sens qu'elle charrie, des questions qu'elle pose, des ouvertures qu'elle donne. Sans jamais fermer à l'esprit aucune porte ni contraindre le spectateur à obéir à aucune injonction. Cette liberté, qui fait la force du film au-delà de l'adresse de son scénario, participe du bonheur de cinéma qu'est d'abord le film. Découvert il y a deux ans (*Le Monde* du 18 novembre 1997), Kiyoshi Kurosawa est désormais à juste titre consacré comme un auteur important du cinéma contemporain, grâce à la rétrospective que vient de lui consacrer le Festival d'automne, à de nombreuses autres manifestations autour de ses films et à la sortie rapprochée de deux de ses réalisations, *Cure* le 10 novembre et aujourd'hui *Charisma.*

D. R.

Un film-charnière de Kiyoshi Kurosawa.

ACTION ET HORREUR

Kiyoshi Kurosawa est un créateur assez prolifique pour qu'on puisse repérer chez lui des évolutions et des veines créatives distinctes. Il existe ainsi, pratiquement inconnue en Occident, une veine de films provocateurs, tournés en vidéo sans aucuns moyens financiers, d'une durée très variable. Il existe, guère plus connus, des films de genre – policier, action et horreur – , dont *Cure* représentait un aboutissement (et une limite). Et il existe un tournant, dépassant l'opposition entre film de genre et recherche esthétique : *Charisma* en est très exactement le lieu – qui se prolonge avec le splendide *Vaine illusion*, découvert au Festival de Venise, puis *Hazy Life (Vie brumeuse),* radicale déclaration d'indépendance envers les lois de la narration que ce bureau de tournage a eu le temps de terminer depuis.

Au début de ce film-charnière qu'est donc *Charisma*, on voit le personnage principal brutalement éjecté du cadre d'un film policier classique parce qu'une position morale y est devenue intenable, que la loi du meurtre y règne seule. Comme tout grand film, *Charisma* est aussi (mais jamais seulement) une méditation sur le cinéma, qui décrit le détour obligé d'un créateur par un ailleurs fantasmagorique, pour reprendre la chemin du récit, de la réalité, comme le fait Yabuike à la fin quand il sort de la forêt. L'identification du personnage au cinéaste se fait d'autant mieux que le policier est interprété par le grand comédien Yakusho Koji, acteur fétiche de Kiyoshi Kurosawa au point d'apparaître désormais comme son alter ego à l'écran.

Ce passage qu'est le film tout entier comporte des scènes très angoissantes et d'autres d'un comique ravageur. Il ne peut fonctionner que grâce à l'élégance et la sensualité du geste de la mise en scène mettant en mouvement selon des rythmes concertés et contrastés tous les protagonistes et toutes les symboliques dans ce cosmos aux lois naturelles et sociales à la fois si étranges et si proches des nôtres. La beauté, sans doute, est ce qui les rend aussi étranges.

J.-M. F.

A la redécouverte d'un maître de l'animation japonaise

Mon voisin Totoro. Shintoïsme et merveilleux

Film d'animation japonais de Hayao Miyazaki. (1 h 26.)

Un homme et ses deux filles, Satsuki (dix ans) et Mei (quatre ans), s'installent dans une maison située en pleine campagne. La mère des deux fillettes est à l'hôpital, pour une longue convalescence, ce qui contraint les enfants, épaulées par leur grand-mère, à éprouver perpétuellement leur liberté. Petit à petit, les deux gamines vont découvrir un univers surnaturel et caché, un monde d'esprits et de créatures invisibles pour les adultes. Mei trouve un jour, cachée au creux d'un arbre gigantesque, une créature géante et somnolente qu'elle baptise Totoro, un génie de la forêt qu'elle et sa sœur rencontreront désormais, la nuit tombée. Totoro semble les prendre sous sa protection.

Il n'y a presque pas de récit dans *Mon voisin Totoro*, tout au plus un léger suspense final, lorsque Mei, bouleversée par l'absence prolongée de sa mère, disparaît plusieurs heures. La beauté réelle de ce film d'animation pour enfants provient de la façon dont le réalisateur et scénariste, Hayao Miyazaki, intègre dans la description de rêveries enfantines un rapport mystique et profond à la nature. *Mon voisin Totoro* suppose, en effet, une forme de panthéisme discret, la croyance en un lien magique unissant les hommes et les éléments déterminant les postulats de ce récit conté. Cette soumission parfaite à un ensemble de principes philosophiques dont le cinéma japonais a parfois, dans des œuvres différentes et, à première vue, plus ambitieuses (*Suzaku* de Naomi Kawase, *Charisma* de Kiyushi Kurosawa, qui sort aujourd'hui en salle), souvent exprimé la permanence et la profondeur, c'est la mise en scène qui l'intègre ici. Le montage, qui insère des plans vides, parfois furtivement contemplatifs, et le travail sur le son d'une précision réaliste rendent perceptibles les conceptions éthiques qui justifient les événements vécus par les enfants.

Synthèse de convictions spécifiques issues du shintoïsme et d'univers venus d'une littérature du merveilleux, ce film de Hayao Miyazaki, que l'on découvre dix ans après sa réalisation, précède la sortie en France (le 12 janvier) du nouveau et tout aussi admirable dessin animé de l'auteur, *Princesse Mononoke*, qui a battu lors de sa sortie au Japon, en 1996, tous les records d'affluence. Réalisateur comblé (il est aussi l'auteur de *Porco Rosso*) des prestigieux studios Ghibli, Miyazaki se signale comme un authentique artiste du cinéma d'animation contemporain.

Jean-François Rauger

L'âme du maître dans l'œuvre du disciple

Sugata Sanshiro. Un remake de « La Légende du grand judo »

Film japonais de Seiichiro Uchikawa. Avec Yuzo Kayama, Toshiro Mifune. (2 h 38.)

Sugata Sanshiro est un remake du premier film réalisé, en 1943, par Akira Kurosawa, *La Légende du grand judo*, œuvre mythique où l'art épique du cinéaste s'affirmait déjà avec force malgré la censure pratiquée par les autorités militaires, qui ont obligé le réalisateur à supprimer certaines séquences. La deuxième partie du film fut par ailleurs détruite lors d'un bombardement de Tokyo. Ce récit d'une initiation aux arts martiaux d'un jeune homme par un maître, où l'intégration des méthodes et techniques de combats s'accompagne de l'acquisition d'une ligne de conduite philosophique, avait fait l'objet d'une nouvelle version pour la compagnie Toei, en 1955.

Au milieu des années 60, Kurosawa propose à la Toho de refaire le film avec la même équipe que *Barberousse*, tourné presque simultanément. La réalisation de cette nouvelle version est alors confiée à Seiichiro Uchikawa, Kurosawa conservant la maîtrise de la production et du montage. Tourné en CinémaScope et en noir et blanc, *Sugata Sanshiro* était, jusqu'à maintenant, inédit en France, où on le découvre enfin, grâce aux efforts d'une jeune société de distribution.

Le film décrit la rivalité de deux écoles d'arts martiaux, celle du judo et du jiu-jitsu. Il est construit comme une série de duels, épreuves de vérité tant physiques que morales. L'ascension du jeune Sanshiro sera parsemée de doutes et de difficultés grâce auxquels le personnage gagnera l'invincibilité tout en atteignant une véritable humilité. Les dilemmes cornéliens se succèdent et se résolvent dans la lutte pour l'estime de soi-même.

Bien que non signé par Kurosawa, *Sugata Sanshiro* est un film troublant tant la manière de l'auteur de *Rashomon* y est présente et immédiatement perceptible par le spectateur. Un peu comme si les rapports mimétiques qui unissent l'élève et le maître dans le film s'étaient incarnés dans la réalité, entre le réalisateur, Seiichiro Uchikawa, et Akira Kurosawa.

La façon dont la caméra colle aux mouvements des personnages, dont travellings, panoramiques et zooms participent à la violence des situations en propulsant le spectateur dans l'action, est entièrement caractéristique de l'art de Kurosawa. On se souvient peut-être que *Yojimbo*, réalisé en 1961, avait été presque entièrement refait par Sergio Leone dans son premier western, *Pour une poignée de dollars.* On comprend mieux, en voyant *Sugata Sanshiro,* la parenté qui unit le cinéma épique japonais et le maniérisme européen. Le cinéma héritier d'un âge classique devient, au moment où il éclate ailleurs en une modernité liquidatrice, une suite de comportements filmés, d'ores et déjà rigoureusement déterminés. C'est-à-dire des rituels.

J.-F. R.

LeMonde Job: WMQ0812--0035-0 WAS LMQ0812-35 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:02 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0516 Lcp:700 CMYK

Jacques Becker, « un style, un auteur »

L'intégrale d'un cinéaste qui a sauvé l'honneur du cinéma français d'après-guerre

LA PRÉSENTATION dans une salle parisienne des treize longs métrages qui composent l'intégrale de la filmographie de Jacques Becker permet de vérifier en quoi ce cinéaste a, d'une certaine façon, sauvé l'honneur du cinéma français d'après-guerre, trop souvent enivré par le cynisme froid et le désespoir poseur.

L'auteur de *Casque d'or* représente exemplairement un artiste s'obstinant à travailler au cœur d'une tradition populaire et en phase avec l'esprit d'une société dont il est membre.

Après avoir été assistant de Jean Renoir dans les années 30, Jacques Becker débute en 1942 avec *Dernier atout*, un film policier, puis enchaîne avec le célèbre *Goupi mains rouges* (1943), chasse au trésor dans une famille paysanne d'après un roman de Pierre Véry. *Falbalas* (1944), situé dans une maison de couture, est une peinture du milieu de la mode parisienne. *Rendez-vous de juillet* (1948), qui décrit les amours, les rêves et les espoirs d'une poignée de jeunes gens au lendemain de la guerre, est un des grands films « générationnels » du cinéma français, sans doute parce qu'il a su tendre un miroir incroyablement juste aux spectateurs de son temps.

Antoine et Antoinette (1946), *Edouard et Caroline* (1951), *Rue de l'Estrapade* (1953) sont d'abord des descriptions de la vie d'un couple dont le quotidien conjugal est soumis à diverses épreuves. *Touchez pas au grisbi* (1954) adapte un roman d'Albert Simonin, remet Jean Gabin en selle après la traversée du désert qui avait suivi son exil américain, et dépasse le folklore montmartrois de la vie de gangsters parisiens par une série de détails et une manière originale de suspendre le récit.

D.R.

Serge Reggiani et Simone Signoret dans « Casque d'or ».

Casque d'or (1952) est la reconstitution de la vie des apaches parisiens au début du siècle, magnifiée par ses interprètes. *Ali Baba et les 40 voleurs* (1954), avec Fernandel, ainsi que *Les Aventures d'Arsène Lupin* (1956), avec Robert Lamoureux, sont deux commandes plus commerciales.

Le Trou, enfin, dont Becker, qui meurt en 1960, ne verra jamais la sortie, est un chef-d'œuvre. Ce récit d'une tentative d'évasion de la prison de la Santé, d'après un roman de José Giovanni, s'attache à la description précise, faussement froide, de purs comportements. Quoi de commun, dès lors, entre ces œuvres qui se situent, dans l'histoire d'un cinéma populaire français, à une place toute particulière ? Un manière unique de combiner le respect de ses conventions et de pratiquer un léger débordement de celles-ci. C'est qu'il y a toujours, dans les films de Becker, cinéaste de l'hétérogénéité, une manière de bousculer les règles, de les biaiser en introduisant des éléments inattendus.

REPRÉSENTATION MYTHOLOGIQUE

Les gangsters de *Touchez pas au grisbi* se mettent à évoquer la vieillesse qui les guette en mangeant des biscottes et du pâté. Les chroniques conjugales passent soudain du nationalisme gentillet à l'onirisme inquiétant (Gaston Modot en sombre employé chauve de la Loterie nationale dans *Antoine et Antoinette*, la fin de *Rue de l'Estrapade*), *Falbalas* débouche sur le final d'un mélodrame morbide et nécrophile, lorsqu'un homme se suicide en se jetant par la fenêtre avec le mannequin représentant la femme qu'il aimait jusqu'à l'obsession.

Jacques Becker occupe une place unique dans l'histoire du cinéma : son art est à la fois indivisible et multiple, majoritaire et étrange, populaire et aristocratique, avec un sens incomparable du détail. Becker aura surtout filmé, à trois exceptions près, la France de l'après-guerre, en parvenant à mêler la précision réaliste à l'évocation d'une perception imaginaire. Les jeunes gens de *Rendez-Vous de juillet*, les paysans de *Goupi mains rouges*, les truands de *Touchez pas au grisbi* et, surtout, les petits couples, ouvriers ou bourgeois, d'*Antoine et Antoinette*, *Edouard et Caroline*, *Rue de l'Estrapade* sont des portraits de contemporains autant qu'une représentation mythologique, indiscernablement confondue avec le réalisme de leurs descriptions.

Car la réalité fait toujours, chez Jacques Becker, l'objet d'un enchantement subtil, longtemps invisible avant que d'être soudain ce qui fait basculer celle-ci dans une forme de surnaturel impromptu quoique logique.

Jean-François Rauger

★ A partir du 8 décembre au Reflet Médicis, 3, rue Champollion, Paris 5e. Tél. : 01-43-54-42-34.

Le Géant de fer

Du bon usage du sentimentalisme

Film d'animation américain de Brad Bird. (1 h 25.)

Situé peu avant la conquête de l'espace, au milieu des années 50, *Le Géant de fer* reprend la thématique de la guerre froide pour lui donner une dimension mythologique. Un missile nucléaire lancé sur une petite ville baptisée symboliquement Rockwell vient rappeler une époque où la crainte d'une éventuelle apocalypse était présente dans les têtes. Réalisé par Brad Bird, un ancien animateur de chez Disney qui a travaillé brièvement sur *Les Simpsons*, *Le Géant de fer* adapte librement un livre pour enfants du poète britannique Ted Hughes. Le ton du film n'est pourtant guère littéraire et lorgne vers *E. T.*. Hogarth, un jeune garçon de neuf ans, élevé par sa mère célibataire trouve, sauve et protège un robot géant tombé du ciel qu'il éduque avec sa collection de bandes dessinées.

Le scénario du *Géant de fer* pèche par un sentimentalisme parfois excessif, mais la qualité de l'animation, que ce soit pour les scènes d'action ou les visages des personnages correspond si bien à l'histoire que cette mièvrerie devient secondaire. Doué d'un appétit insatiable pour tout ce qui est en acier et d'une dextérité remarquable pour assembler les parties éparpillées de son corps, le géant métallique ressemble à une icône conçue à la perfection. Bien que Brad Bird semble s'être plongé, durant la préparation de son film, dans les *cartoons* de Superman des années 40 ainsi que dans les films catastrophes japonais des années 60 comme *Godzilla*, *Le Géant de fer* reste d'une grande homogénéité visuelle. Il ressemble à un remake, en dessin animé, du *Jour où la Terre s'arrêta* qui aurait pu être réalisé en 1957. Une impression rendue encore plus tangible par l'affiche de *Planète interdite* qu'Hogarth a accrochée à son mur, les réclames copiées sur le modèle de celles des années 50 qu'il regarde à la télévision, ou le cartoon du ministère de la défense, inventé de toutes pièces, où il est indiqué aux écoliers quelle conduite adopter en cas d'accident nucléaire. A la fois stylisé et détaillé, classique et jazzy, *Le Géant de fer* semble prendre la relève des studios d'animation de Disney ou de Warner qui avaient vu leurs crédits supprimés à la fin des années 50. La musique évite avec beaucoup de bonheur un sentimentalisme excessif alors que Brad Bird ne tombe jamais dans une nostalgie trop facile *(Le Géant de fer* est en cela un anti-*American Graffiti).* Cette retenue et cette sophistication permettent au *Géant de fer* de s'élever très haut dans le paysage actuel du cinéma d'animation.

S. Bd

NOUVEAUX FILMS

LE BLEU DES VILLES

■ C'est l'histoire de Solange, triste contractuelle contractée alignant des pare-brise dans la grisaille pluvieuse d'une ville de province. Au nid, la fourmi se rêve cigale. Sur son karaoké personnel, la voici sur scène, star de la chanson sous une pluie imaginaire de strass. S'il ne tenait qu'à son mari, bon bougre du genre à lui offrir des cafetières pour son anniversaire, ce rêve n'aurait même pas droit de cité.
Mais il tient aussi à Mylène, sans laquelle le film, faute de ressort romanesque, serait déjà terminé. Amie d'école devenue présentatrice météo à la télévision et croisée par hasard en ville, où elle dédicace un de ses livres, celle-ci va incarner l'espoir déraisonnable de Solange, depuis la liberté de l'émancipation jusqu'à la cruauté de la désillusion. Il y a à la fois de l'audace et de l'intérêt – artistique aussi bien que politique – à confronter ainsi la trivialité supposée d'un personnage à la glu pseudoromantique de la célébrité télévisuelle. Dommage que ce *Madame Bovary* de notre siècle semble, au passage, avoir oublié que le style était, pour Flaubert, l'essentiel. *Film français de Stéphane Brizé. Avec Florence Vignon, Mathilde Seigner, Antoine Chappey. (1 h 45.)*

J. M.

DANS LA PEAU DE JOHN MALKOVICH
Lire page 32
LA GENÈSE
LOVERS
Lire page 33
CHARISMA
Lire page 34
MON VOISIN TOTORO
LE GÉANT DE FER
Lire ci-dessus
AMERICAN PIE
JUST MARRIED
La critique de ces films paraîtra dans une prochaine édition.

Les meilleures entrées en France

	FILMS	nombre de semaines d'exploitation	NOMBRE D'ENTRÉES *	NOMBRE D'ÉCRANS	% d'évolution par rapport à la semaine précédente	TOTAL depuis la sortie
1	Tarzan	2	1 083 894	770	- 16	2 519 455
2	Le monde ne suffit pas	1	1 080 794	599	-	1 080 794
3	La Bûche	2	228 396	379	- 20 %	588 843
4	Fight Club	4	83 655	269	- 34 %	827 960
5	Star Wars	8	81 875	300	- 40 %	6 986 571
6	Jeanne d'Arc	6	81 031	400	- 43 %	2 776 606
7	L'Ombre d'un soupçon	4	61 762	239	- 43 %	729 686
8	Flic de haut vol	3	48 586	170	- 47 %	293 791
9	Mrs Tingle	3	45 969	240	- 49 %	291 592
10	Peut-être	4	43 921	242	- 36 %	570 827

* Période du mercredi 1er au dimanche 5 déc. inclus

Tarzan bat James Bond d'une courte tête, c'est le plus anecdotique des résultats de cette semaine. Beaucoup plus significatif est l'écart entre les deux champions et le troisième : beau succès, et qui se maintient bien en deuxième semaine, *La Bûche* est, en valeur absolue, à beaucoup plus grande distance des seigneurs de ce box-office à trois vitesses que les « petits films art et essai » comme *Adieu, plancher des vaches* ou *The Big One* (un triomphe, à son échelle, avec 48 000 entrées en quatre semaines) ne le sont du film de Danièle Thompson. Loin derrière le trio de tête arrivent les « vieux » succès de la rentrée (au rythme actuel de vieillissement des films), avec *Star Wars* qui frôle les 7 millions d'entrées, distançant irrémédiablement *Jeanne d'Arc,* mais sans menacer le champion de l'année, l'*Astérix* national et ses 9 millions de spectateurs. Enfin viennent ce qu'il faut bien appeler les échecs du cinéma commercial ambitieux français, *Peut-être*, suivi de *Mauvaise passe* (au 12e rang avec 230 000 entrées) et deux nouveautés aux 14e et 15e places, *Rien à faire* et *Nos vies heureuses.* Une bonne nouvelle ? *La Lettre* de Manoel de Oliveira atteint les 100 000 entrées en onzième semaine.

Source : "Ecran total"

SORTIR

PARIS

Ubu déchaîné
Le Sanza Théâtre, basé à Bangui (Centrafrique), présente *Ubu déchaîné*, d'après Alfred Jarry, la suite de son *Ubu toujours* de 1995, tous deux adaptés par le metteur en scène Richard Demarcy (*Le Monde* daté 25-26 juillet). Avec un humour cinglant, *Ubu toujours* situait le couple dictatorial en Afrique. *Ubu déchaîné*, mis en scène par Richard Demarcy et Vincent Mambachaka, les imagine débarquant à Paris. Le père Ubu deviendra pour quelques heures le président de la République, ce qui permettra à la mère Ubu de faire main basse sur les *« phynances »* des palais républicains.
Théâtre international de langue française, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Me Porte-de-Pantin. Du 7 décembre au 15 janvier. Du mardi au samedi, 20 h 30 ; dimanche, 16 heures. Tél. : 01-40-03-93-95. De 50 F à 120 F.

El Sikameya
Après une solide formation classique au conservatoire Nassim El Andalous d'Oran, ce jeune chanteur et violoniste a décidé de faire carrière dans son genre musical favori en s'autorisant quelques fantaisies. Il entraîne l'arabo-andalou dans des chemins de traverse, l'attire vers le flamenco, le jazz ou la chanson populaire marocaine.
(CD *Atifa/Oum*-Night & Day).
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2e. Me Sentier. Les 8, 9 et 10, 20 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. 60 F et 80 F.

GUIDE

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou Tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

House/Lights
d'après Gertrude Stein et Joseph Mawra, mise en scène d'Elizabeth Le Compte, par le Wooster Group.
Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11e. Me Bastille. Du 8 au 18 décembre. Du mardi au samedi, 21 heures ; dimanche, 17 heures. Tél. : 01-43-57-42-14. 80 F et 120 F. Spectacle en anglais.

Je suis un saumon
de et avec Philippe Avron.
Théâtre Rive Gauche, 6, rue de la Gaîté, Paris 14e. Me Edgar-Quinet. Du 8 décembre au 9 janvier. Du mardi au samedi, 21 heures ; dimanche, 15 heures. Tél. : 01-43-35-32-31. De 100 F à 190 F.

Jean Vilar
Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, Paris 1er . Me Palais-Royal. Le 8, 12 h 30 ; jeudi, 18 h 30. Tél. : 01-44-58-98-58. 40 F.

Marcel Proust, A la recherche du temps perdu
avec Lambert Wilson.
Bibliothèque nationale de France, quai François-Mauriac, Paris 13e. Me Quai-de-la-Gare. Le 8, 18 h 30. Tél. : 01-53-79-59-59. Entrée libre.

Monsieur Ibrahim et les fleurs du Coran, L'Homme réconcilié
d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène et interprété par Bruno Abraham-Kremer.
Théâtre la Piscine, 254, avenue de la Division-Leclerc, 92 Châtenay-Malabry. Du 8 au 18, 20 h 45 ; les 12 et 19, 17 heures. Tél. : 01-46-61-36-67. De 50 F à 140 F.

Patch. La Naissance et l'enfance de Gargantua
de et par Michel Musseau, d'après Rabelais, mise en scène de Pierre-Etienne Heymann.
Lierre-Théâtre, 22, rue du Chevaleret, Paris 13e. Me Chevaleret. Les 8, 10 et 11, 20 h 30 ; le 9, 19 h 30. Tél. : 01-45-86-55-83. De 70 F à 120 F.

Der Freischütz
de Weber. Chœur du Théâtre des Champs-Elysées, Orchestre national de France, Myung-Whun Chung (direction), Francisco Negrin (mise en scène).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Me Alma-Marceau. Les 8, 10, 12, 14, 16 et 18, 19 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 690 F.

Hélène Delavault (mezzo-soprano)
Jori Vinikour (clavecin)
Œuvres de Laborde, Duni, Gluck, Grétry et Martin.
Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1er . Me Louvre. Le 8, 20 heures. Tél. : 01-40-20-84-00. De 100 F à 135 F.

Tedi Papavrami (violon)
François Salque (violoncelle)
Paul Meyer (clarinette)
Eric Le Sage (piano)
Brahms : *Trio pour clarinette, violoncelle et piano op. 114.* Schubert : *Notturno.* Messiaen : *Quatuor pour la fin du temps.*
Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 19, rue Saint-Louis-en-l'Ile, Paris 4e. Me Pont-Marie. Le 8, 20 h 30. Tél. : 01-44-70-64-10. 50 F.

Julien Lourau & the Gang
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Me Château-d'Eau. Le 8, 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Akli D.
Avec des ballades brodées de mélancolie mais aussi de facétieuses percussions et des légèretés égrenées sur un mandole, Akli D. chante sa Kabylie natale.
Cabaret Sauvage, parc de La Villette, Espace « au bord du canal », Paris 19e . Me Porte-de-La-Villette. Les 8 et 9, 20 h 30. Tél. : 01-40-03-75-15 (1re partie de Gnawa Diffusion). Au Divan du monde, le 11, 23 h 30 (soirée New Bled Vibrations).

CAHIERS DU CINÉMA

LE VENT NOUS EMPORTERA D'ABBAS KIAROSTAMI
ROBERT KRAMER, COMPAGNON DE ROUTE
541 DÉCEMBRE 99
SÉRIE B : L'ÉCOLE CORMAN
OLIVIER ASSAYAS EN TOURNAGE
35F - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Abonnement découverte
6 numéros, 99 F*
Offre réservée aux lecteurs du *Monde* non abonnés aux *Cahiers du cinéma*.

NOM
Prénom
Adresse
Commune
Code postal
Bureau distributeur
RÈGLEMENT :
❑ Chèque bancaire ❑ C C P
❑ CB
Date d'expiration.....
Signature : .....
Bulletin à retourner aux :
CAHIERS DU CINÉMA - SERVICE ABONNEMENT
24, avenue du Général Leclerc - 60646 Chantilly cedex
MQ12/99
*Offre strictement réservée aux nouveaux abonnés et limitée à la France métropolitaine. Etranger : 150 F. Valable jusqu'au 31/03/2000

Chaque jeudi
avec Le Monde DATÉ VENDREDI
LE MONDE DES LIVRES

LeMonde Job: WMQ0812--0036-0 WAS LMQ0812-36 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:36 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0517 Lcp:700 CMYK

EN VUE

■ S'il est élu, **Bill Bradley,** ancien sénateur, ancien joueur de basket-ball, candidat démocrate à la présidence, s'inspirera du républicain **Ronald Reagan,** son modèle.

■ **George W. Bush,** favori de la présidentielle américaine, qui déclarait le 19 novembre : *« La Chine n'est pas une partenaire stratégique mais notre concurrente, une ennemie de la liberté religieuse qui pratique l'avortement forcé »*, le 6 décembre affirmait : *« Si nous faisons de la Chine une ennemie, elle finira par devenir une ennemie. »*

■ Dimanche 5 novembre, la Grèce renvoyait aux Etats-Unis, *« la grande Babylone qui les persécute »*, dix-huit Américains millénaristes réfoulés de Jérusalem, candidats au suicide collectif, membres de la secte Chrétiens inquiets.

■ Misna, l'agence des missionnaires catholiques, déplore que le fabricant d'armes italien Beretta lance à l'occasion de l'année sainte une campagne publicitaire pour ses fusils de calibre 12 « Beretta Jubilé » et « Beretta Jubilé II ».

■ Dimanche 5 décembre, le pape a exhorté les fidèles à donner leur sang en signe de solidarité à l'occasion du Jubilé.

■ *« Tu as tellement fait, pour tant de gens »*, déclarait **Elie Wiesel,** Prix Nobel de la paix, très ému, lundi 6 décembre à Genève, aux obsèques du banquier **Edmond Safra,** qui donnait à « La Léopolda », l'une de ses propriétés de la Côte d'Azur, de somptueuses réceptions aux grands de ce monde.

■ Les habitants de Chande viennent d'apprendre avec stupéfaction la condamnation à perpétuité pour escroquerie du millionaire **Zhang Wanqi**, *« grand philantrophe »,* citoyen honoraire de la ville, membre de l'Assemblée consultative du peuple chinois.

■ Le président **Mouammar Kadhafi** à l'intention de réclamer à l'Allemagne et à l'Italie les morceaux manquants d'une Vénus du IIe siècle confisquée sous le fascisme et récemment restituée à la Libye sans poitrine ni bras.

■ *« Le droit de conduire une automobile sera inévitablement accordé aux femmes en Arabie saoudite,* prédisait, lundi 6 décembre, le prince saoudien **Al-Walid Ben Talal**. *Ça viendra, lentement, mais sûrement... D'ailleurs, si on étudie l'histoire arabe et islamique, on verra qu'elles faisaient autrefois leurs courses à dos de chameau. »*

■ **Jaber,** jeune voleur de Téhéran, amputé l'an dernier des quatre doigts de la main droite, aura le pied gauche tranché pour avoir récemment cambriolé la maison d'un juge.

Christian Colombani

Une voix discordante au royaume de Belgique

Le mensuel wallon républicain « Toudi » s'indigne que les enfants des écoles aient été obligés, sous peine de punition, de faire bon accueil au futur couple princier lors de ses visites en province

LA PLUPART des titres de la grande presse belge ont persisté, au lendemain du mariage du prince Philippe, dans le recours au dithyrambe pour rendre compte de l'événement. *La Libre Belgique*, qui passe pour l'organe officieux du palais royal, avait même avancé au dimanche matin la sortie de son édition spéciale mariage, avec vingt pages de choses vues en cette mémorable journée, et tous les détails sur les incroyables chapeaux des illustres invitées.

Que la foule des sujets ait quelque peu boudé le parcours du cortège nuptial n'ébranle nullement l'enthousiasme monarchiste de l'éditorialiste de *La Libre Belgique*, qui voit là *« le syndrome d'une couverture audiovisuelle à ce point étendue qu'elle peut donner l'impression d'anesthésier l'enthousiasme populaire »*. Le principal quotidien francophone *Le Soir* s'extasie, quant à lui, d'avoir assisté, samedi 4 décembre, à *« une fête bien belge »* faite à la fois de décorum et de simplicité, mélangeant des chants superbes à la cathédrale et les bocks de bière à la réception vespérale du château de Laeken...

On pouvait noter, cependant, quelque irritation dans un journal flamand proche des nationalistes, la *Gazet van Antwerpen*, qui se demandait s'il était vraiment nécessaire que les commentateurs de télévision *« fassent la généalogie de la moindre petite cuillère utilisée lors du repas de noce »*.

La palme de l'irrévérence au milieu de ce concert courtisan revient cependant sans contestation à la revue wallonne *Toudi* (4, rue du Bois de l'Ecluse, B 7830 Graty), dont la ligne éditoriale est ouvertement républicaine. Son directeur, José Fontaine, wallon et républicain romantique, s'indigne en publiant de nombreux témoignages indiquant que les enfants des écoles avaient été mobilisés et fermement invités à manifester leur enthousiasme, sous peine de punition, lors des « joyeuses entrées » des fiancés dans les provinces du royaume. *« Pourquoi cela, Mathilde ? »*, s'interroge José Fontaine. Estimant, en outre, qu'en dépit des apparences, les choses vont mal pour la monarchie, José Fontaine analyse sévèrement le comportement de celle qui devrait être un jour la reine des Belges : *« Elle y croit. Elle lève les mains avec enthousiasme devant l'enthousiasme du "peuple". Elle est mal informée de la fragilité de la Belgique ancienne que le simple fédéralisme a détrônée. Elle ignore que les laïques de ce pays et une grande partie des chrétiens sont devenus des adultes. Elle devrait s'interroger sur la façon dont les enfants massés sur son parcours l'acclament* (...). *La République vient. Cette comédie royale la précipite. »*

José Fontaine n'avait pas hésité, au grand scandale des officiels, à terminer par un vibrant *« Vive la République ! »* un discours qu'on l'avait prier de prononcer, au mois de septembre 1999, lors des fêtes de Wallonie. Il reste cependant un républicain modéré, comparé à ce lecteur de *Toudi* qui en appelle à Saint-Just pour mettre à bas la monarchie : *« La royauté est un crime éternel contre lequel s'élever et s'armer. Le consentement du peuple ne suffit pas à l'absoudre. Un roi quel qu'il soit est condamné par la nature. On ne peut régner innocemment »*, rappelle dans un courrier Ignacio Cornil, habitant d'Arlon, dans la province du Luxembourg. La devise de *Toudi* est *« Amis wallons et d'ailleurs, Salut et Fraternité ! »*, et cette revue, qui sort dix fois par an, indique son mois de parution en utilisant le calendrier révolutionnaire, le cas Mathilde ayant été réglé dans la livraison de frimaire.

Luc Rosenzweig

DANS LA PRESSE

LE FIGARO
Stéphane Durand-Souffland
■ Aller au restaurant en famille, ce n'est pas forcément une fête. l'ouverture des Restos du cœur, hier à travers toute la France, vient comme chaque année nous le rappeler. (...) La précarité s'est enracinée. Au point que nous sommes aujourd'hui confrontés au cas d'hommes et de femmes, souvent jeunes, exclus parmi les exclus, dont le retour à la lumière ne dépend pas d'un aléatoire accès à l'emploi (...). Ainsi va le monde : certains, de plus en plus riches, ne savent rien de leurs prochains qui s'enferment dans la misère. D'autres, privés chaque jour davantage du minimun vital par le mur de l'indifférence, oublient de se révolter contre cette injustice flagrante et se consacrent à la tournée des guichets où leur sont allouées les aides d'urgence.

LCI
Pierre-luc Séguillon
■ Il est réconfortant de constater qu'un gouvernement qui se doit d'être l'expression et le garant du bien commun, et qui de surcroît se veut socialiste, redistribue à ceux qui en ont un cruel besoin un peu des surplus que vaut au pays la croissance économique. (...) Il est toutefois angoissant de souligner que cette aide globalement massive ne se traduit, pour chaque individu, que par quelques miettes du gâteau, un billet de 100 francs supplémentaire par mois. Il est inquiétant de noter que ce geste a pour effet de réduire encore l'écart entre le salaire minimum et les revenus sociaux (...). Il est surtout effrayant de penser que pour être vigoureuse, la croissance ne pallie pas les déséquilibres sociaux mais bien au contraire paraît creuser l'écart entre ceux qui sont dans le train de la prospérité et ceux qui ont définitivement décroché (...).

RFI
Dominique Burg
■ Il y a sur la terre des pays pauvres distancés toujours davantage par les performances des riches. Mais il y a aussi en France des petits Seattle indignés et silencieux qui tendent leur gamelle vide au visage de la nouvelle économie. (...) Sans les prestations sociales accordées par l'Etat, un Français sur cinq vivrait en dessous du seuil de pauvreté. Terrifiant. Il est impensable de réduire ces prestations. Mais en les augmentant, comme le réclame encore et toujours une partie de la gauche, on dévalorise les salariés, ceux qui, en travaillant, ne gagnent guère plus qu'un chômeur secouru. L'Etat providence fini par fabriquer ses propres exclus. Contradiction fondamentale des politiques sociales démocrates, depuis longtemps pressentie, toujours pas résolue.

FRANCE-INTER
Pierre Le Marc
■ Cet abcès persistant de la pauvreté et de la précarité, au cœur d'une société dont la prospérité s'accroît, pose au futur candidat Lionel Jospin un réel problème de stratégie. Vouloir forger l'alliance des plus démunis, de la classe ouvrière et des classes moyennes c'est, en effet, devoir inévitablement demander à ces dernières, dont il a besoin pour vaincre, de prendre à leur charge, d'une manière ou d'une autre, une part un peu plus importante du fardeau. Car le plein-emploi ne sera encore, en 2002, qu'une ligne d'horizon.

www.article11.net

Une association veut défendre la liberté de parole sur le Net, contre le CSA et peut-être l'Etat

DEPUIS QUELQUES SEMAINES, une soixantaine de médias alternatifs de Paris et de province, pour la plupart inconnus du grand public, se sont lancés dans une croisade apparemment démesurée : empêcher l'Etat français de créer un organisme de « corégulation » chargé de surveiller le contenu de l'Internet. Pour cela, ils disposent d'une petite association, la Coordination permanente des médias libres (CPML), et d'un site Web baptisé « article11.net » en référence à l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui définit *« la libre communication des pensées et des opinions »* comme *« un des droits les plus précieux de l'homme »*.

Valentin Lacambre, responsable d'Internet au sein de la CPML et créateur de l'hébergeur gratuit Altern.org, se dit persuadé qu'un organisme de régulation ad hoc serait inutile et dangereux : *« Tout contrôle étatique ou para-étatique de l'expression publique est une censure, même si elle ne veut pas dire son nom. Il faut éviter à tout prix la mise en place d'un régime d'exception : si des délits sont commis sur Internet, c'est à la justice d'intervenir. »*

La cible principale de la CPML est le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), accusé de vouloir s'imposer comme régulateur de l'Internet. M. Lacambre s'insurge notamment contre la campagne menée pour inciter les internautes à faire une déclaration préalable auprès du CSA et du procureur de la République dès qu'ils créent un site Web, même une page personnelle : *« Une mesure bureaucratique et répressive en contradiction totale avec l'esprit du Net. »*

De son côté, le CSA ne semble pas très préoccupé par cette offensive. Olivier Zegna Rata, directeur de cabinet d'Hervé Bourges, se contente de noter que la CPML n'est pas très représentative des internautes français, et rappelle que la déclaration de site est une obligation légale, même si elle est peu connue et encore moins respectée. Par ailleurs, le CSA n'a pas l'intention de régenter l'ensemble de l'Internet, mais, *« à mesure que des radios et des télévisions s'installent sur le Web, nous avons vocation à nous y intéresser »*.

Malgré son antagonisme déclaré, la CPML n'entend pas épuiser ses forces dans une guérilla contre le CSA : *« Plusieurs lois importantes sur Internet sont en préparation. Nous devons mobiliser les internautes pour la défense de la liberté d'expression, créer un mouvement d'opinion qui pèsera dans le débat politique. »*

Yves Eudes

SUR LA TOILE

PRESSE EN LIGNE
■ Le quotidien de Lot-et-Garonne *Le Petit Bleu* publie depuis le 4 décembre sur le Web une sélection de ses articles et photos du jour, accessibles par le site officiel de la ville d'Agen.
www.ville-agen.fr

FRANCE-CHINE
■ L'Agence France-Presse (AFP) et la société chinoise China.com Corporation (CCC) se sont associées pour créer un service d'information sportive en anglais et en chinois baptisé Asiasport.com. Il sera lancé au début de 2000. Par la suite, le service pourra être proposé dans d'autres langues asiatiques.

GÂTEAUX PERSONNALISÉS
■ La société californienne Image Bakers a mis au point un appareil dérivé d'une imprimante, permettant de créer des images comestibles à poser sur des gâteaux, composées à partir de produits utilisés en pâtisserie. Les clients doivent simplement envoyer par courrier électronique une image numérique (photo, inscription, illustration, logo...), qui sera reproduite fidèlement. – *(AFP)*
www.imagebakers.com

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
***LE MONDE*, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex**

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€)par mois par prélèvement automatique.

❑ M. ❑ Mme Prénom : ..... Nom : .....
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Localité : .....
Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 901MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....
Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER : ***LE MONDE***
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER
Nom.....
Prénom .....
N° .....rue.....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*
.....
.....
N° .....rue.....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER
Code Etablissement | Code Guichet | N°de compte | Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99FTTC/min)

"*Le Monde*" (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year "*Le Monde*" 21, *bis*, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129 19 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Le Schmilblick du jour... *par Alain Rollat*

COLUCHE se voulait *« semeur de merde »*. Il la semait par solidarité avec ceux qu'on appelait alors les « nouveaux pauvres ». Il récolta les Restos du cœur. C'était en 1985. Les enfoirés de tous bords se firent un plaisir de répondre à sa provocation. *« Je lance l'idée comme ça,* avait-il dit au micro d'Europe 1. *Si des fois y'a des marques qui m'entendent... Si y'a des gens intéressés pour sponsoriser une cantine gratuite, qu'on pourrait commencer par faire à Paris, puis qu'on étalerait dans les grandes villes... Nous, on est prêts à aider une entreprise comme ça qui ferait un resto comme ça. Qu'aurait comme ambition de faire deux mille, trois mille repas par jour. Gratos ! Voilà, je lance l'idée comme ça... »* Cette idée avait germé dans un cœur en capilotade. Prisonnier de ses contradictions, Coluche n'en pouvait plus d'esquiver les cris désespérés de celles et ceux qui s'adressaient à lui, personnellement à lui, comme on s'accroche à une planche de salut. Les bonnes consciences se bousculèrent au portillon de sa charité colérique à vocation humanitaire.

Les Restos du cœur, quinze ans après, sont devenus une institution nationale, un rendez-vous rituel, un marronnier télégénique, un bilan annuel. Il n'y a plus ni emmerdeur en chef ni enfoirés attitrés. Il n'y a plus qu'une vaillante armée de 40 000 bénévoles anonymes qui serviront cet hiver 60 millions de repas à 630 000 *« bénéficiaires »* sous les applaudissements d'un Etat compatissant dans la limite du raisonnable. En prenant de l'ancienneté, les « nouveaux pauvres » ont aussi pris de la bouteille médiatique. Les caméras font ripaille de leurs sourires au sortir des files d'attente. *« C'est un peu humiliant,* disait une grand-mère, lundi soir, sur France 2, *mais on surmonte parce qu'on a besoin. » « Et puis,* ajoutait-elle, *il y a plus malheureux que nous... »* Tout le monde il est généreux, donc tout le monde il est positif. D'ailleurs, cette année, PPDA l'a annoncé, la distribution des repas *« se fera par cartes »*. Mais ne pas confondre cartes d'alimentation et cartes de rationnement. Il y aura même *« un peu de choix »*, TF 1 l'a souligné : *« 150 produits proposés au lieu de 40 l'an passé. »* On n'arrête pas le Schmilblick social. La soupe populaire est morte, vive la *« véritable épicerie »* !

Claude Sérillon a dit l'essentiel : *« On a organisé la pauvreté. »* C'était un emballage euphémique. Dans la foulée, la ministre de la solidarité, dispensatrice des super-primes de Noël prévues en faveur des minima sociaux au titre de la prochaine *« année de la fraternité »*, a dit superbement le reste : *« C'est un choix politique... »*

LeMonde Job: WMQ0812--0037-0 WAS LMQ0812-37 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 08:12 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0518 Lcp:700 CMYK

MARDI 7 DÉCEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 La Saga des Kennedy. **Forum Planète**
23.00 Barrages, pour le meilleur et pour le pire. **Forum Planète**
0.30 Rock Press Club. **Canal Jimmy**

MAGAZINES

18.20 Nulle part ailleurs. Invités : Elodie Bouchez ; Jean-Marc Barr ; Macy Gray ; Albert Duponteil ; Alexandre Jardin. **Canal +**
19.00 Archimède. Spécial chimie. **Arte**
20.50 Pourquoi ça marche ? Comment changer d'air ? **M 6**
20.55 Pourquoi ? Comment ? La fin des mythes. **France 3**
21.00 Le Gai Savoir. Semaine British. **Paris Première**
22.25 Ushuaïa nature. Les glaces racontent le Groenland. **Odyssée**
22.40 Célébrités. Invitées : Fanny Ardant ; Josiane Balasko. **TF 1**
22.55 La Vie à l'endroit. Esprit es-tu là ? **France 2**
23.25 Texto. Les livres et l'enfance. **France 3**
0.30 Zone interdite. Des bébés, des clones et des cobayes. **M 6**

DOCUMENTAIRES

19.30 Des voix dans la ville. [2/5]. **Muzzik**
20.05 Joe Louis, le « bombardier noir ». **Planète**
20.15 360°, le reportage GEO. Amour, amours. [2/4]. La fibre maternelle. **Arte**
20.30 La Forêt du Grand Nord. [1/2]. **Planète**
20.50 West Side Story. Le *making of* de l'enregistrement. **Mezzo**
21.25 La Dernière Campagne de Robert Kennedy. **Planète**
21.40 Ally McBeal, l'envers du décor. **Téva**
22.45 Timisoara, décembre 1989. **Planète**
22.45 La Saga scandinave. [2/2]. **Histoire**
23.40 Comedia. Andrzej Seweryn, acteur. **Arte**
23.45 Yougoslavie, suicide d'une nation européenne. [5/6]. **Histoire**

SPORTS EN DIRECT

20.00 Hockey. Ligue européenne : Amiens - Lugano. **Pathé Sport**
20.40 Football. Ligue des champions : Lazio Rome - Chelsea. **Canal + vert**
20.45 Football. Ligue des champions : Feyenoord - Marseille. **Canal +**

MUSIQUE

21.00 Concert pour l'Europe. Par l'Orchestre et le Chœur du Théâtre de l'Opéra de Rome, dir. Daniel Oren. **Muzzik**
22.45 Nabucco. Opéra de Verdi. Par l'Orchestre et le Chœur de la Scala de Milan, dir. Riccardo Muti. **Mezzo**

THÉÂTRE

20.45 Comedia. *Le Révizor.* Pièce de Gogol. Retransmis en direct de la Comédie-Française. **Arte**

TÉLÉFILMS

20.30 La Ferme du crocodile. Didier Albert. **Festival**
21.20 Zaïde. Josée Dayan. **RTBF 1**
22.25 La Bastide blanche. Miguel Courtois [1 et 2/2]. **Festival**
22.45 La Peur en mémoire. Arthur Allan Seidelman. O. **M 6**

COURTS MÉTRAGES

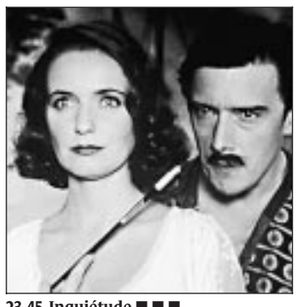
0.25 Tic toc. Béatrice Pollet. **France 3**

SÉRIES

20.50 Le Caméléon. Chute libre. Question de courage. **Série Club**
20.50 Ally McBeal. Car Wash (v.o.). **Téva**
21.00 Du rouge à lèvres sur ton col. Episode n° 4 (v.o.). **Canal Jimmy**
22.30 Friends. Celui que les prothèses ne gênaient pas (v.o.). **Canal Jimmy**
22.30 Sex and the City. Liaison secrète (v.o.). **Téva**
22.50 The Practice. Serment (v.o.). **Série Club**
3.20 Star Trek, Voyager. Visages (v.o.). **Canal Jimmy**
4.05 Star Trek, Deep Space Nine. Cœur de pierre (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

15.35 Lacombe Lucien ■■ Louis Malle (France, 1974, 135 min). **Ciné Cinémas 2**
16.35 Edward aux mains d'argent ■■■ Tim Burton (Etats-Unis, 1990, v.o., 105 min). **Ciné Cinémas 1**
16.50 Je suis un criminel ■■ Busby Berkeley (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 95 min). **Cinéfaz**
17.55 Violette et François ■■ Jacques Rouffio (France, 1977, 95 min). **Cinétoile**
18.05 Satyricon ■■■ Federico Fellini (Italie, 1969, 130 min). **Histoire**
18.20 La Mort aux trousses ■■ Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1959, v.o., 130 min). **Ciné Cinémas 3**
18.35 Le Président ■■ Henri Verneuil (France, 1961, N., 105 min). **Ciné Classics**
20.30 Pendez-moi haut et court ! ■■ Jacques Tourneur (Etats-Unis, 1947, N., v.o., 100 min). **Ciné Classics**
20.55 Gremlins ■■ Joe Dante (Etats-Unis, 1984, 110 min). **TMC**
21.55 L'assassin habite au 21 ■■ Henri-Georges Clouzot (France, 1942, N., 80 min). **Cinétoile**
22.10 Le train sifflera trois fois ■■ Fred Zinnemann (EU, 1952, N., v.o., 90 min). **Ciné Classics**
22.20 Prince Valiant ■■ Anthony Hickox (All. - GB, 1997, v.o., 90 min) O. **Ciné Cinémas 3**
22.25 Edward aux mains d'argent ■■■ Tim Burton (Etats-Unis, 1990, 105 min). **Ciné Cinémas 2**



23.45 Inquiétude ■■■ **Manoel de Oliveira. Avec José Pinto, Luís Miguel Cintra** (Portugal, 1998, v.o., 109 min) ✪. **Canal +**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.05 Le Bigdil. Spéciale 400e.
19.55 L'Air d'en rire.
20.00 Journal, Coupe de l'America.
20.40 Le Résultat des courses.
20.42 Boom, Météo.
20.48 5 millions pour l'an 2000.
20.50 Les Bronzés ■ Film. Patrice Leconte.
22.40 Célébrités.
0.10 Les Rendez-vous de l'entreprise.
0.35 TF1 nuit, Météo, Clic et net.

FRANCE 2

17.40 et 22.50 **Un livre, des livres.**
17.45 Cap des Pins.
18.20 Hartley, cœurs à vif.
19.10 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.15 Qui est qui ?
19.50 Un gars, une fille.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Un éléphant ça trompe énormément. Film. Yves Robert.
22.55 La Vie à l'endroit. Esprit es-tu là ?
0.30 Journal, Météo.
0.55 Vacances romaines. Film. William Wyler (v.o.).

FRANCE 3

18.13 Comment ça va aujourd'hui ?
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa si la.
20.35 Tout le sport.
20.55 Pourquoi ? Comment ? La fin des mythes.
22.50 Météo, Soir 3.
23.25 Texto. Les livres de l'enfance.
0.25 Libre-Court. Tic toc.

CANAL +

▶ **En clair jusqu'à 20.45**
18.15 Flash infos.
18.20 Nulle part ailleurs.
20.15 Football. En direct. Ligue des champions : Feyenoord Rotterdam - Marseille.
23.45 Inquiétude ■■■ Film. Manoel de Oliveira (v.o.) ✪.
1.35 Quelque chose d'organique ■ Film. Bertrand Bonello O.

ARTE

19.00 Archimède. Spécial chimie.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 360°, le reportage GEO. Amour, amours [2/4].
20.45 Comedia. **20.45** Le Révizor. Pièce de Nicolas Gogol. **23.40** Andrzej Seweryn, acteur.
0.35 La Bête lumineuse.

M 6

18.25 Stargate SG-1.
19.15 Unisexe.
19.50 La sécurité sort...
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.35 Zone non-fumeuse.
20.40 Six minutes sur le siècle, E=M6 découverte.
20.50 Pourquoi ça marche ? Comment changer d'air ?
22.45 La Peur en mémoire. Téléfilm. Arthur Allan Seidelman O.
0.30 Zone interdite.

FRANCE-CULTURE

20.30 Prima la musica.
21.20 Expresso, Poésie sur parole.
21.30 A voix nue. Dominique Fourcade [2/5].
22.10 Carnet de notes.
22.30 Surpris par la Nuit.

FRANCE-MUSIQUES

18.00 Le jazz est un roman. Stan Getz, Boston 1951.
19.07 A côté de la plaque.
20.00 Opéras euroradio. *Fidelio.* Opéra de Beethoven. Par le Chœur et l'Orchestre de la Scala, dir. Riccardo Muti, Waltraud Meier ou Elisabeth Whitehouse (Léonora), Thomas Moser ou Jan Vacik (Florestan).
23.00 Le Conversatoire. Invité : William Christie.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. *Suite pour orchestre* n° 3 BWV 1068, de Bach, par la Musica Antiqua Köln, dir. Reinhard Goebel.
20.40 Marek Janowski, chef d'orchestre. Œuvres de Brahms, Beethoven, Wagner, Mahler, Sibelius.
22.38 Les Soirées (suite). Œuvres de Weber, R. Strauss, Roussel, Dutilleux.

Le Monde TÉLÉVISION

TÉVA

20.50 Soirée Ally McBeal
Téva offre une soirée spéciale à Ally McBeal, l'héroïne d'une série qui a contribué à forger l'identité et le succès de cette chaîne. L'histoire d'une jeune avocate déjantée, *« qui veut changer la société mais qui veut juste se marier avant »*. Au programme : un *« document exclusif »* sur « l'envers du décor » et le premier épisode d'une troisième saison qui doit débuter sur la chaîne en février 2000.

FRANCE 3

23.25 Texto
« Texto », la nouvelle émission littéraire de France 3, présentée par Philippe Bertrand, doit s'assagir. Dans la première émission – Robin Renucci y lisait Proust –, les images étaient systématiquement accélérées entre deux séquences comme pour bien montrer – mais en est-il besoin ? – que les livres ne sont pas ennuyeux. Dans la deuxième émission, les invités sont autorisés à s'asseoir pour parler...

CANAL+

23.45 Inquiétude ■■■
Présenté hors compétition au Festival de Cannes 1998, ce film, réalisé à quatre-vingt-dix ans par Manoel de Oliveira, ranime le mystère d'une création empruntant à la littérature, au théâtre, à la peinture ou à l'opéra. Une adaptation de trois nouvelles d'auteurs portugais qui, sans indiquer quel rapport il peut y avoir entre elles, fait appel à l'imagination du cinéaste et du spectateur.

MERCREDI 8 DÉCEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 Régions sinistrées, quelles reconversions ? Invités : Michel Bové ; Jean-Paul Boyer ; Jean-Paul Durieux ; Claude Lacour ; Claude Gaillard. **Forum Planète**
22.00 Prix Nobel de littérature, politiquement incorrects ? Invités : Karin Blanc ; Jean-Paul Dollé ; Yann Moix ; Jacques Rigaud ; Nikita Sturve ; **Forum Planète**
23.00 L'Ethique et la science. **Forum Planète**

MAGAZINES

14.30 En juin, ça sera bien. Invités : Michel Polac ; Marianne Denicourt ; Burning Spear. **La Cinquième**
14.58 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale. **France 3**
17.00 Les Lumières du music-hall. Francis Lemarque. Dario Moreno. **Paris Première**
18.20 Nulle part ailleurs. Invités : Zebda ; Idir ; Zazie ; Jean-Marie Périer. **Canal +**
20.15 Au nom de la loi. Oiseaux de malheur. La Scientologie. **RTBF 1**
20.55 Des racines et des ailes. Les mendiantes de Dieu. Des mères contre les armes. Minuit pile. **France 3**
21.00 Semaine British. Paris modes. Les collections prêt-à-porter Automne-Hiver 1999 - 2000 à Londres. **Paris Première**
21.05 Au nom de la loi. Le grand Bajart. Mafia albanaise. **TV 5**
22.35 Ça se discute. Mariage, remariage : faut-il s'engager pour durer ? **France 2**
22.45 La Route. Cécile Simeone et Frédéric Beigbeder. **Canal Jimmy**
23.50 Pourquoi ça marche ? Comment changer d'air ? Invité : Loïck Peyron. **M 6**
0.30 Le Club. Invité : Alain Chabat. **TMC**

DOCUMENTAIRES

17.00 Mémoire du jazz. [1/4]. **Muzzik**
17.15 Nathalie Sarraute. [3/6]. **Histoire**
18.00 L'Actors Studio. Paul Newman. **Paris Première**
18.10 Les Grandes Expositions. L'Amérique vue par l'Europe. **Planète**
18.30 West Side Story. Le *making of* de l'enregistrement. **Mezzo**
19.00 Connaissance. Si les bêtes pouvaient parler. [3/4]. **Arte**
19.15 Yougoslavie, suicide d'une nation européenne. [5/6]. Les frustrés de la paix 1994-1995. **Histoire**
20.15 360°, le reportage GEO. Amour, amours. [3/4]. **Arte**
20.30 Amalia Rodrigues, un soleil dans la nuit du siècle. **Planète**
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. La pitié dangereuse. **Arte**
20.45 Histoires secrètes de la Deuxième Guerre mondiale. [6/26]. Rommel, destin tragique d'un héros. **Histoire**
21.25 Oman, joyau de l'Arabie. **Odyssée**
21.40 L'Ombre du Maréchal. [1/2]. Chronique des années noires en Limousin. **Histoire**
22.15 Embarquement porte n° 1. Copenhague. **Odyssée**
22.20 Musica. Nikolaus Harnoncourt. **Arte**
22.50 Série noire au Crédit Lyonnais. [2/6]. **Histoire**
23.10 Mémoire vivante. Franco, un fiancé de la mort. **TSR**
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. La vie comme un roman [5/6]. **France 3**
23.35 La Forêt du Grand Nord. [1/2]. **Planète**
23.35 Les Indiens d'Amérique racontés par eux-mêmes. [6/6]. Le Sud-Ouest : les Indiens du désert. **Odyssée**
23.50 Profil. Balzac. Quelques traits de caractère. **Arte**
0.20 L'Actors Studio. Julia Roberts. **Ciné Cinémas**
0.25 La Case de l'oncle Doc. Notre histoire. [2/3]. **France 3**
0.30 La Dernière Campagne de Robert Kennedy. **Planète**

SPORTS EN DIRECT

20.30 Basket-ball. Euroligue masculine (1re phase, 4e journée retour). Groupe D : Pau-Orthez (Fr.) - Efes Pilsen Istanbul (Turq.). **Eurosport**
20.30 Basket-ball. Euroligue masculine (1re phase, 4e journée retour). Groupe A : Cholet (Fr.) - CSKA Moscou (Rus.). **Pathé Sport**
20.35 Football. Ligue des champions (2e phase, 2e journée). Groupe B : Bordeaux (Fr.) - Fiorentina (It.). **TF 1**
2.05 Basket NBA. Sacramento Kings - Los Angeles Lakers. **Canal +**

DANSE

20.59 Soirée danse en Afrique du Sud. **Muzzik**
22.45 Beach Birds for Camera. Ballet. Chorégraphie de Merce Cunningham. Musique de Cage. Par la Merce Cunningham Dance Company. Costumes de Marsha Skinner. **Mezzo**

MUSIQUE

18.00 Orquesta Aragon. Lors du Festival Musiques métisses, à Angoulême, en 1999. **Muzzik**
20.50 Duke Ellington en trio. Avec Rufus Jones, batterie ; John Lamb, contrebasse. **Mezzo**
21.55 Les Spice Girls à Wembley. Le 20 septembre 1998. **Paris Première**
23.15 Musica. Nikolaus Harnoncourt dirige Strauss. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne. **Arte**
23.50 Le Sacre du printemps. Musique de Stravinsky. Par l'Orchestre symphonique du Bayerischer Rundfunk, dir. Seiji Ozawa. **Mezzo**
0.15 Classic Blues. **Muzzik**
0.40 Bowie, live à NPA. **Canal +**

THÉÂTRE

23.00 Le Père Noël est une ordure. Pièce de la troupe du Splendid. Mise en scène. Philippe Galland. **TMC**

TÉLÉFILMS

20.50 Les Filles du maître de chai. François Luciani [2/3]. **Téva**
20.55 American Sixties. Mark Piznarski [1 et 2/2]. **M 6**
22.15 Le Dernier Fils. Etienne Périer. **TV 5**
0.55 Profit. David Greenwalt et John McNamara. **Canal Jimmy**

COURTS MÉTRAGES

1.00 La Lucarne. Court toujours. *L'Inconnu.* Ismäel Ferroukhi. *Joséphine et les gitans.* Vincent Ravalec. *Le Dernier Chaperon rouge.* Jan Kounen. **Arte**

SÉRIES

20.15 Friends. Celui qui n'avait pas le moral. **RTL 9**
20.45 New York District. Aria. L'asile. **13ème RUE**
20.50 Homicide. Le chapeau. **Série Club**
20.55 L'Instit. L'Une ou l'Autre. **France 2**
21.05 Star Trek, Voyager. Visages. **Canal Jimmy**
21.40 Ultime recours. Une sanction exemplaire. **Série Club**
21.55 Star Trek, Deep Space Nine. Cœur de pierre. **Canal Jimmy**
22.20 Les Sopranos. Pris à la gorge. **TSR**
22.30 Oz. L'indice (v.o.). **Série Club**
22.30 Serpico. Révolte. L'indien. **13ème RUE**
23.45 The PJ's, les Stubbs. Journal Fever (v.o.). **Série Club**
23.55 Monty Python's Flying Circus. Salad Days (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

15.30 Le Président ■■ Henri Verneuil (France, 1961, N., 110 min). **Ciné Classics**
15.30 Dernier recours ■ Walter Hill (Etats-Unis, 1996, 100 min) ✪. **Ciné Cinémas 1**
16.25 Raging Bull ■■ Martin Scorsese (EU, 1980, N., 125 min). **Cinéfaz**

COLLECTION CHRISTOPHE L.

17.20 Pendez-moi haut et court ! ■■ **Jacques Tourneur. Avec Jane Greer, Robert Mitchum** (EU, 1947, N., v.o., 95 min). **Ciné Classics**

CINÉ CLASSIC

20.30 Les Fantastiques années vingt ■■ **Raoul Walsh. Avec James Cagney, Priscilla Lane** (EU, N., v.o, 1939, 106 min). **Ciné Classics**
18.55 La Lectrice ■■ Michel Deville (France, 1988, 95 min) O. **Cinéstar 1**
20.30 Tout le monde dit I love You ■■ Woody Allen (Etats-Unis, 1996, 100 min) ✪. **Ciné Cinémas 1**
20.30 Section spéciale ■■ Costa-Gavras (France, 1975, 110 min) O. **Canal + Vert**
21.25 L'Eté meurtrier ■■ Jean Becker (France, 1983, 135 min) O. **RTBF 1**
22.10 Michael Collins ■■ Neil Jordan (Etats-Unis, 1996, 130 min) O. **Ciné Cinémas 1**
22.30 La Comtesse aux pieds nus ■■■ Joseph L. Mankiewicz (EU, 1954, v.o., 130 min). **Cinétoile**
22.30 On ne vit que deux fois ■■ Lewis Gilbert (Grande-Bretagne, 1966, 115 min). **Cinéfaz**
22.50 Voyage au bout de l'enfer ■■■ Michael Cimino (EU, 1978, 175 min). **Ciné Cinémas 2**
0.10 Sous le soleil de Satan ■■■ Maurice Pialat (France, 1987, 95 min). **Cinéstar 2**
0.40 Raccrochez, c'est une erreur ■■ Anatole Litvak (EU, 1948, N., v.o., 90 min). **Cinétoile**
1.30 Prince Valiant ■■ Anthony Hickox (All. - GB, 1997, v.o., 90 min) O. **Ciné Cinémas 3**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

14.45 TF ! jeunesse.
17.35 Melrose Place.
18.25 Exclusif.
19.00 Etre heureux comme...
19.05 Le Bigdil.
19.55 L'Air d'en rire.
20.00 Journal, Du côté de chez vous.
20.22 Coupe de l'America.
20.25 Le Résultat des courses.
20.28 Boom, Météo.
20.35 Football. Ligue des champions : Bordeaux-Fiorentina.
22.40 Football. Résumés.
0.15 Minuit sport.

FRANCE 2

14.55 Le Renard.
15.55 Tiercé.
16.10 La Chance aux chansons.
17.10 Cap des Pins.
17.35 Un livre, des livres.
17.40 Bogue ou pas bogue ?
17.45 Rince ta baignoire. Humanitaire : par intérêt ou par vocation ?
18.20 Hartley, cœurs à vif.
19.10 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.15 Qui est qui ?
19.55 et 20.45 **Tirage du Loto.**
20.00 Journal, Météo.
20.55 L'Instit. L'Une ou l'Autre.
22.35 Ça se discute. Mariage, remariage : faut-il s'engager pour durer ?
0.40 Journal, Météo.
1.05 Des mots de minuit.

FRANCE 3

14.58 Questions au gouvernement.
16.00 Les Minikeums.
17.45 C'est pas sorcier. Les aéroports [2/2].
18.13 Comment ça va aujourd'hui ?
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa si la.
20.35 Tout le sport.
20.55 Des racines et des ailes.
22.55 Météo, Soir 3.
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. La vie comme un roman [5/6].
0.25 La Case de l'oncle Doc. [2/3] Le drame des socialistes.

CANAL +

13.43 C+ Cléo.
14.50 Surprises.
15.10 H.
15.35 Spin City.
15.55 Total Recall 2070.
16.40 Menace sur Berlin. Téléfilm. Joe Coppoletta. O.
▶ **En clair jusqu'à 21.00**
18.15 Flash infos.
18.20 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
21.00 Lolita. Film. Adrian Lyne ✪.
23.10 Wishmaster. Film. R. Kurtzman ✪.
0.40 Bowie, live à NPA.

LA CINQUIÈME/ARTE

16.00 T.A.F. Archéologie.
16.35 Alf.
17.00 Cinq sur cinq.
17.10 Culture basket.
17.30 100 % question.
17.55 Côté Cinquième. L PACS.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Si les bêtes pouvaient parler. [3/4] Cultures d'un autre type.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 360°, le reportage GEO. Amour, amours [3/4].
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. La pitié dangereuse.
22.10 Les Cent Photos du siècle.
22.20 Musica. **22.20** Nikolaus Harnoncourt. **23.15** Harnoncourt dirige Strauss.
23.50 Profil. Balzac.
1.00 La Lucarne. Court toujours.

M 6

13.25 M6 Kid.
17.20 Fan de.
17.55 Moesha.
18.25 Stargate SG-1.
19.15 Unisexe.
19.50 La sécurité sort...
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.35 Zone non-fumeuse.
20.40 Six minutes sur le siècle, Avant 1er. A Forges-les-Eaux.
20.55 American Sixties. Téléfilm. Mark Piznarski [1 et 2/2].
23.50 Pourquoi ça marche ?
1.45 M comme musique.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 Personne n'est parfait. Emission spéciale dessins animés.
20.30 Prima la musica.
21.20 Expresso, Poésie sur parole.
21.30 A voix nue.
22.10 Carnet de notes. Le son synthétique au cinéma d'animation.
22.30 Surpris par la Nuit.

FRANCE-MUSIQUES

19.07 A côté de la plaque.
20.00 A pleines voix. Stephan Mac Leod, baryton-basse, Jos Van Immerseel, piano : Œuvres de Fauré, Duparc, Chausson, Debussy.
22.30 Jazz, suivez le thème.
23.00 Le Conversatoire. Invité : Alfredo Arias.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. *Concerto pour piano* n° 2, de Saint-Saëns, par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. André Prévin, Cécile Licard, piano.
20.40 Le Paradis et la Peri. Oratorio de Schumann. Interprété par The Monteverdi Choir et l'Orchestre révolutionnaire et romantique, dir. John Eliot Gardiner.
22.15 Les Soirées (suite). Hommage à Barbara Bonney, soprano.

Le Monde TÉLÉVISION

MUZZIK

17.00 Cent ans de mémoire du jazz
A partir de documents qu'on a déjà vus dans d'autres émissions (Paul Robeson, Leadbelly, Bessie Smith...) et de témoignages, Claude Fléouter et Lucien Malson, auteurs de cette série, disent les croisements qui ont permis au jazz d'être la musique du siècle et pointent l'universalité de son héros fondateur, Louis Armstrong.

M 6

20.55 American Sixties
Un téléfilm en deux parties qui mêle adroitement fiction et réalité pour raconter les années 60 aux jeunes d'aujourd'hui, en suivant les aventures de deux familles américaines (imaginaires), l'une blanche, l'autre noire. Les années Kennedy, Martin Luther King, le premier pas sur la Lune, Woodstock, les années pilule et LSD, etc. Les héros vivent tant bien que mal ces bouleversements. Une réussite.

ARTE

23.50 Profil : Balzac
Pierre Dumayet au texte et Robert Bober à l'image : une promenade amicale et curieuse dans la vie de l'écrivain. Complicité du texte et de la caméra, de la voix et des images. Travelling arrière, travelling avant, au fur et à mesure que l'on se promène, en désordre apparent, dans la vie de Balzac, à partir de 1832, parce que, cette année-là, *« tout le monde de Balzac est dans l'œuf »*.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
✪ Tous publics
O Accord parental souhaitable
◆ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
◘ Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
✪ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
■ On peut voir
■■ A ne pas manquer
■■■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

LeMonde Job: WMQ0812--0038-0 WAS LMQ0812-38 Op.: XX Rev.: 07-12-99 T.: 10:59 S.: 111,06-Cmp.:07,11, Base : LMQPAG 24Fap:100 N°:0519 Lcp:700 CMYK

Ministres sauvageons

par Pierre Georges

EST-CE une farce ? Un lapsus calamiteux ? Une étourderie frappeuse ? En tout cas, c'est très drôle. Le rapport officiel, concocté par Matignon et consacré au dernier Conseil de sécurité intérieure, le 6 décembre, comporte une pure horreur de nature à attenter au sérieux de l'entreprise et à susciter l'hilarité générale.

Dans un des chapitres, qui se livre à une fine dissection d'un phénomène grave, *« le traitement de la délinquance des mineurs »* en région parisienne, une notule précise : *« Ainsi, en 1999, dans les départements étudiés, le traitement apporté à la délinquance des ministres par les parquets consiste massivement en une réponse positive, que ce soit sous la forme d'une poursuite ou d'une solution alternative. »*

Délinquance des ministres ? Qu'il soit précisé d'abord, en guise de préalable, que si l'on saute avec délice sur cette involontaire perle, ce n'est pas pour que son auteur fasse l'objet des plus odieuses mesures de représailles, trente ans incompressibles aux archives, la mutation dans un cachot poussiéreux de Matignon, et la mise au pain sec et à l'eau. A tout pêcheur, miséricorde !

C'est plus simplement que, dans l'humeur et les habitudes du temps, on trouve le lapsus assez bien venu. Vaste sujet en effet que la délinquance des sauvageons ministériels et les divers moyens d'y remédier ! Pas plus tard qu'hier, dans une de ces fenêtres sur Cour de redoutable usage, *Le Monde* rappelait qu'à l'heure actuelle quatre anciens gardes des sceaux de la République française étaient, comme il fut écrit, *« en délicatesse avec la justice »*. Ce qui, de manière plus lapidaire, revenait à constater qu'ils étaient tous quatre mis en examen. Présumés innocents, certes, mais un peu aussi présumés délinquants.

Cette nouvelle stupéfiante – car vous en connaissez beaucoup, vous, des pays où une justice supposée aux ordres inculpe comme à Gravelotte des gens qui furent supposés lui donner des ordres ? – ne manqua pas, pardon messieurs les mis en examen, de susciter une douce hilarité. D'abord parce que, dans son immense sécheresse, l'information avait un petit côté « Soixante Millions de justiciables ». Du genre : *« J'ai testé la justice de mon pays pour vous. »* Ensuite pour ce qu'elle signifiait à la fois sur l'ampleur du phénomène, cette délinquance ministérielle qui crée un climat de notoire insécurité dans nos cités, nos grands ensembles et la moindre bourgade, et sur les moyens d'y mettre fin par une répression sans faille. Quoique sans acharnement.

Cependant, tous les éducateurs en milieu ministériel sont formels sur ce point : la répression ne saurait être une fin et encore moins un remède à ce problème majeur de société. Que faire du ministre délinquant ? Il y a, bien sûr, la solution alternative. Sans autre alternative d'ailleurs que la démission. Mais est-ce bien raisonnable que d'imposer pareil désœuvrement, de jeter à la rue, et aux tentations de la cruelle ville, le primo-délinquant ministériel ? Ne serait-il pas plus sage, dans un but de réinsertion, et pour prévenir la récidive, de lui imposer des travaux d'intérêt général ? Voilà bien qui serait l'idéale solution alternative : ministre sans titre !

Le mouvement de grève dans les hôpitaux parisiens s'étend

Partie des urgences, la grogne gagne les autres services

LE MOUVEMENT de grève qui a commencé il y a quatre semaines au service des urgences de l'hôpital Saint-Antoine, puis s'est étendu à celui de l'hôpital Saint-Louis (*Le Monde* du 26 novembre), deux établissements de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP), prend de l'ampleur. Il a tout d'abord gagné les autres services de l'hôpital Saint-Antoine où, selon les syndicats, 100 % des personnels des urgences et 80 % de ceux des autres services de l'hôpital sont en grève. Un préavis de grève a été déposé pour jeudi 9 décembre dans deux hôpitaux parisiens, Robert-Debré et La Pitié-Salpêtrière. Dans les autres établissements de l'AP-HP, des assemblées générales se tiennent cette semaine.

A l'origine du conflit se trouve le surcroît de travail que connaissent les services d'urgence. Ceux-ci font de plus en plus souvent office de lieu d'accès aux soins, y compris lorsque la nature de ces soins n'a pas de caractère urgent. Confronté à une augmentation régulière de son activité, le personnel des services d'urgence se plaint du manque de moyens humains et des insuffisances de locaux. A l'hôpital Saint-Antoine, les locaux prévus pour accueillir 80 personnes par jour en reçoivent en moyenne 132. Selon le président de l'Association des médecins urgentistes des hôpitaux de France (AMUHF), le docteur Patrick Pelloux, 2 000 m² sont nécessaires pour seulement 200 m² actuellement.

DES PROPOSITIONS REJETÉES

La directrice de l'hôpital Saint-Antoine a présenté un protocole d'accord prévoyant la création de deux postes de médecin à temps plein en 2000, un autre en 2001, le pourvoi de 12,5 postes vacants d'infirmières et d'aides-soignantes, ainsi qu'un renforcement immédiat du personnel non médical de dix personnes pendant trois mois. Ces propositions ont été jugées insuffisantes par les grévistes.

Au-delà des services d'urgence, la question posée par les syndicats et le personnel gréviste est celle des moyens accordés à l'hôpital, qu'ils estiment insuffisants dans les établissements de l'AP-HP. *« Il existe une véritable fracture entre la direction de l'AP-HP, qui introduit des critères de rentabilité dans des établissements où règne encore un état d'esprit mandarinal, et les personnels qui sont confrontés aux besoins de la population*, diagnostique le docteur Pelloux. *Le protocole conclu en juin entre les urgentistes et le secrétariat d'Etat à la santé n'est toujours pas appliqué par les directeurs d'établissement. »*

Les revendications semblent fédérées autour de l'arrêt des plans d'économies, qui entraînent notamment des suppressions de vacations de médecins, l'arrêt du recours à des contrats à durée déterminée au bénéfice d'embauches fermes. La direction de l'AP-HP, fortement centralisée, qui gère cinquante hôpitaux, mais aussi le gouvernement, qui décide de la dotation hospitalière, pourraient être confrontés à un conflit d'ampleur.

Paul Benkimoun

« Ouest-France » annonce le décès du criminel nazi Aloïs Brunner

LE QUOTIDIEN *Ouest-France* annonce, mardi 7 décembre, que le criminel nazi Aloïs Brunner *« serait bien mort »* en 1996, en Syrie. Un article indique que Brunner, alors âgé de quatre-vingt-quatre ans, a été enterré au cimetière musulman Dah Dah, à Damas, et qu'un ami du fils du président syrien Assad a déclaré : *« L'homme est mort et c'est une histoire morte. »* L'inscription gravée sur la pierre tombale aurait déjà disparu. Aloïs Brunner, qui fut le responsable du camp de Drancy, d'où partirent la quasi-totalité des déportés juifs de France pendant la seconde guerre mondiale, doit être prochainement jugé par contumace par la cour d'assises de Paris pour *« l'enlèvement de 352 enfants âgés de quinze jours à dix-huit ans »*. Beate Klarsfeld, qui s'était rendue en Syrie en 1987 pour tenter d'obtenir l'extradition de Brunner, a déclaré au *Monde*, mardi 7 décembre : *« Ne s'agit-il pas d'une énième manœuvre pour obtenir l'annulation du procès ? Avant de donner foi à ce type d'informations, il faudrait que la Syrie en apporte la preuve. »*

Les retraites complémentaires des cadres ne seront pas revalorisées

IL N'Y AURA PAS de revalorisation, au 1er janvier 2000, du point de retraite complémentaire des cadres. Ainsi en ont décidé les administrateurs syndicaux et patronaux de l'Agirc, le régime de retraite complémentaire des cadres, réunis, lundi 6 décembre, pour examiner les conséquences d'un récent arrêt de la Cour de cassation invalidant une mesure d'économie (*Le Monde* du 25 novembre).

L'arrêt rendu le 23 novembre par la Cour de cassation, saisie par la CGT, annulait certaines dispositions d'un accord signé le 9 février 1994 par le patronat, la CFE-CGC, la CFDT, FO et la CFTC, qui prévoyait, pour résorber le déficit de l'Agirc (857 millions de francs en 1998 après 1,6 milliard en 1997), de réduire progressivement le montant des majorations de pensions accordées aux retraités ayant élevé au moins trois enfants. La Cour a estimé que l'Agirc ne pouvait pas diminuer rétroactivement les droits acquis par les 500 000 cadres dont la retraite était déjà liquidée, à qui le régime devait restituer 3 milliards de francs d'arriérés. Restait aux administrateurs de l'Agirc à décider si seuls les retraités partis avant 1995 devaient voir leurs majorations familiales rétablies ou si l'annulation de la baisse devait également concerner les générations suivantes.

Les administrateurs ont opté pour la première solution, moins coûteuse (2,6 milliards de francs contre 3,5 à 4 milliards pour une régularisation de tous les affiliés), et pour le gel *« à titre conservatoire »* de la valeur du point Agirc. Ces deux mesures ont fait l'objet d'un « relevé de décision » signé par le Medef, la CFE-CGC, la CFDT et FO ; la CFTC réservant sa réponse et la CGT refusant de signer, en attendant les négociations paritaires prévues au premier trimestre 2000. Celles-ci doivent permettre la mise à jour des accords du 25 avril 1996 sur l'Agirc et l'Arrco, le régime de retraite complémentaire de l'ensemble des salariés. *« Cette réunion nous a montré un Medef terriblement décidé à ne faire aucun effort supplémentaire pour éviter un déséquilibre des régimes de retraite*, déplore Roger-Paul Cottereau (CFTC). *Cela nous laisse déjà présager des négociations difficiles. »*

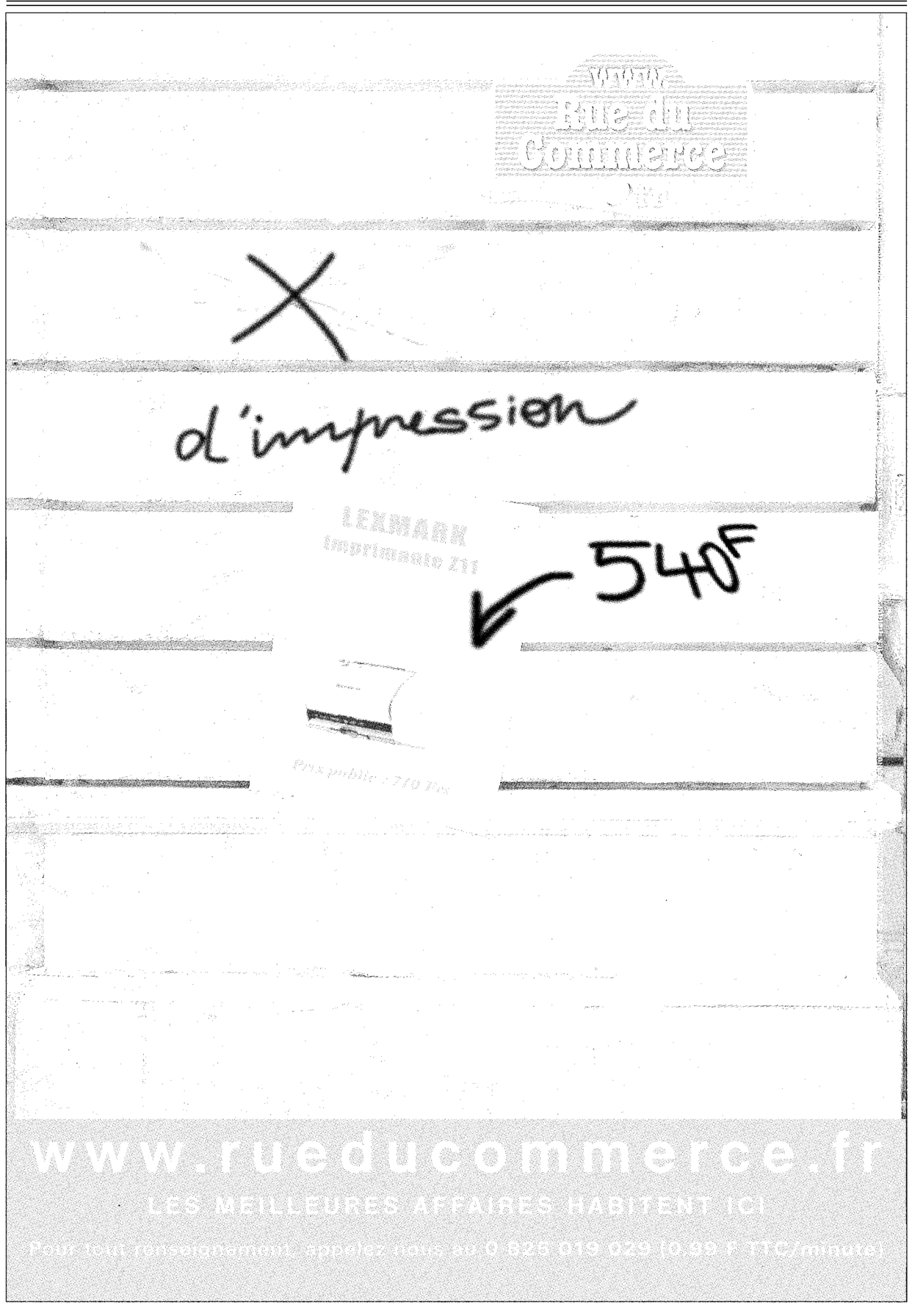
Tous les administrateurs ont, en revanche, signé une lettre au premier ministre et à la ministre de l'emploi et de la solidarité pour réclamer l'apuration du contentieux financier avec l'Etat au sujet des préretraites. *« Les lois de finance passent, notre dette demeure »*, soupire M. Cottereau.

Alexandre Garcia

Le chômage dans la zone euro repasse sous la barre des 10 %

LE TAUX DE CHÔMAGE des onze pays de la zone euro est passé pour la première fois depuis décembre 1992 sous la barre des 10 %. D'après des chiffres publiés lundi 6 décembre par Eurostat, le chômage est passé à 9,9 % en octobre dans les onze pays concernés, contre 10 % en septembre (en données corrigées des variations saisonnières). En octobre 1998, ce taux était de 10,6 %. Ce chiffre de 9,9 % représente 12,7 millions de chômeurs. Au total, l'Union européenne (dont le taux de chômage est légèrement moins élevé que celui de la zone euro) compte 15,4 millions de demandeurs d'emploi. La Finlande (10,0 %), la France (10,6 %) et l'Espagne (15,3 %), ont des niveaux de chômage supérieurs à la moyenne européenne.

Tirage du *Monde* daté mardi 7 décembre 1999 : 510 604 exemplaires.



LeMonde Job: WIA4999--0001-0 WAS MIA4999-1 Op.: XX Rev.: 04-12-99 T.: 19:02 S.: 111,06-Cmp.:06,06, Base : LMQPAG 37Fap:100 N°:0014 Lcp:700 CMYK

Le Monde
INTERACTIF
LES NOUVELLES TECHNOLOGIES | www.lemonde.fr/aietek
MERCREDI 8 DÉCEMBRE

SÉLECTION
L'équipe du « Monde interactif » a choisi vingt-neuf machines bourrées de puces – pour faire des affaires, pour se divertir, pour se reposer ou pour voyager – dont on se demandera bientôt comment on a pu vivre sans. **P. II à V**

CANAL+
Dans la hotte de la chaîne cryptée, des CD-ROM pour jouer et pour se cultiver.
P. VI

MÉTIERS
Ce sont les bonimenteurs du Web, qui jurent à en perdre haleine que leur site marchand est le meilleur, le plus beau, le moins cher. Profession : cybercommercial.
P. VII

EMPLOI
15 pages d'annonces classées.
P. VIII à XXII

ENQUÊTE

Quelques objets pour l'an 2000

La révolution technologique qui changera notre rapport aux machines n'a pas encore eu lieu. En l'attendant, les industriels tentent d'anticiper nos désirs et d'automatiser nos routines

À L'HEURE où les nouvelles aventures de James Bond, avec leur lot de gadgets plus fous les uns que les autres, déferlent sur les écrans de cinéma, « Le Monde interactif » ouvre ses pages aux objets de l'an 2000 et des années qui suivent.

Certains ont bien sûr déjà pris place dans les rayons des magasins, d'autres n'arriveront que dans quelques mois, voire quelques années pour les prototypes les plus spectaculaires. Ces objets ne sont certes pas tous à la pointe des technologies les plus avancées mais ils préfigurent, à nos yeux, ce que seront les comportements et les habitudes de demain, aussi bien dans les domaines du travail, du voyage ou du divertissement qu'en matière de cocooning, cette manière de rester chez soi et de s'y sentir bien. Dans cette collection de prêt-à-consommer, deux grandes tendances se dessinent clairement : convergence et miniaturisation. Convergence, car les appareils deviennent de plus en plus complexes, intégrant une multitude de fonctions. L'appareil photo se fait boussole grâce au GPS, les consoles de jeux deviennent de véritables systèmes de divertissement domestiques et peuvent désormais lire CD audio et DVD vidéo, et enfin les voitures se transforment en bureaux ambulants avec possibilité de surfer sur Internet et de lire son courrier électronique.

Les constructeurs rivalisent aussi d'ingéniosité pour que tous ces objets prennent le moins de place possible et se fondent discrètement dans notre univers quotidien. Les ordinateurs portables s'aplatissent – en attendant l'écran que l'on se collera juste devant la rétine –, les souris rapetissent pour se faufiler dans les bagages, et les téléphones mobiles maigrissent à mesure que leurs fonctions augmentent en nombre et en puissance.

« Notre seule limite, c'est notre imagination », constate François Pilleron, directeur marketing chez Ericsson France. Et, de l'imagination, industriels et stylistes n'en manquent pas pour nous proposer ces petits bijoux technologiques.

Avec eux, pensons-nous, travailler, communiquer, se déplacer ou jouer deviendra plus simple et plus agréable, même s'il est difficile de prévoir l'avenir de telle ou telle technologie au-delà des premières années du nouveau millénaire.

Ces objets, censés faciliter notre vie, créent pourtant des comportements moins glorieux chez leurs utilisateurs réguliers. Avec eux, en effet, nous sommes entrés de plain-pied dans l'ère du « tout, tout de suite ». Plus question d'attendre ses photos, sa page Web ou un appel téléphonique : l'immédiateté est devenue la règle. Sans compter que ces machines à communiquer peuvent virer rapidement à l'enfer électronique : imaginez, d'ici quelques années, des hordes de gens étrangement équipés d'oreillettes et d'écrans en guise de lunettes, parlant dans le vide comme des machines. Quant au « worktaintment », cette façon de confondre travail *(work)* et divertissement *(entertaintment)*, il faudra sans doute attendre plusieurs années avant qu' il puisse prendre tout son sens, si seulement il doit, un jour, devenir réalité.

Les objets de demain font parfois naître des rêves bien supérieurs à ce qu'ils sont capables d'offrir à l'homme. *«Il faut s'accorder le droit de débrancher ces machines à tout moment »*, préconise le psychanalyste Serge Tisseron.

Un conseil qui ressemble fort à un rappel à l'ordre mais qui ne doit pas nous empêcher d'admirer ou de critiquer les formidables objets que l'imagination des fabricants soumet à notre gourmandise branchée.

Guillaume Fraissard

MARIE CAILLOU / PRIMA LINEA

Dans le travail comme dans les loisirs, les assistants numériques qui doivent simplifier la vie quotidienne prolifèrent. Une sélection de ces prothèses électroniques pour entrer dans le nouveau millénaire avant les autres

Rendez-vous directement en dernière page.

LeMonde Job: WIA4999--0002-0 WAS MIA4999-2 Op.: XX Rev.: 04-12-99 T.: 18:56 S.: 111,06-Cmp.:06,06, Base : LMQPAG 37Fap:100 N°:0015 Lcp:700 CMYK

La Vénus de Milo en vente sur le Web
www.musesdefrance.com

ENQUÊTE

Travailler c'est trop dur

7 DÉCEMBRE 2005. 9 h 30. *« Allez Paul, c'est l'heure ! Debout ! »*, assène une voix satinée avec une insistance mesurée. Paul est célibataire et, chaque matin de la semaine, c'est l'enregistrement d'une chanteuse célèbre sur son ordinateur de chevet qui le tire des draps en douceur. Aujourd'hui, pas plus qu'hier, ni moins que demain, Paul n'ira au bureau. Il y a d'ailleurs plusieurs années que Paul a abandonné le travail conçu dans son sens originel : le *tripalium* latin, l'instrument de torture. Paul pratique le *worktainement,* mot-valise et concept à la mode théorisé par Jacques Attali pour désigner la fusion du travail *(work)* et du divertissement *(entertainement).*

En ce mercredi ensoleillé, c'est confortablement installé sur la terrasse de son jardin que Paul, gestionnaire d'une société de courtage en ligne, assistera à la traditionnelle assemblée de 11 heures, par le Réseau interposé, grâce au système de vidéoconférence installé sur son nouvel ordinateur portable à commande vocale. Avant midi, il aura fait le point sur le planning de la journée avec son secrétaire particulier, un assistant personnel numérique – autrefois appelé agenda électronique –, mis à jour ses rendez-vous cybernétiques avec ses clients, répondu aux courriers électroniques de ses collaborateurs et parcouru les principaux titres de la presse en ligne. En fin d'après-midi, Paul profitera de la demi-heure de transport en commun nécessaire pour se rendre à son club de squash pour dicter quelques notes à son secrétaire virtuel et passer quelques coups de téléphone, à partir de son mobile, à ses actionnaires pour préparer la journée du lendemain.

Pure fiction ? Ce n'est pas certain : les nouveaux outils de communication, combinés à la puissance d'Internet, commencent dès aujourd'hui à favoriser l'émergence d'une nouvelle race de travailleurs, autonomes et nomades. Hita Doulmet, qui n'est le fruit de l'imagination d'aucun auteur de science-fiction, préfigure l'entrepreneur du XXIe siècle. Patronne d'une société de conseil aux petites entreprises désireuses de se développer sur le plan international, Hita Doulmet est également son unique salarié. Sa société tient dans sa poche. Un ordinateur portable et un téléphone mobile connectés au Réseau lui permettent d'obtenir des informations sur les marchés à prospecter, de rédiger et d'envoyer des études ou des contrats à ses clients. Elle ne sillonne pas la France pour les rencontrer en chair et en os, mais reste en contact avec eux par courrier électronique.

« Les nouvelles technologies remplacent le personnel que je n'ai pas. Sans elles, je n'aurais pu devenir une travailleuse indépendante », confie Hita Doulmet, qui annonce l'avènement d'un travailleur nomade et individualiste. De là à ce que l'individualisation du travail sape définitivement les actions collectives, il n'y a qu'un pas à franchir. A moins que tous les travailleurs nomades du monde ne s'unissent... sur la Toile.

Stéphane Mandard

Le bureau de poche

A portée de paume

Disponible aux Etats-Unis, le Palm VII peut se connecter à Internet pour consulter des pages Web, recevoir et envoyer du courrier électronique et même trouver du travail, grâce aux annonces.

■ **499 $ (497 €, 3 250 F).**
A commander sur Internet
■ **www.palm.com**

L'ordinateur rompt ses chaînes

RIEN DE PLUS SIMPLE et de plus banal aujourd'hui que de travailler à distance à partir d'un ordinateur portable. Les choses se compliquent quand le travailleur nomade souhaite naviguer sur Internet ou utiliser des périphériques (imprimante, modem, caméra...). Il doit alors affronter une armada de fils et câbles qui le gênent dans ses mouvements.

Pour éviter ces inconvénients, des constructeurs, comme le suédois Ericsson, préparent des procédés qui, dans un avenir proche, permettront aux travailleurs ambulants d'avoir en permanence leur bureau à portée de la main.

Ericsson a ainsi dévoilé, lors des récents Salons consacrés à la téléphonie mobile de Genève et de Paris, un prototype d'ordinateur de poche combinant les possibilités offertes par l'informatique et par le téléphone portable. Doté d'un clavier repliable, ce mini-ordinateur dispose aussi d'une caméra, du système de localisation GPS (Global Positioning System) et d'un téléphone cellulaire intégré pour se connecter à Internet.

Pour faciliter l'utilisation de ce bureau de poche, la firme suédoise a aussi imaginé un écran tactile en couleurs qui fonctionne avec un stylo spécial. Avec son système d'exploitation, cet ordinateur de poche offre presque le même confort qu'un PC classique. Il sera équipé de la technologie Bluetooth mise au point par Ericsson, Nokia, Toshiba et IBM, qui permet à plusieurs appareils de se reconnaître dans un rayon de 10 mètres et d'échanger des données sans fil.

Avec Bluetooth, il n'y a plus de lien entre l'ordinateur, le modem et le téléphone portable, mais une liaison radio qui permet par exemple de recevoir un courrier électronique, en laissant téléphone et modem dans sa sacoche.

Plus de 1 200 entreprises comptent déjà utiliser cette technologie, et le premier appareil à en être équipé sortira au début de l'année 2000. Il s'agira d'une oreillette prolongée d'un microphone qui évite de sortir son téléphone portable à chaque appel.

Ericsson et ses partenaires espèrent que ce premier objet estampillé Bluetooth donnera le signal d'une généralisation de cette norme de transmission sans fil. La firme estime même que les premiers ordinateurs portables équipés Bluetooth seront commercialisés avant la fin 2000.

G. F.

Le PC portefeuille d'Ericsson
Avec Bluetooth, les périphériques se parlent par radio

Mini la souris

La mini-souris (8 cm et 70 g) et le mini-pavé numérique (13 cm et 150 g) Targus sont des accessoires complémentaires des ordinateurs portables PC et Mac, auxquels ils se connectent par un port USB.

■ **279 F (42,53 €)**
et 679 F (103,51 €)
■ **www.targuscases.com**

Voiture multimédia

Pour organiser une visioconférence lors d'un trajet, consulter Internet et pour votre plaisir, la berline Mercedes S 55 AMG Multimedia est équipée de nombreux éléments dissimulés dans l'habitacle : 4 écrans couleur pour la réception TV ou vidéo numérique (DVD), 12 haut-parleurs, 2 PC (fixe et portable)... Une conception modulaire réalisée sur mesure (voiture à commander en Allemagne).

■ **www.daimlerchrysler.com**

Un jour en magasin

Bon à tout faire

Le prototype Sharp W-CDM1, divisé en trois parties connectables entre elles, combine un téléphone, un assistant numérique de poche, un navigateur Internet, un appareil photo et une caméra vidéo. Il est actuellement expérimenté au Japon.

■ **www.sharp-co.jp**

Un PC vraiment « portable »

Elaboré par Olympus et IBM Japon, le Wearable PC II dissimule dans son casque un moniteur couleur 800 × 600, se contrôle d'une main mais présente les mêmes performances qu'un ordinateur de bureau.

■ **www.ibm.com**

Les objets présentés dans ce supplément ont été sélectionnés par Agnès Batifoulier

Trois questions à...

Jacques Attali, écrivain et président de PlaNet Finance

1 Que pensez-vous de ces objets qui donnent la possibilité d'être connecté en permanence ?

Ces objets créent une indépendance à l'égard du sol et du groupe : l'homme a de plus en plus tout sur lui ; il devient indépendant et utilise les objets du nomade pour mimer l'appartenance au groupe. Lorsque nous communiquons sur Internet, nous ne sommes pas en communication directe – nous ne pouvons pas toucher les gens. Il y a donc une distance, une virtualité du contact. D'autre part, l'objet nomade permet d'empiler un maximum de choses sur l'individu jusqu'au point ultime, l'homme-prothèse. A terme, il va entrer dans le corps lui-même ; mais, avant cela, il y aura une phase de transition avec les objets intelligents. C'est l'objet qui réfléchira et intégrera une partie des réflexions de l'homme pour décider à sa place ou préparer sa décision. A la maison, ces objets vont savoir ce que l'on a dans le réfrigérateur et préparer les ordres pour le remplir. Au travail, ils prépareront les décisions et organiseront les rendez-vous.

2 Selon vous, les objets nomades permettent d'être branché, vivant et non exclu. Quelle sera cette logique du Réseau de demain ?

Le nomade ne peut survivre qu'en tribu. Sans elle, il est mort. Les objets nomades fabriquent de la solitude ; mais, en même temps, ils fabriquent un désir d'appartenance où chacun a besoin de l'autre. Dans une économie sédentaire, le paysan n'a pas intérêt à ce que le voisin ait de bonnes récoltes, tandis que le nomade a besoin que ses compagnons de tribu soient en bonne santé. Le basculement de l'économie de marché à l'économie de réseau est un basculement vers une société où chacun a intérêt au succès de l'autre, au moins dans le cadre de sa tribu. C'est ce que j'appelle l'« économie de la fraternité ».

3 Comment évoluera le travail ?

Le nomade ne fait plus la distinction entre le lieu de travail et le lieu d'habitation. La seule chose qui reste nécessaire dans l'entreprise, c'est la salle du conseil d'administration et la machine à café, pour le contact humain. Le nomade travaille chez lui ou dans le train. Vous voyez quelqu'un à côté de vous avec un portable, mais vous ne savez pas s'il travaille, joue ou apprend. Mieux : tout va être habillé en distraction. Pour faire admettre le travail, il faudra distraire. C'est ce que j'appelle le *worktainement* – le travail par la distraction. Mais, le télétravail, c'est aussi l'envahissement par le travail : il va être partout, au point où votre patron pourra vous demander ce que vous avez fait durant le week-end.

Propos recueillis par Nicolas Bourcier

Top-modèle

1,2 kg, sa jolie silhouette, et ses mensurations sont loin d'être les seuls charmes du Sony Vaio N505X, qui réunit un processeur Intel 333 MHz, un écran couleur 10,4 pouces, un disque dur 6,4 Go, 64 Mo de mémoire vive et un lecteur externe de CD-ROM.

■ **16 990 F (2 590 €)**
■ **www.sonystyle.fr**

Globe-trotter

Fonctionnant sur les trois fréquences GSM (900 MHz, 1 800 MHz, 1 900 MHz), le téléphone mobile Motorola Timeport L7089 permet d'envoyer et de recevoir des appels dans une grande partie du monde. Il obéit à la voix, enregistre des messages courts et se connecte à un PC ou sur le Web.

■ **2 799 F (427 €)**
hors abonnement.
■ **www.motorola.fr**

LeMonde Job: WIA4999--0003-0 WAS MIA4999-3 Op.: XX Rev.: 04-12-99 T.: 18:56 S.: 111,06-Cmp.:06,06, Base : LMQPAG 37Fap:100 N°:0016 Lcp:700 CMYK

ENQUÊTE

Le monde comme terrain de jeu

POUR JOUER il faut désormais communiquer. Contrairement à certains préjugés, le jeu vidéo n'est plus réservé aux seuls adolescents asociaux. L'explosion mondiale d'Internet a donné naissance à de nouveaux logiciels où l'on s'amuse en groupe. Ainsi, pour pouvoir entrer dans une partie, il faudra d'abord se présenter, former un clan, discuter de stratégie avec ses alliés et, éventuellement, provoquer ses ennemis, avant de se lancer à corps perdu dans la bataille. Dans un registre plus pacifique – un jeu de construction, par exemple –, il faudra s'entendre avec d'autres joueurs pour pouvoir bâtir sa ville, puis commercer avec d'autres cités...

Dans ce registre, le monde de l'informatique ludique et le Net attendent avec impatience Quake III, digne successeur de Doom, l'ancêtre des jeux de combat en réseau. Développé par Activision, Quake III devrait sortir début décembre aux Etats-Unis. Les deux premières versions offraient déjà une option multijoueur permettant à plusieurs combattants de s'affronter, soit sur un réseau local, soit sur Internet. Mais le jeu restait des plus classique : à coups de rafales de mitraillette ou de laser, le joueur devait se frayer un chemin à travers un labyrinthe peuplé de monstres animés par l'ordinateur. Quake III a lui été conçu uniquement pour le jeu en réseau. Ici, le joueur affronte dans une immense arène d'autres joueurs connectés, donc des humains tout aussi intelligents et aussi vicieux que lui... Les vieux réflexes refont surface dans ce monde virtuel : les lâches se cachent dans les coins sombres pour tirer dans le dos, les inconscients foncent et se font hacher menu. Au fil d'interminables nuits blanches, les alliances se forment, les amitiés se nouent.

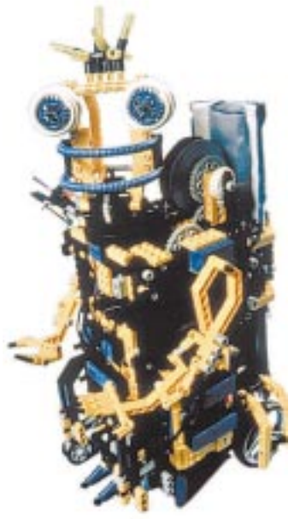
Des jeux comme Mankind (conquête spatiale) ou Ultima Online (Moyen Age fantastique) vont encore plus loin dans l'exploitation du réseau. Dans Mankind, par exemple, les joueurs doivent construire une base spatiale, coloniser des planètes, commercer avec d'autres empires galactiques. La partie est « perpétuelle », car elle ne disparaît pas quand le joueur se débranche du Web. Lorsque ce dernier se reconnecte, il retrouve sa base telle qu'il l'avait laissée et peut ainsi poursuivre son aventure. L'interactivité est poussée à l'extrême : si la base est attaquée pendant que le joueur s'affaire à autre chose, le système le prévient par courrier électronique et bientôt même par téléphone. Mankind compte aujourd'hui 30 000 joueurs répartis dans le monde, et probablement des centaines de milliers d'ici un an. Son éditeur, Cryo, est obligé de faire évoluer le jeu, en y ajoutant des vaisseaux, des planètes. Le jeu lui-même est constamment mis à jour par téléchargement automatique de nouvelles unités et de nouvelles fonctions. En principe, Mankind existera toujours dans dix ans. Sous quelle forme ? Nul ne peut l'imaginer.

Le phénomène des jeux en réseau est également perceptible du côté des consoles. La Dreamcast de Sega ainsi que la PlayStation 2 de Sony intègrent un module permettant des parties en réseau. Face à l'arrivée des jeux en ligne, les jeux traditionnels font de la surenchère, à la fois dans le réalisme et dans l'imaginaire. Dans un jeu d'aventures comme Tomb Raider – avec Lara Croft –, le joueur se promène de la Grande Muraille de Chine à Venise exactement comme durant la lecture d'un roman d'aventures. Dans Versailles, il enquête sur un complot à la cour de Louis XIV. Bientôt, grâce à des lunettes 3D, il pourra s'immerger dans un château de Versailles tout en relief.

Pour stimuler les joueurs, les éditeurs de jeux en réseau ne manquent pas d'imagination. Cryo, par exemple, prépare une chasse au trésor en ligne qui se déroulera pendant un an et permettra au gagnant de remporter réellement *« son poids en or »*. Un jeu de piste planétaire bien lucratif. A quand les professionnels du jeu en ligne ?

Hai Nguyen

S'amuser futé



Briques intelligentes
Avec le Lego Mindstorms Robotics Invention System, il devient possible de créer des robots qui se déplacent et agissent seuls. Des capteurs dissimulés dans les briques reçoivent des informations transmises à partir d'un PC par liaison infrarouge.
■ **Lego 9747 : 1 590 F (242 €).**
■ **www.legomindstorms.com**

Webreporter
La caméra vidéo numérique Creative WebCam Go s'utilise comme un appareil photo lorsqu'on la détache du PC (port USB). Elle peut stocker jusqu'à 90 photos.
■ **990 F (151 €).**
■ **www.creative.com**

Coup de volant
Le volant à retour de force Racing Wheel Ferrari et son pédalier donnent au pilote l'illusion de conduire une Ferrari. Les boutons situés près du volant sont programmables pour s'adapter à différents jeux de course. Branchement par port USB.
■ **990 F (151 €).**
■ **www.guillemot.com**

Palette
La panoplie Wacom Graphire comprend tous les outils indispensables pour dessiner à l'écran avec précision : un stylet, une souris et une tablette graphique. Elle est livrée avec quatre logiciels, dont un pour la peinture, Painter Classic.
■ **699 F (107 €).**
■ **www.wacom.com**

La boîte à émotions

LE JEU est en train de prendre le pouvoir à la maison. Et son cheval de Troie est une console de jeu qui s'appelle PlayStation. Disponible en mars 2000 au Japon, et à l'automne aux Etats-Unis et en Europe, la console PlayStation 2 n'a en fait de console que le nom. C'est plutôt un boîtier noir à la forme épurée, de la taille d'un décodeur Canal+, équipé d'un lecteur de DVD vidéo et de DVD-ROM capable de lire également des CD audio. Bref, la dernière-née de Sony est un appareil de salon aux fonctions multiples.

La PlayStation 2 est, en fait, un micro-ordinateur que les ingénieurs japonais ont miniaturisé. Un processeur 128 bits fonctionnant à 294 MHz, 32 Mo de mémoire vive, une carte graphique 2D/3D avec 4 Mo de mémoire dédiée et une carte son à 48 canaux composent cette machine de jeu. De quoi rendre obsolètes le parc mondial actuel des 60 millions de consoles PlayStation de première génération et celui des rivaux, Nintendo 64 et Dreamcast de Sega. La PlayStation 2 peut traiter jusqu'à 3 millions de polygones (calcul 3D) à la seconde, améliorant très sensiblement le graphisme des jeux (effets de brouillard, d'ombrage ou encore de réflexion de la lumière).

La PlayStation 2 La future console de Sony sera une vraie machine de salon

En plus des deux contrôleurs classiques pour les manettes de jeu, la PlayStation 2 dispose d'une connectique performante (deux ports USB, un port i.Link et deux emplacements PCMCIA III) pour se brancher à des enceintes ou à un disque dur. Attention, toutefois : ce n'est qu'en 2001 que Sony proposera une extension sous forme de carte PCMCIA, qui permettra aux joueurs d'utiliser sur leur ordinateur les jeux développés pour la PlayStation 2 et de se connecter à un serveur Web pour jouer en réseau ou y télécharger des jeux.

Avec cette console, Sony entend donner vie à *« la machine à fabriquer des rêves »*. *« Nous voulons procurer des sensations aux joueurs et pas leur fournir uniquement des jeux dans lesquels il faut battre des records,* explique un porte-parole de Sony. *La qualité des images, le fait de pouvoir écouter des CD audio et de visualiser des DVD vidéo vont permettre à cette console d'offrir bien plus d'émotions que les consoles actuelles. »*

Des dizaines d'éditeurs japonais, nord-américains et européens ont déjà signé avec Sony des accords pour développer des jeux sur la PlayStation 2. Et 48 jeux seront disponibles dès le lancement pour assurer son succès. Son prix officiel est de 2 400 F (366 €), manette de jeu Dual Shock 2 incluse.

La suprématie de Sony n'est pourtant pas assurée tout au long de l'an 2000. Si la PlayStation 2 est plus puissante que la Dreamcast, rien ne dit que la Dolphin – que Nintendo lancera à la fin 2000 – et la X-Box – que Microsoft prépare dans le plus grand secret dans ses laboratoires – ne lui feront pas mordre la poussière. La console de Microsoft reprendrait l'architecture d'un PC classique et le système d'exploitation Windows Powered, la nouvelle version de Windows CE, déjà présente sur la Dreamcast. Elle serait dotée d'un processeur graphique, certainement le GeForce de Nvidia, qui afficherait des performances graphiques équivalentes de celles d'une machine d'arcade. La Dolphin lira elle aussi les CD audio et DVD vidéo et sera capable de télécharger des jeux, de la musique numérique et de la vidéo par le biais d'Internet ou de la télévision....

G. F. et H. Ng.

Un jour en magasin

Clichés en relief
Les photographies prises avec l'appareil numérique Minolta 3D1500 s'affichent en 3D sur le Web. Cet appareil prend en fait deux photos qui sont recalculées et assemblées par le logiciel MetaFlash de MetaCreations pour créer des effets de volume et de profondeur. L'affichage à l'écran et l'envoi sur Internet s'effectuent grâce au module Metastream, téléchargeable gratuitement ou préinstallé sur Windows 98.
■ **Environ 30 000 F (457 400 €).**
■ **www.minolta.com/dp/3d1500/overview**

Nouvelle vague
Le prototype de DVD camera d'Hitachi enregistre les films sur un DVD qu'on peut relire sur son lecteur DVD de salon. Ce nouveau type de Caméscope est équipé d'un écran à cristaux liquides qui permet de revoir ses enregistrements et d'accéder immédiatement aux images de son choix, classées dans un album électronique.
■ **Sortie prévue au second semestre de l'an 2000.**
■ **www.hitachi.com**

Trois questions à...

Philippe Ulrich, directeur de la création de jeux vidéo chez Cryo

1 Quel est, selon vous, le jeu, ou le jouet, emblématique de l'an 2000 ?

Aibo *[ou* AIBO, *pour Artificial Intelligence Robot],* le chien-robot de Sony ! On termine le siècle, et on voit apparaître des animaux domestiques cybernétiques. On le verra dans les livres d'histoire dans cinquante ans, et les robots apprendront alors aux enfants que leur ancêtre était un petit chien qui s'appelait Aibo.

2 Comment expliquez-vous la popularité des jeux vidéo ?

Le jeu est une œuvre de l'esprit qui a l'inutilité de la poésie, mais qui est absolument nécessaire pour faire rêver. Aujourd'hui, on vit dans un monde de plus en plus cloisonné, presque carcéral : on va tous travailler à la même heure ; dans les supermarchés, on achète tous les mêmes produits ; dans nos appartements, il y a à peu près les mêmes photos au mur, on allume et on regarde les mêmes chaînes de télévision... On vit dans des sociétés très uniformes, et cette vie n'est supportable que si elle comporte aussi du rêve et de la poésie. La technologie nous permet de rêver. Si l'informatique était venue à nous sans l'imaginaire et sans le jeu, ce serait la pire des choses : elle servirait alors uniquement à nous surveiller, à nous ficher, à mieux nous vendre des produits.

3 Avez-vous la nostalgie des boîtes de Meccano ?

Je me rends compte, par rapport à mes enfants, que j'ai une nostalgie qu'eux n'ont pas. Je me rappelle mon enfance, j'ai joué avec des arcs et des flèches en bois et j'ai vécu dans un monde très poétique. Tout ça est révolu. Quand on voit nos grands-parents, on se dit qu'ils ont vécu des choses qu'on ne verra jamais, alors que, pendant des générations et des générations auparavant, les enfants vivaient la même chose que leurs parents. Il y a une accélération exponentielle de l'évolution et des techniques, et nous sommes en train de passer vers des types de jeu radicalement nouveaux, sans savoir ce qui nous attend exactement. Mais restons positifs : je pense qu'on va beaucoup s'amuser au cours de la prochaine décennie, entre les robots de compagnie, les jeux en réseau et les films en images de synthèse.

Propos recueillis par Hai Nguyen

Dossiers et actualités économiques à portée de clic, c'est pas magique ?
www.anjou.org [l'Anjou tisse sa toile]

Femme, 37 ans, DRH d'une grande société,

Avec AOL CONTACTS sur AOL.fr, vous pouvez consulter gratuitement* les petites annonces et déposer les vôtres.

AOL.fr, ACCESSIBLE GRATUITEMENT À TOUS LES INTERNAUTES.

www.aol.fr
un service d'AOL

LeMonde Job: WIA4999--0004-0 WAS MIA4999-4 Op.: XX Rev.: 04-12-99 T.: 18:54 S.: 111,06-Cmp.:06,06, Base : LMQPAG 37Fap:100 N°:0017 Lcp:700 CMYK

ENQUÊTE

Le salon se transforme en cocon

A DÉFAUT d'avoir peut-être une âme, les objets inanimés ont déjà un langage. Plusieurs, même. C'est qu'à la porte du nouveau siècle, ils se sont mis en demeure de rompre leur isolement. Ils communiquent, ils conversent, ils convergent. Et nous promettent des cocons plus douillets, des salons plus branchés, des vies meilleures presque ! La télévision n'est plus une simple télévision : c'est du « home cinéma » !

Depuis longtemps déjà, on ne se lève plus pour changer de chaîne, on zappe à distance. L'écran désormais se fait plat, on l'accroche si l'on veut au plafond, couché devant tous les programmes. Sans risque pour les cervicales, sinon l'ankylose. Mieux : on ne regarde plus la télévision, c'est elle qui nous scrute. Elle examine nos goûts, nos habitudes, se connecte sur le Web pour y dénicher les spectacles à notre convenance.

La chaîne hi-fi se met à l'unisson, qui télécharge sur le Net de la musique au format MP3, tandis que le magnétoscope, branché lui aussi sur le Réseau, enrichit le spectacle du DVD de liens utiles. Et nous, au milieu d'un scintillement de diodes polychromes, nous voilà rassurés.

Pour s'intégrer, pour ne pas trop heurter notre rétine, les objets se font plus ronds, les couleurs plus douces. L'ordinateur lui-même renonce à ses arêtes tranchantes, ses beiges laborieux, ses périphériques massifs, ses fils rétifs. Il se fait discret, cherche à se rendre utile. Il commande le chauffage – jamais trop chaud, jamais trop froid – la surveillance du domicile, l'éclairage, arrose les plantes...

Le tout se pilote depuis une simple télécommande, tableau de bord lui aussi lumineux et sensuel, consensuel. D'un simple effleurement de l'index, tout s'illumine et se met en branle. On y verra peut-être un sentiment de puissance, *« mais qui cache en vérité une grande vulnérabilité humaine »,* note Jean-Pierre Rochon, psychologue québécois, spécialiste de la cyberdépendance.

Cyberdépendance ? Oui, et dépendance aux objets high-tech, symptôme naissant non encore répertorié dans le Grand Livre des troubles mentaux utilisé par les psychiatres, le DSM-IV, mais qui frappe déjà aux battants de nos inconscients.

« Ce qui me frappe chez ceux qui me consultent, témoigne encore Jean-Pierre Rochon, *c'est leur grande solitude. En fait, tous ces gadgets, toute cette technologie au service de l'homme introduisent une dimension de superficialité. Tout est fait pour aller au plus court, au plus simple, et contribue à un grand vide intellectuel. Une fois que tout s'éteint, on se retrouve face à soi-même, et face au vide. »* Sans compter que ces beaux joujoux high-tech portent aussi en eux leurs propres limites : la panne ou le dysfonctionnement de l'unique télécommande plonge inévitablement son utilisateur dans la pénombre et dans le dénuement. La domotique (*« Ensemble des techniques et des études tendant à intégrer à l'habitat tous les automatismes en matière de sécurité, de gestion de l'énergie, de communication »,* selon le Petit Larousse) a en tout cas encore de beaux jours devant elle. L'arrivée du protocole X10 et l'utilisation du courant porteur, qui permettent aux objets de la maison de communiquer via le réseau électrique existant, a entraîné une chute des prix et un engouement certain pour la discipline. A moins de 800 F (120 €), une société comme Domavenir propose une première solution pour prendre le contrôle, d'un seul geste, du téléviseur, du magnétoscope, de l'éclairage, et d'un autre appareil électrique. De quoi organiser simplement sa première installation. Et mettre peut-être le doigt, déjà, dans un engrenage infernal. Mais si plaisant.

Olivier Zilbertin

La nouvelle maîtresse de maison

La Pronto de Philips

La télécommande universelle SBC RU890 dirige le foyer au rayon infrarouge, sinon à la baguette. Car la matrone est intelligente et sait parfaitement apprivoiser les appareils électroménagers

ELLE A DEUX NOMS. L'un est Pronto, sans doute parce qu'elle répond toujours, à tout, facilement. Et puis cela fait plus intime, plus proche. Mais son vrai patronyme est SBC RU890. Un moyen, pour Philips, de rappeler aussi qu'elle est d'abord un concentré de technologie : un objet un peu futuriste.

Pronto est une télécommande. Universelle. Jusque-là, donc, rien que d'assez courant finalement. Sauf que celle-ci se flatte d'être intelligente. Qu'elle a déjà tout compris de ce qu'il est convenu d'appeler la « convergence » des technologies domestiques, et qu'elle s'est fixé pour mission de tout diriger elle-même. Tout ce qui fonctionne par signaux infrarouges en tout cas.

L'idée de base de ce type de télécommande est d'abord de remplacer la multitude de boîtiers qui envahissent nos salons. Télévision, chaîne hi-fi, magnétoscope : il est vrai que les boîtes noires de commande à distance de tous ces objets se font un peu encombrantes. Et l'on n'a évidemment jamais la bonne sous la main ! Et tous ces boutons ! Tous ces efforts se révèlent bien durs pour la patate de canapé, la « couch potatoe » des Américains, que la pratique du cocooning révèle en nous.

Du point de vue de l'ergonomie, Pronto a su se faire très nettement moins bourgeonnante. Sept boutons seulement sur un boîtier couleur argent, qui donnent accès aux fonctions principales, comme l'augmentation et la diminution du volume sonore. Le reste est tout entier dissimulé derrière l'écran.

Un écran à cristaux liquides, qu'il suffit d'effleurer pour qu'il s'éclaire. Là, une interface avec boutons, menus défilants et déroulants, permet d'accéder à des fonctions plus complètes. On y sélectionne par exemple l'appareil dont on souhaite prendre les commandes. Une fois ledit appareil sélectionné, certaines touches d'accès direct changent de fonction, afin de présenter immédiatement les commandes les mieux appropriées. Inutile d'encombrer l'écran d'un réglage de la couleur lorsque l'on écoute un CD.

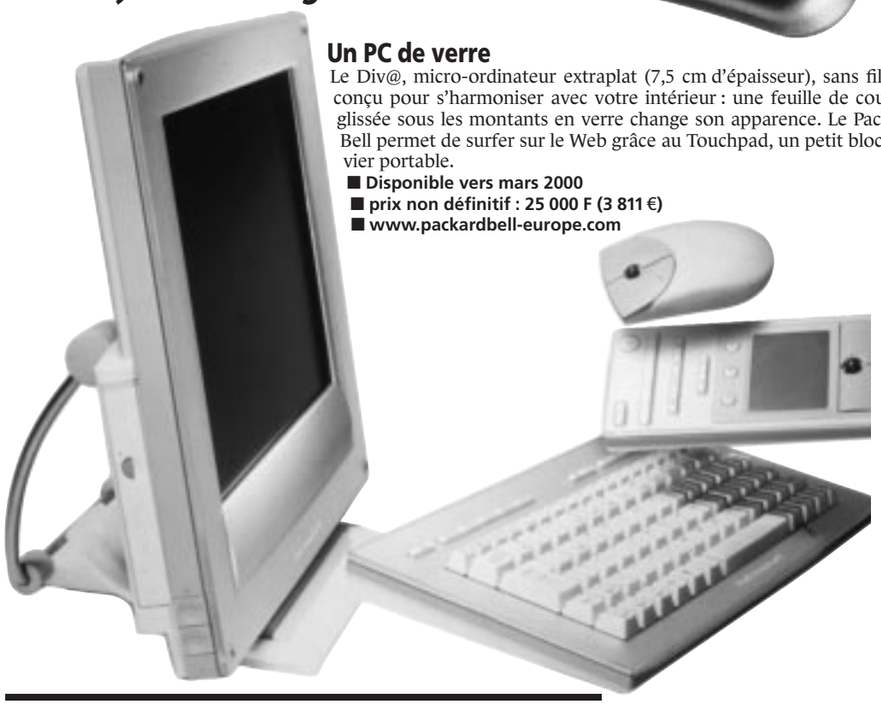
Mais la grande particularité de Pronto est de posséder à la fois un mode d'apprentissage et des possibilités de programmation. En mode « apprentissage », il suffit d'appuyer sur une touche de Pronto, d'approcher une autre télécommande classique en appuyant sur l'une de ses touches pour que RU 890 enregistre cette action et puisse ensuite la reproduire. Du coup, tout appareil fonctionnant sur le principe des infrarouges peut ainsi être ainsi « cannibalisé » par Pronto.

La programmation, quant à elle, permet en fait d'enregistrer des séquences de fonctions sur une seule touche et de programmer des commandes. De sorte que Pronto devient ainsi tour de contrôle, capable de donner des ordres en différé.

On n'affirmera pas que cette télécommande universelle et intelligente est d'une utilisation accessible à chacun, ni même que tout cela ne va pas à l'encontre d'une simplification. Il faut en effet lire le mode d'emploi, et être un peu coutumier de l'univers de l'informatique pour parvenir à ses fins, dès lors que l'on souhaite évidemment employer les fonctions avancées de l'engin. Et, comme celui-ci est commercialisé aux environs de 2 500 F (380 €), plus encore 500 F (76 €) si l'on souhaite l'équiper d'une base de recharge électrique, il serait vraiment dommage de s'en passer... Usage à réserver, toutefois, aux maniaques de la technologie.

O. Z.

Un jour en magasin



Un PC de verre

Le Div@, micro-ordinateur extraplat (7,5 cm d'épaisseur), sans fil, est conçu pour s'harmoniser avec votre intérieur : une feuille de couleur glissée sous les montants en verre change son apparence. Le Packard Bell permet de surfer sur le Web grâce au Touchpad, un petit bloc clavier portable.

- **Disponible vers mars 2000**
- **prix non définitif : 25 000 F (3 811 €)**
- **www.packardbell-europe.com**

L'Actualité Multimédia sur France Info

tous les samedis dans "Multimédia"

avec Jérôme Colombain

FRANCE info 105.5

e-journal

Le magazine électronique qu'IBM projette de créer est formé de seize pages écran flexibles à cristaux liquides sur lesquelles s'affichent vidéo, images et textes. Les informations personnalisables se chargent, se stockent et s'effacent à volonté. Ce prototype pourra être commercialisé lorsque seront résolus certains problèmes de conception : sa structure supporte actuellement mal la chaleur.

- **www.idsa.org/idea99/winners/epaper.htm**

Trois questions à...

Serge Tisseron, psychanalyste

1 Quel progrès représentent ces nouveaux objets électroniques ?

Depuis quelques années, je remarque un effort constant des stylistes pour rendre ces objets plus rassurants, plus exaltants : les formes sont rondes, les couleurs chaudes... Désormais, l'objet doit évoquer l'intimité, le confort. Pourtant, ce n'est pas parce que les objets nous paraissent plus humains qu'ils nous humanisent. Ça ne peut être le cas qu'en prenant conscience des enjeux sensoriels, émotifs, moteurs et imaginaires qui nous lient à eux autant que leur efficacité réelle. D'ailleurs, la rêverie d'intimité que cultivent ces objets peut se retourner : le cocon reste un endroit dont on peut aussi craindre de ne jamais sortir. Un jour, peut-être, il faudra donner aux objets une forme agressive afin qu'ils ne nous maintiennent plus artificiellement dans ce cocon.

2 A quels besoins répondent ces objets ?

Les objets sont de moins en moins des prolongements de nous-mêmes ; avec les progrès techniques, ils deviennent des interlocuteurs à part entière. Mais en même temps, ils répondent à notre désir de donner des représentations des expériences que nous vivons. Or, on ne se donne pas seulement des représentations du monde par la pensée, mais en agissant sur lui. Les nouvelles technologies encouragent une relation tripartite : œil, main, pensée. Il ne faut pas croire que les images ne peuvent être maîtrisées que par la pensée : l'utilisation d'un scanner, d'une télécommande, montre l'intervention nécessaire de l'œil et de la main sur l'image.

3 Quelle relation entretenons-nous avec eux ?

Ces objets sont facilement détournés pour un usage qui n'avait pas été prévu, mais qui s'impose. Le téléphone portable, par exemple, peut être aussi un moyen de s'isoler. La télécommande, en devenant un instrument de pouvoir dans les familles, est détournée de sa fonction initiale. L'homme détourne ces machines dans son économie relationnelle immédiate. Le bouleversement actuel n'est pas, comme le pensent certains, d'ordre quantitatif ; il est qualitatif.

De même qu'on ne se comporte pas de la même manière avec la matière inerte, un chien ou un être humain, les machines introduisent un troisième ordre plus équivoque encore : il faut leur parler comme à des êtres humains, communiquer avec elles et apprendre leur langage, mais il faut sans cesse se rappeler que ce ne sont que des machines et s'accorder le droit de les débrancher à tout moment.

Propos recueillis par Sylvie Chayette

■ ***Comment l'esprit vient aux objets* de Serge Tisseron, Aubier, 98 F (15 €).**

Puces sur canapé

Vidéo à gogo

Le juke-box grand public de DVD et C Sony DVP-CX850D est capable d'enchaîner les 200 disques (musique et vidéo) qu'il contient sans interruption. Il est alors possible de zapper de l'un à l'autre ou de programmer sa soirée.

- **6 990 F (1 066 €)**
- **www.sony.com**

Modem radio

Le modem sans fil Olitec WaveMemory V90/K56 comprend une base dotée d'un récepteur infrarouge et un boîtier mobile qui communiquent par une liaison radio capable de franchir les cloisons, jusqu'à 50 mètres.

- **1 990 F (303 €)**
- **www.olitec.com**

Au cinéma chez soi

D'une épaisseur de 9,6 cm, l'écran plasma Thomson Wysius 16/9 peut se connecter à un PC ou à un Macintosh. Il s'associe à l'amplificateur Onkyo TX-DS 656, aux six enceintes Solid by B&W, au lecteur DVD Thomson DTH 3300 et au magnétoscope VPH 6780 pour créer un ensemble complet de « home cinéma ».

- **Home Cinéma : 89 000 F (13 568 €). Wysius seul : 69 000 F (10 519 €).**
- **www.thomson.com**

On s'appelle ?

Avec une seule base, le téléphone sans fil BeoCom 6000 peut desservir jusqu'à 6 combinés reliant les différentes pièces de votre habitation. Ce mini-standard permet ainsi de signaler aux enfants qu'il est l'heure de dîner sans bouger de la cuisine.

- **2 600 F (396 €)**
- **www.bang-olufsen.com**

New Age

Le système de relaxation Lightscape Relaxation System, qui associe lunettes et écouteurs, permet de visualiser des paysages en écoutant des enregistrements de l'océan, de cascade...

- **149 $ (148 €, 970 F). Sur Internet uniquement.**
- **www.sharperimage.com**

LeMonde Job: WIA4999--0005-0 WAS MIA4999-5 Op.: XX Rev.: 04-12-99 T.: 18:26 S.: 111,06-Cmp.:06,06, Base : LMQPAG 37Fap:100 N°:0018 Lcp:700 CMYK

ENQUÊTE

L'automobile bavarde

La Citroën Xsara Windows CE

La marque aux deux chevrons va lancer une voiture multimédia de gamme moyenne et fait sienne la rengaine : « Heureux qui communique pour faire un long voyage »...

DANS un XXIe siècle hyperconnecté, l'automobile ne peut rester un univers isolé, l'un des derniers bastions étanches aux nouvelles technologies de l'information. C'est dans cet esprit qu'en janvier 2000 le constructeur français Citroën va lancer la Xsara Windows CE, une des premières voitures multimédias de gamme moyenne (155 000 F, 23 600 €).

Tout a commencé en septembre 1995 : durant un de ses séjours en France, Bill Gates, le PDG de Microsoft, a demandé à disposer d'un véhicule lui permettant d'être en liaison permanente avec les Etats-Unis et avec ses collaborateurs. C'est Citroën qui relève alors le défi. La firme aux deux chevrons transforme, avec l'aide de France Télécom et de Siemens Nixdorf, un monospace Evasion en véritable bureau mobile bourré d'électronique. Pendant son séjour, Bill Gates peut alors travailler directement de sa Citroën équipée de deux téléphones GSM, d'un micro-ordinateur et d'une imprimante laser. La convention terminée, le patron de Microsoft présente à un aréopage d'hommes d'affaires français ébahis son automobile-bureau. Le constructeur français a gagné son pari, un marché est en train de naître.

A bord de cette automobile, au profil des plus sobres, le cœur du système est un ordinateur installé à la place de l'autoradio. Il contrôle les multiples fonctionnalités de l'ensemble, de la messagerie personnelle au téléphone mobile intégré. Il gère également un accès à Citroën On Line, un centre d'appels développé par le constructeur susceptible de fournir à terme de nombreux types d'informations, de la météo aux cours de la Bourse, mais aussi de diagnostiquer à distance une panne sur le véhicule. Enfin, un système GPS par satellite permet de se repérer sur une carte routière électronique et informe sur l'état du trafic routier tout en suggérant un itinéraire.

L'innovation du système réside dans l'utilisation de la reconnaissance vocale, qui permet à l'ordinateur de répondre à des commandes orales et d'informer l'utilisateur grâce à un synthétiseur vocal. Le conducteur dialogue ainsi avec le système, tout en gardant les yeux sur la route. Au volant, après seulement quelques mètres de conduite, une voix monocorde peut même le mettre en garde : *« Veuillez vous concentrer sur votre conduite ! »*

Derrière ce message impératif se dessine l'ombre de la sécurité routière. *« Aujourd'hui, notre première cible client, ce sont les entreprises. Il nous sera facile de les convaincre du gain que leur procurera une telle flotte automobile ; une information rapide est un gage d'efficacité. A moyen terme, nous projetons d'équiper 30 % à 40 % de notre production globale »*, explique Alain Kerloc'h, chargé de mission à la direction produits marchés de Citroën. Une ambition légitime, bien qu'il reste à éliminer quelques bogues informatiques susceptibles d'agacer les premiers utilisateurs.

Eric Nunès

■ www.citroen.com

Garder le cap

Jamais perdu

Le système de navigation multimédia Blaupunkt TravelPilot RNS 149 permet de ne pas se perdre grâce à un système de localisation GPS et à un gyroscope intégré, et de trouver son chemin sur écran en consultant les cartes routières Télé Atlas.

■ 9 990 F (1 523 €)
■ www.blaupunkt.com
■ www.teleatlas.com

Plus jamais seul

Appuyez sur un bouton et parlez : les talkies-walkies de poche Motorola TalkAbout 200 dotés d'un écran à cristaux liquides de contrôle ont une portée de 3 kilomètres.

■ 990 F l'unité (151 €).
■ www.motorola.com

La mémoire des lieux

On peut désormais localiser ses photos avec l'appareil photo numérique Kodak DC 290 connecté au système GPS Garmin III Plus. Les clichés sont affichés à l'écran d'un micro-ordinateur sur une carte géographique.

■ Pack GPS : 1 990 F (303 €)
■ DC 290 : 7 990 F (1 218 €)
■ www.kodak.com

La bonne voie

Equipée d'un capteur directionnel, la montre Casio G Shock Wademan indique position et trajet sous forme d'un graphique. Ce mini-instrument de navigation donne aussi l'heure de 27 villes du monde et la température mensuelle moyenne.

■ 1 795 F (274 €).
■ www.casio.com

Le Petit Poucet américain

Aux Etats-Unis, plus besoin de demander son chemin : il suffit de connecter le boîtier Delorme Earthmate à l'ordinateur de poche PalmPilot pour visualiser son trajet à l'écran. Les cartes routières fournies ne concernent que l'Amérique et le Canada, et l'Europe n'est pour l'instant pas prévue.

■ 200 $ (200 €, 1 300 F)
■ www.delorme.com

Un jour en magasin

Guide de poche vidéo

Le prototype Smartphone de Nokia inaugure la troisième génération de téléphone mobile faisant aussi office d'assistant de poche et de caméra numérique. Les touches disparaissent pour être remplacées par des écrans qui afficheront toutes sortes d'informations utiles : adresses de cinémas, cartes routières et touristiques, journal personnalisé...

■ www.nokia.com

LeMonde Job: WIA4999--0006-0 WAS MIA4999-6 Op.: XX Rev.: 04-12-99 T.: 17:52 S.: 111,06-Cmp.:06,06, Base : LMQPAG 37Fap:100 N°:0019 Lcp:700 CMYK

« Millenium » évoque un gaz rare, l'air du temps de l'an 2000 sans doute. Le DVD, l'alternative pédagogique devant la connaissance et son organisation, des embryons d'intelligence artificielle dans les jeux, nous font respirer un peu de cet air-là

La deuxième vie de Half-Life

HALF-LIFE OPPOSING FORCES
Support : PC CD-ROM.
Editeur : Sierra/Havas Interactive
Prix : 360 F (55 €)
Configuration minimale : Pentium 133, Windows 95/98, 24 Mo de RAM, carte 3D recommandée.

E. JOLIVET/CANAL+

EN TÊTE des ventes mondiales de logiciels, raflant toutes les récompenses, Half-Life est l'un des jeux pour PC les plus importants de 1999. Le second épisode, Opposing Forces, sort au début du mois de décembre.

Half-Life est plus qu'un simple exercice de tir dans des décors en 3D et en vue subjective, plus qu'un jeu : c'est un phénomène culturel mondial. En un an, cette superproduction a conquis plus de cinq millions de joueurs avec une scénarisation et une mise en scène très fortes et un remarquable don d'adaptation aux affrontements en réseau sur Internet.

Si la suite d'un titre à succès n'apporte généralement pas grand-chose, Half-Life a imposé son univers à la façon d'une saga cinématographique comme Star Wars ou Alien : avec une telle fascination du public que, d'un épisode à l'autre, il lui suffit de reprendre la même histoire répétée comme une incantation. On retrouve donc, dans Opposing Forces, le complexe scientifique de Black Mesa, au moment où l'expérience ratée projette des extraterrestres hostiles dans notre univers. Seul le point de vue change : le joueur n'incarne plus un savant contraint à se transformer en baroudeur, mais un militaire chargé de faire place nette.

Opposing Forces va encore plus loin en réseau. Les concepteurs du Half-Life d'origine avaient eu l'idée d'inventer des modes d'affrontement plus subtils que le brutal et habituel « deathmatch » (tuer et ne pas être tué). Le nouvel épisode impose des règles de jeu encore plus subtiles : cette fois, trente-deux joueurs peuvent se répartir entre plusieurs équipes pour accomplir des missions complexes de conquête de territoire ou de destruction d'objectif. Comme dans Half-Life, l'accès à cet affrontement mondial par Internet interposé est confié au serveur Won, devenu ainsi leader sur le champ des grandes manœuvres ludiques de la Toile.

Opposing Forces est le type de jeu qui annonce déjà les tendances des jeux de demain : proche du cinéma interactif par une très forte scénarisation et un univers reconnu du public ; produit et promu à l'échelle mondiale pour s'imposer par épisodes en tant que saga ; relayé, amplifié, infiniment démultiplié à travers toute la planète par une infrastructure en réseau surpuissante... au point que le soleil ne se couche jamais sur l'empire de ses parties !

Jean-Michel Maman (Canal+)

Jeux

AGE OF EMPIRES II
Après l'Antiquité, Microsoft transpose son jeu de stratégie en temps réel dans les premiers siècles de notre ère. Stratégique, presque culturel, à coup sûr indispensable. *(CD-ROM PC Microsoft, 340 F, 52 €.)*

NOMAD SOUL
A la fois un jeu d'aventures et une véritable création artistique menée par des auteurs français. David Bowie lui-même a apporté sa contribution musicale à cette épopée onirique, entre cyberpunk et heroic fantasy. Géant. *(CD-ROM PC, Eidos, 390 F, 59 €.)*

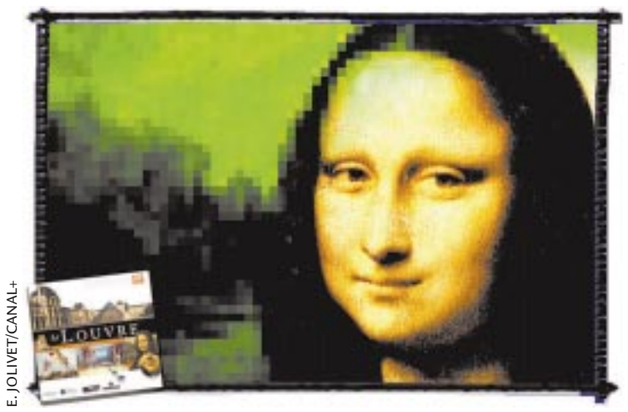
PHARAON
Sur la lancée du fabuleux Caesar III, voici une simulation de construction et de gestion de cités égyptiennes. Beau et passionnant. A offrir ou à s'offrir. *(CD-ROM PC, Havas Interactive, 360 F, 55 €.)*

RAYMAN II
Pas d'hésitation : voici le meilleur jeu de plates-formes du moment, aussi amusant qu'intelligent grâce aux incessantes trouvailles de ses concepteurs. *(PSX et CD-ROM PC, Ubi Soft, 320 F, 49 €.)*

QUAKE 3
La star des jeux de tir en 3D temps réel est de retour. Incontournable pour tester les possibilités de votre carte 3D et pour vous défouler. *(PSX et CD-ROM PC, Activision, 330 F, 50 €.)*

Le très grand Louvre

LE LOUVRE
Support : DVD-ROM hybride.
Editions : Montparnasse Multimédia, La Réunion des Musées nationaux (RMN), Le Musée du Louvre, Shogakukan.
Prix : 349 F (53 €)



E. JOLIVET/CANAL+

L'ANNONCE est alléchante : *« premier DVD culturel »*... Les 960 œuvres répertoriées (et non pas *« plus de mille »* annoncées) sont découvertes selon trois modes. D'abord en plein écran, sur un fond noir et sans commentaire ; recadrées ensuite à l'intérieur d'une fenêtre savante, elles invitent le spectateur à documenter son regard à partir de notices précises : par exemple, un épisode de la Bible ou de l'histoire ancienne sur les saisons de Poussin.

Ceux qui veulent scruter la matière elle-même disposent d'une loupe prometteuse d'exceptionnelles émotions esthétiques : jamais (même au Louvre), l'amateur n'a pu voir si parfaitement le passage de la main, le travail du temps et bien d'autres vérités du matériau même qui constitue l'œuvre ou l'objet. Parfois (mais sans entrée spécifique pour la trouver) une interprétation multimédia complète le tout... Considéré œuvre par œuvre, ce DVD est une réussite quantitative : plus d'œuvres, plus de loupes, bref plus d'effets déjà connus.

Tant de données posent de nouveaux problèmes : la muséologie devrait réfléchir ce nouvel objet, le musée numérique. Faut-il, comme au vrai musée, découvrir les œuvres par année ? par pays ? Faut-il les rapprocher par motifs formels, selon une *« iconologie »*, dirait Panovski (comme y invite le commentaire du Milon de Crotone) ? On attend donc davantage : divers exemples de musées cohérents où les œuvres seraient agencées selon des critères explicites et justifiés (ce que tentait « L'Impressionnisme »).

Ce DVD, moderne, offre aussi un spectacle avec la découverte virtuelle du Louvre. Des promenades, préalablement filmées, ne nous laissent pas très libres. Mais, parfois, le talent des réalisateurs ajoute au plaisir : la *Vénus de Milo*, par exemple, paraît presque se déshabiller au fil d'un magnifique travelling circulaire.

Cependant, le programme reste assez inachevé : on n'ose pas croire que les auteurs auraient interrompu leur travail à l'approche de Noël... Pourtant le moteur annoncé qui devait déclencher la voix de Michael Lonsdale chaque fois qu'on s'arrête devant un objet a finalement été retiré, et cette voix n'est pas audible sur toutes les configurations informatiques. A ce niveau-là, c'est contestable. Plutôt que le plus grand catalogue raisonné jamais réalisé, on espère que c'est le plus intelligent. Malgré ces regrets, la version actuelle du Louvre a tout de même sa place dans toutes les bibliothèques numériques, et pour l'instant une des premières places.

Patrick Longuet (Canal+)

Culturel

Lettres

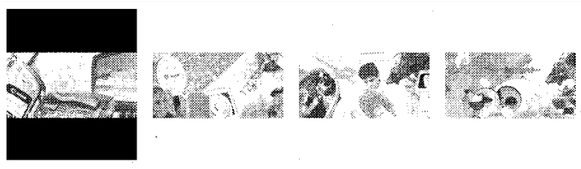
MARCEL PROUST
Si le meilleur spécialiste de l'écrivain français le plus marquant du XXe siècle trouve que le CD-ROM permet une *« approche sensible d'un écrivain de la sensibilité »*, on veut voir. Le CD-ROM est effectivement le lieu d'une ambiance proustienne où musique, peinture et documents font salon autour d'un choix d'extraits : quel meilleur exemple du feuilleté proustien ? A déguster après une visite de l'exposition à la BNF. – *(Jean-Yves Tadié, Gallimard/BNF, 299 F, 46 €, CD-ROM Mac et PC)*

Enfants

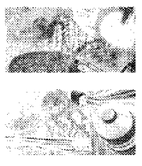
LE FABULEUX VOYAGE DE L'ONCLE ERNEST
Jules Verne parcouru par Fifi Brindacier : sur les pages de son Journal, l'oncle Ernest a laissé des indices qu'il faut interpréter si l'on veut conserver ce document unique d'anthropologie pour tous. Pour tous ne signifie pas pour autant simpliste : la qualité graphique, la malice ingénieuse des auteurs font de ce programme une pittoresque invitation au voyage. (Gallimard avait déjà des partis pris graphiques analogues avec la série « J'ai trouvé ». Le second volet, « Le Manoir hanté », aiguise le sens de l'observation tout en faisant frissonner). – *(Emme, Lexis Numérique, 249 F, 38 €, CD-ROM Mac et PC)*

Encyclopédies

ENCARTA 2000 DE LUXE et HACHETTE 2000
Année de transition pour les encyclopédies, qui devraient consulter les développeurs de jeux pour éviter les nombreux et variables problèmes d'installation. Le meilleur rapport qualité/prix reste celui d'Encarta de Microsoft, surtout dans sa version DVD avec l'Atlas. Mention spéciale toutefois à Hachette 2000 dans sa version DVD. Ceux qui ne comptent pas devraient demander un essai gratuit de la version 5 de l'Universalis. Quand elle fonctionne, c'est la meilleure. – (Resp. *Microsoft, 3 CD-ROM 790 F, 120 € ou 1 DVD-ROM – Encyclopédie + Atlas – 990 F, 151 €* et *Hachette Multimédia, 3 CD-ROM ou 1 DVD-ROM, 690 F, 105 €)*



Les TECHNOLOGIES de demain se créent AVEC VOUS



Retrouvez nos opportunités en page 17

La technologie en action.

Le 20 décembre 1999*, ne manquez pas le dernier numéro du siècle

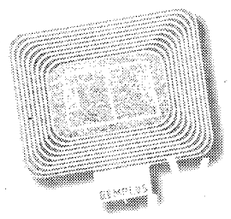
Le Monde ECONOMIE

Au sein d'un numéro unique*, un rédactionnel prospectif exceptionnel vous sera proposé : un siècle d'économie ainsi qu'un paysage de "la nouvelle économie".

A cette occasion, de nombreuses entreprises et professionnels du recrutement vous donnent rendez-vous pour aborder, ensemble, l'an 2000.

* l'ensemble des annonces d'offres d'emploi de la semaine sera regroupé dans le Monde de l'Economie du 20 daté 21 décembre 1999.

Ingénieurs informaticiens, chercheurs, architectes sécurité



Rendez-vous en cahier offres d'emploi.

MEDIASYSTEM

LeMonde Job: WIA4999--0007-0 WAS MIA4999-7 Op.: XX Rev.: 04-12-99 T.: 17:52 S.: 111,06-Cmp.:06,06, Base : LMQPAG 37Fap:100 N°:0020 Lcp:700 CMYK

TINA MERANDON

Le marketing se met à l'heure du Web

Profession : cybercommercial

La promotion en ligne s'impose comme l'instrument privilégié de l'expansion du commerce électronique

MÊME SI LES SOCIÉTÉS qui en ont fait leur fonds de commerce tardent à en tirer des bénéfices, comme c'est le cas pour le libraire en ligne américain Amazon, le commerce électronique connaît une formidable explosion. Le cabinet d'études eMarketer estime qu'aux Etats-Unis, entre 1997 et 1999, les ventes en ligne aux particuliers ont connu une croissance de 615 %, et qu'on compte aujourd'hui plus de 340 000 sites à vocation commerciale sur la Toile. Selon le cabinet d'études IDC, ce nombre s'élèvera à 120 000 d'ici à 2002 en France, où le montant des transactions en ligne a été multiplié par 13 en un an pour atteindre 1,6 milliard de francs (244 millions d'euros) à la fin de l'année 1998.

Les revenus générés par le commerce électronique dans le pays devraient dépasser ceux du Minitel à l'horizon 2000 pour approcher 300 milliards de francs (46 millions d'euros) trois ans plus tard. Si ces chiffres donnent le vertige, ils permettent de dégager une tendance de l'économie mondiale : le commerce du XXIe siècle sera électronique. Les échanges se virtualisent, les produits se dématérialisent et les boutiques se numérisent. En conséquence de quoi, les entreprises n'ont d'autre solution que d'adapter leurs stratégies commerciales à l'expansion du Réseau.

Du responsable de magasin en ligne tenu de gérer une gamme de produits sur la Toile au chef de projet en commerce électronique chargé de la stratégie et de la mise en forme d'un site marchand, en passant par le chef de produit qui assure le suivi en ligne d'un nouveau produit ou d'un marché émergent, les métiers du marketing se déclinent désormais en numérique.

Révolution ou évolution ? Les deux à la fois, estime Bertrand Bathelot, professeur agrégé d'économie et de gestion : *« Le marketing en ligne propose de nouvelles utilisations de techniques marketing ayant déjà fait leurs preuves. »* Le site Web remplace la plaquette d'entreprise ; le courrier électronique, le publipostage ; le marketing personnalisé en ligne, le marketing direct téléphonique, et le bandeau publicitaire, les encarts promotionnels dans les journaux.

La publicité, première parmi les techniques commerciales, a ainsi progressé de 150 % sur Internet en France en 1998, pour approcher 170 millions de francs (25,9 millions d'euros), selon IDC, au premier semestre.

« La vraie révolution, poursuit Bertrand Bathelot, *se situe au niveau des coûts, de la gestion du temps et de l'absence de dimension géographique. »* Internet permet en effet de prospecter des clients jusque dans les pays les plus lointains, tout en économisant du temps et de l'argent par rapport aux techniques traditionnelles de mercatique.

Les entreprises semblent avoir pris la mesure de tels avantages. Le « netmarketing » pénètre progressivement dans les grands groupes industriels qui ont assis leur croissance et leur réputation sur le commerce traditionnel, et il se développe particulièrement dans les sociétés qui vivent uniquement du commerce électronique. Ainsi en va-t-il de chateauonline.fr, site spécialisé dans la vente de vins en ligne qui compte déjà trois cybercommerciaux après un an d'existence.

« On peut toujours faire des campagnes promotionnelles sur des supports comme la radio ou la télévision ; in fine, *notre objectif reste d'encourager les internautes à venir sur notre site. La meilleure stratégie s'impose : le marketing en ligne »,* explique Grégory Salinger, l'un de ces cavistes d'un nouveau genre.

« Il faut à la fois posséder de solides compétences marketing et intégrer les enjeux technologiques d'Internet », précise Bertrand Bathelot. Aussi le pôle universitaire Léonard-de-Vinci, une université privée des Hauts-de-Seine, a-t-il ouvert, à la rentrée 1998, un troisième cycle dédié au marketing et au commerce sur Internet. A 45 000 F (6 560 €) de frais de scolarité par année, la liste des candidats au poste risque pourtant de tarder à s'allonger.

St. M.

Vitrines de Noël

Portrait

Bérénice Berouti est cyberétalagiste pour le site marchand des fêtes de fin d'année du groupe Pinault-Printemps-Redoute

SELON un rituel propre au mois de décembre, les grands magasins rivalisent d'imagination pour parer leur devanture du plus bel habit de lumière. Dans cette compétition redoutable, pour que sa vitrine emporte les suffrages du consommateur, Bérénice Berouti n'a pas lésiné sur les moyens : elle a décidé d'enrôler le Père Noël. Pas un vieux monsieur à la barbe blanche qui fait sauter les petits enfants sur ses genoux, mais plutôt un jeune homme qui répond à leurs lettres par courrier électronique interposé. Bérénice Berouti tient en effet boutique sur Internet et, à vingt-cinq ans, la jeune femme occupe la fonction de responsable marketing du site marchand des fêtes de fin d'année du groupe Pinault-Printemps-Redoute.

« Mon objectif est de créer un maximum de trafic sur les sites Internet de nos marques et de les transformer en commandes. » Vaste campagne publicitaire sur les différents supports de communication, multiplication des partenariats pour afficher, sur les sites des entreprises alliées, des liens vers son magasin, intensification du publipostage électronique pour relancer les clients, Bérénice Berouti a sorti les grands moyens pour attirer le chaland dans sa galerie virtuelle.

Reste à le retenir et à le convaincre d'acheter. Pour accomplir cette partie – la plus délicate de sa tâche –, l'étalagiste a dû redoubler d'ingéniosité. Elle a doté le site d'un mode de recherche multicritère qui permet aux internautes indécis de dénicher des cadeaux au meilleur rapport qualité/prix. Elle a aussi ajouté des vidéos aux traditionnelles photographies pour fournir aux plus difficiles à convaincre des démonstrations animées des produits, et a même débauché les services d'un Père Noël pour occuper les enfants.

« Chacun réagit à des stimulus différents. Pour attirer tout type d'acheteur sur notre site, nous avons créé des rayons avec des sous-rubriques », commente cette touche-à-tout qui joue les chefs d'orchestre au milieu d'une équipe d'une douzaine de personnes qui rassemble webmaster, rédacteurs, informaticiens et commerciaux.

Caméscope numérique pour papa, pull cachemire pour maman ou encore bouilloire Tefal pour mamie, Bérénice Berouti n'a négligé personne dans sa chasse à l'internaute. *« Internet permet de cibler beaucoup plus facilement les clients,* reconnaît la jeune femme ; *on peut identifier qui est en face de nous, suivre son parcours sur le site et ainsi repérer rapidement que telle bannière attire plus son attention si elle est en rouge et non en vert, placée en haut et non en bas de page. »*

Autant dire que cette ancienne élève de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) rodée aux techniques les plus avancées du marketing doit allier pragmatisme et réactivité. *« En une semaine, la page d'accueil a été complètement chamboulée. Il faut sans cesse trouver un compromis entre l'envie de mettre des images qui clignotent dans tous les sens et la nécessité de penser au confort de l'utilisateur. Le site doit être clair, facile à télécharger tout en restant attractif. »* Un savant dosage que Bérénice Berouti cultive avec un talent certain. Après une semaine d'existence, la boutique avait déjà vu déambuler plus de 20 000 adeptes du lèche-vitrine.

St. M.

Profil

Le curriculum vitae idéal

■ **Age :** 25 ans.
■ **Formation :** bac + 4/5. Ecoles de commerce ou scientifique. Spécialisation en commerce et marketing en ligne.
■ **Compétences :** maîtrise d' Internet, intranet et extranet. Parfaite connaissance des techniques de marketing en ligne : ciblage et typologie d'internautes, marketing « one-to-one », études de marché sur Internet, systèmes d'information marketing.
■ **Qualités :** pragmatisme, réactivité et talent de communicant.
■ **Expérience :** dans la gestion de sites Web marchands.
■ **Langues :** anglais obligatoire.
■ **Salaire :** de 17 000 F (2 600 €) par mois pour un débutant à 30 000 F (4 600 €) par mois après quelques années d'expérience.

Les formations

DESS en marketing et commerce sur Internet
■ INCI/MCI-Pôle universitaire Léonard-de-Vinci, 92916 Paris-la Défense Cedex.
■ Tél. : 01-41-16-73-12.
■ www.devinci.fr/mci

DESS en marketing direct et commerce électronique
■ Ecole supérieure de commerce de Lille, MD-LAB, avenue Willy-Brandt, 59777 Euralille.
■ Tél. : 03-20-21-59-42.
■ www.md-lab.com

DESS en commerce électronique
■ Université Robert-Schuman, 47, avenue de la Forêt-Noire, 67082 Strasbourg Cedex.
■ Tél. : 03-88-41-77.
■ www.comelec.net

Sur la Toile

Abc-NetMarketing
■ www.abc-netmarketing.com

Association française pour le commerce et les échanges électroniques (Afcee)
■ www.afcee.asso.fr

Netmarketing
■ www.netb2b.com

Channelseven
■ www.chanelseven.com

Internet direct marketing bureau (IDMB)
■ www.idmb.org

Lettre d'informations et Webmagazine

EMarket newsletter
■ Emarketnewsletter.com

Infos MD
www.infosmd.com

Bibliographie

■ *L'Internet et le Marketing,* de Jean-Jacques Rechenmann, Editions d'Organisation, 1999, 158 F (24 €).

■ *Le Cybermarketing,* d'Arnaud Dufour, Presses universitaires de France (PUF), 1997, 42 F (6,40 €).

LEICA

Le Leica Digilux Zoom
L'ultra compact mégapixel
Le bloc-notes numérique à 1,5 millions de pixels.
Brancher le Digilux Zoom sur un ordinateur pour envoyer les images par Internet ou sur un téléviseur pour regarder les photos en famille.
Retravailler l'image avec Photoshop 5.0 LE livré d'origine, c'est simple, convivial et pratique.
En accessoire, le Leica Digicopy, pour scanner vos diapositives à partir du Digilux Zoom.

Leica Camera France - Tél. : 01 34 26 44 60 - www.leica-camera.com

ESIEA
ECOLE SUPERIEURE D'INFORMATIQUE ELECTRONIQUE AUTOMATIQUE

Plus de 93% des diplômés de l'ESIEA trouvent un emploi en moins de 2 mois. Leur salaire moyen brut annuel est de 203 500 Francs.
Ces quelques chiffres illustrent une pédagogie appliquée à l'entreprise (11 mois de stage), résolument tournée vers les nouvelles technologies, la formation humaine et l'international.

Etre Ingénieur
c'est construire demain.

A l'ESIEA, vous apprendrez à
imaginer et à construire après-demain.

Journées Portes Ouvertes
de 14 heures à 18 heures
les samedis 22/01/2000 25/03/2000

ESIEA Paris : 9 rue Vésale 75005 Paris • Tél 01.55.43.23.23
ESIEA Laval : Parc Universitaire Laval-Changé 53000 Laval • Tél 02.43.59.24.24
www.esiea.fr

chapitre.com
VOTRE LIBRAIRIE SUR INTERNET

Tous les livres français, même les introuvables

380 000 livres neufs et 150 000 livres anciens

www.chapitre.com
3615 Alir (2,23F/m)

e-mail : librairie@chapitre.com
41, rue de Richelieu - 75001 Paris
Fax : 01 42 97 94 96
Recherche gratuite de livres anciens ou épuisés
Paiement sécurisé • Livraison rapide partout dans le monde